John Adams Library.

IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.

SHELF No.
★ADAMS
233.1
v.11

11 (letters)

Digitized by the Internet Archive
in 2010

http://www.archive.org/details/affairesdelangle11adam

ADAMS 233.1
G.11

AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 10 Juillet 1778.

MES conjectures se sont vérifiées, Monsieur, & vous avez appris l'arrivée des vaisseaux le *Saratoga* & *l'Espion*, dans les ports de Nantes & de Brest, au tems que je vous avois indiqué. Mon correspondant m'a envoyé aussi-tôt tout ce qu'il a pû recueillir des expéditions arrivées par ces vaisseaux. Je ne

veux point différer un moment à vous en faire part. La prompte publicité que vous donnerez à ces intéreſſantes nouvelles, ne peut qu'être infiniment agréable à vos lecteurs, par la raiſon du vif intérêt qu'ils doivent prendre à une Nation qui regarde les François comme ſes freres, & dont le ſuffrage unanime vient de ratifier des engagemens qui procurent à la France les plus ſolides & les plus glorieux avantages.

N.° I. *Articles du Traité d'amitié & de commerce entre la France & les Etats-unis d'Amérique, qu'il a été néceſſaire de publier pour leur obſervation de la part des Américains.*

En Congrès le 6 Mai 1778.

D'AUTANT que le Congrès a reçu de ſes Commiſſaires à la Cour de France des copies d'un Traité d'amitié & de commerce, & d'un traité d'alliance entre la Couronne de France & les Etats-unis, duement arrêtés & conclus à Paris le 6 Février dernier, par un Miniſtre revêtu des plins pouvoirs de Sa Majeſté Très Chrétienne & par les ſuſdits Commiſſaires; & d'autant que leſdits Traités ont été mûrement conſidérés & unanimement ratifiés & confirmés par le Congrès: celui d'a-

mitié & de commerce, contenant les article ſuivans, ſavoir:

ARTICLE VI.

Le Roi Très-Chrétien fera enſorte, par tous les moyens en ſon pouvoir, de protéger & de défendre tous les vaiſſeaux & effets appartenans aux ſujets, peuples ou habitans deſdits Etats-unis ou aucuns d'iceux, leſquels ſe trouveront dans ſes ports, havres, ou rades ou ſur les mers voiſines des pays, iſles, cités ou villes de ſa domination, & de recouvrer & rendre aux légitimes propriétaires, à leurs agens ou fondés de procuration, tous leſdits vaiſſeaux & effets qui auront été pris dans l'étendue de ſon pouvoir; & les vaiſſeaux de guerre de Sa Majeſté Très-Chrétienne ou telle autre eſcorte naviguant ſous ſon autorité, prendront, dans toutes les occaſions, ſous leur protection, tous les vaiſſeaux appartenans aux ſujets, peuples ou habitans deſdits Etats-unis ou à aucuns d'iceux & tenant la même route ou allant au même endroit, & ils défendront ces mêmes vaiſſeaux auſſi long-tems que ceux-ci tiendront la même route ou iront au même endroit, contre toute attaque, force & violence, de la même maniere qu'ils ſont obligés de protéger & de défendre les vaiſſeaux appartenans aux ſujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne.

ART. VII.

De la même maniere leſdits Etats-unis & leurs vaiſſeaux de guerre, naviguant ſous leur autorité, devront protéger & défendre, conformément à la teneur de l'article précédent, tous les vaiſſeaux & effets appartenans aux ſujets du Roi Très-Chrétien, & faire tous leurs efforts pour recouvrer & faire reſtituer leſdits vaiſſeaux & effets qui auront été pris dans l'étendue de la domination deſdits Etats-unis ou d'aucun d'entr'eux.

ART. XIV.

Les vaiſſeaux Marchands de l'un ou de l'autre des parties contractantes qui ſeront deſtinés pour un port appartenant à l'ennemi de l'autre allié, & ſur le voyage deſquels & l'eſpece de marchandiſes à leur bord on aura de juſtes ſoupçons, ſeront obligés de produire, tant en pleine mer que dans les ports & havres, non ſeulement leurs paſſeports, mais auſſi des certificats qui conſtatent expreſſément que leurs marchandiſes ne ſont point du nombre de celles qui ont été prohibées comme contre-bande.

ART. XV.

Si, à l'exhibition des ſuſdits certificats, l'autre partie découvre qu'il y ait à bord quelqu'une des eſpeces de marchandiſes qui ſont prohibées & déclarées contre-bande,

avec deſtination pour un port ſous la domination de ſon ennemi, il ne ſera point permis d'ouvrir de force les écoutilles d'un ſemblable vaiſſeau, ou aucune caiſſe, coffre, paquets, baril ou vaſe trouvés à bord d'icelui, ou de détourner la moindre choſe de ſes marchandiſes, ſoit qu'un tel vaiſſeau appartienne aux ſujets de la France ou aux habitans deſdits Etats-unis; à moins que la cargaiſon ne ſoit portée à terre en préſence des Officiers de la Cour de l'Amirauté, & qu'il n'en ſoit dreſſé un inventaire: & il ne ſera nullement permis de vendre, d'échanger ou d'aliéner ladite cargaiſon en aucune maniere, juſqu'à ce qu'il ait été procédé duement & légitimement contre ces marchandiſes prohibées, & que la Cour d'Amirauté, par une Sentence rendue, les ait confiſquées, à la réſerve toute fois du vaiſſeau lui-même, ainſi que de toutes autres marchandiſes trouvées à ſon bord, qui par le préſent Traité ſont réputés libres. De ſemblables bâtimens ne pourront pas non plus être détenus ſous le prétexte qu'ils ſeroient pour ainſi dire infectés par des marchandiſes prohibées trouvées à leur bord, de même qu'à plus forte raiſon ils ne pourront être confiſqués comme priſes légitimes. Et lorſque ce ne ſera point toute la cargaiſon, mais ſeulement partie d'icelle qui conſiſtera en marchandiſes prohibées ou de contre-bande, & que le Commandant du bâtiment ſera

prêt & disposé à les délivrer au Capteur qui les aura decouvertes, en ce cas, le Capteur ayant reçu ces marchandises, devra aussi-tôt tenir le bâtiment quitte de toutes poursuites & ne l'empêcher en aucune maniere de continuer librement son voyage pour le lieu de sa destination. Si les marchandises de contrebande ne pouvoient point être reçues en totalité à bord du vaisseau du Capteur, alors celui-ci, nonobstant l'offre de lui délivrer les marchandises de contrebande, pourra conduire le bâtiment dans le port le plus voisin, conformément à ce qui a été dit ci dessus.

ART. XVI.

D'un autre côté il est convenu que les articles quelconques qui seront trouvés avoir été chargés par les sujets & habitans de l'une des parties contractantes à bord d'aucun vaisseau appartenant aux ennemis de l'autre partie ou aux sujets d'iceux, pourront en leur totalité, quoiqu'ils ne fussent point de l'espece de marchandises défendues, être confisquées de la même maniere que s'ils appartenoient à l'ennemi, à l'exception des effets & marchandises qui auroient été mis à bord d'un tel vaisseau avant la déclaration de guerre ou même après la déclaration de guerre, s'il est averé qu'on l'ait ignorée : de sorte que les effets des sujets & peuples de l'une des parties contractantes, tant ceux

qui seroient de la nature des prohibés que d'une nature différente, lesquels auroient été mis, comme il est dit ci-dessus, à bord d'un vaisseau appartenant à l'ennemi avant la guerre ou après la déclaration d'icelle, faute d'en avoir eu connoissance, ne seront aucunement sujets à confiscation, & devront être restitués exactement & de bonne foi, sans délai, aux propriétaires d'iceux qui les reclameront, sous la condition cependant que si lesdites marchandises sont de contrebande, il ne sera nullement permis de les transporter ensuite dans aucun port appartenant à l'ennemi. Les deux parties contractantes conviennent que passé le terme de deux mois après la déclaration de guerre, leurs sujets respectifs, de quelque partie du monde qu'ils viennent, ne pourront point prétexter l'ignorance dont il est fait mention dans cet article.

ART. XVII.

Et pour qu'on puisse veiller d'autant plus efficacement à la sûreté des Sujets & des Habitans des deux parties, afin qu'ils ne reçoivent aucune insulte ou préjudice de la part des vaisseaux de guerre ou des corsaires de l'autre partie; il sera défendu à tous les Commandans des vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne, & desdits Etats-unis, & à tous leurs Sujets & Habitans de faire aucun tort ou dommage à l'autre partie; & faute

par eux de s'y conformer, ils seront punis & seront en outre obligés de faire satisfaction pour tout le dommage & d'en payer l'intérêt par forme de réparation, sous la peine & obligation de leurs personnes & biens.

ART. XX.

Si quelque vaisseau, appartenant à l'une des parties, ses Habitans ou Sujets vient à échouer sur les côtes ou domaines de l'autre partie, s'il y fait naufrage ou s'il y éprouve quelqu'autre dommage, toute l'assistance & tous les secours que l'on se doit entre amis seront donnés aux personnes naufragées, ou à celles qui seront en danger de l'être, & il leur sera donné aussi des lettres de sauf conduit pour pouvoir librement & sûrement en sortir & retourner à leurs pays respectifs.

ART. XXI.

S'il arrivoit que les Sujets & Habitans de l'une ou de l'autre partie avec leurs vaisseaux, soit publics & de guerre, soit particuliers & de commerce, par disette d'eau, poursuite de pirates ou d'ennemis, ou par toute autre nécessité urgente, fussent contraints de chercher un abri & un port, & de se retirer & entrer dans une des rivieres, rades ou ports appartenans à l'autre partie, ils seront reçus & traités avec toute l'hu-

manité & toute l'affection poſſibles, & ils y recevront toute la protection & tous les ſecours que l'on ſe doit entre amis : il leur ſera permis d'y prendre des raſraîchiſſemens & de s'y pourvoir à un prix raiſonnable de vivres & de tout ce qui eſt néceſſaire pour la ſubſiſtance de leurs perſonnes, ou la réparation de leurs vaiſſeaux & pour la commodité de leur voyage, & ils ne ſeront en aucune maniere retenus ou empêchés de ſortir deſdits ports ou rades; mais il leur ſera libre de s'en aller & de partir pour tel lieu & en tel tems qu'il leur plaira ſans aucun obſtacle ou empêchement.

ART. XXV.

Il ſera permis à tous & chacun les Sujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne & les Citoyens, Peuples & Habitans deſdits Etats-unis, d'appareiller avec leurs vaiſſeaux en toute ſureté & liberté, ſans qu'il ſoit fait aucune diſtinction pour ſavoir quels ſont les propriétaires des marchandiſes y chargées, de tout port quelconque, pour les ports de ceux qui ſont actuellement ou qui ſeront par la ſuite ennemis de Sa Majeſté Très Chrétienne ou des Etats-unis. Il ſera pareillement permis aux Sujets & Habitans ſuſdits d'appareiller avec les vaiſſeaux & marchandiſes ſus-mentionnés, & de commercer avec la même liberté & ſureté des places, ports & hâvres de ceux qui ſont ennemis de l'une ou l'autre partie,

ſans aucun empêchement ou obſtacle quelconque, non-ſeulement en droiture des places de l'ennemi ſus-mentionées pour des places neutres, mais encore d'une place appartenante à un ennemi, à une autre place appartenante à un ennemi, ſoit qu'elles faſſent partie des domaines du même Prince, ou qu'elles appartiennent à des ſouverains différens; & il eſt ſtipulé ici, que les vaiſſeaux libres donneront auſſi la liberté aux marchandiſes, & qu'on regardera comme libre & franc tout ce qui ſera trouvé à bord des vaiſſeaux appartenans aux Sujets de l'une ou l'autre des parties confédérées, quand bien même la cargaiſon appartiendroit en totalité ou en partie aux ennemis de l'une ou de l'autre, en exceptant toûjours les marchandiſes de contre-bande. Il eſt auſſi convenu de la même maniere que cette liberté s'étendra aux perſonnes qui ſont à bord d'un vaiſſeau libre, afin que, quoiqu'elles ſoient ennemis des deux parties ou de l'une d'icelles, elles ne ſoient point priſes ſur un vaiſſeau libre, à moins que ce ne ſoient des Soldats au ſervice actuel de l'ennemi.

ART. XXVI.

Cette liberté de navigation & de commerce s'étendra à toute eſpèce de marchandiſes, excepté ſeulement celles qui ſont diſtinguées par le nom de contrebande; & ſous ce nom de contrebande ou de marchandiſes prohibées ſeront compris les armes, les gros canons,

les bombes avec leurs fuſées & autres articles qui en dépendent, les boulets, la poudre à canon, les mêches, piques, épées, lances, pertuiſanes, hallebardes, mortiers, petards, grenades, ſalpêtre, mouſquets, balles de fuſil, boucliers, caſques, cuiraſſes, cottes d'armes & autres pareilles eſpèces d'accoutremens militaires, propres à armer des gens de guerre, faiſceaux d'armes, ceinturons, chevaux avec leur équipement & tous les autres uſtenciles de guerre quelconques. Les marchandiſes ſuivantes ne ſeront pas compriſes au nombre des effets de contrebande ou prohibés, ſavoir, toutes les eſpeces de draps, & toutes les autres manufactures tiſſues de laine, lin, ſoie, coton ou de toutes autres eſpeces de matériaux, toutes ſortes d'habillemens, avec les eſpeces dont ils ſont ordinairement fabriqués, l'or & l'argent, tant monnoyé que non monnoyé, l'étain, le fer, le laiton, le cuivre, l'airain, le charbon, comme auſſi le froment, l'orge & toutes les autres eſpeces de grains & légumes, le tabac & pareillement toutes les ſortes d'épices: la viande ſalée & boucanée, le poiſſon ſalé, le fromage & le beurre: la bierre, l'huile, le vin, le ſucre & toutes les autres eſpeces de ſels, & en général toutes les proviſions qui ſervent pour la nourriture de l'homme & le ſoutien de la vie: de plus toutes les eſpeces de cotton, de chanvre, de lin, de gaudron, de poix, de cordages, de cables, de voiles

de toiles à voiles, d'ancres, & toutes les parties des ancres, auſſi mâts de vaiſſeaux, planches, bordages & baux de toutes eſpeces d'arbres quelconques, & tous autres articles propres pour conſtruire ou pour réparer les vaiſſeaux ainſi que tous les autres effets quelconques qui n'ont point été ouvrés dans la forme d'aucun inſtrument ou choſe quelconque deſtinée à la guerre de terre ou de mer, ne ſeront point reputés contrebande, encore moins ceux qui ont déja été ouvrés & faits pour tout autre uſage; toutes leſquelles choſes ſeront entiérement reconnues pour effets libres comme auſſi toutes autres marchandiſes & choſes non compriſes, & particuliérement ſpécifiées dans l'énumération ci-deſſus des articles de contrebande de ſorte qu'elles puiſſent être tranſportées de la maniere la plus libre par les Sujets des deux parties confédérées, mêmes aux places appartenantes à un ennemi, n'y ayant d'exception que pour les villes ou places actuellement aſſiégées, bloquées ou inveſties.

ART. XXVII.

Afin que toute eſpèce de diſſentions ou de démêlés puiſſe être évitée & prévenue de part & d'autre, il eſt convenu que ſi l'une des deux parties étoit engagée dans une guerre, les vaiſſeaux & bâtimens appartenans aux Sujets ou Peuples de l'autre allié ſeront pourvus de lettres de mer ou paſſe-ports

dans lesquels sera exprimé le nom, la propriété & le port en tonneaux du vaisseau, comme aussi le nom & le lieu de la demeure du Capitaine ou Commandant dudit vaisseau, pour que par ce moyen on puisse être sûr que le vaisseau appartient réellement & effectivement aux Sujets de l'une des parties; lequel passe port sera dressé & délivré suivant la forme annexée au présent traité. Ces passeports seront aussi rafraîchis chaque année, c'est-à dire, en cas que le vaisseau revienne dans son port, dans l'espace d'un an; il est également convenu que ces vaisseaux étant chargés, seront pourvus non-seulement de passe-ports comme il est dit ci-dessus, mais aussi de certificats contenans les différens détails du chargement, le lieu d'où ledit vaisseau a appareillé, ainsi que celui pour lequel il est destiné afin que de cette maniere on puisse savoir s'il porte à son bord des marchandises de contrebande ou prohibées; lesquels certificats seront donnés par les Officiers du lieu où ledit vaisseau mettra à la voile dans les formes accoutumées; & si quelqu'un juge à propos ou convenable de nommer dans lesdits certificats la personne à qui appartiennent les marchandises à bord dudit vaisseau, il aura la liberté de le faire.

ART. XXIX.

Si les vaisseaux desdits Sujets, Peuples

ou Habitans de l'une des deux parties ſont rencontrés naviguant, ſoit le long des côtes, ſoit en haute de mer, par quelques vaiſſeaux de guerre ou par quelques Armateurs particuliers de l'autre partie, leſdits vaiſſeaux de guerre ou Armateurs, pour éviter tout déſordre, demeureront hors de la portée du canon, & ils pourront envoyer leurs canots à bord du vaiſſeau marchand qu'ils rencontreront, & y entrer au nombre de deux ou trois hommes ſeulement auxquels le Capitaine ou Commandant dudit vaiſſeau ou bâtiment montrera ſon paſſe-port concernant la propriété du vaiſſeau, dreſſé dans la forme inſerée au préſent traité ; & le vaiſſeau, quand il aura montré ce paſſe-port, aura pleine liberté de continuer ſa route, de ſorte qu'il ne ſera pas permis de le moleſter ou de le viſiter en aucune maniere, ni de lui donner chaſſe, ni de le forcer à quitter ſa route.

Forme des paſſe ports & lettres qui doivent être donnés aux vaiſſeaux & barques, conformément à l'article 27 du préſent traité.

A tous ceux qui verront ces préſentes, ſalut. *Il eſt notoire par ces préſentes que, liberté & permiſſion ſont données à*
Capitaine & Commandant de vaiſſeau appellé
du lieu de
du port de *tonneaux ou environ,*

étant à préſent dans le port & hâvre de
deſtiné pour & chargé
de ſous la condition qu'après que ce
vaiſſeau aura été viſité, & avant de mettre à
la voile il fera ſerment par devant les Officiers
qui ont la juriſdiction des affaires maritimes,
que ledit vaiſſeau appartient à un ou à pluſieurs
Sujets de dont l'acte
ſera mis au bas des préſentes, comme auſſi qu'il
obſervera & fera obſerver par ſon équipage à
bord les ordonnances & réglemens de la Marine,
& qu'il remettra au bureau que cela regarde
une liſte ſignée & atteſtée, contenant les noms
& ſurnoms, les lieux de naiſſance & de demeure
de l'équipage de ſon vaiſſeau & de tous ceux
qui s'embarqueront à ſon bord, leſquels il ne
prendra point à bord ſans la connoiſſance & la
permiſſion des Officiers de la Marine; qu'en tout
port ou hâvre où il entrera avec ſon vaiſſeau,
il fera voir cette préſente permiſſion aux Officiers
& juges de la Marine: qu'il leur rendra un
fidelle compte de ce qui s'eſt paſſé & fait pendant
ſon voyage; & qu'il portera les pavillons, armes
& enſeignes du Roi ou des Etats-unis pendant
ſon voyage. En foi de quoi nous avons ſigné
ces préſentes, & y avons appoſé le cachet de
nos armes & fait contreſigner par
à le jour du mois
de l'an de grace

A CES CAUSES, pour que ledit traité puiſſe être bien & fidellement exécuté &

observé de la part & au nom de ces Etats-unis, il eſt ARRÊTÉ que tous ou aucun des Capitaines, Commandans & autres Officiers & Matelots appartenans à aucun des vaiſſeaux de guerre de ces Etats-unis, ou les Officiers de tous autres vaiſſeaux particuliers armés, ayant commiſſion du Congrès, & tous les autres Sujets de ces Etats-unis ſe comporteront ſtrictement en toutes choſes conformément aux articles ci deſſus énoncés, & qu'ils donneront aux perſonnes, commerce & propriété des Sujets de Sa Majeſté Très-Chrétienne la même aſſiſtance & protection qui eſt due aux perſonnes commerce & propriété des ſujets de ces Etats-unis. EN OUTRE IL EST RECOMMANDÉ à tous les Habitans de ces Etats de regarder les Sujets de Sa Majeſté Très-Chretienne, comme leurs freres & alliés, & de ſe comporter à leur égard avec l'amitié & l'attention dues aux Sujets d'un GRAND PRINCE qui, n'écoutant que ſa magnanimité & ſa haute ſageſſe a traité avec ces Etats-unis à des conditions d'égalité parfaite & d'avantage réciproque, ſe rendant ainſi le PROCTECTEUR DES DROITS DE L'HUMANITÉ.

Extrait des Minutes.

CHARLES THOMSON, Secrétaire.

Réjouiſſances

Réjouiſſances au Quartier général de l'armée Américaine le 6 Mai 1778, ſur la nouvelle de la concluſion des Traités d'alliance & de commerce avec la France.

Extrait d'une Lettre écrite par un Américain.

.....QUEL plus brillant ſpectacle peut s'offrir à votre idée que celui d'une armée d'hommes libres, célébrant aux oreilles de ſes ennemis, ſon indépendance reconnue, & ſon Alliance avec le premier Monarque du Monde! Eſt il des Mortels plus heureux que ceux dont les travaux & le courage ont amené un événement ſi favorable aux intérêts de l'humanité? Combien de fois j'ai ſouhaité que vous fuſſiez témoin de nos réjouiſſances! Vous vous ſeriez fait la plus riante image du plaiſir des camps, & votre Poëme ſur notre indépendance auroit eu quelques beautés de plus. Juſqu'ici nous avions célébré le jour anniverſaire de l'avénement d'un Prince qui avoit acquis le droit de nous maſſacrer ou de nous aſſervir: mais le 6 Mai a vu éclater notre joie pour l'enterrement de la tyrannie & le couronnement de l'indépendance Américaine.

Lorſque les Aumôniers eurent achevé leurs

a point de Concerto de *Handel* d'un plus ravissant effet.

Après le feu de joie, les troupes retournerent dans le même ordre à leurs quartiers, & les Officiers entrerent dans la salle préparée pour la collation.

Vous savez que les anciens attachoient leur idée à certains nombres mystiques, dont ils faisoient dépendre beaucoup de choses. Nous ne le sommes pas moins à celui de treize. Les Officiers marchoient par bandes de treize les bras entrelassés, pour signifier l'union des treize Etats, & leur confédération.

L'amphithéâtre étoit construit avec beaucoup d'élégance. Toutes les tables extérieures étoient couvertes de bannes formées par les toiles des tentes. Celle du Général occupoit le milieu sous un vaste pavillon. Pendant tout le souper, il y eut de la musique, mais assez douce pour qu'on pût jouir du plaisir bien plus agréable de la conversation, & de tous les mots honnêtes & spirituels que le Général adressoit à chacun de ses Officiers, ainsi qu'aux Habitans qu'il avoit invités à cette fête. Madame Washington aidoit son mari à en faire les honneurs, avec la Comtesse Stirling, Myladi Catherine sa fille, Madame Green, & beaucoup d'autres Dames; de sorte que la gaieté & les graces se disputoient la prééminence dans cette

assemblée. On but les santés du Roi de France, des Puissances Européennes amies, des Etats Américains, de l'Honorable Congrès & d'autres semblables, caractérisant également l'esprit de liberté.

On se sépara sur les six heures du soir, & Son Excellence retourna au quartier général. Tous les Officiers François marquerent la plus grande satisfaction, de voir avec quel enthousiasme on célébroit l'alliance de l'Amérique avec leur nation. Le Général lui-même n'avoit jamais paru plus content & plus aimable. Par quelle fatalité n'avez-vous point vu tout cela, ayant un si beau sujet à traiter. Je vous jure que je n'ai jamais vu l'armée aussi belle depuis le commencement de la guerre. Je n'omettrai point une petite anecdote qui s'est passée pendant la fête. On avoit appellé à part un Officier pour lui demander ce qu'on feroit d'un Espion du Général Howe qui venoit d'être pris dans le camp, faisant des observations. » Je crois, répondit froidement l'officier, que la plus grande peine que nous puissions faire à ceux qui l'employent, c'est de le leur renvoyer, pour qu'il leur raconte ce qu'il a vu. Il est remarquable que cette fête à laquelle a participé une armée entiere, s'est passée sans le moindre accident, &c.

Ordres généraux donnés le 5 Mai pour les réjouiſſances du 6.

Le Souverain Maître de l'Univers, ayant daigné prendre la défenſe de notre cauſe, & ſuſciter parmi les Princes de la Terre un puiſſant allié aux Etats-unis de l'Amérique, pour établir notre liberté & notre dépendance ſur un fondement durable. — Il eſt convenable que nous conſacrions un jour, pour faire éclater notre reconnoiſſance envers ſa Bonté divine, & célébrer l'important événement dont nous ſommes redevables à ſa gracieuſe entremiſe.

A cet effet, toutes les Brigades s'aſſembleront demain matin à neuf heures. Les Aumôniers les informeront des nouvelles portées au Poſtcrit de la Gazette de Penſylvanie du 2 de ce mois, après quoi ils adreſſeront au Ciel des remercimens, & prononceront un diſcours à cette occaſion.

A dix heures & demie, il ſera tiré un canon pour ſignal de prendre les armes. — Les Inſpecteurs des Brigades feront l'inſpection des habits & armes : ils feront former les bataillons ſuivant leurs inſtructions, & ils annonceront aux Officiers Commandans des Brigades que les bataillons ſont formés.

Les Brigadiers ou Commandans nommeront alors les Chefs de Bataillons, & il ſera ordonné à chaque bataillon de charger & de mettre les armes à terre.

A onze heures & demie, un ſecond ſignal pour la marche. Les Brigades feront demi-tour à droite par pelotons, & gagneront par le chemin le plus court la gauche de leur terrein dans la nouvelle poſition, qui leur ſera indiquée par les Inſpecteurs de Brigade.

Troiſieme ſignal. — Treize coups de canon. — Feu roulant de l'Infanterie, commençant par la droite de Woodford, & continuant, dans toute la longueur du front.

Quatrième ſignal. — Toute l'armée criera *Houſſey.* — *Vive le Roi de France.*

Treize autres coups de canon, ſuivis d'une ſalve générale de mouſqueterie en feu roulant.

Houſſey. — *Vivent les Puiſſances Européennes amies de l'Amérique.*

Pour la troiſième fois. — Treize coups de canon. — Feu roulant de mouſqueterie.

Houſſey. — *Vivent les Etats américains.*

Exhortation adreſſée par le Congrès aux Peuples des Etats-unis d'Amérique, le 9 Mai 1778.

Compatriotes & Amis.

Trois années ſe ſont déjà écoulées, depuis le commencement de la guerre actuelle, guerre ſans exemple dans les annales du monde, & qui a préſenté le ſpectacle le plus ſolemnel que l'œil humain pût contempler. D'un côté, nous avons vu l'artifice & la

violence s'évertuant à servir le despotisme ; & de l'autre, la vertu & le courage, travaillant à l'établissement & au soutien des droits de la nature humaine.

Vous devez vous rappeller avec quelle répugnance nous avons été entraînés dans cette querelle odieuse : combien de fois & avec quelles humbles & pressantes instances nous avons demandé le redressement de nos griefs à celui en qui les Peuples devoient trouver un pere. En vain nous avons imploré sa protection : en vain nous en avons appellé à la justice, à la générosité du Peuple Anglois, de ces Anglois qui pendant une longue suite de siecles ont été les gardiens, les défenseurs & les vengeurs de la liberté, de ces Anglois dont l'épée avoit élevé les remparts de la liberté, & qui les avoient cimentés du sang d'une foule de héros. Nous n'avons fait que de vains efforts. C'étoit au moment même que nous étions prosternés au pied du trône, que nous a été porté le coup fatal qui nous en a séparés pour jamais. Ainsi repoussés, méprisés, outragés, ainsi forcés par nos ennemis à des extremités que nos cœurs abhorroient, nous en avons appellé au Tribunal d'une Sagesse & d'une Justice infaillibles, de cet Être tout-puissant qui gouverne les Rois & dont la domination s'étend sur tout l'Univers.

Nous étions alors sans défense. Nous n'avions ni armes, ni munitions, ni habillemens, ni vaisseaux, ni argent, ni Officiers

qui ſuſſent la guerre ; toute notre eſpérance étoit dans le courage des peuples & dans la juſtice de notre cauſe. Nous avions à lutter contre une Nation induſtrieuſe & guerriere, dont les flottes couvroient l'Océan, & dont toutes les parties du globe avoient vu les drapeaux triomphans. Quelque inégale que fût la diſpute entre nous, notre foibleſſe augmentoit encore par les ennemis que l'Amérique nourriſſoit dans ſon ſein. Il nous reſtoit cette triſte alternative d'être expoſés à des forces extérieures & à des diviſions inteſtines, ou d'être contraints de boire la coupe amere de l'eſclavage & de paſſer le reſte de nos jours dans l'amertume & dans la honte. La liberté, même ſouffrante, a eu notre choix. Nous y avons été pouſſés par un peuple qui, s'il eût été animé de la moindre étincelle de généroſité, auroit rougi de tirer ce foible avantage de notre ſituation, par un peuple qui, s'il eût eu le moindre égard pour les principes de la Juſtice, auroit regardé avec horreur toute propoſition tendante à outrager ceux qui avoient ſi généreuſement combattu pour lui, & ſi efficacement contribué à élever l'édifice de ſa gloire.

Mais quelque criante qu'ait été l'injuſtice de nos ennemis en commençant cette guerre, elle eſt encore bien moins odieuſe que la cruauté avec laquelle ils l'ont faite. La marche de leurs armées eſt marquée par le pillage & la dévaſtation. Des milliers de citoyens, ſans diſtinction de ſexe & d'âge,

ont été chaſſés de leurs demeures paiſibles, ou expoſés à l'inclémence des ſaiſons, par l'embrâſement de leurs villes ſans défenſe. Dans leurs triomphes, nos perſécuteurs ont maſſacré de ſang-froid des hommes qui n'étoient plus en état de leur réſiſter. Ceux qui ont échappé à la premiere ſcene de carnage, ont été expoſés à traîner leur déplorable exiſtence dans les réduits affreux d'une priſon où ils étoient jettés tout nuds, & où ils (*a*) mouroient de froid & de faim, ou bien à devenir les deſtructeurs de leurs compatriotes, de leurs amis, & peut-être, hélas! de leurs peres ou de leurs enfans. Toutes ces horreurs n'ont point été l'ouvrage de la cruauté inſultante d'un individu, c'étoit un ſyſtême de méchanceté, conſacré par l'approbation de la Légiſlation Britannique, & par toutes les formalités de la Loi. Déterminés à rompre les liens les plus forts de la ſociété, ces tyrans ont excité des valets à maſſacrer leurs maîtres dans le ſein paiſible d'une ſécurité domeſtique: & comme ſi ces meurtres n'euſſent pas ſuffi pour appaiſer leur ſoif du ſang, & de quel ſang? du ſang de leurs freres, & de freres qui ne les avoient point offenſés; ils ont ſoulevé les Sauvages contre nous. Un Général qui s'honore du nom de Chrétien & de Diſciple d'un Jéſus miſéricordieux, a oſé publier à la face du monde en-

(*a*) De 3000 Américains pris en 1776 dans le fort Washington, il n'y en a plus que 900 en vie.

tier, la réſolution où il étoit de lâcher contre nous une armée de Sauvages, dont la premiere regle dans la guerre eſt de tout maſſacrer ſans diſtinction, & qui ſe font un plaiſir d'égorger un enfant dans les bras de ſa mere, de faire ſouffrir à leurs priſonniers les plus horribles tourmens, & de commettre des atrocités qui font frémir la nature.

S'il eût été poſſible, ils auroient encore pouſſé plus loin ce cruel ſyſtême; car ils ont propoſé à leurs Marchands (la Compagnie des Indes) de tranſporter les Habitans de ces Etats dans les climats deſtructeurs de l'Inde, pour les y faire périr; & ſi cette propoſition n'a point été acceptée, c'eſt parce qu'elle étoit impraticable dans ſon exécution.

Malgré tant de procédés abominables, nous avons traité avec amitié ceux d'entre eux qui ſont tombés entre nos mains, & nous avons cherché tous les moyens poſſibles d'adoucir leur captivité. Nous avons pouſſé la généroſité ſi loin, que nos ennemis l'ont traitée de lâcheté, & nos amis d'extravagance.

Mais notre eſpoir n'étoit point dans les hommes: il étoit tout entier dans celui qui nous commande d'aimer nos ennemis, & de rendre le bien pour le mal. Et qu'y a-t-il de plus étonnant que les voies par leſquelles s'eſt opérée notre délivrance? Combien de fois, réduits aux plus fâcheuſes extrémités, ne nous ſommes-nous pas relevés avec une nou-

velle vigueur? Lorſque les moyens de pourſuivre la guerre nous ont manqué, nos ennemis eux mêmes n'y ont-ils pas ſuppléé, en nous procurant malgré eux les ſecours dont nous avions beſoin? Nous l'avons éprouvé tant de fois, & d'une maniere qui marque ſi particulierement l'interpoſition directe de la Providence, que l'on ne pourroit, ſans l'ingratitude & l'impiété la plus odieuſe, s'empêcher de reconnoître & d'adorer la main du Tout-puiſſant dans une preuve auſſi manifeſte de ſa protection.

A la fin, le Dieu des Batailles, dans lequel nous mettions toute notre confiance, nous a conduits à-travers les écueils & les tempêtes, au port de sûreté. Il eſt aujourd'hui moralement sûr que, ſi nous avons le courage de perſévérer, nos libertés & notre indépendance ſont aſſurés à jamais. — Le ſuperbe Monarque qui nous a repouſſés avec outrage & mépris lorſque nous étions proſternés à ſes pieds, & ce même Parlement par qui nous avons été proſcrits, ne rougiſſent pas aujourd'hui de s'abaiſſer juſqu'à nous faire des propoſitions d'accommodement. Tant qu'ils ſe ſont crus aſſurés de la victoire, ils ont levé le maſque, & déclaré hautement leurs projets deſpotiques. Mais après avoir prodigué ſans fruit le ſang & les tréſors de leurs ſujets pour un objet auſſi déteſtable, ils s'efforcent actuellement de vous éblouir par des offres immédiates de paix. Ils font jouer tous les reſſorts de la ſéduction, pour vous attirer à

une dépendance qui deviendroit infailliblement la plus honteuſe des ſervitudes. Mais oſent-ils ſe flatter que vous acceptiez des conditions auſſi funeſtes? Eſt-ce parce que vous avez éprouvé les calamités de la guerre, que vous baiſerez humblement la pouſſiere ſous les pieds de vos fiers deſtructeurs? Eſt-il un ſeul Américain aſſez dépourvu des ſentimens qui font l'honneur de l'humanité, de cet orgueil généreux, de cette élévation d'ame, de cette dignité enfin que lui imprime la liberté, en eſt-il un ſeul qui ne rejette avec horreur la ſeule idée de ſe voir dans la dépendance de ces mêmes hommes qui ont inondé l'Amérique du ſang de ſes Habitans? Nous ne pouvons nous prêter à de pareilles ſuppoſitions; & il n'eſt pas vraiſemblable qu'ils n'en ſentent pas eux-mêmes l'abſurdité. Quel eſt donc leur deſſein? N'eſt-ce point de vous éblouir par des apparences captieuſes de paix, juſqu'à ce qu'ils aient pu raſſembler de nouvelles forces pour ſe mettre en état d'exécuter leurs abominables projets?

Si, en effet, ils n'avoient pas cette intention, pourquoi les voit-on imaginer tant de moyens pour augmenter leurs forces & transformer tous leurs Citoyens en Soldats? Pourquoi font-ils ſi baſſement la cour à tous les petits tyrans d'Europe pour acheter leurs eſclaves infortunés? Pourquoi continuent ils d'exciter contre vous l'animoſité des Sauvages? Aſſurément, ce ne ſont pas des procé-

dés par lesquels ils se concilieront l'affection de l'Amérique.

Tenez-vous donc bien en garde contre les pièges de la séduction. Vous avez encore une rude épreuve à soutenir. Vos alliances étrangères assurent votre indépendance, mais elles n'empêcheront point vos Provinces d'être désolées par l'Ennemi : elles ne mettront point vos habitations à l'abri du pillage : la vie de vos enfans, l'honneur de vos femmes n'y trouveront point une sauve garde contre la violence d'une soldatesque accoutumée aux plus horribles excès.

A présent que vos tyrans ont manqué leur principal objet, vous devez vous attendre qu'ils se livreront à toute la rage de l'ambition trompée. Courez donc, courez aux armes ; hâtez-vous de rejoindre vos drapeaux & de vous préparer au combat. Le moment de la vengeance est arrivé. Il faut qu'elle éclate dans toute son étendue. Les destructeurs ont comblé la mesure de leurs abominations ; ils touchent enfin au terme fatal marqué par la Providence pour l'expiation de leurs crimes. Quelque chose que vous ayez déjà fait, il reste encore beaucoup à faire. Tant que vos Ennemis posséderont un peu de terrein en Amérique, toutes leurs paroles de paix seront des paroles mensongeres. Il faut que vous les chassiez de cette terre de promission, de cette terre qu'arrosent réellement des fleuves de lait & de miel. Vos freres, à l'extrémité du continent (le Canada), vous tendent déjà les bras

pour (*a*) implorer votre amitié & votre protection. Leur détreſſe leur donne des droits ſur votre généroſité. Ils ont faim & ſoif de la liberté ; les ferez-vous ſoupirer après ce don céleſte dont vous pouvez les gratifier ? Il n'eſt plus d'obſtacle qui s'y oppoſe. Volez à leur ſecours.

Les attaques continuelles de nos Ennemis n'ont ſervi qu'à nous procurer de nouvelles forces, & nous les verrons tous les jours s'augmenter en dépit des vils Emiſſaires qui employent tous les moyens poſſibles pour vous perſuader le contraire. Ils vous diſent que votre papier-monnoie eſt ſans valeur, & que l'énormité de vos dettes en rend le rembourſement impraticable. Mais nous pouvons vous aſſurer que ſi la Grande-Bretagne continue la guerre encore pendant une année, cette ſeule campagne lui coûtera plus que nous n'avons dépenſé depuis ſes commencemens. Quel peut donc être l'objet de pareilles ſuggeſtions, ſinon de vous faire ſacrifier vos droits les plus précieux pour débarraſſer vos ennemis d'un fardeau ſous lequel il faudra qu'ils ſuccombent ? Car, très-certainement, il n'y a pas d'homme aſſez déraiſonnable pour ſuppoſer qu'il ſoit poſſible de conſerver l'ombre même de la liberté dans

[*a*] Si l'armée, qui doit avoir évacué Philadelphie, s'eſt réunie à celle de New-York, comme on l'aſſure, il ſera néceſſaire qu'il s'en faſſe un détachement conſidérable pour garder le Canada, à en juger d'après ce que l'on voit ici des diſpoſitions du Congrès.

une liaiſon de dépendance avec la Grande-Bretagne. D'après la nature des choſes, il eſt évident que votre ſeule sûreté ſeroit la juſtice & la modération d'un Parlement qui a vendu les droits de ſes propres Conſtituans. Une circonſtance doit encore diminuer votre confiance dans cette sûreté toute foible qu'elle eſt, c'eſt qu'elle ne tient qu'à un engagement contracté avec des Rebelles, (pour me ſervir de la qualification injuſte que vos Ennemis donnent aux vertueux habitans de l'Amérique Septentrionale,) c'eſt-à-dire avec des gens à l'égard deſquels, ſelon les principes britanniques, l'on peut regarder la foi des Traités comme une promeſſe illuſoire qu'aucune loi humaine ne peut forcer de réaliſer. Vous verriez donc vos mains chargées de fers par des hommes dont votre vertueuſe réſiſtance a irrité au dernier point le reſſentiment & l'animoſité. C'eſt ainſi que vos enfans, & les enfans de vos enfans, ſe trouveroient, par votre fait, grevés de toutes les dettes, les guerres, le luxe & les crimes de vos Ennemis qui auroient profité du dérangement de vos finances, pour vous forcer d'adopter ce ſyſtême auſſi impie qu'extravagant.

Il eſt de votre intérêt d'y réfléchir mûrement. Eſt-il un pays ſur terre qui ait autant de reſſources pour le payement de ſes dettes que l'Amérique, un territoire auſſi vaſte, un ſol auſſi fertile, un climat auſſi heureux?

Certes

Certes il n'y en a aucun, & les ſages Européens ne tarderont point à voir que c'eſt celui où ils peuvent placer leurs fonds avec le plus de ſûreté. Pourquoi donc votre papier-monnoie eſt-il tombé en diſcrédit? Parce qu'on n'a établi aucune taxe pour ſoutenir les frais de la guerre: parce que votre commerce a été interrompu par les flottes de vos ennemis: parce que leurs armées ont ravagé & déſolé une partie de l'Amérique: parce que leurs Agens ont eu la lâcheté de contrefaire votre papier monnoie: parce qu'il s'eſt trouvé entre vous des concuſſionnaires, qui, excités par l'appât du gain, ont fait hauſſer le prix de tous les articles néceſſaires à la vie; & enfin parce que des gens bornés ſe ſont laiſſé perſuader que votre papier n'avoit point de valeur. Comment remédier à tant de maux? Voici le moyen. Que ceux d'entre vous qui en ont le tems & les facilités recueillent les ſommes que des particuliers, dans leur proximité, déſireront placer dans les fonds publics: que les diverſes *légiſlatures* amortiſſent les billets de crédit qu'elles ont faits, afin que déſormais il n'y ait plus qu'une ſeule eſpece de papier, pour diminuer le danger de la contrefaction. Abſtenez-vous pendant quelque tems d'acheter des choſes qui ne ſont pas abſolument néceſſaires, afin que ceux qui ont fait le monopole de ces articles voyent fondre entre leurs mains, ainſi qu'ils le méritent, les tréſors

iniques qu'ils ont amaſſés, ce qui arrivera par l'effet du commerce avec les Nations étrangeres, & de la protection que leurs armées navales lui donneront. Sur-tout ne tardez point de mettre vos armées en campagne. Ne vous fiez point à des apparences de paix ou de tranquillité. Soyez certains qu'à moins de perſévérer dans votre entrepriſe, vous ſerez expoſé à toutes ſortes de traitemens cruels. Mais ſi vous faites uſage des moyens de défenſe que Dieu & la nature vous ont donnés, bientôt arrivera le tems où chacun de vous pourra repoſer tranquillement à l'ombre de ſa vigne & de ſon figuier, ſans éprouver aucun trouble dans ſa jouiſſance.

Les avantages d'un commerce libre avec toutes les parties du monde vous dédommageront en peu de tems de toutes les pertes que vous avez eſſuyées. Affranchis des impoſitions arbitraires de ceux dont l'intérêt & la politique étoient évidemment de mettre des entraves à votre accroiſſement, vous ne tarderez point de nager dans l'abondance. Vos intérêts ſeront adminiſtrés par des Gouvernemens qui dérivent de vous leur pouvoir, & qui par conſéquent ſeront obligés par l'influence impérieuſe de la néceſſité, de l'employer en votre faveur.

C'eſt pour parvenir à ce but, que nous vous recommandons de faire les plus grands efforts pour conſommer l'ouvrage de votre

délivrance. Cependant ne penſez point que vous ayez été ſauvés, ou que vous puiſſiez l'être, par vos ſeules forces. Non! c'eſt avec l'aſſiſtance du Ciel; & cette aſſiſtance il faut que vous vous appliquiez conſtamment à la mériter par des actions que le Ciel approuve. Par ce moyen, la puiſſance & la proſpérité de ces Etats ſouverains libres & indépendans, appuyés ſur la vertu de leurs Citoyens, s'accroîtront & s'étendront de plus en plus, & dureront juſqu'à ce qu'il plaiſe au Tout-Puiſſant de mettre fin à tous les Empires de la terre.

Par ordre du Congrès.

Henri LAURENS, Préſident.

En Congrès le 9 Mai 1778.

Arrêté qu'il ſera recommandé aux Miniſtres de l'Evangile, de quelque perſuaſion qu'ils ſoient, de lire ou de faire lire immédiatement après le ſervice divin, l'adreſſe ci-deſſus aux Peuples des Etats-unis de l'Amérique, dans leurs Egliſes & Chapelles reſpectives, & dans tous les autres lieux de culte religieux.

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON, Secrétaire

Lettres écrites d'Amérique aux Députés du Congrès à Paris.

N°. I. *Extrait d'une lettre écrite de Lancaſtre le 27 Avril.*

» L'armée ſe groſſit de jour en jour. Les troupes ſont bien vêtues, bien équipées & remplies d'ardeur. — Il y a de fortes gageures, que nous ſerons en poſſeſſion de Philadelphie avant le 27 Juin, & que la paix ſera rétablie en Amérique au premier Novembre. — Il nous eſt venu la ſemaine derniere cent cinquante Allemands déſerteurs, avec leurs armes. — On les a fait paſſer ſur les derrieres pour les travaux de la campagne. «

II. *Extrait d'une lettre de M. Lovel, Membre du Congrès, — datée d'York-Town le 29 Avril.*

» Les Bills conciliatoires certifiés par Tryon, (*le Chevalier Tryon ci-devant Gouverneur de la Nouvelle-York,*) n'ont été publiés qu'après le rapport du Comité. Cet Ex-Gouverneur en avoit envoyé des expéditions au Général Washington, au Général Gates, à M. Trumbull, Gouverneur (*par Chartre ou Municipal*) du Connecticut, & à d'autres, en les priant de ne point empêcher leur circulation parmi les Officiers & le peuple. Je n'ai pas actuellement ſous la main la

lettre de Tryon, mais elle ſera imprimée avec celle du Général Washington, que voici. «

[N. B. *La plupart des Gazettes ont donné cette circulaire du Chevalier Tryon avec la réponſe du Gouverneur Trumbull : celle du Général Washington n'a point encore paru : elle eſt particulierement remarquable, à cauſe des bruits que le Miniſtere Anglois a fait répandre ſur le Général Washington, le prétendant brouillé avec le Congrès. Les ſentimens qu'il montre dans cette réponſe font bien voir qu'il n'eſt pas plus diſpoſé que les autres à écouter les propoſitions de la Grande-Bretagne.*]

» Au quartier général de Valley-Forge le » 26 Avril.

» Le Triplicata de la lettre que vous m'a» vez fait l'honneur, Monſieur, de m'écrire » le 17 de ce mois, vient de m'être remis. » J'avois déjà eu le plaiſir de voir les pro» jets des deux Bills, avant la réception de » votre paquet, & je puis vous aſſurer qu'ils » ont circulé très-librement parmi les Offi» ciers & les Soldats à mes ordres, dont la » fidélité aux Etats-unis, m'eſt parfaitement » connue. La Gazette ci-jointe, publiée le » 24 Avril à York-Town par ordre du Con» grès, vous fera voir que le Congrès a pré» venu vos déſirs, & qu'il n'a pas moins » d'envie que vous, que ces Bills aient la » plus grande publicité.

» Je prends la liberté, à mon tour, de » vous adreſſer quelques copies imprimées » de l'arrêté pris par le Congrès le 23, & » de vous prier de le faire circuler autant » qu'il ſera en votre pouvoir, pour qu'il » parvienne à la connoiſſance de toutes les » perſonnes qui en ſont l'objet. (C'eſt *un arrêté du Congrès offrant une amniſtie à tous les Torys* (partiſans de la Cour) *qui voudront retourner à leur devoir, & prêter ſerment d'allégeance aux Etats-unis.*)

» Les principes d'humanité, d'après leſ- » quels il eſt conçu, ne manqueront ſûre- » ment pas leur effet ſur l'honnêteté de vo- » tre cœur. J'ai l'honneur d'être, &c.

George WASHINGTON.

» Au Major Général Tryon à New- » York. «

Dans le tems même que l'ennemi affectoit de vouloir traiter avec nous, il faiſoit publier par les Gazettes de Philadelphie & de New-York, d'atroces fauſſetés ſur le compte du Congrès, & il fabriquoit des arrêtés ſignés Charles Thomſon, par leſquels il (*a*) paroiſſoit que le pouvoir avoit été donné au Général Washington, de retenir juſqu'à la fin de la

[*a*] Ces fabrications ont été flétries par une lettre de M. Ch Thomſon, Secrétaire du Congrès, datée du 27 Avril, & les Gouverneurs Anglois qui les ont autoriſées, ſont reſtés couverts d'opprobre. Un pauvre Huiſſier qui auroit commis un pareil faux, ſeroit puni de la marque & des galeres, tout au moins.

guerre, tous les Miliciens enrôlés pour neuf mois ou un an, & de les traiter comme déserteurs, s'ils quittoient le camp à l'expiration de leur engagement.

Le motif de cet indigne artifice étoit vraisemblablement d'apporter quelque remède à la désertion parmi les troupes angloises, & les Torys qui s'y sont joints, en leur faisant entendre qu'on ne pouvoit pas compter sur la foi du Congrès. «

III. *Extrait d'une Lettre de Lancastre, le 4 Mai.*

» Les Arrêtés pris par le Congrès avant la nouvelle des Traités conclus avec la France, & cette nouvelle même, produit de si heureux effets en Pensylvanie, qu'une piastre d'argent qui, au mois de Février dernier, se vendoit neuf & dix piastres de papier, ne vaut plus que deux & demie ou trois de ces dernieres. On voit paroître des quantités prodigieuses de marchandises qui étoient cachées. — Il arrive dans le moment une Lettre du camp, où il est dit que l'Ennemi fait ses préparatifs d'évacuation, & que nous sommes résolus à lui porter un dernier coup. — Il nous est arrivé trois millions de piastres espagnoles, & le double de France. «

IV. *Extrait d'une Lettre de Trenton, le 4 Mai.*

» Tous les Américains & leurs amis en Eu-

rope, apprendront avec plaiſir que le gros lot de la Loterie Américaine eſt tombé heureuſement aux Etats-Unis. Le tirage a commencé à York-Town le 3 Mai dans la Maiſon de Ville, en préſence des Commiſſaires des Etats. «

V. *Extrait d'une Lettre du Camp de Valley-Forge le 13 Mai.*

» Nous ſçavons de divers côtés que l'Ennemi a démonté pluſieurs de ſes canons, & les a fait porter à bord des vaiſſeaux. Je crois cependant qu'il ne quittera Philadelphie qu'à la derniere extrémité, & quand il croira ne pouvoir plus y tenir. Le fourrage embarqué eſt, ſans doute, pour les chevaux de la ſuite du Général Howe, & de ſes Torys. Ce Général partira ſous peu de jours pour l'Angleterre. «

(*Il eſt parti le 24 Mai. Sa traverſée a été de cinq ſemaines, ſur la frégate l'*Andromede *arrivée à Portſmouth le premier Juillet.*)

VI. *Extrait d'une Lettre de Boſton le 22 Mai.*

» La nouvelle forme de Gouvernement, *propoſée* pour l'Etat de Maſſachuſet, a été rejettée par les habitans de *Brookline*, qui ont déclaré dans un Arrêté qu'ils ont pris à cet effet le 21 Mai, — qu'après avoir bien examiné ce projet, il ne leur paroiſſoit point qu'il fût conçu de la maniere la plus propre à promouvoir & aſſurer ſur un pied ſolide & durable le vrai bonheur & la liberté des peu

ples de l'Etat : qu'il importe eſſentiellement à une Conſtitution calculée pour un objet ſi important & ſi déſirable, qu'une déclaration pleine & expreſſe des droits du peuple en faſſent partie, & que les pouvoirs des Adminiſtrateurs y ſoient ſoigneuſement déterminés & limités : que la forme propoſée étant entierement défectueuſe ſur ces points, & imparfaite autant que compliquée dans beaucoup d'autres, elle doit être rejettée ; qu'en conſéquence, l'aſſemblée compoſée de quarante & une perſonnes la rejettent unanimement & abſolument. «

[*Cette nouvelle prouve, contre les aſſertions du Gouvernement Anglois, qu'un vrai eſprit de liberté regne dans les Etats-Unis, & qu'il ne s'y élevera aucun Tyran pour les aſſervir. Elle éloigne en même tems l'eſpoir que nous avions de publier le* CODE AMÉRICAIN *dans le cours de cette année. On nous ſçauroit mauvais gré de donner imparfait un Code auſſi intéreſſant. C'eſt ce qui garantit à nos Lecteurs que nous n'avons aucune part à l'Edition qui s'eſt faite à Paris, de ſix ſeulement de ces Conſtitutions, copiées mot à mot d'après notre Recueil, par une piraterie auſſi injuſte envers le Public que mal-honnête à notre égard. Nous profitons de cette occaſion pour annoncer de nouveau que nous donnerons les Loix des* TREIZE ÉTATS-UNIS *ſous le titre de* CODE AMÉRICAIN, *& que le Volume fera partie de la ſouſcription d'une des années de ce Recueil ſans en augmenter le prix.*]

VII. *Extrait d'une lettre écrite de Hartford (Connecticut) le 23 Mai.*

» Il eſt venu hier au ſoir, & ce matin, deux exprès du Général Gates. — Le premier a apporté une lettre du Major Général Green, en date du 19 Mai. Elle contient ce qui ſuit. — » Le Général Washington me mande que l'ennemi fait ſes diſpoſitions pour évacuer Philadelphie, & il m'ordonne de préparer du fourage, ſur les différentes routes, de ſon camp de Valley-forge, à la riviere de Hudſon. « — Le Général Gates ajoute: — » Il eſt viſible à préſent que ſi nous pouvons couvrir les Etats de la nouvelle Angleterre, la paix, la liberté & l'indépendance de l'Amérique ſont aſſurés. « — Par le ſecond exprès, le Général Gates envoye une lettre qu'il a reçue du Général Washington du 17 Mai, avec les mêmes détails ſur l'évacuation. — Il nous mande de tenir prêts ſix bataillons de Milice pour partir au premier ordre. «

VIII. *Extrait d'une lettre de Fish-Kill le 28 Mai.*

» Le Général Gates a pris le 20 Mai le commandement du département de la Nouvelle-York. Ses troupes commencent à s'approcher plus près de l'ennemi. «

IX. *Extrait d'une lettre écrite de New-London le 5 Juin.*

» Un Capitaine de l'armée du Continent qui eſt parti du Camp de *Valley-forge* le 25 Mai, rapporte que toutes les troupes de la garniſon de Philadelphie étoient parties de la Ville, & qu'elles emmenoient avec elles par force beaucoup d'habitans de la Ville & des environs. On étoit perſuadé que cette armée menaçoit ou le Connecticut ou la baye de Maſſachuſet, mais plutôt le Connecticut. «

X. *Extrait d'une lettre d'un Commandant ſur les frontieres du Nord de la Nouvelle-York, — le 4 Mai.*

» Nous venons d'apprendre par deux déſerteurs partis de Saint-Jean le 18 Avril, que les Ennemis en avoient retiré leur canon, & l'avoient envoyé à Montréal : — qu'on y parloit beaucoup d'une expédition de la France dans le fleuve Saint-Laurent. Le Gouverneur Carlton avoit ordonné une forte levée de Milices, & ſur le refus que pluſieurs Canadiens avoient fait de marcher, il y avoit eu un ſoulevement dans lequel cinquante hommes des Régimens Allemands avoient été tués. Il régnoit de grandes maladies dans la petite armée de Carlton ; & elle n'avoit preſque point de Sauvages. «

Copie d'une Lettre écrite de Nantes le 4 Juillet.

» Le Brigantin le *Saratoga*, Capitaine Murray, arriva ici hier de Baltimore. Il apporte deux paquets du Congrès pour les Honorables Députés. — Mes dernieres lettres ſont du 28 Mai. Le bruit étoit général à Baltimore que l'ennemi s'embarquoit avec toute la promptitude poſſible pour quitter Philadelphie, & que le Général Washington s'avançoit vers la ville pour l'inquieter pendant ſon embarquement. Le Général avoit détaché le 20, le Marquis de la Fayette avec deux mille cinq cents (*a*) hommes, pour paſſer au bord oriental de la Sckuylkill, & obſerver les mouvemens de l'ennemi. Auſſi-tôt que le Général Howe en eut connoiſſance, il ſortit, avec la plus grande partie de ſon armée; pour l'attaquer pendant la nuit, comptant qu'il pourroit le ſurprendre. Mais ce jeune Seigneur ayant découvert l'ennemi, lorſqu'il n'étoit plus éloigné que d'un mille, il repaſſa la riviere pour rejoindre l'armée. Le Général Howe l'ayant vu, retourna vers la Ville avec précipitation, laiſſant derriere lui quelques priſonniers & bleſſés.

Tous les vaiſſeaux de guerre ont quitté

[*a*] Le Général Howe s'eſt embarqué le 24. Comme il n'y a point eu d'affaire depuis celle du 20, c'eſt le Marquis de la Fayette qui a reçu ſes adieux, & il eſt parti ſans avoir ſoumis l'Amérique.

notre baye de Chesapeak depuis le 18 ou le 19 Mai. Le peuple est dans le ravissement des Traités avec les François. On s'est permis jusqu'à des danses. «

Le *Saratoga* étoit sorti de la baye de Chesapeak le 11 Juin.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. De Londres le 10 Juillet.

L'escadre de Keppel étoit encore hier 9 à la rade de Sainte-Hélene, où il a été joint par les vaisseaux *la Vengeance* & *le Terrible* de 74 canons, & la *Défiance* de 64. — Il y avoit dans Londres de fortes gageures que cet Amiral ne remettroit pas à la mer: que les vaisseaux pris seroient rendus, & qu'on feroit des excuses à la Cour de France. ——— Il étoit arrivé une flotte de la Méditerranée sous le convoi du *Worcester*: partie de celle des Isles du Vent & de la Jamaïque étoit aussi rentrée; grace au vent Oueſt, qui doit avoir retenu l'escadre Françoise dans le port de Brest.

Le cinquantieme Régiment d'Infanterie a été embarqué à Portsmouth, pour faire à bord des vaisseaux le service des troupes de marine. On a embarqué pareillement divers corps d'Infanterie qui avoient d'autres destinations.

On assure que Philadelphie est totalement

évacuée ; & que le Général Grant a été détaché avec une division de six mille hommes, pour renforcer la garnison de la Jamaïque.

Le vaisseau de ligne l'*Asia* étoit le 25 Mai près d'entrer dans le port de Madere, avec six vaisseaux de la Compagnie des Indes.

Le vaisseau le *Saint Laurent*, arrivé d'Halifax à Douvres, a rencontré *l'Amiral Byron* le 24 Juin, près des Açores. Il a su que cet Amiral étoit à la poursuite de l'escadre du Comte d'Estaing.

Le 21, la même *escadre de Byron* avoit été rencontrée par un autre vaisseau de Trieste, par 470 d. latitude, 20 de longitude.

Les bruits qui s'étoient répandus que l'Amiral Byron croisoit à quelque distance d'*Oüessant*, pour soutenir au besoin l'escadre de Keppel, sont donc visiblement faux.

Voici de plus un rapport authentique du lieu où étoit le 19 Juin l'escadre de l'Amiral Byron, partie d'Angleterre le 9 Juin.

Le Capitaine Jean-Baptiste Heurtaux du Brigantin l'*Alcionne* du port de deux cent tonneaux de Fécamp, parti de Marseille le 18 Mai dernier avec un chargement de différentes marchandises destinées pour ce port où il est arrivé ce jour 4 Juillet 1778.

Rapporte que *le 19 Juin*, étant par les 46 degrés 44 min. de latitude nord, & 19 deg.

12 min. de longitude méridien de Paris, il a eu connoiſſance d'*une eſcadre de treize vaiſſeaux de guerre & une frégate Angloiſe* : que cette derniere a été détachée pour lui donner chaſſe, ce qu'elle a fait pendant quatre heures, & lui a tiré quatre coups de canons à boulets de diſtance en diſtance. Ladite frégate nommée la *Guadeloupe*, de 22 canons, avoit ſeule ſon pavillon dehors ; l'ayant joint, elle a envoyé un canot à ſon bord, avec trois Officiers & pluſieurs gens de l'équipage, où pendant que ces Officiers parcouroient ſes expéditions, leur monde fit ouvrir les écoutilles où ils viſiterent ſeulement. Le déclarant ajoute *qu'un des Officiers Anglois l'avoit beaucoup queſtionné ſur l'eſcadre de M. le Comte d'Eſtaing ;* qu'il leur avoit répondu n'en rien ſavoir, à quoi cet Officier répliqua, qu'il n'ignoroit pas que cette eſcadre alloit à la Nouvelle-Angleterre ; que la leur ayant à bord un Officier général, avoit ordre de la ſuivre, & dans le cas de rencontre de la combattre, même tous les vaiſſeaux ou frégates Françoiſes qu'ils trouveroient à la mer.

Fait au Havre le 4 Juillet 1778.

Signé, Jean-Baptiſte HEURTAUX.

Pour copie véritable.

MISTRAL.

Jugement porté par un Anglois sur la conduite de M. BELISAT, *Commandant de la* Licorne.

Whitehal, Ev. Post., du 4 Juillet.

» Bien des gens ont blâmé le Capitaine de la *Licorne* de ce qu'il a tiré sur l'*América* avant d'amener son pavillon. Ce procédé a été présenté sous le point de vue le plus défavorable. Quelques personnes même ont poussé les choses jusqu'à dire que le Conseil Privé se proposoit de s'ériger en tribunal d'information pour examiner sa conduite. Si j'entreprends de dire quelques mots en faveur de cet Officier, j'espère qu'on n'en concluera pas que je sois ennemi de la cause pour laquelle nous sommes armés aujourd'hui. Je suis un de ceux qui désirent le plus une guerre avec la France, & l'occasion de la punir de sa perfidie ; mais la justice n'admet point de distinction d'Amis & d'ennemis, & la Nation Britannique a toujours eu pour principe de rendre justice même à ses ennemis déclarés.

Si le Commandant de la *Licorne* eût amené son pavillon avant de tirer, il seroit impossible de le justifier ; mais au moment qu'il a lâché sa bordée, il ne se regardoit pas comme prisonnier. Au contraire, il se croyoit tellement libre, qu'il disposoit sa voilure pour gagner le large. C'est certainement

ment ce qu'il étoit en droit de faire ; & comme depuis la Paix de Verſailles, toutes hoſtilités ont ceſſé entre l'Angleterre & la France, & qu'aucun acte public de notre part n'a déclaré que ce Traité n'exiſtoit plus, nous n'étions point du tout autoriſés à l'empêcher d'aller où bon lui ſembloit. Nous ne ſommes donc pas excuſables d'avoir tiré pour l'obliger de mettre en panne. Comme Sujet d'un Etat indépendant, ce Capitaine s'eſt cru inſulté par un pareil traitement ; & il ſe ſeroit regardé comme indigne de commander un vaiſſeau, s'il n'eût pas cherché à ſe venger de l'outrage fait au pavillon de ſon Souverain. Une demande ſignifiée par la bouche d'un canon ſonnoit trop mal à l'oreille d'un Officier François ; elle auroit eu probablement ſon effet, ſi l'Amiral Keppel l'eût fait inviter poliment de venir boire un coup avec lui à bord de la *Victory*. On ne pouvoit convenablement répondre à la ſommation d'un canon, que par la bouche d'autres canons. «

Signé, IMPARTIAL.

Réponſe au Banquier de Londres par ſon Correſpondant Américain.

» J'ai peine à me perſuader, ainſi que vous, que le Congrès ait nommé des Commiſſaires pour traiter avec ceux du Roi George III, avant même que ceux-ci fûſſent arrivés en

Amérique. Les gazettes qui ont annoncé cette nomination, ont copié celles qui ſe font ſous les yeux du Gouvernement Anglois, & qui ſont remplies des plus atroces menſonges. «.

Voici mes obſervations ſur l'article que vous m'avez envoyé. «

» Il n'y a jamais eu perſonne dans le Congrès du nom de *Philipp Ludwell Lée*. L'Américain qui portoit ce nom eſt mort il y a quelque tems: c'étoit un frere de M. Arthur Lée, Miniſtre Plénipotentiaire du Congrès à la Cour de France «.

» Cette fauſſeté vous fait voir que l'article en ſon entier ne mérite aucune croyance «.

» Je ne prétens point dire, cependant, que le Congrès ne nommera point des Commiſſaires pour recevoir ceux du Roi & du Parlement d'Angleterre, & pour leur demander quels ſont leurs pouvoirs, & s'ils ſont autoriſés à faire la paix avec l'Amérique comme République Souveraine, & en reconnoiſſant ſon Traité avec la France. Certainement les Commiſſaires Anglois répondront *non*; & il n'eſt pas moins ſûr que la réplique des nôtres ſera: — *Retournez donc chez vous, & ſi vous voulez revenir, que ce ne ſoit point ſans avoir ces pouvoirs* ».

» Je viens de voir un papier Anglois où le nombre de nos prétendus Commiſſaires eſt borné à trois. Ces incertitudes font bien voir l'artifice déteſtable & mépriſable de ceux

qui répandent tous ces bruits. Eſt-il poſſible qu'une grande nation ſe ſoit abaiſſée juſqu'au point de chercher ſon ſalut dans le menſonge, & de ne pouvoir plus même dire la vérité ſans être ſoupçonnée de mentir «?

FIN.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 12 Juillet 1778.

JE ne répeterai point ici, Monſieur, tout ce que j'ai déja eu l'honneur de vous dire de l'importance des débats parlementaires de la derniere ſeſſion, & ſur-tout du moment où elle touchoit à ſa fin. Vous m'accorderez ſûrement aſſez de confiance pour lire ceux que je vous envoye aujourd'hui, qui avec d'autres que vous avez déja vûs, ont rempli la ſéance du 2 Juin. Vous les jugerez ſi intéreſſants, que même quand vous les auriez lus dans quelqu'autre feuille périodique, & que vous ſeriez certain de les avoir trouvés auſſi complets, je veux dire auſſi riches de choſes qu'ils me paroiſſent l'être ici, ce que juſques-là j'aurai peine à croire, vous me ſauriez encore bon gré de vous avoir engagé à en faire une ſeconde lecture. Pour moi, je ſuis réſolu à y revenir plus d'une fois, les regardant, tant les précédents que ces derniers, non ſeulement comme très curieux, mais comme très-inſ-

tructifs sur le fonds de la Constitution Angloise, ainsi que sur l'esprit de son Gouvernement actuel & futur dans la personne des Ministres en place & dans celle de leurs adversaires qui comptent bien y être un jour.

Ce sont les débats du 2 Juin dans la Chambre des Pairs sur la motion du Duc de Bolton pour un ajournement préférablement à une prorogation. Je vous les ai promis par ma lettre du 25, dans laquelle je n'ai pas pû les inférer à cause de leur longueur. Vous avez eu, par mon canal, tous les autres, même ceux du jour suivant, qui fut celui de la clôture de la session.

CHAMBRE DES PAIRS.

Débats du 2 Juin sur la motion du Duc de Bolton.

Le Duc de *Bolton*, après un court préambule sur l'objet de sa motion, entra ainsi en matiere. » Les armemens de la France sont destinés contre nous; & le seul objet de cette Puissance n'est point, comme on voudroit nous le faire croire, de se tenir sur la *défensive*. C'est au moment même où nous devrions mettre en activité toutes nos forces navales, que les Ministres nous apprennent que nous ne sommes pas en état de détacher même une petite escadre de onze vaisseaux de ligne pour défendre Gibraltar & pro-

téger notre commerce dans la Méditerranée, ou pour obſerver les (*a*) mouvemens de la flotte que commande le Comte d'Eſtaing «.

Ici le Duc de Bolton développa des connoiſſances particulieres dans la Marine, dont il parla en homme du métier. Il obſerva d'abord que l'adminiſtration s'étoit conduite bien différemment, & qu'elle avoit pris des précautions bien plus ſages dans les années 1743, 1745 & 1746, lorſque le Prétendant menaçoit l'Angleterre d'une invaſion.

Il fit voir quelle flotte avoit été raſſemblée & avec quel jugement on avoit diſpoſé la ligne de combat en 1743, lorſqu'une flotte Françoiſe entroit dans la Manche pour couvrir le débarquement des troupes qui devoient être envoyées de Dunkerque. » On prit, dit-il, les mêmes meſures en 1745 & en 1746, lorſque l'Amiral Vernon commandoit dans la Manche. Alors la ligne de combat étoit formée de maniere qu'il étoit impoſſible aux François de la franchir. Si par quelqu'accident ils eûſſent réuſſi à paſſer ſans être apperçus, toutes les côtes étoient garnies de frégates deſtinées à donner l'allarme au corps de la flotte. Au moyen de cette diſpoſition, l'ennemi ne pouvoit effec-

(*a*) Il faut ſe ſouvenir que le Lord Byron n'eſt parti de Plymouth que le 9 Juin, ſept jours après ces débats, qui ſont du 2.

tuer ſon débarquement ſans en venir à une action «.

» Qu'eſt-ce que notre ligne de combat aujourd'hui ? Rien. Nous n'avons point d'armée navale de la force de celle que la France & l'Eſpagne peuvent envoyer contre nous. Notre flotte ne conſiſte qu'en vingt-un vaiſſeaux de ligne ſous l'Amiral Keppel, & en onze autres commandés par l'Amiral Byron. Si vous détachez cette derniere eſcadre, votre ligne de combat ne ſera plus compoſée que de vingt-un vaiſſeaux de ligne (*a*). Or je ſoutiens que ces forces ne ſont nullement ſuffiſantes pour la protection de nos côtes. Si vous laiſſez ces deux eſcadres enſemble, alors toutes vos poſſeſſions ſeront à la merci de vos ennemis. Je ſuppoſe votre ligne de bataille plus complette; où ſont vos frégates ? On dit qu'il vous en reſte trois : voilà donc tout ce que vous avez de frégates pour le double ſervice d'obſerver les mouvemens de vos ennemis & de garnir vos côtes «.

» En déſaprouvant la diſtribution de la flotte dans la Manche, je ſuis bien loin de vouloir étendre cette cenſure ſur le digne

(*a*) Les vingt-un vaiſſeaux ſortis le 12 Juin ſous l'Amiral Keppel, eurent à peine dépaſſé Plymouth, qu'il y en eût deux, le *Shrewſbvry*, de 74 canons, & le *Bienfaiſant*, de 64, qui furent obligés de ſe réfugier dans ce dernier Port, ne pouvant pas tenir la mer. Le premier mit auſſitôt à terre 94 hommes qui furent envoyés à l'hôpital.

& brave Officier qui en a le commandement: (l'Amiral Keppel) je ſais que ce grand-homme a les mains liées (*a*). Je ſuis convaincu qu'il n'agira point d'après ſes propres lumieres. Or comme notre marine a toujours été en déclinant faute d'être adminiſtrée par un Marin habile & intelligent, il eſt évident, ſelon moi, que nos forces maritimes ne pourront jamais être employées avec efficacité & ſuccès, que quand la direction & la diſtribution en ſeront laiſſées à des Officiers expérimentés. Il n'y a qu'un homme de mer qui ſoit propre à préſider au Bureau de l'Amirauté, ſur-tout dans un tems de criſe & de danger. C'eſt à des Officiers inſtruits par une pratique conſtante, & non par une vaine théorie, que la nation doit accorder ſa confiance. Dans les tems dont j'ai parlé l'adminiſtration de la Marine avoit des *Wager*, des *Norris*, des *Vernon* & des *Anſon* pour chefs ou pour conſeils. En eſt-il de même aujourd'hui? Le Lord *Briſtol* préſent à cette aſſemblée, ou le brave Amiral Keppel qui a le commandement de la Manche, ont-ils été conſultés? Non. La même ignorance, le même aveuglement, la même incapacité, enfin tout ce qui pouvoit être un germe de mépriſe, & par la ſuite un principe d'humi-

(*a*) Cette aſſertion s'eſt vérifiée par toutes les incertitudes que M. Keppel a montrées dans ſes relations du combat des frégates, ainſi que par ſa rentrée dans le port après ce combat.

liation & de disgraces, s'est trouvé englobé dans le système adopté par l'administration de notre marine «.

Le Duc *de Bolton* parla aussi de l'embargo qui venoit d'être mis sur tous les bâtimens. » Cette opération, dit-il, annonce que nous sommes menacés de quelqu'événement sinistre. Elle fournit de nouvelles raisons pour préférer un ajournement à une prorogation; cependant je ne saurois la désapprouver si les Ministres déclarent que ce n'étoit qu'un moyen de se procurer plus promptement des Matelots pour garnir tous les vaisseaux où il en manque encore beaucoup. Mais j'attends cet aveu de leur part, quelque peine qu'ils aient à le faire. Autrement je regarderai cet embargo comme un éveil donné à la nation pour la prévenir qu'elle est menacée d'une invasion *très-prochaine*. Je demanderai alors s'il n'est pas de la plus grande nécessité que le Parlement reste assemblé pour faire toutes les dispositions que pourra requérir un événement aussi important «. Le Duc de Bolton fit donc sa motion portant en substance » que dans un moment où les dangers dont l'Angleterre est menacée, demandent la présence de toute l'autorité législative, & de la réunion de tout ce qu'il y a dans le royaume de citoyens éclairés & sages, Sa Majesté seroit suppliée de différer la prorogation du Parlement, tant que ce moment critique ne seroit point passé «.

Le Lord *Weymouth* répondit au Duc de

Bolton que la motion du Comte de Derby ayant été arrêtée par la queſtion préalable (*a*), il devoit lui reſter peu d'eſpérance de voir la ſienne réuſſir. » Au ſurplus, ajouta-t-il, en ſuppoſant qu'il ſoit auſſi néceſſaire qu'on le prétend de prendre l'avis du Parlement, la clauſe inſérée dans le Bill de la milice paſſé en 1776, obvie à cet inconvénient ſans mettre les Membres du Parlement dans la néceſſité déſagréable de reſter à Londres tout l'Été, non pour délibérer ſur les affaires, mais uniquement pour attendre s'il ſe préſentera quelques affaires du reſſort du Parlement. La clauſe dont je veux parler, eſt celle qui autoriſe Sa Majeſté à aſſembler le Parlement ſous quinzaine dans les cas particuliers qui y ſont mentionnés. Or s'il ſe préſente quelque circonſtance où il ſoit néceſſaire de prendre l'avis du Parlement, la clauſe en queſtion portant » qu'en cas de rebellion dans aucune partie des dépendances de l'empire Britannique, ou pendant la rebellion actuelle en Amérique, le Roi pourra convoquer le Parlement en indiquant l'aſſemblée à quinzaine «. Cette clauſe, dis-je, remplira en entier tous les effets d'un ajournement ſans avoir aucun

[*a*] On a vû cette motion ci-deſſus, elle avoit pour objet direct les cauſes de la détention de l'armée de Burgoyne en Amérique & ſecondairement celui d'obtenir que le Parlement ne fût point prorogé.

des inconvéniens que l'on peut raiſonnablement lui objecter «.

» Le Duc de *Richmond* a obſervé dans les derniers débats que les ordres de convention expirent ſuivant l'ancien ſtile à la fin des quarante jours, & que la clauſe nouvelle n'y ayant rien changé, par une révocation expreſſe, ladite clauſe ne peut avoir aucun effet. Mais je répondrai qu'il n'y avoit point de loi poſitive relativement au délai des quarante jours, & qu'il en exiſte une à préſent qui donne au Roi le pouvoir de convoquer le Parlement à quinzaine.

On demande ſi l'embargo n'eſt pas l'annonce d'une invaſion très-prochaine. Je réponds que non. La ſituation actuelle des affaires exigeoit un nombre additionel de matelots; & cet embargo a été regardé comme le moyen le plus ſûr & le plus expéditif, s'agiſſant de pourvoir à différens ſervices & à des opérations navales très-étendues. Je ne puis point répondre des intentions futures de nos ennemis. Tout ce que je puis aſſurer pour le préſent, c'eſt que l'embargo n'a point pour objet l'appréhenſion d'une attaque ſoudaine & imprévue ſur aucune partie de nos côtes «.

Le Lord *Cambden* releva ce qui avoit été dit par le Lord Weymouth en parlant du Duc de Richmond, relativement aux ordres donnés pour quarante jours lorſque le Parlement eſt convoqué pour l'expédition des

affaires. » Le Vicomte Weymouth, dit-il, prétend qu'il y a une loi plus positive pour un cas que pour l'autre. Je ne connois que la loi du Parlement fondée sur la constitution, loi, permettez moi de le dire, qui est de l'essence même du Parlement, & plus obligatoire à tous égards qu'aucun acte postérieur de la législation. Je voudrois savoir si cette ancienne loi, pour convoquer le Parlement à quarante jours, est révoquée par la clause en question de l'acte de la milice? Tout ce que je puis voir dans la clause, c'est qu'il sera permis d'indiquer l'assemblée du Parlement à quinzaine. Aucun Lord oseroit-il soutenir que l'ancienne maniere d'assembler le Parlement, devroit être tout-à-coup anéantie par une clause d'un acte postérieur, & que les anciens droits du Parlement soient détruits par cette clause d'un acte qui n'a nullement pour objet la conservation de ces droits «?

Ce Lord ayant démontré l'illégalité de cette clause, & combien elle est inutile, puisque la motion actuelle rempliſſoit tous les objets auxquels la clause est destinée, il continua de jetter un coup d'œil rapide sur l'état de la nation. » Les événemens, dit-il, que l'on voit arriver journellement ont été prédits depuis long-tems aux Ministres. Les vues de la France nous ont été expliquées en détail; & on nous a fait remarquer dans ses intérêts la raison de ses desseins. On n'a point

ceſſé de répéter aux Miniſtres que la circonſtance la plus heureuſe qui pût arriver pour la France, étoit celle d'une méſintelligence entre la Grande-Bretagne & ſes Colonies Américaines : que ces démêlés produiroient une guerre civile qui améneroit une ſéparation ; & que l'inſtant même où la Grande-Bretagne perdroit un tiers de ſes domaines & ſe trouveroit épuiſée d'hommes & d'argent, ſeroit celui que la France choiſiroit pour tirer avantage de notre foibleſſe, & faire éprouver les effets de ſa vengeance à ce pays infortuné. Eh bien, y a-t-il eu un ſeul mot dans ces prophéties qui ne ſe ſoit réaliſé ? N'avons-nous pas vu les François, par les aſſurances les plus amicales en apparence, encourager nos Miniſtres à pourſuivre leurs plans de deſpotiſme & de ſoumiſſion indéfinie ? Auſſi-tôt que la Cour de Verſailles les a vus engagés dans le plan de ſoumettre les Colonies par la force des armes, projet auſſi impraticable qu'extravagant & contraire à la conſtitution ; n'a-t-elle pas donné des ſecours ſecrets à l'Amérique ? N'a-t-elle pas continué par ſes aſſurances amicales de nous encourager à envoyer en Amérique toutes nos forces de terre & de mer pour nous réduire ici à un état de dénuement abſolu ? Auſſi-tôt qu'elle a été aſſurée que nous étions pris dans tous les pieges qu'elle nous avoit tendus, n'a-t-elle pas ceſſé de ſe contraindre pour ſe lier ouvertement avec nos propres Sujets ? Actuellement

n'eſt-elle pas occupée de concert avec l'Eſpagne à méditer notre ruine «?

Le Lord *Cambden* déplora qu'on eut actuellement pour l'Eſpagne cette crédulité fatale qui avoit cauſé toutes nos calamnités en nous faiſant ajouter foi aux aſſurances de la France. » L'Eſpagne, dit-il, eſt armée. Je ſais bien que les Miniſtres me répondront. Qu'importe? nous continuons à recevoir de la part de cette Puiſſance des aſſurances poſitives de la plus amicale neutralité. Mais ſi l'Eſpagne eſt ſincere, pourquoi arme-t-elle? Pourquoi ſes ports & ſes arſenaux ſont-ils pleins de vaiſſeaux de guerre prêts à mettre à la mer, ou que l'on prépare en toute diligence? Pour quelle raiſon y a-t-il actuellement vingt-trois vaiſſeaux de ligne dans la Baye de Cadix? Tous ces préparatifs, toutes ces grandes dépenſes n'ont-elles aucun objet? L'idée en eſt abſurde. Les faits parlent d'eux-mêmes & dépoſent contre toutes les aſſurances du contraire. Des armemens, des préparatifs par tout, ſont une déclaration tacite des ſentimens de l'Eſpagne. Il eſt inutile après cela de chercher ſi elle a contracté quelqu'engagement public ou particulier avec la France. Elle s'explique aſſez clairement par ſa conduite. C'eſt comme ſi elle diſoit, *auſſi-tôt que les hoſtilités ſeront commencées entre vous & la France; nous nous joindrons à cette couronne.* Il ne faut que du ſens commun pour ſentir que tel eſt le vrai ſens de ſes diſcours, quelque détournés qu'ils

puiſſent être. Sans cela, pourquoi choiſir ce moment-ci de préférence pour faire des armemens plus conſidérables qu'elle n'en a encore faits depuis la derniere guerre ? — » Les Miniſtres, que l'on ne peut ſuppoſer, ignorer des vérités auſſi évidentes, auroient dû inſiſter ſur quelque choſe de plus poſitif que de ſimples aſſurances. Il étoit de leur devoir d'exiger que les Eſpagnols leurs donnaſſent des preuves au lieu de ſe contenter de vaines paroles. Ces preuves étoient la ceſſation totale de tous les armemens qui ſe faiſoient en Eſpagne ; & ſi cette Puiſſance refuſoit de les donner, nos Miniſtres devoient ſe faire juſtice en interceptant les galions. L'enlevement de ces tréſors, auroit été la juſte punition de la perfidie des Eſpagnols : nous nous ſerions procuré par là un garant de leur conduite future ; & s'ils euſſent toujours refuſé de nous prouver la réalité de leurs diſpoſitions pacifiques, ces tréſors nous auroient mis en état de pourſuivre une guerre néceſſaire contre les efforts réunis de nos perfides & éternels ennemis. — On pourra m'objecter, j'en conviens, qu'attaquer ainſi en pleine paix une nation qui ne nous a point provoqués, c'eſt violer ouvertement le droit des gens. Mais il eſt aiſé de lever ces difficultés en accompagnant ce coup d'une déclaration de guerre. D'ailleurs le refus de déſarmer dans une circonſtance auſſi critique, peut bien être allégué comme une raiſon d'après laquelle

la

la juſtice, la ſaine politique & la néceſſité autoriſent ſuffiſamment à forcer un ennemi ſecret de déclarer des ſentimens qu'il ne cache que pour attendre une occaſion plus favorable & où il ſeroit mieux préparé ».

Après avoir fait la cenſure la plus vive de la conduite de l'Adminiſtration en général, le Lord Cambden attaqua particuliérement le Lord Sandwich, dont l'incapacité, les mépriſes & l'ignorance, lui parurent la ſeule cauſe de l'état déplorable de la Marine. » Bien loin, dit-il, d'avoir des forces navales ſuffiſantes pour attaquer nos ennemis, nous n'avons pas même aſſez de vaiſſeaux, pour défendre les côtes de la Grande-Bretagne, & protéger nos autres Poſſeſſions. L'Amérique eſt perdue dans toute la force du terme. Les Américains ſe ſont moqués de ce qu'il nous plaît d'appeller les bills conciliatoires. Il eſt trop vrai ſemblable que notre armée & notre flotte d'Amérique vont être pareillement la proie de l'ennemi. Si le Comte d'Eſtaing eſt allé en Amérique, la flotte ſera obligée de ſe rendre ſans tirer un ſeul coup de canon. Quel ſera le ſort de l'armée de Howe, privée de ſes communications avec la mer? Il faudra bien qu'elle ſe rende priſonniere. Par ce moyen, la France aura vu le ſuccès complet de ſon plan, qui étoit de nous encourager à envoyer en Amérique la majeure partie de nos forces,

pour les détruire plus aiſément après les avoir ainſi diviſées. «

» Dans l'état de criſe & de danger, où ſe trouvent l'Angleterre & toutes les parties de l'Empire Britannique, j'inſiſte fortement ſur la néceſſité d'adopter la motion. Je me fonde ſur ce que les Miniſtres ne méritent aucune confiance, parce qu'ils manquent de talens, d'activité & d'aſſiduité (*a*) à leurs devoirs, parce que leur ignorance n'eſt égalée que par leurs mauvais ſuccès, & parce que dans le cas d'une invaſion ou de quelque autre grande calamité, il faudroit prendre des meſures ſages & vigoureuſes, que l'on ne peut attendre que du Parlement. «

Le *Lord Chancelier* (Bathurſt) ſe leva pour répondre à la diſtinction établie par le Lord Cambden entre les *quarante jours* de délai que donnent les ordres de convocation, conformément au droit public du Royaume, & l'opération probable de la clauſe du ſtatut qui autoriſe la couronne à aſſembler le

---

[*a*] Milord Cambden les connoît à merveille. Lorſque la nouvelle du départ du Comte d'Eſtaing arriva, ils étoient tous à leurs campagnes. Ils y étoient pareillement à l'arrivée du Lieutenant Berkley dépêché par l'Amiral Keppel, avec ſes relations du combat des frégates. Cet Officier attendit quatre heures à l'Amirauté, où il n'y avoit perſonne à qui il pût remettre ſes dépêches, & enfin il ſe décida à prendre la poſte pour aller trouver Milord Sandwich à ſa maiſon de plaiſance de Sheppertown.

Parlement à quinzaine. » Je conviens, dit-il, que les formes de la conſtitution juſtifient les obſervations du Lord Cambden ; mais n'eſt-il pas des cas où il faut ſacrifier ces formes, quelque ſacrées qu'elles puiſſent être, à des intérêts plus preſſans ? Si pendant la prorogation, il ſe préſente quelqu'une de ces circonſtances imprévues, qui, ſuivant la clauſe en queſtion, peuvent ſeules donner lieu à la convocation du Parlement à quinzaine, je ne crois pas qu'aucun des Membres qui auront conſeillé cette opération, ait à craindre qu'on la lui reproche comme criminelle ou illégale. «

Le *Lord Shelburne* aſſura que l'on devroit adopter la motion, ne fût ce que pour faire voir aux Etrangers que la Nation avoit enfin ouvert les yeux ſur la ſituation dangereuſe où les Miniſtres l'avoient réduite. » Cette motion, dit il, apprendra à toute l'Europe, que nos Peuples ſont unis, qu'ils ſont déterminés à défendre & à protéger la Couronne au péril de leur vie & de leur fortune, & à retirer leur confiance à des Miniſtres, dont l'ignorance & l'incapacité avoient encouragé nos ennemis, & leur avoient fourni les moyens de ſe rendre redoutables à la Grande-Bretagne. « Il parla enſuite de l'état où ſe trouve l'Angleterre, tant chez elle que dans ſes autres Poſſeſſions. » Il n'y a, dit-il, actuellement dans la Grande-Breta-

gne, que douze (*a*) bataillons d'infanterie réglée, qui, joints à la Cavalerie, ne font pas plus de neuf mille hommes. Ces troupes, parmi lesquelles à la vérité je ne comp ends pas les Gardes destinés seulement au service personnel du Roi, ne sont certainement pas suffisantes pour la défense du Royaume. En effet, quelqu'espoir qu'avec le tems on puisse fonder sur la Milice, il n'est pas croyable qu'en cas d'invasion, elle puisse tenir contre des Corps de vétérans nombreux & exercés: Dans de pareilles conjonctures, qu'avons-nous à faire? Car si nos forces navales ne sont pas en état de résister à celles des ennemis, nous verrons infailliblement débarquer chez nous une armée nombreuse d'Etrangers. Alors, la Cour sera obligée d'abandonner précipitamment Londres. Les Troupes dont je viens de parler, aidées d'une Milice nouvellement levée, & sans aucune espèce de discipline, ne pouvant jamais être en état de défendre en même tems la Capitale & le reste du Royaume, il faut donc se préparer à la perte de Londres. C'est déjà un sacrifice douloureux. Quant à

[*a*] Il est de fait qu'il n'y en a pas un seul en Ecosse; mais a observé assez plaisamment un Anglois qui n'aime point ce pays: il est à l'abri d'une invasion par sa misere: les François ne feroient pas la sottise de débarquer dans un pays où ils ne trouveroient point de subsistances.

l'Ecoſſe, on peut ſe repoſer ſur elle du ſoin de ſa défenſe. Je ne crois pas que ce ſoit par là que l'ennemi vienne nous attaquer. Suppoſons que pendant ce tems, il y ait des ſoulevemens, & que l'Irlande où les eſprits ſont déjà ſi aigris contre nous, acheve de ſe révolter, comment notre malheureuſe Nation pourra t-elle réſiſter à un concours ſi effrayant de fléaux réunis pour conſommer ſa ruine?

A cette occaſion, le Lord Shelburne reprocha aux Miniſtres l'abſurdité de leur conduite, relativement à l'Irlande & aux Habitans de Lancaſtre, de Briſtol, de Liverpool, &c. conduite par laquelle ils ont donné au public le tableau achevé de leur caractere, en déſobligeant tous les partis, ſans faire l'avantage d'aucun d'eux. » J'ai averti de bonne heure les Miniſtres, pourſuivit-il, de ne point ſe donner la peine inutile de relâcher pendant quelque tems les entraves des Américains, pour les reſſerrer enſuite avec plus de force, & leur rappeller leurs ſouffrances. Quelqu'opération qu'on eût en vue, on auroit dû auparavant la conſidérer par le côté de l'utilité la plus générale & dans ſon rapport avec l'avantage de toute la Nation. Au contraire, l'Adminiſtration a déſobligé ſes meilleurs amis, les Habitans des *loyales* Villes de Mancheſter & de Liverpool; & à quelle fin? pour précipiter l'Irlande dans la rébellion. Sans avoir de correſpondance politique avec qui que ce

ſoit en Irlande, j'ai appris que ſes peuples avoient formé une aſſociation pour ceſſer d'acheter des marchandiſes de la Grande-Bretagne, au moins de celles qui ſont manufacturées à Mancheſter ou dans ſes environs. On s'attend à voir, au premier moment, la populace forcer les boutiques & les magaſins, pour ſaccager, brûler ou détruire toutes les marchandiſes du crû de la Grande-Bretagne, ou qui y ſont manufacturées.«

Après avoir ainſi expoſé le danger d'une invaſion, la foibleſſe de la Grande-Bretagne dépourvue de défenſeurs, la diſpoſition générale des peuples à la révolte, tant en Angleterre qu'en Irlande, par rapport à la ſtagnation du commerce & au manque d'ouvrage; après avoir cité à l'appui de ces aſſertions, ce qu'il avoit vu lui-même dans les Comtés de Wilt & de Glouceſter & dans la Ville même de *Briningham*, ſi célebre par ſa *loyauté* & par ſes *adreſſes*, où il ne ſe faiſoit preſque plus de commerce, il paſſa à l'examen de l'état où ſe trouvent les poſſeſſions angloiſes au-dehors. »Il paroît, dit-il, qu'on ne veut plus s'occuper de leur défenſe, & qu'on leur a laiſſé le ſoin de ſe tirer d'affaire comme elles pourroient. Dans quel état eſt Gibraltar? Pourquoi, en ſuppoſant même tout les corps complets, la garniſon de cette Ville ne monte-t-elle pas à quatre mille hommes? Quoique deux Régimens & un train d'artillerie deſtinés pour cette place, ſoient

à Portſmouth depuis pluſieurs ſemaines, cependant ils n'ont point encore mis (*a*) à la voile. Ce qui rend cette négligence encore plus inexcuſable, c'eſt que je vois, par les papiers qui ſont ſur le bureau relativement à l'eſcadre de Toulon, que les Miniſtres ont ſu par une correſpondance exacte, réglée & très-bien ſuivie, les armemens qui ſe ſont faits dans ce port depuis le 3 Janvier juſqu'au 5 Mai. Malgré cela, on a attendu juſqu'à la derniere extrémité à prendre quelques meſures pour envoyer à un Poſte de cette importance des renforts qui ne ſont pas encore partis de Sainte-Hélene. «

Il expoſa enſuite la détreſſe & le danger des Iſles Angloiſes de l'Amérique, entierement dégarnies de défenſeurs, & la négligence criminelle dont les Miniſtres s'étoient rendus coupables, ſoit en n'envoyant point au Général Howe des forces ſuffiſantes pour le mettre en état de ſe maintenir à Philadelphie, ſi c'eſt l'intention du Gouvernement, ſoit en ne le rappellant point pour le faire paſſer aux parties de l'Amérique qui reſtent encore à l'Angleterre, pour y agir offenſivement ou défenſivement, ſelon que les circonſtances le requéreroient. » D'un autre côté, pourſuivit-il, ſi on croit l'Amérique diſpoſée à entrer en accommodement, & que l'on veuille donner quelque poids aux négo-

[*a*] Ils ſont partis le 13 Juin après l'Amiral Keppel.

ciations, ne faudroit-il pas transporter l'armée du Général Howe à Halifax, pour défendre la Nouvelle Ecosse, & appuyer le peu de troupes restées à Québec aux ordres du Général Carleton ? Mais si l'on n'adoptoit aucun de ces plans, pourquoi ne pas envoyer d'ici des renforts pour défendre le Canada & la Nouvelle Ecosse? Car tant que nous conserverons ces Provinces, je ne regarderai jamais l'Amérique comme entierement perdue. Une union de commerce entre la Grande-Bretagne & les Etats-unis seroit extrêmement avantageuse aux deux Pays; & je ne doute pas que cette union n'eût été effectuée, si on se fût occupé à tems, & dès le commencement de l'année, des mesures convenables à cet effet. «

Le Lord Shelburne parla ensuite des Torys Américains. » On peut, dit-il, les ranger sous trois classes: ceux qui agissent d'après leurs principes: ceux qui, obéissant à des suggestions, ou par des vues d'intérêt personnel, se sont associés comme amis du Gouvernement; & enfin les gens perdus de débauche & de dettes, que les motifs les plus bas & les plus détestables ont engagés à tromper, à séduire & à irriter le Gouvernement contre les Américains. «

» Je laisse ces deux dernieres especes de gens au sort qu'ils méritent, & je ne veux m'occuper que de ceux des Habitans de l'Amérique que leurs principes ont déterminés à

défendre les droits de la Grande-Bretagne. Ces hommes ſont ſans doute extrêmement à plaindre. Ils ſont à la merci de leurs ennemis & de leurs perſécuteurs: leurs biens ont été confiſqués: ils ont été punis par le banniſſement ou la priſon; & leurs familles ont été expoſées à toutes les horreurs de la famine. Cependant ces infortunés ſont abandonnés à leur malheureux ſort. C'eſt un événement d'autant plus douloureux, que dans toute autre circonſtance ſemblable, en Amérique ou ailleurs, l'exemple de ces loyaux, braves Américains ſacrifiés par la perfidie britannique, empêchera tous ceux qui auroient les mêmes ſentimens, de mettre aucune confiance dans les promeſſes que la Grande-Bretagne pourroit leur faire de veiller à leur défenſe & à leur ſûreté. «

Le Lord *Briſtol* condamna hautement la conduite du Bureau de l'Amirauté. » Le Lord Sandwich, dit-il, eſt comptable à la Chambre & à la Nation en général, de l'exécution des promeſſes récidivées, faites par lui *officialement*, que nous aurions en tout tems des forces navales ſupérieures à toutes celles que la France & l'Eſpagne pourroient aſſembler contre nous. Cependant il eſt convenu depuis peu, que, bien loin d'avoir cette ſupériorité, il n'étoit pas en état de détacher une petite eſcadre, pour obſerver le Comte d'Eſtaing, ou pour protéger un auſſi brave Amiral que le Lord Howe, même

quand la flotte Françoiſe ſeroit deſtinée pour l'Amérique : or c'eſt ce qui n'eſt plus douteux, d'après une lettre que j'ai reçue aujourd'hui, & par laquelle on m'informe que l'Eſcadre Françoiſe étoit le 18 Mai à quatre-vingt lieues à l'oueſt de Gibraltar. Je ſais pareillement que l'Eſcadre de Breſt, compoſée de vingt trois (*a*) vaiſſeaux de ligne, étoit en rade ſur une ſeule ancre, & que probablement elle a déjà appareillé, d'autant que l'Amiral n'attendoit plus que ſes inſtructions. «

» Comparez cette ſituation avec celle de notre flotte. Nous n'avons pas été en état, je ne dis pas ſeulement de faire des détachemens, mais même de mettre à la mer. Le vaiſſeau de l'Amiral n'étoit pas prêt le 29 Mai; & je ſais par une lettre de Portſmouth, qu'il ne s'eſt mis en rade à Sainte-Hélene que le 31. Aujourd'hui 2 Juin, il n'a pas encore mis à la voile (*b*). C'eſt une circonſtance très-allarmante, & qui mérite l'examen le plus ſérieux, qu'après avoir répandu des ſommes immenſes d'argent avec tant de

---

[*a*] Ce Lord aura été bien ſurpris lorſqu'il aura appris par les rapports des Officiers de la *Licorne*, de la *Pallas* & du *Coureur*, que le nombre des vaiſſeaux de ligne ſortis de Breſt étoit de 32.

[*b*] Le 6 Juin l'Amiral Keppel avoit mis ſignal pour ſortir; mais il fut obligé de le retirer, apprenant qu'il y avoit encore des vaiſſeaux qui n'avoient pas toutes leurs proviſions. Il a attendu ſix jours de plus.

profusion, depuis sept ans, pour le service de la marine, dépenses augmentées encore depuis deux ans qu'elle a été mise sur le pied de l'établissement de guerre, nous ne soyons pas en état de mettre en mer plus de quarante-neuf vaisseaux de ligne, tandis qu'en 1771, époque à laquelle le Comte de Sandwich fut mis à la tête du Bureau de l'Amirauté, nous n'avions pas moins de cent trente-neuf (*a*) vaisseaux de force, & de trois cent quatre-vingt-deux vaisseaux de guerre, y compris les frégates, les sloops, les bombardes, les alléges, &c. «

» Je ne puis m'empêcher d'insister pour l'ajournement. Un ordre de quatorze jours est un tems trop long à attendre pour assembler le Parlement; car je suis certain qu'il ne faut pas plus de quatorze jours pour effectuer une invasion. — Si les trois flottes de Cadix, de Toulon & de Brest se réunissoient, nous ne pourrions jamais avoir une flotte aussi considérable à leur opposer. Je ne doute point qu'avec des forces à peu près égales, le brave Amiral Keppel ne donne à nos ennemis des preuves de la supériorité de courage

---

[*a*] Il est vrai que ce nombre pouvoit y être, mais il a été averé que les deux tiers de ces vaisseaux étoient pourris. Lorsqu'à la fin de 1770 il en sortit quatre ou cinq pour la Méditerranée dans un moment très-urgent, ils ne purent pas gagner la haute mer & rentrerent pour être condamnés & déchirés.

& d'habileté des Matelots Britanniques ; mais *à l'impoſſible nul n'eſt tenu.* «

Le Lord Gower ſe leva pour défendre l'Adminiſtration. » Des malheurs, dit-il, ne prouvent ni prévarication ni incapacité. Lorſque nous avons commencé la guerre d'Amérique, tout ſembloit nous promettre qu'elle ſeroit heureuſe. Si le ſuccès n'a pas répondu à l'attente des Miniſtres, eſt-il juſte de leur en imputer le blâme, s'il eſt vrai qu'ils ont montré la plus grande capacité dans l'emploi de tous les moyens qui étoient en leur pouvoir? « — Je m'oppoſe à la motion, parce qu'il ſeroit impoſſible ſous un ajournement d'avoir une Chambrée complette. Dans le cas même où l'on auroit à traiter d'affaires d'une grande importance, je crois que pour donner une ſanction convenable aux meſures arrêtées, il faudroit raſſembler le plus grand nombre, non-ſeulement des Membres des deux Chambres, mais encore des Membres conſtituans de chaque Chambre. Or, c'eſt ce qui ne pourroit point avoir lieu dans le cas d'un ajournement ; il eſt aiſé de s'en convaincre, en comptant les ſuffrages dans les dernieres ſéances de la Chambre des Communes. Au lieu de trois ou quatre cents Membres, il s'en eſt à peine trouvé cent. «

» Je conviens que les circonſtances ſont très-critiques & très-allarmantes. Le ſeul moyen d'éviter les malheurs annoncés dans le cours des débats, ſeroit de rétablir l'union

parmi nous. Ce ſont nos diviſions qui ont provoqué les entrepriſes de nos ennemis. Si l'on veut ſincérement conjurer l'orage dont nous ſommes de plus en plus menacés, il faut que chacun immole ſes reſſentimens particuliers à l'intérêt général, & que tous ſe réuniſſent pour une ſi belle cauſe.

Le Duc de *Richmond* prit enſuite la parole. » Il eſt vrai que les Chambres ſont bien déſertes; mais j'attribue cette ſolitude à une toute autre raiſon que celle qu'apporte le Lord Gower. Le fait eſt que les amis du Gouvernement commencent à lui retirer leur appui. Ils connoiſſent tous les maux que les Miniſtres ont attirés ſur la Nation; & quoiqu'ils ne veuillent pas les heurter de front, ils prennent le parti de s'abſenter, ou de ſe retirer de la Chambre avant qu'on en vienne aux voix, afin de ne pas donner une ſanction publique à des meſures qu'ils déſapprouvent hautement. Le Lord Gower recommande l'unanimité; mais comment lui eſt-il poſſible d'attendre de l'unanimité, tandis que les opérations projettées par les Miniſtres & dans leſquelles ils perſiſtent, tendent directement à la ruine de l'Etat, & l'ont ébranlé juſques dans ſes fondemens?

Le Lord Gower s'excuſe, ainſi que ſes collegues les Miniſtres, en diſant qu'ils ont fait leur devoir de leur mieux. Mais je ne crois pas que cela ſuffiſe pour juſtifier leur conduite. Leur caractère miniſtériel les rend

reſponſables envers le Souverain & la Nation de l'avis que les uns ouvrent, & des opérations que les autres recommandent. Il n'y a pas de jour, il n'y a pas de moment, où on ne leur faſſe voir les malheureux effets de leur conduite: les informations qu'on leur donne, les prédictions qu'on leur fait, ne ſont point vagues relativement à l'iſſue principale; ces avis, ces prédictions ſe vérifient à chacune de leurs opérations, dans le progrès de notre guerre civile. Une répétition des mêmes avis, une opiniâtreté pour la continuation du même ſyſtême, & une réſolution conſtante à agir, quoiqu'une expérience journalière apporte ſans ceſſe de nouvelles preuves de leurs erreurs & de leurs bévues, ne laiſſent lieu à aucune juſtification. En perſiſtant, & voulant toujours aller en avant, ils ſe ſont rendus reſponſables de toutes les ſuites envers la Nation. Le Lord Gower, en parlant de convoquer le Parlement à quinzaine, a oublié quelques circonſtances qu'il eſt très-néceſſaire de ſavoir, c'eſt qu'il n'a point fait mention de ceux qui devoient l'aſſembler, il ne nous a point dit que les perſonnes par l'avis deſquelles le Parlement dans un moment de détreſſe & de calamité publique pourroit être convoqué, ſont les Miniſtres eux-mêmes, ſeuls auteurs de ces calamités. Eſt-il probable, eſt-il à préſumer que des gens qui ont tant de reproches à ſe faire, vouluſſent ſe perdre eux-

mêmes, en convoquant un Parlement, dont la premiere réſolution ſeroit de leur faire ſauter la tête. Une telle ſuppoſition eſt abſurde. Lorſque les Miniſtres ont fait eſpérer cette convocation, pour le cas du beſoin, ce n'a été que pour gagner du tems, pour éluder ou reculer le jour où ils doivent recevoir le châtiment public de leur mauvaiſe conduite. Il eſt bien plus naturel & bien plus probable de croire qu'ils feront tout ce qui dépendra d'eux, pour prolonger leur exiſtence miniſtérielle, & pour reculer l'enquête & la punition qui certainement auroient lieu, ſi le Parlement s'aſſembloit extraordinairement. La Nation demanderoit, d'une voix unanime, que juſtice fût faite des auteurs de la ruine du Royaume. Il eſt à croire que le Parlement procéderoit de concert avec elle, & dans une circonſtance de cette nature, il y auroit du danger de réſiſter à la voix d'un peuple offenſé & déſeſpéré. «

Le même Duc fit enſuite un tableau de la conduite des Miniſtres relativement aux affaires de la Nation comparées à l'attention qu'ils donnent à leurs intérêts perſonnels. Puis il continua ainſi. » Pendant que l'Amérique nous échappe, pendant que nous abandonnons nos poſſeſſions, que nous ſommes menacés d'une invaſion qui peut décider de l'exiſtence de l'Angleterre comme Nation libre, nos Miniſtres ne s'occupent

qu'à ſe procurer des titres, à s'aſſurer des retraites. Où ſe porte toute l'attention de deux grands Miniſtres? (Le Lord North & le Lord Germaine) A leurs propres intérêts. Ils ont laiſſé voguer le vaiſſeau de l'Etat au gré des vents: ils l'ont expoſé à la rapacité de deux puiſſans Ennemis; & pendant ce tems-là, leur unique affaire a été de ſe diſputer la place de Gardien (*a*) des cinq Ports, qui vaut plus de cinq mille livres ſt. par an. «

» Pour nous garantir d'une invaſion, mon avis eſt qu'il faut examiner ſur les côtes de la mer le lieu où il eſt le plus probable que l'Ennemi auroit deſſein de débarquer: que l'on doit établir des poſtes, & prendre des poſitions; qu'il eſt néceſſaire de donner des ordres pour faire retirer les beſtiaux, pour éloigner ou détruire le fourrage, &c. afin d'empêcher l'Ennemi qui ſeroit débarqué de pénétrer dans le pays. Au moyen de ces précautions, on le mettra dans l'impoſſibilité de tirer des vivres d'ailleurs que de ſes vaiſſeaux, manière de faire la guerre abſolument impraticable. Mais je n'ai pas encore entendu dire qu'on ait pris aucune meſure pour cet objet. S'il y en a eu de priſes, je ſerois bien aiſe d'en être informé par le Lord (*b*)

[*a*] Le Lord Germaine y avoit quelques droits, ſon pere, le Duc de Dorſet, l'ayant poſſédée.

[*b*] Général en chef de l'armée de terre.

Amherſt

Amherſt, que je ſuppoſe avoir été conſulté pour ce qui regarde les affaires militaires. « Le Duc de Richmond parla encore ſur d'autres objets de la même importance, & il ſe déclara pour l'ajournement.

Après ce Seigneur, ce fut le Lord *Sandwich*, qui parla en ces termes: » Le Duc de Bolton s'eſt beaucoup étendu ſur l'allarme qu'il ſuppoſe que l'embargo mis ſur nos vaiſſeaux a occaſionnée. Cela me paroît bien extraordinaire. Ces jours derniers, ce même Duc demandoit un embargo. *Pourquoi*, diſoit-il, *ne pas ſe procurer des hommes à tout évènement? Pourquoi ne pas arrêter tous les vaiſſeaux, & même juſqu'au dernier mouſſe de chaque vaiſſeau, pour ne les relâcher qu'après que les nôtres ſeroient complets?* Cependant il ſe plaint aujourd'hui de ce que cette opération a répandu une allarme générale, & de ce qu'elle fait croire que nous ſommes menacés d'une invaſion prochaine. Le Duc de Bolton, & le Comte de Briſtol, ſoutiennent que j'ai avancé que nous n'étions pas en état de détacher quelques vaiſſeaux de nos eſcadres. Jamais un pareil aveu n'eſt ſorti de ma bouche. Il eſt vrai que dans un débat précédent, j'ai demandé au Duc de Richmond, s'il nous conſeilleroit de faire ce détachement, & que j'ai ajouté que ce ſeroit une affaire très-délicate.

Mais voilà tout ce qui s'eſt paſſé à cette occaſion, & je demande à la Chambre, ſi, en

parlant ainſi, j'ai avancé que nous n'étions pas en état de détacher. Le Comte de Briſtol ſoutient que le *Victory*, vaiſſeau de l'Amiral, ne peut être prêt à appareiller avant le 5 de ce mois (*a*), & que c'eſt de qui eſt cauſe que l'eſcadre aux ordres de l'Amiral Keppel n'eſt pas encore en rade. Le Comte de Briſtol eſt très-mal informé. La flotte eſt en rade; car j'ai reçu aujourd'hui une lettre de l'Amiral, dans laquelle il m'annonce qu'il étoit hier ſur une ſeule ancre, & qu'il comptoit partir à la premiere marée; & pour plus grande preuve que d'un moment à l'autre il peut être parti, j'ajouterai qu'il me prie de ne lui plus adreſſer de lettres à Portſmouth. «

» Le Comte de Briſtol prétend que l'Amiral Keppel a les mains liées. Il eſt tout auſſi mal informé ſur ce point que ſur tous les autres. Je puis lui certifier que les mains de cet Amiral ne ſont point liées; & lorſque le tems ſera venu où je pourrai ſans riſque montrer les pouvoirs dont il eſt revêtu, je ferai voir à la Chambre qu'ils ſont très amples & très-complets. Le Duc de Bolton m'accuſe d'avoir dit qu'il étoit impoſſible à un vaiſſeau de gouverner contre le vent en ſortant du canal. Je nie d'avoir rien dit de ſemblable; tout

[*a*] Le Comte de Briſtol pouvoit avoir raiſon; car il eſt de fait que l'Amiral Keppel ne mit ſignal pour appareiller que le 6 Juin, & que juſques-là il ne l'avoit point mis.

ce que j'ai dit, c'eſt qu'il eſt bien plus difficile à une flotte qu'à un ſeul vaiſſeau de gouverner contre le vent, & j'en ai rapporté pour exemple l'eſcadre du Chevalier John Norris, dont les vaiſſeaux ſe heurtant les uns contre les autres, furent plus de ſix ſemaines à aller de Sainte-Hélene à Torbay, ce qui ne fait gueres plus que la moitié du chemin de Sainte Hélene à Plymouth. La raiſon en eſt toute ſimple; l'eſcadre étant obligée d'attendre le moins bon voilier, & les vaiſſeaux devant ſe tenir à fort peu de diſtance l'un de l'autre, il ne leur eſt pas aiſé d'aller de conſerve dans le canal, lorſque le vent eſt contraire. «

» Quelle que ſoit l'opinion du Duc de Bolton & du Comte de Briſtol, ſur la néceſſité d'avoir à la tête du Département de la Marine un homme de cette profeſſion, je ne crois pas que cela doive avoir lieu pour moi. Je ſuis sûr de connoître mon devoir comme Miniſtre, tout auſſi-bien que les gens de mer l'entendent pour leur métier; & quoique je ne me vante point d'être un grand homme de mer, je me flatte d'en ſavoir aſſez pour remplir la place de premier Lord de l'Amirauté, ſans leur aſſiſtance. «

Le Lord Briſtol repliqua vivement au Lord Sandwich, & il lui reprocha d'employer toute l'adreſſe machiavéliſte pour déguiſer les choſes ſur leſquelles il ne pouvoit pas répondre. Il pourſuivit ainſi: » Comme le Comte de

Sandwich s'eſt rendu ſouvent coupable de diſſimulation, & qu'il eſt accoutumé à interpréter ſes premieres expreſſions dans un ſens tout contraire à ce que naturellement & réellement elles paroiſſent ſignifier, je demande à la Chambre la permiſſion de citer quelques exemples de ce que j'avance, & de les prendre dans le débat actuel. D'abord le Comte de Sandwich a nié d'avoir dit que nous ne pouvions pas détacher. Il prétend avoir dit ſeulement que c'étoit un point *délicat* à déterminer; & pourtant il n'a point (*a*) détaché. Il eſt donc clair que ſon opinion étoit que nous ne pouvions pas détacher avec ſûreté. «

» Il n'eſt pas étonnant que le Comte de Sandwich contrediſe une information qui prouveroit contre lui. Il s'eſt ſervi poſitivement des mêmes expreſſions pour contredire les aſſertions du Lord Chatham, parce que c'étoit l'unique moyen qui lui reſtât pour ſe juſtifier. L'aſſertion qu'il a contredite, eſt que l'Amiral Keppel n'eſt point parti: que le *Victory*, vaiſſeau que monte cet Amiral, n'eſt point prêt; & qu'il ne pouvoit pas être en rade à Sainte-Hélene plutôt que le vendredi 5. Pour répondre à ce déni de ſa part, & confondre l'aſſurance avec laquelle il ſoutient que la flotte eſt partie hier (premier

---

[*a*] Il faut ſe ſouvenir que l'eſcadre détachée, je veux dire celle de Byron, n'eſt partie que le 9 Juin, & que ces débats ſont du 2.

Juin), je me contenterai de dire qu'on vient de recevoir l'avis certain que l'eſcadre aux ordres de l'Amiral Keppel n'avoit point encore appareillé ce matin à cinq heures. La même manie pour préſenter fauſſement les choſes, ſe remarque dans ce qu'il ſuppoſe que j'ai dit que l'Amiral avoit les mains liées. Le fait eſt que j'ai manifeſté ſeulement le déſir que j'avois que l'Amiral eût le commandement abſolu de l'eſcadre. «

» Pour répondre au doute du Lord Sandwich, relativement à l'état de la marine, au moment que ce Comte fut nommé premier Lord de l'Amirauté, je me ſouviens qu'au mois de Mai de la même année je fus appellé à une aſſemblée de l'Amirauté, & qu'à l'occaſion des affaires courantes du Bureau je reçus un état par lequel il étoit vérifié qu'il y avoit alors 139 vaiſſeaux de ligne, dont 81 prêts pour le ſervice, & le reſte ſur les chantiers, en réparation ou ſur le point d'être achetés des conſtructeurs. J'ai dit qu'après avoir ſiégé au Bureau de l'Amirauté pendant quelques années, j'étois perſuadé & convaincu par ma propre expérience qu'il n'y avoit qu'un homme du métier qui fût capable d'y préſider.

Le Lord *Sandwich* répliqua ainſi: » l'état que le Lord Briſtol donne de notre marine en 1771, n'eſt pas juſte. Beaucoup de vaiſſeaux qu'on diſoit propres au ſervice étoient alors pourris. Quoique ces vaiſſeaux

fuſſent neufs ils avoient été conſtruits de bois verd ; quelques autres ont été déchirés ou vendus comme ne pouvant plus ſervir. Le même Lord s'eſt également trompé, ſur l'état actuel de la marine. Quoiqu'il ait dit qu'il y avoit 49 vaiſſeaux de ligne prêts à mettre à la mer, il ne s'enſuit pas que ce ſoit là tout. Nous avons encore (*a*) neuf vaiſſeaux de ligne occupés pour un ſervice éloigné, auxquels on doit ajouter dix autres en commiſſion, mais qui ne ſont pas équipés. S'il ne nous manquoit que des vaiſſeaux, il y en auroit aſſez de prêts à appareiller ; mais ce ſont les hommes qui manquent & non pas les vaiſſeaux. Si nous avions des hommes il y a d'autres vaiſſeaux qu'on pourroit mettre tout de ſuite en commiſſion, ce qui porteroit le nombre des vaiſſeaux de ligne dans le Royaume à 64. Le Lord Briſtol aſſure que nous avions 139 vaiſſeaux de ligne en 1771 ; mais je puis lui apprendre qu'en aucun tems de la derniere guerre nous n'avons jamais eu plus de 97 vaiſſeaux de force en commiſſion. En un mot, ſi le Lord Briſtol peut fournir à l'Amirauté le ſeul article dont elle ait beſoin, c'eſt-à-dire, un nombre de matelots ſuffiſans pour les vaiſſeaux prêts à appareiller ou qui vont l'être bientôt, je réponds qu'en très-peu de tems nous

---

[*a*] Ce ſont les ſix ou ſept qui forment l'eſcadre

aurons la flotte la plus formidable & la plus respectable qui ait jamais paru sur les mers.

Le Duc de *Bolton* répondit à ce que le Comte Sandwich avoit avancé au sujet du Chevalier John Norris, dont la flotte avoit été si longtems à lutter contre les vents à Torbay. » Je soutiens, dit-il, ensuite qu'il est possible de manœuvrer contre le vent. Autrement, pourquoi l'Amiral Keppel l'auroit-il entrepris; ou pourquoi le Lord Sandwich présume-t-il que cet Amiral ait appareillé, lui qui doit savoir que le vent étoit entiérement contraire hier & qu'il l'est de même aujourd'hui; au surplus je ne prétends pas disputer à ce Lord la palme du pilotage; mais je ne pense pas moins que dans son caractere officiel, il doit quelque reconnoissance au Lord Bristol & à moi-même? C'est nous qui lui avons conseillé de recourir de nouveau à la presse: c'est nous qui l'avons informé que le même vent qui a porté le *Victory* des dunes à Portsmouth, & l'Amiral Barrington de Portsmouth à Plymouth, y auroit amené pareillement l'escadre de l'Amiral Parker; c'est nous enfin qui l'avons mis à portée de deviner que ce même vent donneroit à la flotte de l'Amiral Keppel le moyen de suivre les autres. La vérité est néanmoins, que vu l'ignorance profonde du Lord Sand-

---

du Lord Howe en Amérique, & deux autres tant dans la Méditerranée que dans l'Inde au 2 Juin.

wich, il étoit assez indifférent qu'il fût instruit de cette circonstance. Ses vaisseaux, ses munitions &c. rien n'étoit prêt ; & c'est là apparemment ce qu'il a entendu par la contrariété du vent.

Le Duc de *Richmond* termina le débat en ces termes. » Sans me permettre toutes les observations que pourroit me fournir le discours prononcé aujourd'hui par le Lord Sandwich, je me contenterai de remarquer qu'il s'y est mis en contradiction avec lui-même relativement au Comte de Bristol. Dans les débats sur le Bill de Quebec au mois de Mai 1775, il a élevé jusqu'aux nues les talens du Comte de Bristol & les services particuliers qu'il lui rendoit au bureau de l'Amirauté. Aujourd'hui, non-seulement, il lui refuse toute espece de talens, soit pour diriger les affaires, soit même pour donner des conseils salutaires à ceux qui les dirigent, mais encore il s'efforce de le représenter comme un homme qui n'a pas même la moindre idée des connoissances de son métier ».

Des clameurs qui partoient de tous les coins de la Chambre, s'étant réunies pour demander qu'on allât aux voix, la motion fut rejettée à la pluralité de quarante contre vingt-deux.

LE PARLEMENT n'étant plus assemblé Monsieur, c'est dans les écrits anoymes dont fourmillent les papiers publics que nous de-

vons chercher à deméler les ſentimens & les inſinuations des chefs de parti qui ont ſignalé dans les débats des deux Chambres leur patriotiſme ou leur animoſité. Je crois reconnoître dans celui que vous allez lire, le ſyſtême de feu Lord Chatham adopté par Milord *Shelburne* ; & il me paroît contenir des vues politiques ſi intéreſſantes dans les circonſtances actuelles, que je n'héſite point à vous l'offrir comme un des morceaux les plus dignes d'exercer vos ſpéculations.

Danger d'une paix avec la France dans les circonſtances actuelles.

» Le Congrès, dit-on, doit déclarer dans ſa réponſe à nos Commiſſaires, qu'il n'écoutera aucunes propoſitions d'accommodement, à moins que préalablement nous n'ayons reconnu l'indépendance de l'Amérique, & *que la France ne ſoit compriſe dans le traité.* Les Américains ne veulent donc point que nous entrions en guerre avec la France. Quelle en peut-être la raiſon ? C'eſt *parce qu'ils ſont ſûrs qu'en fourniſſant à nos Miniſtres un prétexte pour éviter une telle guerre, ils les engageront à reconnoître leur indépendance.* Ceci démontre à quel point les Américains connoiſſent le caractere de notre gouvernement actuel. Ils ſavent qu'il *n'y a point de prix* que nos Miniſtres ne payaſſent bien volontiers *pour garder leurs places.* Ainſi je parierois ma

tête contre ſix deniers qu'avant peu l'Amérique ſera reconnue indépendante *puiſqu'une paix avec la France doit être le prix de cette indépendance* ».

» Cependant, quoique je deſire & que j'aie toujours deſiré ardemment une réconciliation avec l'Amérique, j'eſpere que la nation aura aſſez de vigueur & de fermeté pour ne pas ſouffrir que le miniſtere achete la paix avec nos anciens Sujets par une opération que ſuivoit néceſſairement *une guerre malheureuſe avec la France.* Comprendre la France dans le traité avec l'Amérique, ce ſeroit cimenter l'union de ces deux Puiſſances *par une paix* auſſi fortement qu'elle pourroit l'être *par notre ruine complette.* Or, ſi l'Amérique, pour être reconnue indépendante, ne veut point faire une paix *ſéparée*; au nom de Dieu, ne lui abandonnons point *d'un trait de plume tout ce que l'épée pourroit nous enlever.* Une fois la France & l'Amérique compriſes comme alliées dans un traité de paix avec nous, les Américains regarderont leurs intérêts & ceux de la France comme inſéparables. Ce ſera un lien qui les unira pour toujours. Prenons plutôt le parti de retirer nos armées de l'Amérique pour tourner toutes nos forces contre la France; alors il n'y a point de doute que nous ne ruinions ſa marine. Lorſque Keppel aura pris & détruit une certaine quantité de vaiſſeaux François, & qu'il aura mis la France hors d'état de ſecourir l'Amé-

rique, celle-ci mépriſera une alliée que la nature ne lui a point donnée ; & elle acceptera avec reconnoiſſance l'alliance de ſon amie naturelle. *Voilà le ſeul moyen qui nous reſte aujourd'hui pour regagner l'Amérique* «.

» Mais nous ne ſommes déja que trop ſurchargés de taxes : (répondront peut être les partiſans du miniſtere) une guerre avec la France en occaſionnera néceſſairement de nouvelles. Nous n'avons point d'argent «. Tels ont été les indignes motifs qu'on a fait valoir pour nous forcer à la paix infâme de 1762. Mais ſi cette guerre eût été continuée juſqu'à préſent, nos taxes ſeroient-elles aujourd'hui moins onéreuſes ? Notre dette ſeroit-elle moins conſidérable ? Non. *Nous aurions arraché l'épée des mains de nos ennemis*, & les millions, que depuis nous avons prodigués pour *corrompre* les partiſans de l'adminiſtration, & pour mettre les Miniſtres en état de ruiner la nation, *auroient plus que ſuffi pour tenir la France à nos pieds* «.

» Nous venons de dépenſer un argent énorme pour lever des hommes & équiper des eſcadres qui, ſi on leur *permet d'agir* humilieront bientôt la France. Admettons même pour un moment la ſuppoſition la plus favorable : ſi aujourd'hui nous ne ſommes pas en état de nous meſurer avec elle, je ſuis ſûr que notre perſpective ſera encore plus affreuſe, & que nous aurons moins de ſuccès à eſpérer, *lorſqu'une paix aura affermi les*

Miniſtres actuels dans leurs places, lorſqu'ils ſe verront à portée de dépenſer de nouveaux millions pour la corruption, & que nos vaiſſeaux déſarmés ſeront pourris dans nos ports, tandis que la marine de la France deviendra chaque jour plus nombreuſe & plus puiſſante. *C'eſt la force même de la marine de France qui exige abſolument que nous faſſions au plutôt la guerre.* Nous devons attaquer la France ſans délai, ne fût-ce qu'*à cauſe du nombre & de la force de ſes vaiſſeaux* «.

» Quel avantage avons-nous retiré de la derniere paix ? Aucun : & c'eſt pour cela qu'il nous faut la guerre. Quatorze années de paix ont procuré à la France les moyens *d'avoir, en 1778, une marine égale ou peut-être ſupérieure à la nôtre ; elle qui en 1762 n'avoit pas une eſcadre qui oſât mettre en mer.* N'eſt-ce pas là une preuve *que la paix ajoute à ſa force ce qu'elle enleve à la nôtre.* N'eſt-ce pas notre intérêt de chercher le combat *tandis que la balance peut encore être égale*, plutôt que de l'éviter, ne fût-ce que pour un moment, puiſque *chaque année que cette guerre ſera différée mettra le poids des forces du côté de la France & le vuide du nôtre.* Il n'y a donc rien qui puiſſe empêcher une guerre immédiate avec la France. Si l'Amérique ne peut être déſunie de la France par la *négociation*, faiſons tous nos efforts pour les déſunir par les armes, & n'ayons pas la lâcheté d'abandonner, en *faiſant la paix*, tant d'avantages

ineſtimables dont la perte, après tout, ne ſeroit que l'effet de la guerre la plus malheureuſe «.

Signé ARATUS.

» *P. S.* Si nos Miniſtres ne prenoient pas dans ce moment-ci des tempéramens avec la France, cette Puiſſance n'auroit pas enduré ſi patiemment la priſe de ſes frégates. Nous ne ſommes que trop autoriſés à ſuſpecter une adminiſtration qui a montré tant de négligence & d'indifférence pour les intérêts & pour l'honneur de la nation. Cette adminiſtration n'a-t-elle pas prétendu en 1771 qu'elle avoit forcé les Eſpagnols à déſavouer la conduite de leur Gouverneur *Bucareli*, qui avoit ordonné qu'on s'emparât des Iſles Falkland. Pour jouer la farce juſqu'au bout, le port Egmont ne nous fut-il pas reſtitué dans les formes? Il n'a fallu cependant que quelques années pour découvrir la ſupercherie & pour prouver que l'Eſpagne n'avoit *déſavoué* & *reſtitué*, que ſous une promeſſe formelle de la part de nos Miniſtres, que *lorſque tout ſeroit appaiſé & l'affaire oubliée, les Iſles ſeroient facilement abandonnées.* Tous nos gens n'en ſont-ils pas revenus depuis quelque tems? *Le port Egmont eſt-il en ce moment-ci en notre poſſeſſion? Nos Miniſtres ſavent bien que non.* Qu'il eſt honteux pour nous de garder de pareils Miniſtres! L'honneur & les intérêts de la nation peuvent-ils être en ſureté entre

les mains de gens capables d'agir avec tant de duplicité «?

A CÔTÉ de cette diatribe Angloiſe contre la France, je ne connois point d'écrit qui puiſſe figurer d'une maniere plus intéreſſante qu'un diſcours adreſſé par un Américain à ſes compatiotes, depuis que la nouvelle de la ſignature des traités eſt arrivée en Amérique. Ce morceau paſſe pour avoir été compoſé par le Docteur Cooper, ce digne Paſteur d'une des principales Congrégations de Boſton, le premier qui ait fait monter vers le ciel les vœux de l'Egliſe Américaine pour la conſervation des jours précieux de Louis XVI, & la proſpérité de ſon regne & de ſes Sujets.

Aux Peuples de l'Amérique.

» Si on ſe donne la peine de comparer le diſcours du Lord North en Parlement, & les deux Bills pour rétablir la tranquilité en Amérique, avec la conduite de la Grande-Bretagne à notre égard, on eſt forcé d'imaginer que cette Puiſſance a cherché à faire une inſulte publique au bon ſens humain en général. L'objet du diſcours & des Bills eſt de faire la paix avec nous aux mêmes conditions que nous avions offertes pour empêcher le commencement des hoſtilités. En conſéquence il a été nommé des

Commissaires avec pouvoir de déclarer une cessation d'hostilités & de la révoquer. Ils sont autorisés à suspendre *l'acte de restriction* en partie ou en totalité, *pendant un tems limité* ainsi que tous les autres actes passés depuis le 10 Février 1763. Ces actes étoient ceux sur lesquels portoient nos griefs avant que la guerre fût commencée. Il y est pareillement question de référer à la Grande-Bretagne la nomination des Officiers, que précédemment elle avoit coutume de nommer «.

» Considérons actuellement combien les circonstances sont changées depuis le moment où nous avons fait ces propositions. Alors nous n'avions ni Gouvernement, ni hommes, ni fonds publics, ni munitions de guerre. Malgré tous ces désavantages, nous avons fait heureusement la premiere campagne. A la fin de cette campagne, la comparaison, que firent tous les peuples de l'Amérique, des dispositions & des forces des deux Partis, les porta à ordonner à leurs Délégués au Congrès de déclarer qu'ils ne vouloient plus s'en tenir à ces conditions. En conséquence fut publiée la Déclaration d'Indépendance, par laquelle nous avons contracté l'engagement le plus solemnel d'effectuer une séparation absolue entre les Etats-unis & la Grande Bretagne. Pour soutenir cette Déclaration, nous avons continué la guerre pendant deux autres campagnes; & malgré le sang & les trésors qu'elles nous ont

couté, nos reſſources en hommes & en argent ſont infiniment ſupérieures à ce qu'elles étoient au commencement de la guerre. Le Gouvernement de l'Amérique eſt aujourd'hui plein de vigueur : l'adminiſtration de la juſtice y eſt réguliere & impartiale. Toutes les richeſſes de la Grande-Bretagne viennent ſe concentrer dans nos Ports. L'ordre regne dans nos finances. Les Troupes de l'ennemi montant à ſoixante mille hommes n'ont pu réſiſter aux efforts de notre courage ; & une de ſes armées a été contrainte de nous rendre les armes. La ſageſſe de nos conſeils & la valeur de nos troupes nous ont mérité l'admiration de l'Europe. La France a déjà reconnu notre indépendance & notre ſouveraineté avec elle ; & un traité d'alliance vient d'être ſigné par nos Plénipotentiaires reſpectifs. «

» C'eſt dans un pareil moment, que la Grande-Bretagne a l'inſolence de déclarer que, *ſi nous revenons ſur nos pas, elle promet de n'exercer ſon droit de taxation qu'en ce qui peut être relatif aux réglemens du commerce.* Mais eſt-ce que dans la ſituation brillante où ſont actuellement leurs affaires, les Etats d'Amérique n'ont pas les moyens de protéger leur commerce ? Ou penſe-t-on qu'ils manquent de la ſageſſe néceſſaire pour le régler convenablement ? Ah, mes amis, ne ſouffrez point que même les ames les moins élevées, portent de vous un jugement ſi aviliſſant après toutes les grandes choſes que vous avez faites.

Milord

Mylord North propoſe dans ſon diſcours que les Américains levent des contributions *volontaires* au lieu de taxes, & ſi nous nous y refuſons, le Roi nous *retirera ſa protection*. Mais les deux partis étoient déjà d'accord ſur ce point. Le Parlement n'a-t-il pas dévoué nos propriétés à un pillage général, ſans aucune diſtinction de perſonnes? Étoit-il un acte qui pût nous mettre plus efficacement hors de la protection du Roi? C'eſt d'après cet acte que nous avons déclaré que nous ne voulions plus de ſa protection. «

» Il y eſt dit auſſi que les Commiſſaires *concourront* pour beaucoup au ſuccès des opérations militaires. Comment cela peut-il être, ſinon en retardant les nôtres, ſous le faux prétexte d'un traité, juſqu'à ce que les forces britanniques ſoient prêtes à agir? Cette circonſtance doit ſuffire pour nous convaincre que les propoſitions de l'Angleterre ne ſont qu'un artifice pour nous tromper. «

» Eſt-ce à nous à recevoir des conditions d'un ennemi que nous avons défait? Abandonnerons-nous les avantages réels que nous avons gagnés, pour obtenir une *protection* précaire dont nous ne voulons aucunement, & après que nous nous en ſommes expliqués à la face de l'univers? Non, jamais les patrons de la liberté & les protecteurs de la vertu ne ſe rétracteront ſur un point auſſi eſſentiel à leur honneur. Nous avons déjà

ſouffert les plus grands maux de la guerre ; nous avons vu nos Villes brulées, & nos côtes ravagées. Sera-ce après avoir ſurmonté toutes ces difficultés, que nous aurons la baſſeſſe d'accepter des conditions dictées par un peuple qui eſt à la veille d'implorer notre protection ? «

» Nous avons reçu des marques ſingulieres de la faveur de la Providence. Nous ſommes actuellement plus en état de continuer la guerre, que nous ne l'étions il y a trois ans. La valeur de nos priſes excede le montant de nos dettes publiques. Avec du courage & de la vigueur, il ne tient qu'à nous d'aſſurer pour jamais l'indépendance de l'Amérique. Il ne s'agit donc plus que de renforcer nos armées, & de bien faire notre devoir. Tout le monde convient que le Général Washington l'emporte par ſes *talens militaires* ſur les Généraux ennemis. Répondons à ſon zèle par nos efforts, & nous aurons bientôt purgé notre Pays de tous les mercenaires qui l'infeſtent. C'eſt alors & non plutôt que nous traiterons avec l'ennemi. » Nous ſommes déterminés à vivre libres, ou à ceſſer de vivre. « Telles ſont les propres expreſſions du Congrès. C'eſt donc à nous à dicter les conditions de la paix, conformément à cette ancienne maxime républicaine ; » de ne jamais traiter de paix qu'après la victoire ! «

» Qu'il ne ſoit point dit que les Etats d'Amérique, après avoir ſoutenu une guerre ſan-

glante & dispendieuse, après avoir défait leurs ennemis, après avoir pris le rang qui leur convenoit parmi les Puissances de la Terre, & après avoir fait tous les actes qui appartiennent à la souveraineté, ont eu la bassesse de renoncer à l'indépendance, & de reprendre les fers d'une soumission servile. «

» S'il vous falloit encore d'autres raisons, je vous prierois de considérer qu'en soutenant notre indépendance, nous jouirons d'un commerce libre avec toutes les Nations, & que l'Amérique deviendra le centre des richesses de l'univers, comme l'a été jusqu'ici la Grande-Bretagne. L'étendue immense de nos côtes doit rendre notre navigation plus considérable que celle d'aucune autre Puissance. La variété de notre climat & par conséquent de nos productions, jointe à nos forces maritimes, nous assure un commerce très-considérable. Enfin, l'immensité de notre territoire nous rendra la plus grande puissance du monde entier. Alors notre commerce ne sera sujet à aucuns droits qu'à ceux qui tendront à l'avantage de l'Amérique; & nos forces nous mettront à l'abri d'une invasion. La résistance ne nous expose à aucun danger; & nous avons tout à craindre de la soumission. «

» La nature nous a placés à une si grande distance des autres Puissances, qu'il est impossible que nos relations respectives nous engagent dans aucune guerre, & si, par

malheur, cet événement arrivoit, il y a tout lieu de préſumer que nous ferions triompher le parti que nous embraſſerions. Si nous nous ſoumettons, nos deſtinées ſeront toujours ſubordonnés à l'intérêt de la Grande-Bretagne. Nous ſerons obligés d'avoir la guerre, ſoit que nous en ayons envie ou non; & nous pourrons même être cédés à une autre Nation, ſi la Grande-Bretagne le juge à propos. «

» Voilà les calamités qu'il ne tient qu'à nous de prévenir. Il s'agit de déployer tous nos efforts, tandis qu'il en eſt tems, pour nous aſſurer d'une paix inaltérable, & de tous les avantages du commerce. Ce n'eſt point ſur les propoſitions de paix que nous devons délibérer, mais ſur les moyens de chaſſer de notre continent les armées d'une nation qui nous a fait des outrages impardonnables. «

» Que chacun de vous reliſe la déclaration d'indépendance, & qu'il la compare avec la conduite de la Grande-Bretagne: vous verrez ſi tous les articles de cette déclaration ne ſont pas amplement juſtifiés. «

» Nous avons donc pour refuſer les propoſitions actuelles, toutes les mêmes raiſons que nous avions alors, & beaucoup d'autres ſurvenues depuis. La Grande-Bretagne marche à grands pas vers ſa ruine. Elle touche déjà au terme de ſa carriere. Les États ne peuvent, ſans ſe déshonorer, faire de paix

avec elle, s'ils n'en dictent eux-mêmes les conditions. «

» Nous avons cet avantage, que les efforts de la Grande-Bretagne ne ſont que les convulſions d'une Nation expirante, au lieu que ceux de l'Amérique ſont en quelque ſorte l'eſſai des forces d'un peuple dans ſa virilité. Prions le Dieu des armées de nous continuer ſa protection, & de nous bénir dans nos travaux pour la défenſe de notre Pays. Juſqu'à préſent le ſuccès a paſſé nos eſpérances. Il me ſemble entendre la voix de ce Dieu puiſſant nous répondre : » Sortez du ſein de cette Ville, ô mon peuple, afin que vous ne partagiez point les châtimens qui lui ſont réſervés; car ſes crimes ont monté juſqu'au ciel, & Dieu a toujours préſents ſes iniquités. »

Signé, MARCUS BRUTUS.

CETTE derniere piece vous fait voir, Monſieur, dans quelles diſpoſitions le Général *Howe* a laiſſé les Américains, à ſon départ de Philadelphie le 24 Mai, pour revenir en Europe. Elles ne reſſemblent gueres à l'idée qu'il s'en étoit faite, lorſqu'en 1775 il accepta le commandement de l'armée que le gouvernement deſtinoit à réduire l'Amérique. Il croyoit marcher à une conquête aſſurée : ſuivant lui la multitude n'attendoit que ſon arrivée pour venir ſe ranger ſous

ſes drapeaux : il ne voyoit qu'une poignée d'inſurgents à ſoumettre, & il ne craignoit point de faire dépendre de l'événement ſa propre réputation. Quelle différence aujourd'hui dans le jugement qu'il porte de ces mêmes Américains. Il quitte ſon armée pour venir rendre témoignage à la vertu guerriere des Américains & appuyer leurs prétentions à l'indépendance. Il vient pour démontrer au gouvernement l'impoſſibilité de les réduire, impoſſibilité prévue par les gens éclairés dès le commencement de la conteſtation. C'eſt bien le lieu de dire *quantum mutatus ab ille* ! Ce ſingulier changement dans ſa façon de penſer, vous rappellera les prédictions faites au Lord *Howe* ſon frere par le Docteur Franklin, dans ſa réponſe datée de Philadelphie le 20 Juillet 1776, & vous leur aſſimilirez celles que le Général avoit reçues lui-même, plus d'un an auparavant de la part d'un de ſes conſtituans dans ville de Nottingham qu'il repréſente à la Chambre des Communes. Ce morceau devient très-intéreſſant par les circonſtances.

Copie d'une lettre écrite le 10 *Février* 1775, *au Général Howe, Député au Parlement pour la ville de Nottingham par le ſieur Kirk, Marchand de cette ville.*

MONSIEUR,

» Je ne puis vous donner une idée du

mécontentement & de la surprise que témoigne ici le plus grand nombre de vos constituans sur ce que vous avez accepté le commandement de l'expédition contre nos freres d'Amérique «.

» L'opinion que j'avois de votre probité en général, m'a engagé à voter pour vous lors de la derniere élection, quoique, dans certaines occurrences vous eussiez agi d'une maniere contraire à mes sentimens. J'ai pris la liberté de m'en expliquer avec vous, & de vous faire les questions suivantes, savoir «;

» S'il ne vous paroissoit pas que toutes nos armées seroient insuffisantes pour effectuer la réduction de l'Amérique «.

» Si vous ne trouviez pas que les Ministres avoient poussé les choses trop loin «?

» Si vous ne refuseriez pas le commandement des troupes en Amérique dans le cas où l'on vous y nommeroit «?

» Et si vous ne voteriez pas pour la révocation des quatre actes du Parlement qu'aujourd'hui vous allez faire exécuter de vive force.

Je me trompe fort (& votre conscience doit vous dire que je ne me trompe pas) ou vous avez répondu affirmativement à chacune de ces questions. Et moi, dans l'unique vue d'affermir votre crédit en cette ville, j'ai communiqué vos réponses à vos Constituans qui étoient dans la même incertitude que moi, relativement au choix qu'ils alloient faire de vous pour les représenter au Parle-

ment. Ces éclairciſſemens ont effacé en grande partie les impreſſions défavorables que l'on avoit conçues contre vous & dont vous paroiſſiez vous même vivement affecté «.

» Quelle eſt notre ſurpriſe aujourd'hui d'apprendre que le Général Howe ſe prépare à s'embarquer pour l'Amérique avec le deſſein d'y faire mettre ces mêmes actes en exécution. Jugez, ſi vous le pouvez, de la confuſion dont cet événement couvre vos amis en cette ville. La raiſon la plus ſenſible qu'ils puiſſent donner de votre conduite, c'eſt que le Roi vous a mandé pour vous charger de ce commandement, & qu'il ne vous étoit gueres poſſible de le refuſer. Mais pour moi je ne crains point de vous dire que vous vous ſeriez comporté comme un Grand-Homme, ſi vous euſſiez refuſé de prendre les armes contre l'Amérique. Pluſieurs motifs auroient dû vous engager à ce refus, quand ce ne ſeroit que parce que votre frere eſt mort dans ce pays, & que les Américains ont marqué leur gratitude à votre nom & à votre famille, en élevant un monument à cet Officier qui a verſé ſon ſang pour la cauſe de la liberté. Votre frere étoit un brave homme: il a oſé réſiſter aux volontés de la Cour, lorſque ſon jugement l'inſtruiſoit que cette oppoſition étoit juſte; & cependant cet homme étoit comme vous un Soldat «.

» Nos eſprits ont été exaltés dans le tems de l'élection par la mention de ce nom honoré

ſur un papier que vous vous rappellez peut-être ; & j'oſe vous parler de cette circonſtance dans l'eſpoir que vous imiterez l'exemple d'un frere ſi aimable, ſi déſintéreſſé & ſi reſpecté. Je crois qu'il n'y a perſonne, même parmi vos ennemis, qui oſât imputer votre refus à un défaut de courage ; au contraire il ne ſerviroit qu'à faire briller votre courage avec plus d'éclat «.

» Si malgré mes conſeils vous vous déterminiez à partir, je ne ferai point comme beaucoup d'autres des vœux pour que cette entrepriſe vous perde; mais j'avoue que je ne puis ſouhaiter qu'elle réuſſiſſe «.

» Tels ſont, Monſieur, les ſentimens d'un grand nombre de vos Conſtituans ainſi que de «.

Votre obéiſſant ſerviteur.

Samuel KIRK.

Réponſe du Général Howe à M. Kirk, en date de Londres le 21 Février 1775.

MONSIEUR,

» J'ai reçu votre lettre du 10, elle m'a cauſé d'autant plus de chagrin que je m'étois flaté d'avoir détruit toutes vos préventions contre moi, lorſque je me trouvai avec vous dans le tems de l'élection. La haine & la malignité de ceux qui ont été mes adverſaires me cauſent le plus grand étonnement, ſi,

comme vous le dites, ils vont jusqu'à former des vœux pour que je me perde en Amérique «.

» Je n'ai point demandé ce commandement. J'ai reçu des ordres auxquels je ne pouvois me refuser sans m'exposer au reproche odieux de *reculer* lorsqu'il *s'agit de* servir mon pays dans sa détresse. On pense tout autrement ici relativement à mon expédition ; & bien loin d'être insulté dans Londres à ce sujet, comme vous me faites entendre que je le serois à Nottingham, j'ai reçu les complimens les plus sinceres de la part des personnes même qui n'approuvent pas les mesures de l'administration. Tous les sentimens particuliers doivent disparoître devant le grand intérêt du service public, sur-tout dans des circonstances aussi délicates que celles où sont actuellement nos affaires «.

» Quelqu'opprobre que l'on veuille jetter sur mon nom à Nottingham, j'ose dire que c'est le seul endroit où j'aie à craindre une pareille injustice. Je vous conjure en particulier de suspendre votre jugement sur cette affaire *jusqu'à ce que l'événement ait prouvé que je suis indigne de votre estime* «.

» Un mot sur l'Amérique. Vous vous trompez beaucoup si vous croyez qu'il n'y a pas dans ce pays un grand nombre de Sujets fideles à leur Souverain & qui aiment sincérement la paix. Je pourrois même assu-

rer que les Insurgens sont *en très-petit nombre* en comparaison de toute la Nation «.

» Il y a certainement en Amérique des gens qui ne veulent point être taxés par la Grande-Bretagne ; mais ces mêmes gens ne veulent point non plus se soustraire à la suprématie de la Métropole. J'espere qu'après avoir obtenu le redressement de leurs griefs, ceux-ci seront les premiers à rentrer sous l'obeissance due aux loix «.

» Quant au petit nombre de ceux que l'on m'a dit desirer la sciission d'avec la Métropole, je présume que, lorsqu'ils se verront abandonnés par la parti modéré, la crainte des châtimens les aura bientôt fait rentrer dans leur devoir «.

» Pour ce qui regarde le commerce, le seul moyen d'établir sur une base solide celui de l'Angleterre avec l'Amérique, est de faire respecter les loix. Sans cette fermeté il est impossible que le gouvernement de la Métropole parvienne à cet état de vigueur, si indispensablement nécessaire à la prospérité de cet Empire «.

Je suis Monsieur, &c.

WILLIAM HOWE.

Infames procédés de PATRIK TONYN, *Gouverneur de la Floride envers ses prisonniers.*

Il m'est parvenu, Monsieur, des copies de

deux lettres écrites au Miniſtre de la Marine de France par des Sujets du Roi, qui ont eſſuyé les plus dures vexations de la part du Gouverneur pour le Roi d'Angleterre dans la ville de Saint-Auguſtin.

Je ne me diſſimule point que leurs juſtes plaintes ne peuvent point manquer d'exciter vivement l'animoſité de leurs compatriotes, & qu'il ſeroit bien mieux de porter les hommes à s'aimer qu'à ſe haïr & à ſe faire du mal; mais d'un autre côté la crainte de voir leur nom flétri par le jugement de tout l'Univers, peut mettre un frein aux diſpoſitions brutales & féroces de certains Commandans, & adoucir la condition des malheureux qu'un ſort juſte ou injuſte fait tomber entre leurs mains. Pourquoi la conduite lâche & barbare du Gouverneur de la Floride Orientale envers les compagnons de M. le Chevalier de Bonvouloir & ceux de M. le Chevalier de Brétigny, ne ſeroit-elle pas dénoncée à toute l'Europe, s'il mérite d'être auſſi déteſté & mépriſé de tous les gens honnêtes pour ſes lâchetés privées, qu'il ſera ſans doute applaudi de ſa Cour pour avoir fait perdre trois cents Matelots au Roi de France? Pourquoi les Ecrivains publics n'en feroient-ils pas un exemple, afin que tous ceux que les armes rendent les arbitres du ſort de leurs ſemblables apprennent à ſe reſpecter dans l'uſage qu'ils font de leur autorité?

Le tribunal de l'honneur n'eſt point le

même que celui des Rois. George III ne ſongera point à punir *Patrick Tonyn*, Lieutenant-Colonel & Gouverneur de la Floride Orientale, pour avoir indignement trompé & volé des François ſes priſonniers, & pour avoir offert leurs têtes à prix aux Sauvages. Mais tout ce qu'il y a d'Irlandois ſur la face du globe renieront *Patrick Tonyn* pour leur compatriote; mais tous les Officiers honorés d'un commandement comme *Patrik Tonyn*, & ceux qui peuvent l'être un jour, diront que c'eſt un *miſérable* dont ils ont les ſentimens en horreur. En pareille occaſion, ils craindront qu'on ne leur rappelle l'arrêt qu'ils auront eux-mêmes prononcé; l'honnêteté générale y gagnera ſans que l'intérêt des Souverains puiſſe y rien perdre.

N°. I. *Copie d'une lettre de M. Achard, Chevalier de Bonvouloir, à M. de Sartine.*

Du Port au Prince le 10 Avril 1778.

Monſeigneur.

» J'ai l'honneur de vous repréſenter qu'étant parti au mois de Janvier dernier du Port au Prince ſur le Navire la *Roſiere d'Artois*, de Nantes, chargé de denrées de l'Amérique, expédié pour France, nous avons été eſcortés juſqu'au débouquement par la frégate du Roi la *Renommée*. Quelques jours après qu'elle nous eût quittés, nous avons reçu un

coup de vent très-violent qui, après nous avoir fort maltraités & nous avoir fait une voie d'eau, nous a forcés, vû notre peu de vivres & notre mauvais état à relâcher dans le premier port pous nous y radouber & enſuite faire voile pour l'Europe. Après un procès-verbal de notre ſituation, ſigné de tout l'équipage, le Capitaine s'eſt décidé à faire route pour Charles-Town. Environ vingt-quatre heures après nous avons vu trois bâtimens au vent à nous, dont un nous a tiré un coup de canon & a arboré pavillon Anglois. Nous l'avons attendu. Un inſtant après il a amené le pavillon Anglois & hiſſé celui Inſurgent. Il nous a demandé d'où nous venions & où nous allions : à quoi nous avons répondu que nous venions du Port au Prince: que nos expéditions étoient pour Nantes, mais que le mauvais tems nous avoit ſi fort maltraités que nous allions relâcher à Charles-Town. Il a alors amené pavillon Inſurgent & rehiſſé celui Royaliſte. Le ſecond Capitaine eſt venu à notre bord & a emmené notre Capitaine à ſon bord, où le Capitaine nous a dit que puiſque nous avions beſoin de relâcher, il devoit nous être égal d'aller dans un port ou dans un autre: que nous allions le ſuivre à Saint Auguſtin dans la Floride: qu'il nous feroit donner un ſauf conduit, & qu'après que nous ſerions radoubés, nous continuerions notre route. Nous nous ſommes fiés à ſa parole, & nous

l'avons ſuivi quatorze jours *ſans avoir de gardes à bord.*

» Dès que nous fumes arrivés à Saint Auguſtin, il nous fit mouiller ſous ſa volée ; & trois jours après, ſans écouter nos raiſons, on nous a enlevés de notre bord. *Le Capitaine s'eſt emparé d'une lettre à votre adreſſe, Monſeigneur ; il l'a décachetée :* on nous a mis à terre ſans nous donner de vivres : on nous a fait eſſuyer les plus affreux traitemens. *Les Sauvages avoient cent vingt livres par chaque chevelure qu'ils faiſoient ſur les François qui ſortoient de la ville :* on nous a gardés deux mois & demi : après cela on nous a renvoyés au Port-au Prince ſur une mauvaiſe barque avec de mauvais vivres, à peine ſuffiſans pour la moitié de la traverſée «.

» Voilà, Monſeigneur, une foible eſquiſſe des maux que cette orgueilleuſe nation m'a fait ſouffrir. J'oſe eſpérer que ma ſituation vous touchera, vous, Monſeigneur, qui vous attendriſſez ſur le ſort des malheureux. «

Je ſuis avec le plus profond reſpect,

Monſeigneur,

Votre, &c.

Signé, ACHARD, Chevalier de Bonvouloir.

N°. II. *Copie d'une lettre de M. le Chevalier de Brétigny à M. de Sartine, Saint-Auguſtin Floride de l'Eſt 14 Mars 1778.*

MONSEIGNEUR,

» Je crois devoir vous rendre compte, & de la poſition ſinguliere dans laquelle je me trouve, & d'une foule de choſes qui intéreſſent l'honneur du pavillon François, celui de la Nation en général, le ſervice du Roi & le commerce «.

» J'étois Exempt des Suiſſes de la Garde du Corps de Monſieur : le deſir de me faire connoître, *l'envie d'apprendre mon métier*, & peut-être l'envie encore de faire ma fortune militaire plus rapidement, tout cela m'a engagé de paſſer au ſervice des Américains. L'aſſurance que j'avois d'y commander un corps de Chaſſeurs m'a ſéduit. J'ai, pour exécuter mon plan, fretté un vaiſſeau : j'ai engagé douze braves officiers que j'ai conduits à mes dépens ; enfin, j'ai acheté des armes, des uniformes & toutes les choſes néceſſaires pour équiper le régiment que je devois commander. Je ſuis arrivé heureuſement dans la Caroline du Sud. Cette Province qui avoit accepté mes ſervices fit armer un petit bâtiment pour me tranſporter en Virginie, y former mon régiment, & joindre de-là l'armée du Général Washington «.

» Voilà, Monſeigneur, la confeſſion naïve de

de mes projets & de ma miſſion ; en voici l'iſſue. Deux frégates Angloiſes nous ont pourſuivis, pris & mis à fond de cale. Nous avons été conduits dans cette ville où nous avons pour toute nourriture trois onces de lard ſalé & dix onces de biſcuit par jour. Quatre cents François pris ſur les côtes Américaines atteſteront l'inhumanité & la barbarie des traitemens que nous eſſuyons ici. Au reſte, Monſeigneur, *nous nous reſſouvenons tous que nous ſommes Officiers François ;* & nous oppoſons à la dureté de nos ennemis une fermeté qui les étonne peut-être, mais qui ne les rend ni plus humains, ni plus généreux «.

» Depuis quatre mois que je ſuis priſonnier, j'ai été le témoin de vingt actes de vexations inſultans pour la nation & abſolument préjudiciables au ſervice du Roi, & ſur-tout à celui de la Marine en particulier. Je crois, Monſeigneur, devoir vous en inſtruire & vous aſſurer que je n'avancerai rien que je ne ſois en état de prouver & de certifier ſur ma vie «.

» J'ai vu, Monſeigneur, ſoixante Matelots François conduits dans une Iſle deſerte, enfermés dans une tour, oubliés pendant quatre jours ſans recevoir la plus légere nourriture. On leur ſignifia que s'ils ne s'engageoient pas ou dans les régimens qui ſont ici en garniſon, ou ſur les frégates, on les laiſ-

ſeroit périr de faim. Ils réſiſterent d'abord ; mais la menace fut ſuivie d'une prompte exécution ; & ces malheureux, pour éviter une mort affreuſe, ont paſſé ſous les drapeaux Anglois. Je les ai vus ſigner en pleurant leur engagement, me prendre à témoin de la violence qu'on leur faiſoit, me conjurer d'accepter leurs proteſtations ; mais j'étois priſonnier & malheureux comme eux : je n'ai pu que gémir de la tyrannie barbare & déteſtable qu'on exerçoit ſur ces infortunés contre le droit des gens. Cette ſcene affreuſe s'eſt répétée dix fois ; & je puis atteſter que dans Saint-Auguſtin ſeulement, la France a perdu au moins deux cents cinquante Matelots. Ces vexations continuelles enleveront en peu de tems une foule de Marins au commerce ; & perſonne ne ſait mieux que vous, Monſeigneur, combien cette eſpece d'hommes eſt précieuſe au commerce & à la marine du Roi «.

» On ne peut regarder les bâtimens qui vont ſur les côtes Américaines que comme Contrebandiers : alors la confiſcation eſt la ſeule peine que le Miniſtere Anglois puiſſe infliger aux Capitaines qui hazardent ce genre de commerce. Cependant on ne peut rien ajouter aux outrages, aux inſultes, aux mauvais traitemens dont les Anglois accablent les priſonniers qu'ils font. On refuſe des vivres aux Matelots, & à leurs Officiers les

moyens de repaſſer ou en France ou dans nos Iſles. Toutes leurs actions ſont marquées au coin du mépris, de la haine & de la proſcription. Enfin, Monſeigneur, le nom François eſt preſque actuellement un titre humiliant. Juſqu'aux paſſagers qui ne ſont ni Officiers ni Commerçans, éprouvent les traitemens les plus durs. *Les Officiers du Roi*, eux-mêmes, donnent à leurs Matelots l'exemple du *vol* & du brigandage. Des paſſagers avoient des épées & des couteaux de chaſſe qui leur plaiſoient : ils ont propoſé de les acheter au prix le plus bas : ces paſſagers l'ont refuſé : alors on les en a dépouillés. Un Officier priſonnier avec moi a une bague fort belle : le Gouverneur la deſire, lui propoſe une ſomme qui eſt acceptée : cet Officier en demande le payement ; *le Gouverneur à la baſſeſſe de le lui refuſer ; & indigné de l'audace de ce gentilhomme, il le fait reſſerrer dans une priſon plus étroite* «.

» Voilà, Monſeigneur, voilà le narré très-précis, & ſur-tout très-fidele des vexations odieuſes qu'éprouvent les François dans cette partie de l'Amérique. Il vous parviendra ſans doute des plaintes des malheureux qui ont été opprimés. Je joins ma voix à la leur, non pas pour moi, mais pour quelques Officiers dignes d'un meilleur ſort & dont l'âge & les ſervices ſemblent mériter un traitement moins rigoureux. Quant à moi, je me ſens

la force de ſupporter avec courage tous les maux dont me ménace la politique Angloiſe «.

Je ſuis avec reſpect,

Monſeigneur,

Votre &c.

Signé le Chevalier DE BRETIGNEY.

CE GOUVERNEUR de Saint-Auguſtin & les Officiers Anglois ſes dignes camarades, trouveroient, Monſieur, un rigide Cenſeur dans l'Auteur de l'écrit que vous allez lire, qui gourmande un certain parti, même pour les injures verbales qu'il ſe permet contre la Nation Françoiſe. Que penſeroit donc ce Spéculateur des vexations & des rapines exercées à la Floride contre d'honnêtes Officiers qui n'ont commis d'autre faute que d'aimer exceſſivement leur métier, & de ſe livrer à une impulſion belliqueuſe qui, de tout tems a été le caractere diſtinctif de leur Nation? Liſez encore cet écrit, Monſieur, vous le trouverez intéreſſant autant par l'équité & la généroſité qui y reſpirent, que par la vérité du tableau de la ſituation actuelle de l'Angleterre. Vous ne ſerez plus ſurpris d'avoir vu l'Amiral Keppel rentrer dans les ports, après avoir été inſulter la France juſques dans ſes eaux, ni de la peine qu'il a eue à en ſortir une ſeconde fois, ni enfin de la dangereuſe irréſolution qui le retient

peut être encore ſur les Sorlingues où échoua en 1707 l'Amiral Anglois Shovel avec une partie de ſa flotte.

Obſervations ſur la poſition actuelle de l'Angleterre.

» Il n'y a peut-être jamais eu une époque auſſi critique & auſſi importante que celle-ci. L'indépendance Britannique ne tient plus qu'à un fil. Notre ſort eſt entre les mains de l'Amiral Keppel. Si ſa flotte eſt détruite ; ſi celle des François ne l'eſt pas, nous ſommes perdus : nous diſparoiſſons du milieu des Puiſſances de la terre : plus de commerce, plus de marine pour nous, plus de reſſources pour nous relever ; nous ne ſerons plus les maîtres des mers : l'ennemi libre de tout obſtacle fondra de toutes parts ſur nos côtes ; tout ſera dit «.

Pourquoi nous abuſeroit-on d'un eſpoir trompeur ? Jamais nous n'aurons les forces néceſſaires à oppoſer aux progrès de 30 à 40,000 hommes de troupes Françoiſes bien diſciplinées & pourvues d'un train conſidérable d'artillerie. » Compteroit-on ſur nos Milices compoſées de payſans balourds & niais, qui n'entendent pas encore la moitié de ce qu'on veut leur dire (*a*) : qui ſont

[*a*] Il y a pluſieurs régimens du pays de Galles dans leſquels les Officiers & les Soldats ne s'entendent point. L'exercice ſe commande par des Interprêtes. On ſait

toujours prêts à se révolter : qui désertent pour les moindres mécontentemens, pour le vent, pour la chaleur, pour la couleur du pain ? A bravoure égale, il est impossible que ces gens là puissent soutenir la discipline militaire des troupes réglées. Non, à moins que le Dieu des batailles n'envoye à notre secours une légion d'anges exterminateurs, il est impossible que ces forces puissent nous sauver dans un moment aussi critique. Voilà donc nos dernieres ressources. Je ne puis envisager, sans frémir, les conséquences de notre situation «.

» Nos troupes réglées sont en trop petit nombre pour nous défendre ; nos Milices sont trop nouvellement levées & n'ont pas l'expérience & la discipline nécessaires. Il est vrai que les Milices Américaines ont montré une bravoure & une fermeté jusqu'alors sans exemple (*a*). Mais c'est que ces hommes là portoient dans leur cœur cet enthousiasme qui ne peut être inspiré

---

les troubles qu'il y a encore dans les camps Anglois, pour des objets de discipline, autant que pour les qualités des fournitures, & la peine que trouvent les Commandans a se faire obéir, même par les Officiers, Echevins, Greffiers, Notaires, &c. qui ont endossé l'habit militaire.

[*a*] C'est une observation du Général Burgoyne dans la Chambre des Communes: les camps Anglois n'étoient pas encore formés alors: sans doute aujourd'hui qu'il les a vus, il n'en parleroit pas si avantageusement.

que par l'amour de la liberté. Il eſt impoſſible que l'ame de nos Miliciens recele la moindre éteincelle de ce feu céleſte. Depuis nombre d'années ces malheureux ſont en proie à la rapacité de nos Miniſtres, aux exactions de leurs propriétaires dont la dureté n'eſt égalée que par leur prodigalité, & à l'inſatiable avarice du Clergé. Il leur manque d'ailleurs un puiſſant ſtimulant contre leur inertie & leur dégradation ; c'eſt l'exemple de leurs Supérieurs. Tous ceux de nos compatriotes qui ont de la naiſſance ou de la fortune, ont échangé les qualités propres à leur ſexe contre les graces & la gentilleſſe des femmes. Ce ſont des damoiſeaux & des *agréables*, plutôt que des Soldats & des Héros. Il faut au moins deux années de la vie des camps pour en faire des hommes. Mais hélas ! avant ce terme, qui ſait s'il exiſtera encore dans l'Univers une Puiſſance du nom de la Grande-Bretagne « ?

» Tandis que nous ſommes dans la ſituation la plus périlleuſe & la plus humiliante, nous convient-il de faire ſonner ſi haut nos facultés nationales, de triompher avant la victoire, comme le font journellement certains Gazetiers ſoudoyés par nos Miniſtres ? Eſt-il honnête, eſt-il prudent d'y prodiguer les épithetes les plus inſultantes à la Nation Françoiſe ? Notre cauſe en ſera-t-elle plus juſte & plus intéreſſante quand nos Miniſtres y feront qualifier les François de canailles,

de poltrons, de traîtres? Ces injures aviliſſent la bouche qui les profere même contre l'être le plus mépriſable. Elles caractériſent un défaut d'éducation, de bon ſens & d'uſage du monde. Combien ne ſont-elles pas ridicules & abſurdes, lorſqu'on prétend les appliquer à une des plus grandes Nations de la terre, dont on ne fera point taire le canon par des gueulées?

La Nation Françoiſe n'a fait que ce qu'auroit fait toute autre Nation à ſa place. Elle a tiré avantage de l'embarras où ſon ennemi naturel s'étoit plongé volontairement. N'avons-nous pas fait bien pis, nous autres, en cherchant à tirer un injuſte & illégal avantage de l'Amérique qui étoit une partie de nous mêmes? Gardons pour nous, Anglois & Ecoſſois, les injures que nous faiſons plus que mériter. Nous avons épuiſé le Vocabulaire des Halles contre nos Colonies qui ont valeureuſement défendu leur liberté & leurs propriétés. Elles ont triomphé de ceux qui les inſultoient & de leurs projets d'invaſion. Nous verſons aujourd'hui notre fiel ſur les François; mais craignons qu'ils ne nous en puniſſent comme l'ont fait les vertueux Américains, & que ce ne ſoit le ſort qu'un Dieu vengeur nous a réſervé.

P. S. du 17 Juillet.

Etat de l'eſcadre de l'Amiral Keppel, le 16 Juillet.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Capitaines.*
Victory.....	100	Amiral Keppel.
Queen.....	90	Amiral Harland.
Formidable.....	90	Amiral Palliſer.
Ocean.....	90	Haetwell.
Sandwich.....	90	Edowards.
Prince George...	90	Lindſey.
Duke.....	90	.....
Foudroyant.....	80	Jarvis.
Berwick	74	Steward.
Centaure.....	74	Coſby.
Cumberland.....	74	Peyton.
Courageux.....	74	Mulgrave.
Egmont.....	74	Allen.
Eliſabeth.....	74	Maitland.
Hector.....	74	Hamilton.
Monarque.....	74	Rowley.
Ramillies.....	74	Digby.
Robuſt.....	74	Hood.
Shrewſbury.....	74	Roſſ.
Terrible.....	74	Bicherton.
Thunderec.....	74	Walſingham.
Vengeance.....	74	Clements.
Vaillant.....	74	Gower.
América.....	64	Longfort.
Bienfaiſant.....	64	Macbride.
Défiance.....	64	Goodall.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Capitaines.*
Exeter.....	64	Moore.
Sterlingcaſtle....	64	Douglas.
Vigilant.....	64	Kingsmill.
Worceſter	64	Robinſon.
Arethuſe.....	32	Marshall.
Andromede.....	28	Bryne.
Proſerpine.....	28	Sutton.
Fox.....	28	Windſor.
Milford.....	28	Burnaby.
Rattleſnake.....	12	.....
Alert.....	Cutter.	.....
Pluton.....	Brulot.	.....
Vulcain.....	Brulot.	Lloyd.

1 vaiſſeau de 100 canons.
6 ..... de 90
1 ..... de 80
15 ..... de 74
7 ..... de 64
1 ..... de 32
4 ..... de 28
1 ..... de 12

30 Vaiſſeaux de ligne.
5 Frégates.
2434 Canons.

Pour former des équipages aux vaiſſeaux de renforts qui ont été ſucceſſivement envoyés à l'Amiral Keppel depuis le 9, jour

qu'il a appareillé, on a dépouillé de leurs hommes tous les vaiſſeaux qui reſtent dans les ports de Porſmouth & de Plymouth. Le Capitaine du *Shrewſbury* parti de Plymouth le 15, n'a pas même voulu attendre qu'on eût fait à ſon vaiſſeau les réparations néceſſaires, & il a appareillé, quoiqu'il n'eût que 450 hommes. La *Vengeance*, le *Duc* & le *Centaure* n'ont pas la moitié du monde qu'il leur faut, & tous en général ont de foibles équipages. C'eſt ce qui fait que bien des gens s'obſtinent à croire que l'Amiral Keppel n'a que des ordres défenſifs, & que dans tous les efforts qui ont été faits pour compléter avec tant de célérité ſes équipages, il ne faut voir que le deſſein de raſſurer l'Angleterre contre la peur d'une invaſion, & nullement celui de ſoutenir l'honneur national, en ordonnant à Keppel d'aller faire ſes évolutions dans les mêmes parages où il a oſé le 17 Juin inſulter le pavillon du Roi de France & enlever ſes frégates.

Au ſurplus l'Angleterre attend encore une flotte Marchande, partie de la Jamaïque le 13 Juin, ainſi qu'une flotte du Canada & pluſieurs vaiſſeaux de la Chine & de Madraſſ.

Jn Adams. *Lettre de M. John Adams, Député du Congrès en France, à l'Editeur des* AFFAIRES DE L'ANGLETERRE ET DE L'AMÉRIQUE.

De Passy le 17 Juillet 1778.

» Je vois, Monsieur, dans votre n°. 48, *page* 6 (du Journal) sous le n°. I, un article intitulé *Résolutions des Sauvages contre l'armée Angloise*, & un autre *page* 7, sous le n°. III. *Adresse des principaux habitans de cette ville* (Philadelphie) *à Robert Rogers, Major-Général (nommé par le Congrès) & Commandant en chef des Sauvages* «.

» Je puis vous assurer, Monsieur, que ces deux articles sont faux, & ont été fabriqués par nos ennemis. Il est à propos que vous les détruisiez, pour plusieurs raisons, & surtout parce que s'ils n'étoient point contredits ils donneroient lieu de croire que ce sont les Américains qui, les premiers ont engagé les Sauvages à agir dans cette guerre, & le Gouvernement Anglois paroîtroit avoir été fondé à les attirer de son côté pour les empêcher de se livrer à nous, tandis qu'il n'y a rien de plus contraire à la vérité «.

» Tous les traités faits avec les Sauvages, par le Congrès ou par des Commissaires sous son autorité, ont eu pour objet de les engager à rester neutres. Bien loin de solliciter leur alliance, le Congrès a plus d'une fois refusé leurs services. L'honneur de les

avoir employés appartient entiérement aux Anglois «.

» Il eſt faux pareillement que Robert Rogers ait reçu une adreſſe des principaux habitans de Philadelphie; le Conſeil de ſureté de cette ville le fit au contraire arrêter dès l'inſtant de ſon débarquement. Il obtint ſon élargiſſement ſur ſa parole, ce qui ne l'empêcha point de s'échapper & de gagner la Nouvelle-York où il a eu de l'emploi ſous le Général Howe «.

» Jamais le Congrès ne lui a donné de commiſſion; encore moins le grade de Major-Général, quoiqu'il l'eût ſollicité. Mais il n'y a pas eu dans le Congrès une ſeul voix en ſa faveur «.

» Il n'eſt pas vrai non plus que ce Rogers ait jamais eu aucune conférence ou liaiſon avec les-Sauvages depuis le commencement de la guerre, comme il eſt dit, *page* 8, ſous le n°. 4 «.

» Le tout eſt une impoſture : vous pouvez l'aſſurer hardiment. Il y a aſſez de témoins qui le certifieront au nombre deſquels eſt votre, &c.

Jhon ADAMS.

L'EDITEUR s'eſt empreſſé de réparer ſa faute en publiant la lettre dont M. Adams l'a honoré. Il avoit vu tant de fois, avant l'époque de ces prétendues *réſolutions* & *adreſſe*, les Sauvages employés par l'armée

Angloiſe, contre les Américains, qu'il lui avoit paru tout ſimple que ceux-ci euſſent uſé de leurs ſecours par repréſailles. Il doit d'autant plus rendre hommage au caractere de vérité qui ſe manifeſte dans la lettre de M. Adams, qu'il a actuellement ſous les yeux des pieces autentiques qui prouvent que le Congrès n'a jamais demandé autre choſe aux Sauvages que de reſter neutres, & qui viendront à leur date vers la fin de Juin 1776. Quand au Major Rogers, ſes mauvais procédés ſe doivent trouver à leur place dans la ſuite du Journal. L'Editeur eſt en général très-obligé à M. Adams de la peine qu'il a bien voulu prendre de le redreſſer. Cet honorable Député ne pouvoit pas lui marquer d'une maniere plus flatteuſe le ſuffrage qu'il daigne accorder à ſon travail.

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus &c.*
Le *Sea-Nymph*, Capitaine Woodhouſſe, vaiſſeau Suédois.	Marſtrand en Suede. -- Poudre, ſouffre, ſel, &c. Parti le 13 Janvier.	Pour l'Amérique.	Pris par le paquebot le *Harriot*, Capitaine Spargo.
Cinq bâtimens.	Boſton & les Iſles Françoiſes. -- Tabac, farine, merrein.	. . . . .	Pris par la corvette armée le *Hotham*.
Un Corſaire Américain de 18 canons.	Sorti de Salem depuis trois mois & ayant fait quatre priſes.	. . . . .	Pris par le pinque de guerre la *Fidélité*, & envoyé à Madere.
Le *Coſwell*, brigantin; Capitaine Williams.	82 boucauts de tabac & de la cire d'abeille.	. . . . .	Pris par le Corſaire la *Défiance* de Guernſey.
Le Corſaire le *Hampden*, de 18 canons.	.....	.....	Pris par le Capitaine Colpoys, après l'avoir fait échouer ſur la côte de la Martinique.
Le *Mary* & *Fanny*.	De williamsbourg en Virginie avec du tabac, valeur, 8,000 liv. ſterling,	Bordeaux.	Pris le 30 Avril à 150 lieues du cap Clear par le *Comte de Cheſter*, & envoyé à Cheſter en Angleterre.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
L'escadre de la Virginie a pris du 28 Décembre 1777 au 31 Mars 1778, les vaisseaux François suivans, dont il y en a eu quelques-uns de nommés ou comptés dans les états précédens.			
Arc en Ciel.	Balotteries.	.....	Pris & détruit par le vaisseau de ligne le *Saint Albans.*
Comte de Miquelon.	Melasses & rum.	.....	Pris par l'*Emerald.*
Alexandrine.	Tabac.	.....	*Dito.*
Dragon.	Tabac.	.....	*Dito.*
Elégante.	Tabac.	.....	Par le *Richmond* & l'*Emerald.*
Un Brigantin.	Balotteries, vin & sucre.	.....	Détruit par le *Saint Albans.*
Fortune.	.....	.....	*Idem.*
Marianne	Baloteries & cordages.	.....	Par l'allegé de l'*Otter,*
Le *Hardy.*	.....	.....	*Idem.*

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Le *Vicomte de Vaux*, de 26 canons. (Déja nommé). *N. B.* Il est parti de France avec un autre nom	Balotteries &c.	Sur ce vaisseau étoit un Officier François avec rang de Major général.	Par le *Solebay*, le *Saint Albans* & le *Sénégal*.
Le *Tonnere*, de 20 canons.	Balotteries & cordages.	.....	Pris & détruit par le *Sénégal*.
Le *Hector*, de 16 canons.	Balotteries & sel.	.....	Pris par le *Richmond* & le *Sénégal*.
Jean Andria, de 16 canons.	Balotteries & cordages.	.....	Pris par le *Saint Albans*.
Trois bâtimens François dont on ignore les noms.	.....		Pris par le *Phœnix* & envoyés à New-York.
La *Bonne Espérance*.	Vaisseau Danois, chargé de sel.	.....	Pris par le *Richmond*.
La *Louise Ulric*. (Déja nommée.)	Vaisseau Suédois chargé de canons de fonte.	.....	Pris par le *Sénégal*.
La frégate la *Virginie*, de 30 canons & 159 hommes, armée par l'Congrès. (Déja nommée). Vingt petits bâtimens Américains.	.....	.....	Pris par l'*Emeralde* qui la guettoit depuis 14 mois. -- L'*Emeralde* l'auroit prise beaucoup plûtôt; mais il est sale & a besoin de carene depuis vingt-six mois, ainsi que la plupart des autres frégates Angloises de cette station.

La flotte des Iſles du Vent, partie de Saint Chriſtophe le 30 Avril, eſt attendue d'un moment à l'autre en Angleterre.

La frégate la *Proſerpine*, de 28 canons, qui a ſuivi l'eſcadre du Comte d'Eſtain à 80 lieues dans le Sud, après le paſſage du Détroit, a fait en ſix jours le voyage d'Angleterre à Gibraltar. (C'eſt la plus courte traverſée dont on ſe ſouvienne) Elle y étoit arrivée le 28 Avril, étant partie de Londres le 22, cinq jours avant qu'on y eût appris que l'eſcadre Francoiſe étoit ſortie de Toulon le 13 Avril. Elle a attendu le Comte d'Eſtain environ vingt jours. Il paroît que ſa miſſion conſiſtoit à le voir ſortir, à le ſuivre pour juger ſa route & à venir en rendre compte. Son retour en Angleterre eſt du 5 Juin. Juſques-là il n'y avoit point d'eſcadre de partie. Peut-être bien attendoit-on les nouvelles qu'elle a apportées pour décider la route que prendroit l'eſcadre.

Vaiſſeaux pris ſur les Anglois.

Noms & déſignations des vaiſſeaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur deſtination.*	*Ce qu'ils ſont devenus, &c.*
Le *Nouveau Ducenfield*, Capitaine Foyſter, & trois autres.	.....	.....	Pris par le Corſaire Américain le Porſmouth & envoyés à Portſmouth de Piſcataqua.
Le *Lord Dungannon*, Capitaine Kirby de Corke pour les Indes Occidentales, & un vaiſſeau d'Afrique	Pour la Jamaïque, avec 380 Noirs.	.....	Pris par les Corſaires Américains vers la mi-Mars.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Le *Sukey*, Capitaine Mitchel.	Afrique, avec 160 esclaves.	.....	Pris par les Américains & conduit à la Martinique.
Le *Couple industrieux*, Capitaine Freemann.	Jamaïque, chargé de rum.	Philadelphie.	Envoyé à Salem.
Un vaisseau.	Londres.	Méditerranée.	Pris par la *Revenge*, & envoyé à la Corogne.
Le *Fly* & un sloop.	Grenade, 21 bariques de rum, dix de sucre & six Negres.	.....	Pris par des Américains armés à la Martinique.
Le *Sally*, Capitaine Parkinson	New-York.	Indes Occidentales.	Pris par un Corsaire Américain de 10 canons & conduit à la Martinique.
L'Expédition, Capitaine Marshall	New-York.	Philadelphie.	Perdu sur les chevaux de frise de la riviere Delayare.
La Marie, Capitaine Preto.	Londres.	Port Mahon.	Pris par la *Revenge*, Corsaire Américain & conduit à la Corogne.
Le paquebot *Carolina*, Capitaine Mac-Cullenn.	Corke.	New-York.	Pris à cinq lieues de New-York & conduit à Great Hegg-Harbour.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus.*
Le *Royal Oak.*	Lisbonne.	Terreneuve.	Pris le 17 Novembre dernier & envoyé à Boston.
Un brigantin.	.....	.....	Pris dans la mer d'Irlande par deux Corsaires Américains, qui l'ont pillé & coulé bas.
Un riche vaisseau.	Bristol.	.....	Pris par les mêmes
Un vaisseau. Deux Caboteurs.	Jamaïque.	Bristol.	Pris par les mêmes à la hauteur du mole de Galway.
L'Expériment, Capitaine Valley.	Pensacola.	Corke.	Pris & conduit à Charles-Town Caroline Méridionale.
Le *Comte de Sandwich*, Capitaine Hutchinson, armé à Whitehaven.	.....	.....	Pris par une frégate de 36 canons & conduit à l'Orient. Le Capitaine & l'équipage sont retenus prisonniers à bord.
Le *George.*	Lisbonne,	Terreneuve.	Pris en Décembre & conduit à Boston.
Deux bâtimens de transport armés qui avoient pris le *Bredenot*, Corsaire de Salem.	.....	.....	Pris par deux forts Corsaires Américains.
Le *Charming-Betsy*, Capitaine Gregory.	Afrique, 450 Negres.	Indes Occidentales	Pris près de la Barbade & conduit à la Guadeloupe.
Le *Lord Grosvenor*, Capitaine Tyler.	D'Oporto.	Pour Chester.	Pris par un Corsaire & conduit à Nantes.

FIN.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 30 Juillet 1778.

VOUS avez vu, Monſieur, dans l'écrit attribué au Docteur Cooper de Boſton pour tracer un plan de conduite aux peuples de l'Amérique, *que l'Amérique ſe félicitoit d'avoir aujourd'hui un gouvernement plein de vigueur, & que l'adminiſtration de la juſtice étoit réguliere & impartiale ſous le régime du Congrès*: j'ai encore bien mieux ſenti le prix d'une aſſertion ſi glorieuſe pour nos nouveaux alliés, & pour nous ſi encourageante lorſque je l'ai vue juſtifiée par des faits autentiques Ils font trop d'honneur à l'eſprit de juſtice & de vérité qui a préſidé à cette grande révolution, il importe trop au repos & à la ſatisfaction de toute la France, ainſi que des autres alliés que l'Amerique mérite d'avoir, que ces faits ſoient généralement connus pour que je ne me faſſe pas un devoir autant qu'un plaiſir de vous les communiquer d'après les actes originaux.

N.° I. *De Charles-Town dans la Caroline Méridionale le 25 Mars* 1778.

» On vient de plaider & de juger à notre Cour d'Amirauté une cauſe de la plus grande importance pour l'honneur & l'intérêt des Etats-Unis & pour l'honneur de l'Etat de la Caroline en particulier. Il s'agiſſoit d'une importation indirecte de manufactures Britanniques prohibées par les loix du Congrès. Le rapport du juré dans cette affaire eſt une preuve convaincante que nulle conſidération quelconque n'eſt capable d'engager les Americains à s'écarter ou à ſe départir en aucune maniere des réſolutions & des loix du grand Conſeil Continental «.

» Voici le fait : il arriva il y a quelques tems dans un des ports de nôtre Etat un bâtiment commandé par un homme qui faiſoit depuis long-tems la traite avec Charles-Town & qui ſe diſoit arrivant de Hollande par Saint Euſtache. On croyoit en conſéquence que ſa cargaiſon conſiſtoit en manufactures étrangeres ; mais bientôt on s'apperçut qu'elle étoit compoſée de marchandiſes Britanniques. Il s'éleva ſur le champ un murmure parmi les obſervateurs rigides des réſolutions du Congrès. On fit des pourſuites contre le bâtiment & la cargaiſon, reclamés l'un & l'autre par le Capitaine qui d'après les vérifications, s'eſt trouvé être ſujet & habitant de la Grande-Bretagne.

Les pourſuites furent dirigées conſéquemment aux arrêtés du Congrès pour le reglement du commerce & à un acte de l'aſſemblée générale de notre Etat pour la capture des vaiſſeaux & cargaiſon appartenans à des habitans & ſujets de la Grande-Bretagne «.

» Il fut dit dans le procès-verbal que le bâtiment & ſa cargaiſon appartenoient à des habitans ou ſujets Britanniques; que les marchandiſes étoient du crû, du produit ou des manufactures de la Grande Bretagne ou de quelque pays de ſa domination : que la cargaiſon venoit d'un lieu appartenant à la Grande-Bretagne, & qu'elle avoit été importée en infraction & à l'encontre des arrêtés du Congrès «.

» Le Capitaine, comme ſeul propriétaire du bâtiment & de la cargaiſon, reclamoit l'un & l'autre en s'appuyant ſur une clauſe d'un arrêté du Congrès du mois de Mars 1776 (avant la déclaration de l'indépendance) laquelle clauſe empêche d'étendre l'arrêté précédent à aucun vaiſſeau apportant des émigrants, des armes, des munitions ou proviſions de guerre pour l'uſage d'aucune Colonie ou d'aucuns de leurs habitans, partiſans de la cauſe Américaine, ni à de ſemblables proviſions de guerre importées comme effets de pareils émigrans qui veulent s'établir dans quelque Colonie. Le Capitaine allégua qu'il avoit quitté l'Angleterre avec une cargaiſon de marchandiſes déclarées

pour une Isle Britannique, quoique destinées pour une Isle étrangere, d'où après avoir transporté la propriété de son vaisseau & de sa cargaison à des Hollandois, & après avoir fait de nouveau l'acquisition de cette même propriété, il avoit fait voile pour une autre Isle étrangere où il avoit débarqué une partie de sa cargaison & pris d'autres marchandises en place: qu'ensuite il étoit parti pour la Caroline Méridionale avec l'intention de s'y établir: qu'une partie de la cargaison, ainsi que les douze canons de huit & de dix à bord de son vaisseau, les armes, munitions & autres articles de guerre qui composoient une partie de sa cargaison, avoient été importés pour l'usage de l'Etat de Charles-Town, & qu'il avoit choisi ce moyen pour pouvoir transporter ses biens en Amérique «.

» La plaidoirie qui avoit commencé à dix heures du matin, dura jusqu'à sept heures du soir. Enfin, après beaucoup de discussions savantes de part & d'autre, les Jurés qui s'étoient retirés de la Chambre, & qui étoient restés enfermés pendant une heure, sont revenus & ont déclaré qu'ils jugeoient le vaisseau & la cargaison de bonne prise. Si ce Capitaine est venu réellement avec le dessein de s'établir dans cette Colonie, & non de vendre une cargaison Britannique, il est fâcheux qu'il n'ait point converti son bien en manufactures étrangeres & qu'il n'ait

point paru ni par les factures de la cargaison, ni par la nature & la qualité des marchandises, ni par aucune autre circonstance, qu'il avoit pû venir dans cette Colonie d'après le sens littéral & l'intention de la clause qu'il invoquoit pour sa défense «.

» L'auditoire étoit extrêmement nombreux Il ne s'étoit pas encore présenté, & on ne verra peut-être jamais une cause aussi intéressante pour un Etat naissant «.

» La décision devoit ou consolider les arrêtés du Congrès ou bien ouvrir une porte aux artifices de nos ennemis les Anglois pour rendre illusoire les loix les plus salutaires de notre commerce: elle auroit pû être telle qu'elle nous eût fait perdre notre réputation de gens *intégres & vertueux*, aux yeux de tout l'Univers, & qu'elle eût fait échouer tout le système de l'indépendance de l'Amérique «.

» Le jugement a été applaudi généralement: on le regarde comme une nouvelle preuve de la bonne foi & de la sagesse des habitans de cette Colonie, toujours jaloux de leur honneur en qualité de peuple, & attentifs à *remplir inviolablement leurs engagemens publics*. Il est à croire que les doutes qui ont fait l'objet de ce jugement, se trouvent maintenant tellement déterminés, que désormais toutes les tentatives, quelque couleur qu'on puisse leur donner, pour éluder les arrêtés du Congrès contre l'importation de marchan-

diſes Britanniques, éprouveront le ſort qu'elles méritent «.

L'AUTRE piece atteſte avec quelle fidélité le Congrès entend que ſes engagemens ſoient obſervés, & de quel reſpect il eſt rempli pour les droits ſacrés de la neutralité, à l'égard des Puiſſances qui n'ont rien de commun avec ſa guerre actuelle.

N.° II. *Proclamation du Congrès général.*

D'autant que le Congrès a reçu des informations & des plaintes, » qu'il avoit été exercé des violences par des vaiſſeaux Américains armés ſur des Nations neutres, en ſaiſiſſant des vaiſſeaux appartenans à des ſujets & ayant pavillon de ces mêmes Nations & en faiſant des captures de vaiſſeaux ennemis pendant que ceux-ci étoient ſous la protection de côtes neutres, ce qui eſt contraire à l'uſage & à la coutume des Nations «: afin que des actes de piraterie auſſi inexcuſables, qui couvriroient d'oprobre le caractere national de ces Etats, puiſſent être prévenus efficacement à l'avenir, le Congrès a jugé à propos de ſtatuer d'enjoindre & d'ordonner, ainſi qu'il ſtatue, enjoint & ordonne par ces préſentes à tous les Capitaines, Commandans, autres Officiers & gens de mer appartenans à aucuns vaiſſeaux Américains armés, de ſe conduire ſtrictement en

tous points, conformément à la teneur de leurs commissions, & aux instructions & résolutions du Congrès; particulierement de respecter scrupuleusement les droits des puissances neutres & les usages & coutumes des nations civilisées, & de ne s'aviser sous aucun prétexte quelconque de prendre ou de saisir aucuns vaisseaux ou bâtimens appartenans à des Sujets de Princes ou de Puissances alliés avec ces Etats-unis, à moins que ces vaisseaux ou bâtimens n'ayent des marchandises de contrebande à leur bord ou des troupes destinées pour nos ennemis: aussi dans ce cas, de se conformer aux stipulations renfermées dans les Traités qui subsistent entre lesdits Princes ou Puissances & ces Etats; & de ne prendre, saisir ou piller aucuns vaisseaux ou bâtimens de nos ennemis lorsqu'ils se trouveront sous la protection de Côtes, de Nations, ou de Princes neutres, sous peine de punitions proportionées, & d'être contraints à donner satisfaction pour toutes especes de dommages & intérêts par forme de réparation dont ils seront responsables en leurs personnes & biens. De plus ledit Congrès arrête & déclare par les présentes, relativement à ceux qui contreviendront de propos délibéré à aucun des susdits articles, que si pour ce fait ils sont pris par aucune Puissance étrangere, ils ne seront point régardés comme ayant droit de reclamer la protection de ces Etats, mais

qu'ils ſubiront la punition qui pourra leur être infligée, d'après les uſages & coutumes des Nations pour de ſemblables délits.

Donné en Congrès à York dans l'Etat de Penſylvanie, le 9 Mai 1778.

Henri Laurens, Préſident.

Contreſigné, Charles Thomſon, Secrétaire.

UN Peuple qui débute dans la cariere du pouvoir, par faire éclater ainſi ſon amour pour la juſtice & ſon attachement aux loix de l'honneur, mérite certainement tous les éloges qu'un noble enthouſiaſme pour la vertu peut lui donner. Je ne doute point que rempli d'admiration comme vous l'êtes, Monſieur, pour toutes les belles qualités qu'il a développées depuis qu'il exiſte par lui-même, dans ſes efforts pour rappeller l'Angleterre à ſes vrais intérêts, dans la vigueur avec laquelle il a ſû repouſſer une injuſte oppreſſion, dans les loix qu'il s'eſt données, & enfin dans la fermeté avec laquelle il les fait obſerver, vous n'applaudiſſiez aux ſentimens de vénération dont l'hommage lui eſt offert dans l'écrit ſuivant. C'eſt un épitre dédicatoire, jointe au tome troiſieme du *Tableau de l'Hiſtoire générale des Provinces-unies*, ouvrage nouveau compoſé en Hollande par M. A. M. G. & dont il doit ſe trouver des exemplaires à Paris chez Barrois fils aîné.

Aux Etats-Unis de l'Amérique.

» Si les guerres, ces ſcènes d'horreur & de déſolation, peuvent offrir une perpective conſolante, c'eſt lorſqu'au lieu de ſervir l'ambition & la tyrannie, elles s'elevent pour terraſſer ces monſtres affreux & fonder la liberté, le plus grand des biens. Les Pays-Bas ont donné au ſeizieme ſiecle ce grand ſpectacle à l'univers : vous le donnez au dix-huitieme. La circonſtance ne pouvoit être plus favorable, pour vous offrir le tableau d'une révolution que vous reſſuſcitez avec le même éclat & un ſuccès plus complet & plus rapide (*a*) «.

» En Europe, les cœurs paroiſſent s'avilir à meſure que les eſprits préconiſent davantage la liberté ? Vous ſeuls nous montrez, ſur la ſurface du globe, la double élévation du cœur & de l'eſprit. Vous ſeuls oſez penſer & agir en hommes libres. A ce ſpectacle intéreſſant les ames fortes apprennent les reſſources de la liberté, l'humanité dégénérée paroît ſe relever & s'ennoblir ; vos ennemis ſe troublent & ne ſe conſolent de leurs revers qu'en ſe flattant d'avoir produit le peuple qui les a cauſés «.

(*a*) Je ſais qu'il y a bien des différences entre les deux révolutions : je ne les compare que pour certains rapports aſſez frappans qu'elles ont l'une avec l'autre.

» Déja, en partie, ils ont reconnu la légitimité de vos droits & l'imprudence de penſer encore à les anéantir. Ils déſaprouvent hautement des meſures auſſi téméraires que barbares. Ils ont même juſtifié les Etats qui ont applaudi à vos nobles efforts. En effet, eſt-ce une démarche inique que de traiter avec une nation indépendante dans le fait? Eſt-ce uſer de perfidie que de ſe déclarer, après avoir pris les précautions que les exemples que tous les ſiecles autoriſent? Eſt-ce menacer les libertés publiques que d'aider des peuples opprimés à défendre la leur? On verra dans cette Hiſtoire que la fameuſe Eliſabeth, dans une circonſtance à peu près ſemblable, en agiſſoit avec moins de franchiſe & de déſintéreſſement «,

» Si vos ennemis étoient conſéquens, s'ils étoient fideles à leurs principes, pour leur gloire & même pour leur intérêt, ils ſe hâteroient de vous déclarer indépendans. Au moins, dans leur déſeſpoir, ils auroient eu recours à une réſolution plus digne de leur courage & de leur amour pour la liberté (*a*) «.

» Braves Américains! je m'applaudirai toujours de n'avoir imaginé une dédicace que pour conſacrer mon premier hommage à un peuple auſſi reſpectable. Cette hiſtoire eſt une

(*a*) Voyez page 182 *de l'Hiſtoire de la fondation des Colonies*, chez J. Van Schoonhoven & Compagnie à Utrecht.

nouvelle preuve que vos auguſtes efforts ſeront couronnés des plus heureux ſuccès. Un autre eut pû la tracer avec un pinceau plus habile & des couleurs plus brillantes. Mais perſonne ne pouvoit l'entreprendre avec plus de paſſion pour la liberté, avec plus d'impartialité & par conſéquent l'exécuter d'une maniere plus digne de vous «.

J'ai l'honneur d'être, &c.

JE reçois dans l'inſtant, Monſieur, une multitude de lettres arrivées en France par les derniers paquebots Américains. Je n'ai que le tems d'en extraire les paſſages les plus intéreſſans pour vous donner les informations les plus préciſes de ce qui s'eſt paſſé juſqu'au 2 Juillet dans cette partie du monde. L'affaire de la négociation des Commiſſaires Britanniques, & ſon iſſue méritera ſur-tout votre attention.

Extrait d'une lettre de Trenton le 27 Mai.

» Les Milices de cet état ſont priées de faire déſormais une attention particuliere aux ſignaux, d'autant qu'on s'attend à des mouvemens prochains, de la part de l'ennemi «.

» James Willing, ci-devant habitant de Philadelphie, Capitaine au ſervice des Etats Américains unis, à la tête d'un corps de nos

troupes, a pris poſſeſſion de la partie de la Floride Occidentale appellée les *Natches*, au nom deſdits Etats : il y a arboré leur drapeau & a fait les habitans priſonniers ſur leur parole «.

Extrait d'une lettre écrite du quartier général à Valley-Forge, en datte du 31 Mai.

» Hier 30, pluſieurs bâtimens de l'ennemi ont deſcendu à midi la riviere de Delaware, & à la marée du matin leurs troupes ont continué à la traverſer au bac de *Cooper*. Ce paſſage s'eſt exécuté ſous la protection de 3000 hommes, qui ſont venus juſqu'à Germantown. Comme nous n'avons eu ce matin aucune nouvelle de la ville ni des poſtes avancés, j'imagine que la pluie qui eſt tombée la nuit derniere aura interrompu leur traverſée. Mais nous nous attendons à chaque moment à apprendre l'évacuation de la ville, & nous nons tenons prêts à marcher «.

Extrait d'une lettre de Fishkil le 28 Mai.

» Nous apprenons qu'il n'y a jamais eu à Boſton une plus grande abondance de marchandiſes qu'actuellement, & que les prix en diminuent conſidérablement ; les modes & les étoffes de France s'y vendent très-bien. Depuis que le gouvernement Anglois a ordonné à ſes marchands de nous fermer leurs magaſins

magasins, d'autres qui ont d'aussi bonnes marchandises qu'eux, nous ouvrent les leurs, & nous ne doutons pas qu'ils ne soient plus reconnoissans de notre pratique «.

» Le Général Wadsworth & M. Hillhourse sont partis de Connecticut chargés de lettres pour le Conseil & l'Assemblée de Boston & des Etats de l'Est afin de savoir les raisons pour lesquelles ils n'ont point satisfait à la recommandation du Congrès, de régler les prix des marchandises &c. conjointement avec les autres Etats «.

Extrait d'une lettre de Baltimore, le 27 Mai 1778.

» Suivant mon opinion, les Anglois n'abandonneront Philadelphie que dans six ou huit jours ou peut-être dans dix : il est possible que la ville ne soit évacuée que dans quinze. La destination des troupes Angloises est incertaine. Il est très-probable que les malades, les blessés, les invalides & les femmes iront par eau à Newyork, & que ceux qui se portent bien traverseront les Jerseys pour se rendre à l'Isle Staten. Le Général Howe s'est embarqué dimanche dernier 24. Avant qu'il quittât la ville, Israel Pemberton se rendit chez lui pour lui demander le payement des dommages qu'on a faits à ses biens & qui se montent à plusieurs milliers de livres sterling ; sur le refus que lui fit le Général de

lui donner le moindre dédommagement, il le prevint qu'il étoit déterminé à le ſuivre à Londres pour reclamer le payement des pertes qu'il a eſſuyées. Les Wighs & les Torys ont éprouvé des pertes irréparables dans la ville & dans les environs, lorſque la moindre circonſtance l'exigeoit, ou lorſque le caprice des Royaliſtes ſe plaiſoit à détruire les biens des particuliers. M. Samuel Burge eſt tellement affecté des pertes qu'il a faites, qu'il en a perdu l'eſprit «.

Le lundi 25 au ſoir, il y eut une aſſemblée des principaux habitans de la ville (ſans diſtinction quant aux Sociétés Religieuſes) pour raiſonner, dit-on, ſur les démarches que l'on devoit faire pour obtenir la faveur & la protection du gouvernement, & de Son Excellence le Général Washington, qui eſt déja informé du réſultat de leur aſſemblée; car il eſt inſtruit de tout ce qui ſe paſſe, & il ſavoit l'intention où étoit l'ennemi d'évacuer Philadelphie avant que les habitans en euſſent le moindre ſoupçon. — Cette nouvelle n'a été publique que ſamedi dernier 23, après midi.

Madame..... dit que le bruit & la confuſion qui regnoient dans la ville le 25, lui ont preſque fait tourner la tête; des charrettes, des traîneaux & des charriots chargés de marchandiſes & d'uſtenſiles de ménage tirés par des hommes dans les rues faute de chevaux & conduits vers les quais; des lits, des

caiſſes, des coffres, des chaiſes, des tables &c. emportés avec la promptitude & la confuſion la plus grande ; la joie répandue ſur le viſage des Wighs, & la conſternation peinte ſur ceux des Torys. — On me prie de ne point quitter les environs de Philadelphie que l'ennemi ne ſoit parti. — J'y entrerai alors des premiers. Les Quakers & autres ſont courrouſſés contre l'armée du Roi.

Extrait d'une lettre d'Annapolis le 5 Juin 1778.

Nouvelles du Camp du premier Juin.

» La brigade de Maxwell s'eſt miſe en marche il y a quelques jours pour Jerſey.

On croit que l'ennemi évacuera Philadelphie dans un jour ou deux : l'armée le ſuivra dans cet ordre.

Premiere diviſion.

Le Major Général Lée : les brigades de Poor, de Varnum & d'Héntingdon.

Deuxieme diviſion.

Le Major Général Mifflin : la premiere & la deuxieme brigade de Penſylvanie & celle ci devant Conway.

Troiſieme diviſion.

Le Marquis de la Fayette : les brigades

de Woodford, de Scott & de la Caroline Septentrionale.

Quatrieme diviſion.

Le Baron de Calb : les brigades de Glober, de Patterſon & de Learned.

Cinquieme diviſion.

Le Lord Stirling : les brigades de Weeden, de Mulenburg & la premiere & la deuxieme de Maryland.

Le détachement de Jackſon entrera dans la Ville, où le Général Arnold prendra le commandement.

Il nous arrive beaucoup de déſerteurs : on ſuppoſe que les ennemis traverſeront les Jerſeys pour aller à South-Amboy. On dit qu'ils ont tranſporté leurs chariots au bac de Cooper. Une perſonne de Cheſter ajoute que 100 bâtimens ennemis ont deſcendu la riviere au-deſſous de Cheſter, & que le vaiſſeau Amiral étoit avec eux.

En Congrès, à cinq heures après midi, le 2 Juin 1778.

Les nouvelles ci-deſſus viennent de quelqu'un qui approche le Général Washington, l'on peut compter ſur leur autenticité. J'ai lu une lettre particuliere de Son Excellence à un Membre du Congrès, datée d'hier, dans laquelle il marque que l'ennemi évacuera bientôt Philadelphie.

Lettre de M. Samuel Cooper, datée de Boſton le premier Juin 1778, à M. Benjamin Franklin.

» Vos amis, MM. Carmichael & Hopker ſont partis de cette ville le 28 du mois dernier pour ſe rendre à Yorktown où ſe tient le Congrès. La veille, qui étoit le jour anniverſaire de l'élection des Conſeillers, j'ai eu le plaiſir de dîner avec eux en public à Faneuil-Hall où l'on a porté les ſantés du Roi de France, de ſon armée, de ſa marine & de nos Ambaſſadeurs à ſa Cour. Nous avons aſſiſté à un très bon ſermon ſur ce ſujet dans lequel, ainſi que dans les prieres publiques, il a été fait une mention particuliere de ce Monarque notre illuſtre allié. Les François qui étoient parmi nous ont été fort contens des témoignages répétés de reſpect qui ont été donnés à leur nation «.

» Nous avons vu la déclaration du traité faite par l'Ambaſſadeur de France, & la ſenſation qu'ila faite au Roi de la Grande-Bretagne & au Parlement. Ne devoit-on pas croire qu'ils déclareroient la guerre ſur le champ? Mais hélas! pauvre Angleterre! Quelle foibleſſe! Quel embarras & quelle irréſolution! Ce que j'avois prévu eſt arrivé; elle craint de s'engager dans une guerre avec la France & les Etats-unis «.

» Je vous ai parlé dans une de mes dernieres, de la précipitation avec laquelle les bills

conciliatoires nous avoient été envoyés après une premiere lecture en Parlement, & des arrêtés vigoureux pris à ce ſujet par le Congrès avant qu'il fût un mot de l'alliance. Ces Bills & un troiſieme, redigés en actes avec quelques changemens, nous ont été envoyés de Newyork & de Philadelphie avec autant de précipitation. Il y a un an qu'ils auroient pu juſqu'à un certain point nous endormir & même nous diviſer. A préſent leur ſeul effet eſt de faire voir la foibleſſe de la Grande-Bretagne «.

» Dans le tems même où l'on mettoit en avant ces propoſitions d'accommodement, l'ennemi faiſoit une incurſion ſubite de Reddy-Iſland à Warren & à Briſtol, & il brûloit, détruiſoit & pilloit avec ſa barbarie ordinaire autant que pouvoit lui permettre la précipitation de ſon expédition. Quelle extravagance «!

» Tous les avis ſe réuniſſent pour nous confirmer que l'armée Britannique eſt ſur le point d'évacuer Philadelphie ; nous faiſons nos diſpoſitions pour l'attaquer ſur la riviere d'Hudſon. — Je ſerois charmé que les Anglois fiſſent une nouvelle campagne dans l'eſpérance qu'ils retourneront vers le Nord. Si le théatre de la guerre ſe rapproche de la Nouvelle Angleterre ; on peut être ſûr que notre Milice ſe raſſemblera avec ardeur & même ſans ſolde, & j'eſpere que ce ſera avec le même ſuccès que l'année derniere.

On les verra combattre comme les Reſtaurateurs de la nation Juive, qui, en rebâtiſſant leur ville, tenoient une truelle d'une main & une épée de l'autre. C'eſt ainſi qu'on nous a vu triompher tout à la fois, & de la famine & de l'armée de Burgoyne «.

» Je vous envoie par cette occaſion la procédure d'un conſeil de guerre dans lequel le Colonel Henkey a été jugé comme très-brave Officier qui a traité les priſonniers de la convention avec beaucoup plus de douceur & d'égards que ne comportoit leur inſolence. Je crois d'ailleurs que le courage & la fermeté de ce Colonel ont prévenu des ſoulevemens qui pouvoient être dangereux. C'eſt pour faire voir à toute la terre la douceur & l'équité extraordinaires des Américains vainqueurs, qu'on a accordé à Burgoyne un conſeil de guerre : on lui a procuré l'occaſion qu'il cherchoit avec ardeur de déployer ſon talent oratoire dans un tribunal Américain, & comme *Plaideur dans les fers.* C'étoit une ſituation bien déſagréable pour un Général Anglois, & une pauvre conſolation pour un vaincu. La carriere cependant lui fut ouverte, & il ſe montra auſſi éloquent Avocat que bon Général. J'aurois eu pitié de lui s'il n'eût pas été auſſi cruel envers nous, & s'il n'eut pas outragé le Colonel Henkey & mon pays, quoiqu'il nous ait les obligations les plus eſſentielles. Son procès eſt accompagné de la copie imprimée d'une conſtitution qui nous

avoit été propoſée, & qui a été rejettée dans une très-nombreuſe aſſemblée de cette ville comme elle doit l'être dans beaucoup d'autres pour toutes ſortes de raiſons, ſur-tout parce que dans l'opinion des villes maritimes la repréſentation eſt trop inégale, tandis que ſuivant d'autres villes elle eſt trop égale, de maniere qu'il faut que nous allions comme nous ſommes, & que nous attendions de meilleurs tems pour perfectionner notre gouvernement «.

Etat du chargement du navire, la Ducheſſe de Grammont, *arrivé à Portsmouth dans la nouvelle Hampſphire au commencement de Juin* 1778.

13,433 habits complets de Soldat.
13,000 paires de bas.
80,000 livres peſant de cuivre.
32 futailles de pierres à fuſils.
2 petites pieces d'artillerie de fonte.
1500 fuſils de rampart.
775 mouſquetons.
800 paires de piſtolets.
1400 paires de fonte.
100 cartouches.
100 ſelles.
} pour la Cavalerie.

176,200 bouchons de Liége diſtribués parmi les fuſils, &c.

Le tout pour le compte du Congrès, dont le premier achat en France eſt d'environ 800,000 liv. tournois.

RÉPONSE *du Congrès aux Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne, le* 11 *Juin.*

Lecture faite d'une lettre du mardi 9 de ce mois, adressée au Congrès par le général Washington, avec une incluse à lui écrite le même jour par le général Chevalier Henri Clinton, pour l'informer que le Comte de Carlisle, William Eden, & le gouverneur Johnstone, tous trois du nombre des Commissaires pour le rétablissement de la paix entre la Grande-Bretagne & l'Amérique, sont arrivés à Philadelphie, & demandent un passeport pour le Docteur Ferguson leur Secrétaire, & d'une lettre desdits Commissaires au Congrès, le tout accompagné de la réponse du général Washington, par laquelle il s'est excusé d'accorder le passeport demandé jusqu'à ce qu'il sût les intentions du Congrès,

Ordonné que l'examen de ces pieces sera renvoyé à un Comité de trois.

Le 12.

Le Comité auquel avoit été renvoyée la lettre écrite le 9 par le général Washington, & les papiers y joints, a fait son rapport, lequel pris en considération, & après un débat,

Arrêté qu'il seroit sursis à la délibération.

Le 13.

Le Congrès ayant repris de nouveau en considération les affaires de la veille, pendant les débats est arrivé un exprès avec une lettre écrite le 11 par le général Washington, dont il fut fait lecture, ainsi que d'un paquet qui renfermoit, avec d'autres papiers, une lettre signée *Carliſle, William Eden, George Johnſtone*, datée de Philadelphie le 9 Juin 1778, & adreſſée *à ſon Excellence Henri Laurens, Préſident, & aux autres Membres du Congrès*; laquelle lettre ayant été lue juſqu'à ces mots,

» L'inſidieuſe interpoſition d'une Puiſſance qui, depuis le premier établiſſement de ces Colonies, s'eſt toujours laiſſée guider par la haine commune qu'elle nous porte, & nonobſtant la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France «

incluſivement, la lecture en fut ici interrompue, & une motion fut portée pour qu'on n'allât point plus avant, attendu l'offenſe faite par ces expreſſions de la lettre, à Sa Majeſté Très-Chrétienne.

Sur quoi, s'étant élevé des débats,

Ordonné qu'il ſeroit ſurſis aux délibérations ſur la motion. —— Et le Congrès s'ajourna au Lundi 15 pour dix heures.

Le 15 après-midi.

Le Congrès reprit en conſidération la mo-

tion relative à la lettre des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne. —— Après les débats, on s'ajourna au 16 pour dix heures.

Le 16.

Le Congrès reprit en considération la motion relative à la lettre des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne; & après avoir sursis à cet examen,

Il fut fait une motion pour que la lettre des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne restât sur le Bureau, — & ladite motion passa à la négative.

Sur une autre motion, il fut arrêté, — que lecture seroit faite de la lettre & des papiers qui l'accompagnoient. — En conséquence, il fut fait lecture de la lettre du 9, & d'une autre datée de Juin 1778, signées l'une & l'autre *Carlisle, William Eden, George Johnstone*, ainsi que d'un écrit intitulé : *Copie de la Commission pour le rétablissement de la paix &c. au Comte de Carlisle, au Lord Vicomte Howe, au Chevalier Guillaume Howe, ou en leur absence, au Chevalier Henri Clinton, à William Eden, & à George Johnstone.* Il fut fait lecture aussi de trois actes du Parlement Britannique, l'un desquels intitulé, *Acte pour révoquer un acte passé dans la quatorzieme année du regne de Sa Majesté*, intitulé *Acte pour mieux régler le Gouvernement de la baye de Massachussetts dans la Nouvelle-Angleterre.* — Les deux autres étant les mêmes que les

bills déjà publiés : voici le contenu des lettres.

A ſon Excellenee Henri Laurens, Préſident, & autres Membres du Congrès.

MESSIEURS,

» Preſſés par le déſir le plus ardent d'arrêter l'effuſion du ſang & les calamités de la guerre, nous vous adreſſons le plus tôt qu'il nous eſt poſſible, après notre arrivée en cette Ville, une copie de la Commiſſion dont Sa Majeſté a bien voulu nous honorer, ainſi que les actes du Parlement ſur leſquels elle eſt fondée. Et en même tems que nous vous aſſurons que nous n'avons rien plus à cœur que de rétablir ſur la baſe d'une liberté égale & d'une ſûreté mutuelle, la tranquillité de de ce pays, autrefois heureux ; vous obſerverez que nous ſommes munis de pouvoirs ſuffiſans pour cet objet, & dont l'étendue n'a même point d'exemple dans les annales de notre Hiſtoire. «

» Dans l'état actuel de nos affaires, quoique les deux parties ſoient remplies de regrets mutuels, nous pouvons cependant goûter quelque conſolation, & même former un heureux augure, en nous rappellant que dans notre Empire & dans beaucoup d'autres, on a vu une réconciliation & une affection cordiale ſuccéder à des altercations & diviſions paſſageres non moins violentes

que celles que nous éprouvons aujourd'hui. «

» Notre intention n'eſt point de revenir ſur des objets qui ne ſont plus matieres de diſcuſſion, & nous attendrons le tems convenable, pour nous occuper tant de l'eſpoir des avantages mutuels, que de la conſidération des maux, qui peuvent naturellement contribuer à déterminer vos réſolutions ainſi que les nôtres, dans une occaſion auſſi importante. «

» Les actes du Parlement, que nous vous remettons, ayant paſſé avec une ſinguliere unanimité, ils vous prouveront ſuffiſamment les diſpoſitions de la Grande-Bretagne, & ils vous feront voir que les termes d'arrangement en contemplation avec Sa Majeſté & avec le Parlement, ne reſtent point au deſſous de tous les vœux que l'Amérique a pu former, ſoit dans une délibération tranquille, ſoit au milieu des plus vives appréhenſions pour ſa liberté. «

» Pour vous démontrer avec d'autant plus d'efficacité nos bonnes intentions, nous n'héſitons point à déclarer, même dès cette premiere ouverture, que nous ſommes diſpoſés à concourir à tout arrangement juſte & ſatisfaiſant pour établir, entr'autres, les points ſuivans :

» De conſentir à une ceſſation d'hoſtilités, tant ſur mer que ſur terre ;

» De rétablir une communication libre de faire revivre l'affection mutuelle, & de renou-

veller les avantages communs de la naturalité dans les différentes parties de cet Empire ;

» De faire jouir le commerce de toute la liberté que nos intérêts reſpectifs peuvent demander ;

» De convenir qu'aucunes forces militaires ne ſeront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique ſeptentrionale, ſans le conſentement du Congrès général ou des aſſemblées particulieres ;

» De concourir aux opérations néceſſaires pour acquitter la dette de l'Amérique, & pour y relever le crédit & la valeur du papier en circulation ;

» De perpétuer notre union par une députation réciproque d'un ou de pluſieurs Agens de la part des différens Etats, avec le privilége de ſéance & voix dans le Parlement de la Grande-Bretagne ; ou, relativement à ceux qui ſeroient envoyés de la Grande-Bretagne, avec pareille ſéance & voix dans les aſſemblées des différens Etats, vers leſquels ils pourroient être reſpectivement députés, avec charge de veiller aux différens intérêts de ceux par qui ils auroient été envoyés. «

» D'établir, enfin, le pouvoir des *légiſlatures* reſpectives dans chaque Etat, de régler ſon revenu, & ſon établiſſement civil & militaire, & d'exercer une liberté parfaite de légiſlation & de Gouvernement intérieur ; de

ſorte que les Etats Britanniques dans toute l'Amérique ſeptentrionale, agiſſant avec nous en paix & en guerre ſous un Souverain commun, puiſſent avoir la jouiſſance irrévocable de toutes les eſpèces de privilége qu'il eſt poſſible d'avoir, quand il n'y a point une ſéparation totale d'intérêts, ou qui puiſſent ſe concilier avec cette union de forces de laquelle dépend la ſûreté de notre Religion & de notre liberté commune. «

» Dans notre anxiété pour le maintien de ces intérêts eſſentiels & ſacrés, nous ne pouvons nous diſpenſer de parler *de l'inſidieuſe interpoſition d'une Puiſſance qui, depuis le premier établiſſement de ces Colonies, s'eſt toujours laiſſé guider par la haine commune qu'elle nous porte. Et nonobſtant la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France.*

(ICI ON CESSA LA LECTURE, comme il a dit été plus haut.)

à l'Amérique Septentrionale, il eſt pourtant notoire que ces offres ont été faites ſur la connoiſſance des plans d'accommodement antérieurement concertés dans la Grande-Bretagne, & dans la vue d'empêcher notre réconciliation & de prolonger cette guerre deſtructive «.

» Mais nous oſons croire que les habitans de l'Amérique Septentrionale, unis à nous par les liens les plus étroits de la conſanguinité, parlant la même langue, intéreſſés au maintien d'inſtitutions ſemblables dans les

deux pays, s'ils se rappellent l'ancienne correspondance de bons offices qui faisoit le bonheur mutuel, & s'ils oublient les animosités récentes, rejetteront loin d'eux l'idée de servir d'accroissement aux forces d'un ci-devant ennemi commun, & préféreront une *coalition* ferme, libre & perpétuelle avec la Mere-Patrie, à une alliance étrangere que la nature reprouve & qui ne peut point être sincere «.

» La présente dépêche vous sera remise par le Docteur Ferguson, Secrétaire de la Commission de Sa Majesté, & pour parvenir à de plus amples éclaircissemens & discussions de tout sujet de difficultés, nous demandons à vous voir, soit collectivement, soit par députation, à New-York, à Philadelphie, à York-Town ou en tel autre lieu que vous pourrez proposer. Nous croyons qu'il est à propos cependant de vous informer que les instructions de Sa Majesté, ainsi que notre propre desir de nous écarter du siege actuel de la guerre, ne pouvant prendre aucune part active dans ses opérations, peuvent nous porter à nous retirer promptement à New-York; mais le Commandant en chef des troupes de terre de Sa Majesté, qui nous est associé dans cette commission, concourra avec nous, si ce parti paroissoit préférable, à une suspension d'hostilités, ou bien nous fournira tous les passe-ports & sauf conduits nécessaires, pour faciliter une entrevue; &

on

on attendra, comme cela eſt naturel, la même choſe de votre part «.

» Si après le tems qui doit être néceſſaire pour délibérer ſur cette ouverture, & pour nous faire paſſer votre réponſe, les horreurs & les dévaſtations de la guerre continuoient encore, nous prenons Dieu & l'univers à témoins que les maux qui en réſulteront ne doivent point être imputés à la Grande-Bretagne; & ce n'eſt qu'avec le cœur pénétré de la douleur la plus réelle & la plus vive, que nous enviſageons l'affreuſe perſpective des calamités, que nous deſirons ſi ardemment de prévenir «.

Nous ſommes avec (perfect reſpect) tout le reſpect poſſible.

Meſſieurs,

Vos très-obéiſſants & très humbles ſerviteurs,

Carliſle.
W. Eden.
G. Johnſtone.

A Philadelphie le 9 Juin 1778.

A Son Excellence Henri Laurens, *Préſident & autres Membres du Congrès.*

MESSIEURS.

» La dépêche incluſe, a été portée ce

matin au poſte le plus près de l'armée du Général Washington, par le Docteur Ferguſon, Secrétaire de la Commiſſion de Sa Majeſté, pour le rétabliſſement de la paix, &c. mais comme il n'y a point trouvé de paſſe-port, il eſt revenu ici; c'eſt pour éviter tout delai inutile que nous envoyons de nouveau la ſuſdite dépêche par la voie ordinaire de vos poſtes militaires. Auſſi-tôt que le paſſe-port ſera arrivé, le Docteur Ferguſon ſe rendra auprès de vous, conformément à notre premier arrangement.

Nous ſommes avec tout le reſpect poſſible.

Meſſieurs, &c.

A Philadelphie — Juin 1778.

Ordonné que ces lettres ſeront renvoyées à un Comité de cinq.

Même jour après midi.

Le Comité auquel ont été renvoyés les lettres & papiers du Comte de Carliſle, &c. Commiſſaire de la part du Roi de la Grande Bretagne, a fait rapport d'un projet de lettre, lequel ayant été lû.

Arrêté que l'examen dudit projet ſeroit remis à demain.

17 *Juin.*

Le Congrès a repris l'examen du projet de lettre, en réponſe à la lettre & aux papiers

reçus du Comte de Carliſle, &c. Commiſſaire de la part du Roi de la Grande Bretagne, & ledit projet a été unanimement agréé. Voici ſon contenu.

A leurs Excellences le très-Honorable Comte de Carliſle, le Sieur William Eden, & le Sieur George Johnſtone, Commiſſaires de la part de Sa Majeſté Britannique, de préſent à Philadelphie.

» J'ai reçu la lettre de vos Excellences en date du 9 de ce mois, avec les incluſes, & je les ai miſes ſous les yeux du Congrès. Aucun autre motif que le plus ſincere deſir d'arrêter l'effuſion du ſang humain, n'a pû nous porter à lire un papier, contenant des expreſſions ſi offenſantes envers Sa Majeſté très-Chrétienne, le puiſſant & bon Allié de ces Etats, ainſi qu'à conſidérer des propoſitions ſi attentatoires à l'honneur d'une nation indépendante. «

» Les Actes du Parlement Britannique, la Commiſſion de votre Souverain, & votre lettre ſuppoſent les peuples de ces Etats ſous la domination de la Couronne de la Grande Bretagne, & ſont fondés ſur une idée de dépendance qui eſt entierement inadmiſſible. «

» J'ai ordre en outre d'informer vos Excellences que le Congrès eſt porté à la paix, malgré l'injuſtice des prétentions qui ont donné naiſſance à cette guerre, & la maniere barbare dont elle a été conduite. En conſé-

quence le Congrès eſt tout prêt à entrer en pour parler pour un Traité de paix & de commerce, qui ſe concilie avec les Traités déjà ſubſiſtans, lorſque le Roi de la Grande Bretagne ſe montrera dans des diſpoſitions ſinceres à cet effet. L'unique preuve ſolide qu'il puiſſe donner de ces diſpoſitions, conſiſte dans une reconnoiſſance explicite de l'indépendance de ces Etats, ou dans le rappel de ſes armées de terre & de mer. «

J'ai l'honneur d'être,

DE VOS EXCELLENCES,

Le très humble & très-obéiſſant ſerviteur,

Signé, par ordre du Congrès d'une voix unanime. HENRI LAURENS, Préſident.

A York-Town le 17 Juin 1778.

Arrêté unanimement que la Congrès approuve la conduite du Général Washington dans le refus qu'il a fait d'un paſſeport pour le ſieur Ferguſon.

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON.

Lettre d'un Américain aux Imprimeurs de la Gazette de Penſylvanie.

» Je ſuis fâché pour le Gouverneur Johnſtone qu'il ait imaginé d'écrire des lettres par-

ticulieres dans ces Etats au ſujet de ſa commiſſion publique, & je reſpecte autant que je le dois l'ordre du Congrès qui défend une correſpondance particuliere avec l'ennemi; mais je crois rendre un ſervice réel à mes concitoyens en mettant ſous leurs yeux les lettres ſuivantes. La réponſe a été écrite immédiatement après la lettre du Gouverneur Johnſtone, mais elle n'a point été envoyée à ſa deſtination. Cependant la croyant trop précieuſe pour être perdue, j'ai déterminé mon ami le Préſident à permettre qu'elle fut publiée avec la lettre qui lui a donné lieu. Je vous les envoye pour cet objet, & ſuis Meſſieurs, &c.

A York-Town le 17 *Juin* 1778.

W. H. Drayton.

(*Lettre particuliere.*)

De Philadelphie le 10 Juin 1778.

Mon cher Monſieur.

» Je vous prie de vouloir bien traiter mon ami le Docteur Ferguſon avec l'amitié & les égards que mes amis MM. Manning & Oſvald vous demandent pour moi. C'eſt un très-honnête homme, & qui jouit de la plus grande réputation dans la république des lettres «.

» Si vous ſuivez l'exemple de la Grande-

Bretagne dans les moments de ſon inſolence & que vous nous renvoyiez ſans nous écouter, j'eſpere, d'après nos liaiſons particulieres, qu'il me ſera permis de voir le pays & les dignes perſonnages qui le font reſpecter de tout l'univers: j'en ferai la demande de la maniere que vous l'indiquerez.

Je ſuis avec la plus parfaite conſidération.

Mon cher Monſieur.

Votre très-humble & très-obéiſſant ſerviteur.

Geo. Johnſton.

A Son Excellence Henri Laurens, au Congrès.

D'York-Town, le 14 Juin.

Mon cher Monſieur.

» J'ai reçu hier la lettre dont vous m'avez honoré, en date du 10, & je vous remercie de m'avoir fait paſſer celles de mes chers & dignes amis MM. Oſwald & Manning. Si le Docteur Ferguſon eût été le porteur de ces papiers, j'aurois certainement eu pour ce particulier tous les égards & toute la conſidération que les tems & les circonſtances peuvent permettre «.

» C'eſt à la Grande-Bretagne à juger ſi ſes Commiſſaires retourneront en Angleterre ſans avoir été entendus par les Députés des Etats-unis, ou s'ils renoueront amitié avec

les habitans en général & reſteront parmi nous auſſi longtems qu'il leur plaira «.

» Vous êtes indubitablement informés des ſeules conditions auxquelles le Congrès peut traiter pour parvenir à cette heureuſe fin; & quoique je ne vous écrive ici que comme particulier, je ne crains point de vous annoncer avec la plus parfaite aſſûrance que le Congrès ne ſe départira jamais de ces conditions, même en ſuppoſant la continuation des hoſtilités, & quand même par une ſuite des fureurs de la guerre, le bon peuple de ces Etats ſeroit forcé à commencer un traité à l'Oueſt des (*a*) montagnes. Permettez-moi d'ajouter, Monſieur, comme mon humble ſentiment que dans l'état actuel de notre conteſtation, la Grande-Bretagne, trouveroit ſon intérêt réel à confirmer notre indépendance «.

» Le Congrès n'a point eu de momens d'inſolence, mais ſuppoſer qu'il ſoit actuellement moins ferme qu'il ne l'étoit, dans un tems où, dépourvus de tous ſecours étrangers, & n'ayant même aucun eſpoir d'alliance, lorſque dans un jour de jeune & d'humiliation publique, aux pieds des Autels du Très-Haut, il s'eſt promis & a arrêté de n'entrer en aucune conférence ou traité avec aucuns Commiſſaires de la part de la Grande-Bretagne à

(*a*) Il parle des montagnes qui bordent la Penſylvanie. L'Oueſt des montagnes eſt le pays des Sauvages.

moins, qu'au préalable, elle ne commençât par retirer ſes flottes & ſes armées, ou qu'en termes exprès & poſitifs, elle reconnût l'indépendance de ces états, ce ſeroit ſuppoſer une choſe que toute raiſon condamneroit «.

» Dans d'autres tems, Monſieur, je me croirai très-honoré de vous accompagner en perſonne, & je contribuerai de mon mieux à vous rendre agréables toutes les parties de vos Etats; mais juſqu'à ce qu'il ſoit établi entre nous une baſe de confiance mutuelle, je crois, Monſieur, qu'aucune ancienne liaiſon, ni autre conſidération ne peut engager le Congrès à conſentir, que même le gouverneur Johnſtone, malgré tout ce qu'il mérite d'eſtime de la part de l'Amérique, entre dans le pays. Je n'ai qu'une ſeule voix; mais de la donnerois pour m'y oppoſer. Je vous ſupplie cependant, mon cher Monſieur, de n'en point conclure, que je manque en ce point à l'affection que je dois à d'anciens amis qui m'ont procuré l'honneur d'être pour ce moment en correſpondance avec vous, ni que je perde de vue les ſentimens d'eſtime & de conſidération perſonnelle qui vous ſont dus, Monſieur, de la part de votre très-obéiſſant & très-humble ſerviteur *Henri Laurens*, à l'honorable George Johnſtone, de préſent à Philadelphie «.

Commiſſion du Roi.

GEORGE III, par la grace de Dieu,

Roi de la Grande-Bretagne, DE FRANCE & d'Irlande, Défenſeur de la foi, &c.

A notre amé & féal Couſin & Conſeiller Frédéric Comte de Carliſle, Chevalier du très-ancien Ordre du Chardon, notre amé & féal Couſin & Conſeiller Richard Lord Vicomte Howe, de notre Royaume d'Irlande, notre amé & féal Chevalier William Howe, Chevalier du très-honorable Ordre du Bain, Lieutenant-général de nos armées, Général & Commandant en chef de toutes & chacune de nos forces employées, ou devant être employées dans nos Colonies de l'Amérique Septentrionale, ſur l'Océan atlantique, depuis la Nouvelle Ecoſſe, au Nord, juſqu'à la Floride occidentale, au Sud, l'une & l'autre incluſivement; William Eden, l'un de nos Commiſſaires pour le Commerce & les Plantations; & George Johnſtone, Capitaine de notre Marine Royale, Salut:

COMME, dans & par notre Commiſſion & nos Lettres-Patentes ſous notre grand ſceau de la Grande-Bretagne, en date du 6 Mai, ou environ, de la ſeizième année de notre Règne, excités par le plus ſérieux deſir de délivrer tous nos Sujets, & toutes les parties des Domaines appartenans à notre Couronne, des calamités de la guerre, & de les reprendre de nouveau ſous notre protection & bienveillance, Nous avons nommé & commis notre très-féal & amé Cou-

ſin & Conſeiller Richard Lord Vicomte Howe, de notre Royaume d'Irlande, & notre féal & amé William Howe, aujourd'hui Chevalier William Howe, Chevalier du Bain, Major-général de nos forces, & Général de nos forces dans l'Amérique Septentrionale ſeulement, & chacun d'eux, conjointement & ſéparément, pour être nos Commiſſaire & Commiſſaires, à cet égard, pour accomplir & exécuter tous les pouvoirs & autorités exprimés, dans & par ladite Commiſſion & Lettres-Patentes, & confiés & commis à eux, & à chacun d'eux, ſelon la teneur deſdites Lettres-Patentes, & des inſtructions ultérieures qu'ils recevront de tems à autre, ſous notre cachet, ou propre ſignature, pour avoir, tenir, exécuter & poſſéder ledit office & place, offices & places, de notre Commiſſaire & Commiſſaires, ainſi qu'ils y ſont mentionnés, avec tous les droits, appartenances en dépendans, enſemble avec tous & chacun les pouvoirs & autorités qui y ſont accordés audit Lord Vicomte Howe & Général William Howe, & à chacun d'eux, pour & durant notre vouloir & bon plaiſir, & pas plus long-tems, de la manière & dans la forme exprimée, comme il paroîtra plus amplement & plus pleinement dans & par notredite Commiſſion & noſdites Lettres-Patentes, en tant qu'elles y ont rapport, entre autres diverſes choſes qui y ſont contenues. Et comme pour appaiſer & éteindre les diverſes jalouſies & appré-

henſions de danger pour leurs libertés & droits, qui ont allarmé pluſieurs de nos Sujets dans les Colonies, Provinces & Plantations de New-Hampshire, Maſſachuſets's Bay, Rhode-Iſland, Connecticut, New-York, New-Jerſey, Penſilvanie, avec les trois Bas-Comtés ſur la Delawarre, Maryland. Virginie, Caroline Septentrionale, Caroline Méridionale & Georgie, & pour une manifeſtation plus complette de nos juſtes & gracieuſes intentions & de celles de notre Parlement, de maintenir, & d'aſſurer tous nos ſujets dans la claire & parfaite jouiſſance de leurs libertés & droits, il eſt ſtatué, entre autres choſes, dans & par un certain acte fait & paſſé dans cette préſente ſeſſion du Parlement, intitulé » acte pour autoriſer Sa Majeſté à nommer des Commiſſaires, avec pouvoir ſuffiſant pour traiter, conſulter & convenir ſur les moyens d'appaiſer les déſordres actuellement ſubſiſtants dans quelques-unes de nos Colonies, Plantations & Provinces de l'Amérique Septentrionale, « qu'il pourra être & ſera permis à Sa Majeſté de tems à autre, par Lettres-Patentes ſous le grand ſceau de la Grande-Bretagne, d'autoriſer, & de charger de pouvoirs, cinq perſonnes capables & ſuffiſantes, ou trois d'entre elles, de faire & exécuter tels actes & telles choſes, & d'employer & exercer leur autorité & leurs pouvoirs; ainſi qu'ils ſont mentionnés, exprimés

& créés dans ledit acte concernant cet objet. Et comme nous desirons sérieusement de porter à une pleine & parfaite exécution les divers objets justes & gracieux & cidessus mentionnés;

Sachez à présent, que Nous avons révoqué & annullé, & par les présentes, Nous révoquons & annullons notredite Commission & nos Lettres-Patentes, & tous & chaque pouvoir, autorité, clause, article & choses y contenues. Sachez de plus que mettant notre confiance particuliere en votre sagesse, fidélité, diligence, & circonspection dans la conduite des affaires qui seront commises à votre charge, Nous avons nommé, choisi, constitué & établi, & par les presentes, nous nommons, choisissons, constituons & établissons, vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou trois d'entre vous, pour être nos Commissaires à ce sujet, & exercer tous & chacun les pouvoirs & autorités qui vous sont remis & confiés par les présentes, à vous, ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnstone, ou à trois d'entre vous, & de faire & exécuter ainsi toutes autres choses & affaires qui vous sont par les présentes, ordonnées, & commises à vos soins, pendant notre vouloir & bon plaisir,

& pas plus long tems, ſuivant la teneur de nos préſentes Lettres-Patentes & de nos autres inſtructions ultérieures que vous recevrez de tems à autre, ſous notre cachet royal, ou ſous notre propre ſignature. Et c'eſt notre volonté royale, & notre bon plaiſir, & par les préſentes, Nous vous autoriſons, chargeons de pouvoirs, & requérons, vous, ledit Frédéric Comte de Carliſle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnſtone, ou trois d'entre vous, de traiter, conſulter & convenir avec tel corps politique & corporation, ou avec telle ou telles aſſemblées d'hommes, ou encore avec telle ou telles perſonnes que vous, ledit Frédéric Comte de Carliſle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, George Johnſtone, ou trois d'entre vous, qui ſerez jugés ſuffiſans pour ce qui concerne leurs griefs ou plaintes de griefs exiſtants, ou ſuppoſé exiſtants dans le Gouvernement de chacune des Colonies, Provinces, ou Plantations, ci-deſſus mentionnées, reſpectivement, ou dans les Loix & Statuts de ce Royaume, relatives à toutes leſdites loix ou à telles d'entr'elles, ou concernant aucuns impôts ou contributions qui devront être fournis par aucune deſdites Colonies, Provinces, ou Plantations reſpectivement, pour la défenſe commune de ce Royaume & des domaines y appartenans: & concer-

nant tous autres réglemens, arrangemens, matieres & objets, néceſſaires ou convenables pour notre honneur & pour celui de notre Parlement, & pour le bien commun de nos Sujets. Et telle eſt notre volonté & bon plaiſir, que tout réglement, arrangement, matiere & objet qui aura été convenu entre vous, ledit Frédéric Comte de Carliſle, Richard Vicomte Howe, le Chevalier William Howe, William Eden, George Johnſtone, ou trois d'entre vous, & telles perſonnes, ou Corps politiques, comme ci-deſſus, que vous, ou trois d'entre vous, aurez jugés capables ou ſuffiſans pour entrer dans une telle convention, ſera pleinement & diſtinctement mis en écrit & rendu autentique par les ſignatures & cachets de vous ou de trois d'entre vous d'un côté, & ſous telles ſignatures & cachets de vous, ou de trois d'entre vous, que l'occaſion exigera, & qui pourront être convenables au caractere & à l'autorité du Corps politique ou de toute autre perſonne qui aura fait ladite convention; & ces inſtrumens rendus autentiques de la ſorte, ſeront envoyés par vous ou par trois d'entre vous à l'un de nos principaux Secrétaires d'Etat, pour être mis ſous les yeux de notre Parlement à l'effet de recevoir ratification ultérieure & plus parfaite, & juſqu'au moment de cette ratification, aucun de ces réglemens, proviſions, matiere ou choſe, n'aura aucune force ou efficacité, ni

ne pourra être mis à exécution au-delà des bornes prescrites ci-après. Et nous vous autorisons ultérieurement par les présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à ordonner & proclamer de tems à autre, suivant que vous ou trois d'entre vous, le jugerez convenable, une cessation d'hostilités de la part de nos forces par mer ou par terre, pour tel tems & sous telles conditions, restrictions ou autres qualifications que, d'après votre prudence vous trouverez nécessaires, & à révoquer & annuller ces ordres & proclamations de la même maniere & dans la même forme. Et c'est ultérieurement notre volonté & bon plaisir, & nous enjoignons & ordonnons par les présentes à tous nos Officiers & Ministres civils & militaires, & à tous autres affectionnés Sujets, quels qu'ils soient, d'observer & d'obéir à toutes ces proclamations respectivement. Et en conséquence ultérieure dudit acte du Parlement & des stipulations y renfermées, Nous vous autorisons par ces présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à suspendre, par une proclamation munie de vos signatures & cachets respectifs, de tems à autre, suivant que vous le jugerez convenable, l'opération & l'effet d'un

certain acte du Parlement fait & passé dans la seizieme année de notre regne, pour défendre tout commerce & liaison avec de certaines colonies & plantations y énoncées & pour les autres objets y mentionnés pareillement, ou aucune des stipulations ou restrictions y contenues, & à spécifier dans ladite proclamation dans quel tems & dans quels lieux respectivement, & avec quelles exceptions & restrictions, moyennant quels passeports & certificats, en place de ceux prescrits jusqu'à présent par aucun acte ou actes du Parlement, pour régler le commerce des colonies & des plantations, ladite suspension devra avoir lieu, & à annuller & révoquer, en la même maniere & forme, lesdites suspension & proclamation. Et Nous vous autorisons ultérieurement par les présentes, vous Frédéric Comte de Carlisle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Johnstone, ou trois d'entre vous, à suspendre de tems à autre, comme vous le jugerez à propos, dans aucuns lieux, & pour tel tems que ce soit renfermé dans la durée dudit premier acte, l'opération & l'effet d'aucun acte ou actes du Parlement, qui ont été passés depuis le 10 Février 1763, & qui concernent aucunes de nos Colonies, provinces ou plantations susdites dans l'Amérique septentrionale, en tant qu'ils ont rapport à icelles ou à aucune d'icelles, ou l'opération & l'effet d'aucune

d'aucune clauſe ou d'aucune ſtipulation ; ou d'autres objets contenus dans ces actes, en tant que ces clauſes, ſtipulations ou objets ont rapport à aucunes deſdites Colonies, provinces ou plantations. Et Nous vous autoriſons par les préſentes ultérieurement, vous Frédéric Comte de Carliſle, Richard Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden & George Johnſtone, ou trois d'entre vous, à accorder un pardon ou des pardons à tel nombre ou claſſes de perſonnes deſdites Colonies, provinces ou plantations. Et Nous vous autoriſons ultérieurement par les préſentes, vous Frédéric Comte de Carliſle, Richard Vicomte Howe, le Chevalier William Howe, William Eden & George Johnſtone, ou trois d'entre vous, à nommer & conſtituer de tems à autres dans aucunes de nos Colonies, provinces ou plantations ſuſdites reſpectivement, où nous avons été en uſage ci-devant de nommer & conſtituer un Gouverneur, par aucun inſtrument muni de vos ſignatures & cachets, ou des ſignatures & cachets de trois d'entre vous, une perſonne propre à être le Gouverneur & Commandant en chef dans aucune de ces Colonies, Provinces ou Plantations reſpectivement, pour tenir & exercer ledit office de Gouverneur & de Commandant en chef dans & pour aucune de ces Colonies, Provinces ou Plantations reſpectivement, avec tous les pouvoirs & l'autorité qu'aucun Gouverneur de pareille Pro-

vince, nommé ci-devant par Nous, peut avoir exercé, en une maniere & forme auſſi ample & auſſi complette que ſi un ſemblable Gouverneur & Commandant en chef avoit été nommé & conſtitué par nos Lettres-Patentes ou Commiſſion; & à cet effet, s'il eſt néceſſaire, de révoquer & anéantir toutes Commiſſions ou Lettres-Patentes ci-devant accordées pour nommer un tel Gouverneur & Commandant en chef; d'autant que par certaines Lettres-Patentes ſcellées de notre grand ſceau, ayant pour date le vingt-neuviéme jour d'Avril dans la quinziéme année de notre regne, Nous avons conſtitué & nommé vous, ledit Chevalier William Howe, pour être Général & Commandant en chef de toutes & chacune nos forces employées ou à employer dans nos Colonies de l'Amérique ſeptentrionale, ſituées ſur l'Océan Atlantique, depuis la nouvelle Ecoſſe au Nord juſqu'à la Floride occidentale au Sud, l'une & l'autre incluſivement, pour avoir, tenir, exercer & jouir de ladite place pendant tout le temps qu'il nous plaira & que ce ſera notre volonté; & dans le cas où vous, ledit Chevalier William Howe, ſeriez par Nous, ou de quelque autre maniere, mis hors d'état d'exercer ledit commandement, notre volonté & bon plaiſir y mentionné, a été que le même commandement, avec tous les pouvoirs, droits & priviléges contenus dans cette notredite commiſſion, fuſſent dévolus

à tel Officier portant notre commiſſion qui aura le rang immédiatement après vous Chevalier William Howe. Et d'autant que notre fidele & bien-aimé le Chevalier Henri Clinton, Chevalier du très-honorable Ordre du Bain, Lieutenant Général de nos Troupes, & Général des Troupes de notre armée en Amérique ſeulement, porte actuellement notre commiſſion, & a le rang immédiatement après vous ledit Chevalier William Howe; faiſons ſçavoir que notre volonté ultérieure & bon plaiſir ſont, & nous ordonnons par la préſente, que dans le cas où ledit commandement mentionné dans leſdites Lettres-Patentes échéroit, en conſéquence de ce, audit Chevalier Henri Clinton, tous & chacun, les pouvoirs & autorités remis par les préſentes & confiés à vous ledit Chevalier William Howe, ceſſeront ſur le champ, & les ſuſdits pouvoirs & autorités, & chacun d'eux, ſeront de ce moment confiés par la ſuite & remis, & par les préſentes nous les confions & remettons audit Chevalier Henri Clinton pour uſer des mêmes pouvoirs & autorités, & les exercer, faire, & exécuter toutes les autres affaires & choſes comme ci-deſſus dans une auſſi pleine & ample étendue & forme & nulle autre, que vous ledit Chevalier William Howe êtes, par les préſentes, autoriſés à uſer & exercer, faire, effectuer & exécuter les mêmes pouvoirs & autorités. Et Nous requérons & comman-

dons à tous les Officiers Civils & Militaires, & à tous autres nos Sujets bien-aimés quelconques de vous aider & assister, vous ledit Frédéric Comte de Carlisle, Richard, Vicomte Howe, Chevalier William Howe, William Eden, & George Jonhstone, dans l'exécution de notre présente Commission, & des pouvoirs & autorités qui y sont contenus. Pourvu toutefois, & Nous déclarons & ordonnons par les présentes que les divers offices, pouvoirs & autorités qui sont par elles accordés, cesseront, seront sans effet, & deviendront entierement nuls, le premier de Juin 1779, quand même nous ne l'aurions pas alors révoqué & annullé par un autre acte. En témoignage de quoi, Nous avons fait publier les présentes Lettres. Signé par Nous, à Westminster, le 13 Avril, dans la dix-huitième année de notre Regne.

Par le Roi lui-même,
YORKE.

Pour vraie copie,
ADAM FERGUSON, Secrétaire.

Observations d'un Membre du Congrès sur la lettre des Commissaires & la commission du Roi.

A leurs Excellences le Comte de Carlisle, William Eden, & George Johnstone, Commissaires Britanniques.

» Comme en conscience je ne puis donner

que quelques momens à une correſpondance avec Vos Excellences, je me flatte que vous excuſerez la maniere bruſque dont je débute avec vous, & les obſervations que je me permets «.

» Votre lettre du 9 de ce mois au Congrès, votre commiſſion & les actes du Parlement Britannique ſur leſquels elles ſont fondées, ſont devenus le ſujet de la converſation générale, & font rechercher ſous combien de différents points de vue elles ſont inſidieuſes, & totalement étrangeres à l'objet de votre négociation oſtenſible. Quoique le Congrès ne puiſſe pas condeſcendre à examiner en détail vos propoſitions, cependant je me flatte que, portés comme vous êtes, au rétabliſſement de la paix, vous voudrez bien m'honorer un moment de votre attention, d'autant que Vos Excellences ſont autoriſées à entendre des particuliers «.

» Dans votre lettre du 9 de ce mois, le Gouverneur Johnſtone a ſigné cette aſſertion; » malgré la prétendue date ou la forme actuelle des offres de la France à l'Amérique Septentrionale, il eſt cependant notoire qu'elles ont été faites ſur la connoiſſance des projets d'accommodement concertés antérieurement dans la Grande-Bretagne, comme auſſi dans la vue d'empêcher notre réconciliation & de prolonger cette guerre deſtructive «.

» *Le 5 Février*, dans la *Chambre des Communes*, le Gouverneur Johnſtone a auſſi

ſigné cette autre aſſertion. » J'ai eu avis & j'ai de fortes raiſons de croire que l'adminiſtration *fera* au Parlement dans quatre ou cinq jours une propoſition qui peut ſervir de baſe à une réunion. Je n'en ſais point au vrai les détails, néanmoins comme *j'apprends que quelques préliminaires ſont partis depuis peu de la France*, je crois qu'il ne peut être déſobligeant pour l'un ou pour l'autre pays, de vous donner connoiſſance de cette *propoſition qu'on a en vue*, afin que vous vous puiſſiez ſervir de votre prudence pour ne *rien faire à la hâte* avec une puiſſance étrangére «.

» Les *préliminaires* mentionnés par le Gouverneur Johnſtone, comme *partis depuis peu de France*, étoient *dans ce moment-là* à la mer avec M. Simeon Deane & même depuis quelques ſemaines. Ils portoient ce qui ſuit, d'autant que Sa Majeſté Très-Chrétienne avoit réſolu de reconnoître notre indépendance, & de conclure avec nous un traité d'amitié & de commerce : que dans ce traité on ne tireroit point avantage de notre ſituation actuelle, pour obtenir de nous des conditions qui, ſans cette circonſtance, pourroient ne point nous convenir, Sa Majeſté déſirant que ledit traité une fois conclu fut durable, & que l'amitié reſpective des deux nations, ſubſiſtât éternellement; ce qu'on ne pouvoit eſpérer qu'autant que le même avantage qu'elles auroient trouvé l'une & l'autre à former

cette alliance, les engageroit encore à la continuer : que l'intention de Sa Majeſté étoit donc que les conditions du traité fuſſent telles que nous pourrions le ſouhaiter, ſi notre Etat établi depuis long-tems jouiſſoit de toute la plénitude de ſa force & de ſa puiſſance, & qu'elles fuſſent de nature à nous ſatisfaire également, quand ce tems ſera venu «.

» Que le Roi Très-Chrétien étoit bien déterminé, non-ſeulement à reconnoître, mais encore à ſoutenir notre indépendance, par tous les moyens qui ſeroient en ſon pouvoir : qu'en agiſſant ainſi, il ne ſe diſſimuloit point que ſon royaume ſeroit peut-être bientôt engagé dans une guerre & dans toutes les dépenſes, riſques & pertes qui l'accompagnent ordinairement : que cependant Sa Majeſté n'attendoit de notre part aucun dédommagement pour cet objet ; & qu'elle ne prétendoit pas non plus nous faire entendre que ce fût uniquement notre intérêt qu'elle avoit en vue, puiſque indépendamment des avantages réels qu'elle nous procureroit à nous & à notre cauſe, il étoit notoirement de l'intérêt de la France que le pouvoir de l'Angleterre fût diminué par notre ſéparation d'avec cette puiſſance : que de plus Sa Majeſté Très-Chrétienne, ſi elle s'engageoit dans une guerre avec l'Angleterre à notre ſujet, n'entendoit pas même exiger que nous ne

fissions point une paix séparée pour nous mêmes, dans le cas où l'on nous feroit des propositions utiles & avantageuses : que la seule condition requise par Sa Majesté Très-Chrétienne, & sur laquelle elle comptoit, étoit que, *dans aucun traité de paix avec* l'Angleterre, nous ne renoncerions à notre indépendance pour retourner sous l'obéissance de ce gouvernement «.

M. Gérard annonça au nom de Sa Majesté Très-Chrétienne ces préliminaires aux Commissaires Américains à Paris, le 16 *Décembre dernier*. En conséquence de ces préliminaires, le traité de Paris, entre l'Amérique & la France, fut effectivement signé le 6 Février 1778. Il est constant que ce fut le 19 Février que le Lord North fit ses propositions au Parlement pour une réunion avec l'Amérique «.

Deux points résultent de cet état des faits; il s'ensuit d'abord que les deux assertions signées par le Gouverneur Johnstone, se contredisent l'une l'autre en termes directs; en second lieu, que loin que les *offres de la France* aient été faites *sur la connoissance des projets d'accommodement concertés dans la Grande Bretagne*, *ce sont tout au contraire ces projets d'accommodement qui ont été concertés sur la connoissance des offres de la France*, puisque les offres de la France ont été faites *le 16 Décembre*. Le Gouverneur Jonhstone (lié

avec l'adminiſtration) dit expreſſément, le 5 Février, qu'il ne ſavoit alors aucunes particularités du plan d'accommodement. Le 6 Février, les offres de la France furent effectuées par un traité; & ce ne fut que le 19 Février que quelque projet d'accommodement fut communiqué au Parlement Britannique. Cependant Vos Excellences ne ſe font point ſcrupule, même dans votre premiere adreſſe au Congrès d'établir une aſſertion reconnue notoirement fauſſe. Je ne vous accuſe point d'une fauſſeté préméditée. Le peuple jugera comme il voudra. En tout cas cette conduite de votre part l'avertit d'être toujours ſur ſes gardes à votre égard.

Après avoir ainſi vengé l'honneur de notre bon & grand allié le Roi de France, permettez moi de parler de vos propoſitions au Congrès.

Vos Excellences nous offrent une place pour nos Repréſentans dans votre Parlement. Heureuſement pour nous, nous ſommes trop bien informés du petit rôle qu'y jouent les Repréſentans Ecoſſois, pour eſpérer que les Repréſentans Américains, lorſqu'ils y ſeront admis y jouiſſent de la moindre conſidération, & que l'Amérique puiſſe tirer quelque avantage de cette repréſentation.

Vous propoſez, comme une alternative, d'envoyer un Agent à nos aſſemblées; mais comme nous ſommes ſûrs que ce ne ſeroient que des eſpions que vous nous enverriez, ou

des *Agens pour acheter nos voix ;* nous ne nous ſoucions pas d'avoir de pareilles gens parmi nous.

Vous propoſez de concourir aux opérations tendantes à acquitter les dettes de l'Amérique ; cela ne ſe peut faire, ſans le riſque de notre indépendance, & ſans que l'on impoſe quelque ſorte de reſtriction ſur notre commerce ; ainſi nous éprouverions néceſſairement une diminution de nos propres facultés pour l'acquittement de ces dettes. Nous ſavons que vous ne pouvez pas payer les dettes de votre Nation, par conſéquent nous ne pouvons pas eſpérer que vous veuilliez ou que vous déſiriez même éteindre une partie des nôtres. Nous voulons & nous pouvons payer nos dettes ſans votre concours ou votre aide. Votre offre ne préſente donc qu'un ſecours que vous êtes dans l'impuiſſance de donner.

Vous propoſez de donner au commerce toute la liberté que nos intérêts reſpectifs peuvent requérir. Eſt-ce que nous ne ſavons pas que vous avez un penchant naturel à monopoliſer le commerce ? Ignorons-nous que votre intérêt & le nôtre, en matiere de commerce, ſont directement oppoſés. Il eſt de votre intérêt que notre commerce ſoit limité, & il nous importe que notre commerce ſoit illimité ; ainſi nous différons, *toto cœlo.*

Vous propoſez une ceſſation d'hoſtilités ;

retirez vos forces de terre, & les hoſtilités ceſſeront auſſi-tôt ſur terre. Vous n'avez aucun ſujet d'être inquiets pour une ceſſation d'hoſtilités à la mer; ſur cet élément, c'eſt nous qui avons tout à craindre de votre part. Si vos intentions ſont droites, pourquoi différez-vous de faire ce que vous paroiſſez déſirer, & dont l'exécution dépend entierement de vous?

Telles ſont vos principales offres en détail. *Qu'elles ont peu de valeur à nos yeux!*

Vous nous offrez tout, à l'exception de l'indépendance. Si vous parlez ſérieuſement, *combien peu doit nous importer une pareille liaiſon?* Vos Excellences veulent-elles bien un moment voir avec moi la Grande-Bretagne & l'Amérique ſous un même Souverain, la ſouveraineté dans la Grande-Bretagne, & l'Amérique jouiſſant des pouvoirs du Gouvernement, l'indépendance exceptée. Voyons ce qui en réſultera.

L'Amérique faite pour conſtituer par elle-même un Empire, doit naturellement arriver à la ſouveraineté. Après en avoir goûté une fois, elle cherchera ſans ceſſe à en jouir de nouveau. Après avoir acquis par les armes un certain pouvoir, toujours l'indépendance exceptée, elle croîtra en crédit & en facultés tendantes à l'indépendance, ce qui augmentera ſon deſir de devenir indépendante. Ses ſuccès antérieurs lui inſpireront plus de confiance, & lui donneront plus

d'eſpérance; l'expérience la rendra ſans ceſſe ſoupçonneuſe ſur les intentions de la Grande-Bretagne.

D'après cela, ayant en main les pouvoirs, à l'exception ſeulement de l'indépendance, elle ſera toujours diſpoſée à faire valoir ſes droits, ſur-tout n'ayant point perdu de vue l'état de foibleſſe où elle étoit au commencement imprévu de la guerre actuelle. Dans une ſituation auſſi effrayante, le plus léger deſſein, le plus petit accident, le moindre ſoupçon ou mécontentement de part ou d'autre, ne peut manquer de rompre avant quelques années, le foible fil par lequel vous propoſez de tenir l'Amérique ſous la domination de la Grande-Bretagne. Et cette domination qu'il eſt queſtion d'acquérir, & qui ne doit cependant tenir qu'à un fil auſſi foible, mérite-t-elle une nouvelle campagne? Un tel projet peut-il exiſter dans la tête de tout homme honnête, & qui ait le ſens commun?

Mais en admettant que vos offres ſoient ce qu'elles ne ſont pas, c'eſt-à-dire extrêmement avantageuſes à l'Amérique, ſentez-vous combien vos pouvoirs ſont inſuffiſans pour l'accommodement dont il s'agit. Le célèbre Lord Abingdon préſente cette affaire ſous le point de vue le plus clair. Dans ſa très-humble proteſtation à ce ſujet, il s'exprime ainſi: » De quelque choſe que conviennent les Commiſſaires & le Congrès,

cette convention n'aura nul effet jusqu'à ce qu'elle soit confirmée par le Parlement ; or c'est donner trop d'avantage au Parlement, en ce qu'il saura ce que le Congrès fera, & trop de désavantage au Congrès, en ce qu'il ne saura pas ce que le Parlement confirmera, pour que cette inégalité dans les positions ne mette pas un obstacle à l'accommodement. « Si l'Amerique entre en arrangement avec vous, voyez quelle en peut être les conséquences. Vos Excellences doivent convenir *qu'il est de notre devoir de les éviter.*

Nous avons fait un traité solemnel avec la France. L'objet de ce traité est l'établissement de notre indépendance. Si nous traitons avec vous sur le pied de dépendance, nous manquons dès l'instant même de parole à la France, nous perdons pour toujours toute espece de crédit auprès des nations étrangeres, & nous nous ôtons *ipso facto* tout espoir de secours du dehors. Dans cette situation, *nous serons absolument à votre merci.* Votre Roi, vos Ministres & votre Parlement peuvent refuser de ratifier nos engagemens, parce qu'ils ont le pouvoir de le faire. Le Gouverneur Johnstone a long-tems & habilement plaidé la cause de l'Amérique. Aujourd'hui il vient chez nous pour nous inviter à nous abandonner à la justice & à la miséricorde de nos ennemis les plus injustes & les plus vindicatifs ; ennemis qui pendant

une longue ſuite d'années, ont uſé à notre égard des plus baſſes ſupercheries, & nous ont calomniés dans toute l'Europe ; ennemis qui ont fait mourir de faim nos compatriotes, devenus leurs priſonniers, après les avoir chargés d'outrages lorſqu'ils étoient vivans & en leur pouvoir ; ennemis qui ont excité les Sauvages leurs alliés à maſſacrer nos Fermiers, miſérables vieillards ſans armes & ſans défenſe, & à égorger leurs femmes & leurs enfans ; ennemis qui ont ſaccagé notre pays, brûlé nos Villes, & qui pour nous aſſujettir ont armé le fils contre le pere, le ſerviteur contre le maître, & le frere contre le frere ; ennemis qui ont remué l'enfer même pour effectuer leur projet ſanguinaire & tyrannique ; ennemis livrés totalement à la corruption, dénués de vertu publique, ſourds à la voix de la juſtice & aux cris de l'humanité. Eſt-il poſſible d'eſpérer que de pareils ennemis, après la diſſipation de tant de millions, après la perte d'une ſi grande quantité de leur propre ſang, après toutes les diſgraces que leurs armes ont eſſuyées, après les inſultes qu'ils ont été forcés d'endurer de la part des nations etrangeres en s'acharnant à notre deſtruction, après les ſecouſſes violentes & allarmantes que notre réſiſtance a occaſionnées juſques dans les fondemens de l'Etat Britannique : peut on, dis je, eſpérer que *ces ennemis ainſi provoqués*, lorſque nous ſerons rentrés ſous leur domination, voudront bien ra-

tifier les conventions de Vos Excellences, à l'exception de l'indépendance, & ſe contenteront de nous aſſujettir par un fil auſſi foible que celui d'une toile d'araignée. *Timeo Danaos & dona ferentes.*

L'Amérique eſt indépendante *de fait & de droit.* Elle conſervera ſon état aux dépens de la derniere goutte de ſon ſang. Il eſt inutile que vous ſollicitiez ce que vous n'avez pu obtenir par la force de vos armes, même lorſqu'elles étoient toutes-puiſſantes. Bientôt votre poſition ne ſera plus la même. L'Amérique eſt plus capable que jamais de ſoutenir la guerre. Notre réſolution eſt priſe; les horreurs & les dévaſtations de la guerre, dont vous nous menacez à la fin de votre lettre, ne nous épouvantent point. La France a reconnu notre indépendance. Les grandes Puiſſances de l'Europe nous contemplent avec plaiſir: nous comptons ſur notre courage & ſur la protection du Ciel. Nous continuerons d'être indépendans, tant que nous continuerons d'être fermes. Adieu.

W. H. D.

A York-Town, le 17 Juin 1778.

Ces obſervations ſont de M. William Henri Drayton, Député au Congrès pour la Caroline Méridionale.

Autres Observations pareillement d'un Membre du Congrès, aux Comte de Carliſle, Lord Vicomte Howe, le Chevalier William Howe, (ou en ſon abſence au Chevalier Henri Clinton) William Eden & George Johnſtone.

Féaux & amés ſerviteurs du Roi votre Maître, dignes objets de ſes complaiſances.

Comme vous êtes envoyés en Amerique pour l'objet exprès de traiter avec tout corps & tout être quelconque, vous voudrez bien pardonner cette lettre de la part de quelqu'un qui rougiroit de flatter même ſes amis. C'eſt pourquoi ſi vous daignez jetter les yeux ſur ce qui ſuit, vos chaſtes oreilles n'ont point à craindre d'être bleſſées par le langage de l'adulation, langage que vous mépriſez.

J'ai vû votre très-élégante & très admirable lettre à ſon Excellence Henri Laurens Préſident, & autres Membres du Congrès. Comme cette Aſſemblée a jugé que vos propoſitions ne méritoient pas qu'elle leur donnât une attention particuliere, il pourra être en quelque ſorte ſatisfaiſant pour votre curioſité, & ce ſera peut-être un moyen de conſoler des négociateurs ſi mal reçus, que quelqu'un des individus de ce vaſte continent ait la complaiſance de vous faire connoître les ſentimens de l'Amérique ; ſentimens que votre bon ſens naturel vous a fait ſans doute deviner, & qu'on n'expoſe ici

que

que pour vous convaincre que, malgré les moyens d'inſtruction qui nous manquent dans ces extrémités du monde, la connoiſſance de nos droits, l'attention à nos intérêts, & un reſpect religieux pour la dignité de la nature humaine, nous ont au moins appris les vrais principes qui doivent régler notre conduite, & qui la régleront en effet.

Vous débutez par les doucereuſes expreſſions d'humanité, & du deſir le plus ſincere de rétablir la paix & la tranquillité. On ne pouvoit pas imaginer un préliminaire plus agréable aux Américains. Notre amour pour la paix s'eſt aſſez manifeſté par le ſacrifice même de nos libertés que nous avons offert à votre Prince. Quant à l'humanité, c'eſt un ſentiment que les barbaries exercées par vos armes n'ont pû encore déraciner de nos cœurs.

Vous nous apprenez que vos pouvoirs ont une étendue qui eſt ſans exemple dans les Annales de votre Hiſtoire; & l'Angleterre, la malheureuſe Angleterre ſe reſſouviendra avec la douleur la plus amere, que ces pouvoirs ont été rendus inutiles par une conduite ſans exemple dans les annales de l'humanité. Si le Roi votre Maître eût daigné prêter l'oreille aux prieres de pluſieurs millions d'hommes, il ne vous auroit pas envoyés comme il l'a fait. Si la modération eût été même inconnue à la Puiſſance que nous étions fiers d'appeller notre *Mere Patrie*, ſa dignité dans ſon éclat n'auroit pas péri ſous elle.

Vous nous dites que toutes les parties peuvent tirer quelque dégré de consolation, & même former un heureux augure en se rappellant, &c. C'est ce que nous souhaitons très-sincérement pour l'amour de *toutes les parties*. L'Amérique même subjuguée se seroit consolée par le sentiment de sa vertu. Elle eût mis son espoir, comme elle le met encore, dans la bonté de sa cause & dans la justice du Tout-Puissant. Voilà des sources d'espoir & de consolation que ni le tems, ni les hazards ne peuvent altérer ou enlever.

Vous parlez des avantages mutuels & de la considération des maux qui doivent naturellement déterminer nos résolutions. Quant au premier objet vous savez trop bien que nous n'avons aucun avantage à attendre d'une union avec vous ; & c'est une vérité si notoire que je croirois faire injure à votre sagacité si je m'appliquois à la démontrer. Quant à l'autre point, il seroit à souhaiter que vous eussiez fait voir dans votre conduite autant de délicatesse que vous en montrez dans vos sentimens. Mais des hommes qui aiment sincérement la liberté, dédaignent de s'occuper de la considération de tous les maux auxquels il faut se soumettre pour l'obtenir. C'est encore une chose que vous ne pouvez ignorer. Si vous ne trouvez pas cette vérité dans vos propres cœurs, vous l'apprendrez *dans les Annales de votre Histoire*. Car dans ces Annales les traits de cette espéce *ne sont*

pas au moins ſans exemple. Mais ſi ces traits ne ſuffiſoient pas, nous vous exhorterions à ouvrir un livre encore plus clair, & ce livre c'eſt le courage indompté de l'Amérique.

Vous dites auſſi que les actes du Parlement ont été paſſés avec une *unanimité ſinguliere*; & c'eſt une choſe que nous ne prétendons point révoquer en doute. Vous me permettrez, Meſſieurs, d'obſerver que les raiſons de cette unanimité ſont très-bien aſſignées dans le rapport d'un comité du Congrès du 22 Avril dernier, & dont il eſt queſtion dans une lettre du Congrès au Lord Vicomte Howe & au Chevalier Henri Clinton.

Vous êtes déterminés à conſentir à une ceſſation d'hoſtilités tant par mer que par terre. Il eſt difficile pour des gens auſſi groſſiers que les Américains de juger ſi c'eſt ſérieuſement que vous faites cette propoſition, ou ſi vous n'avez d'autre deſſein que de vous moquer de leur ſimplicité. En ſuppoſant néanmoins que vous ayez trop d'élévation dans l'ame pour ne voir qu'un objet d'amuſement dans une affaire d'une ſi grande importance pour l'Amérique, & qui n'eſt peut-être pas même abſolument triviale aux yeux de ceux qui vous ont envoyés; je vous donne ma parole d'honneur que, ſi vous reconduiſez vos troupes en Angleterre où avant peu votre Prince en aura certainement beſoin, nous ne les y ſuivrons jamais. Nous n'avons pas une humeur ſi romaneſque ni ſi

belliqueuſe, & la Ville de Londres ne nous inſpire pas une vénération aſſez profonde pour commencer une croiſade dans l'unique vue de poſſéder cette *terre ſainte*. Ainſi vous devez être bien sûrs que les hoſtilités ceſſeront par terre. Mais ce ſeroit la plus grave des inſultes à votre eſprit national de ſuppoſer que vous deſiriez un ſemblable armiſtice ſur mer. Les événemens de la guerre & l'état ſi floriſſant de votre commerce, malgré nos foibles efforts pour l'interrompre, prouvent clairement que vous pouvez nous exclure de la mer, *de la mer qui eſt votre Empire.*

Vous offrez de rétablir la libre communication, de faire revivre l'affection mutuelle, & de renouveller les avantages communs de la naturalité. Lorſque vos compatriotes devenus ſages à leurs dépens, auront appris à connoître leurs véritables intérêts, ils nous trouveront très-diſpoſés à admettre toute la correſpondance qui eſt néceſſaire pour les objets de commerce, & qui ſubſiſte ordinairement entre les différentes nations. Mais quant au retour de l'affection réciproque, c'eſt la choſe impoſſible. Nous vous pardonnons de tout notre cœur; mais il n'eſt pas dans la nature des choſes que vous nous pardonniez. Vous nous avez fait trop de mal. Il nous ſeroit aiſé de vous rapporter à cette occaſion quelques traits aſſez récens de la barbarie la plus révoltante, horreurs dont les troupes de Sa Majeſté Britannique ont bien voulu partager l'opprobre avec celles de ſes généreux

& fideles alliés les Senecas, les Onondagas & les Tuſcaroras.

Mais nous craindrions de bleſſer l'oreille délicate d'un (*a*) courtiſan, par le récit de ces ſcènes dégoutantes. D'ailleurs ce ſeroit affliger les ſentimens d'humanité qui, comme vous l'obſervez, vous ont déterminé à ces ouvertures, que de rappeller ces victoires brillantes d'une ſoldateſque effrenée, ſur des hommes ſans armes, renfermés dans des villages ſans défenſe; leurs dévaſtations inutiles, les meurtres qu'ils ont commis de ſang froid; ou de remettre ſous vos yeux ces ſcènes de carnage, où de barbares ſauvages ont déployé toute la férocité de leur caractère. Tous ces traits enchanteurs de l'humanité britannique, ne peuvent que rallumer dans nos cœurs cette affection de préférence que nous avons autrefois éprouvée pour tout ce qui portoit le nom d'anglois. Quant aux avantages réciproques de naturalité, c'eſt un objet que nous regardons avec la plus ſuprême indifférence. Quelques-uns de nos riches concitoyens, pourront par la ſuite aller en Angleterre ou à Rome, pour y voir les ruines de ces auguſtes temples où la Déeſſe de la Liberté avoit autrefois ſon culte. Il eſt douteux que ces voyageurs reclament, comme un *avantage*, leurs droits de naturalité dans l'un ou l'autre de ces pays. D'un autre côté, ceux de vos ſujets que le bras de fer de l'oppreſſion forcera de cher-

(*a*) Le Lord Carliſle.

cher un refuge parmi ceux qu'ils perſécutent actuellement, ſeront certainement admis *aux avantages de la naturalité.* Nous travaillons à préparer un aſile à l'humanité, & nous regrettons, Meſſieurs, que les circonſtances ne vous permettent pas de concourir à un ouvrage auſſi conforme à votre caractère & à vos diſpoſitions.

Mais de plus, vos Excellences diſent: » Nous concourrerons à étendre toutes les eſpèces de liberté de commerce, que nos intérêts reſpectifs pourront exiger. « Malheureuſement il exiſte entre ces intérêts, une petite différence qu'il ne vous auroit pas été facile de concilier, ſi les membres qui compoſent le Congrès euſſent été diſpoſés à riſquer leurs têtes en prêtant l'oreille à des conditions qui ſont traitées, ainſi que j'ai l'honneur de vous l'aſſurer, avec un mépris inexprimable, par tout honnête *Whig* en Amérique. La différence dont je veux parler, c'eſt qu'il eſt de votre intérêt d'uſurper le monopole de notre commerce, & que c'eſt le nôtre de commercer avec toute la terre. Il eſt vrai qu'il peut y avoir un moyen de couper ce nœud gordien, que peut-être aucun homme d'état n'auroit l'eſprit de dénouer. En laiſſant au Parlement de la Grande Bretagne, le droit de déterminer ce que requierent nos intérêts reſpectifs, il pourroit étendre ou circonſcrire la liberté du commerce, ſuivant ſon bon plaiſir, ſur ce qu'il pourroit appeller nos *inté-*

rêts respectifs : mais je suis bien sûr que ce ne seroit point à notre *satisfaction mutuelle*. Votre » désir ardent d'arrêter l'effusion du sang & les calamités de la guerre «, vous conduiront donc, après de plus mures réflexions, à reprouver un plan qui n'engendreroit que de la discorde, & qui, avant vingt ans révolus, ameneroit une nouvelle expédition aussi extravagante que la premiere, de l'autre côté de l'océan atlantique, & quelques années après, une commission de même nature à peu près que celle dont il a plû à Sa Majesté de vous honorer.

« Nous ne pouvons refuser notre admiration à la générosité de sentimens qui vous porte à promettre » qu'aucunes forces militaires ne seront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique septentrionale, sans le consentement du Congrès général ou des assemblées particulières. « La seule marque de reconnoissance que nous puissions donner pour une condescendance si exemplaire, est d'assurer vos Excellences, ainsi que j'ose le promettre solemnellement au nom de mes concitoyens, qu'aucunes forces militaires ne seront entretenues dans les différens Etats de l'Amérique septentrionale, sans le consentement du Congrès général, & celui des *Législatures* de chacun de ces Etats. Ainsi vous ferez enforte que les forces du Roi votre maître soient retirées ; car je puis vous assurer, sans risque de me tromper, que le

Congrès n'a point consenti, & que probablement il ne consentira point, qu'elles y soient conservées. «

» Vous nous avez fait aussi, sans en être priés, l'offre de concourir aux succès des opérations propres à l'acquittement de la dette de l'Amérique, & à relever notre crédit & la valeur de notre papier en circulation. « Si par-là Vos Excellences entendent qu'elles solliciteront des places dans le département de nos finances, je puis vous assurer, comme je le fais avec (*perfect respect*) tout le respect possible, qu'il faudra de bien fortes recommandations. En effet, les Anglois n'ayant point encore pris les mesures necessaires pour liquider leur propre dette, & relever le crédit & la valeur de leur papier en circulation, mais étant au contraire en bon train d'augmenter l'une, & de détruire entierement l'autre, vous sentirez aisément que des financiers de cette nation auroient la plus mauvaise grace à se présenter pour mettre nos affaires de finances sur un meilleur pied. » Vous nous proposez un moyen » pour perpétuer notre union. « Mais il ne seroit point mal auparavant d'établir cette union, & c'est ce que vous ne pouvez faire qu'en acceptant le Traité de paix & de commerce qui vous est offert par le Congrès. *Un tel Traité*, j'ose vous l'assurer, dureroit autant qu'il seroit possible à vos Ministres de ne point violer la foi des Nations.

Quant à votre offre, pour me ſervir de votre propre langage, dont l'inexactitude, vu l'importance du ſujet, ne doit point cauſer de ſurpriſe, ou au moins peut s'excuſer; quant à votre offre enfin, » d'établir le pouvoir des *légiſlatures* reſpectives dans chaque Etat particulier, de régler ſon revenu, ſon établiſſement civil & militaire, & d'exercer une liberté parfaite de légiſlation & de Gouvernement intérieur, de ſorte que les Etats Britanniques dans toute l'Amérique Septentrionale, agiſſant avec vous, en paix & en guerre, ſous un Souverain commun, puiſſent avoir la jouiſſance irrévocable de toute eſpece de privilége, qu'il eſt poſſible d'avoir ſans être totalement ſéparé d'intérêts, ou qui ſe concilie avec cette union de forces, de laquelle dépend la ſureté de notre religion & de notre liberté communes, « permettez-moi, Meſſieurs, de vous aſſurer que l'autorité des *légiſlatures* reſpectives de chaque Etat, eſt déjà très-pleinement établie, & ſur les fondemens les plus ſolides. Elle eſt établie ſur la liberté parfaite de la légiſlation, & ſur une adminiſtration vigoureuſe dans le Gouvernemant intérieur. Pour l'article des réglemens du revenu, & de l'établiſſement civil & militaire, ce ſont des affaires du moment pour leſquelles les diverſes *légiſlatures* ont la compétence ſuffiſante.

J'ai auſſi le plaiſir de féliciter Vos Excellences ſur ce que le pays pour l'intérêt du-

quel vous vous êtes exposés aux hasards & aux fatigues d'un voyage très-désagréable, afin de régler son gouvernement, ses revenus, son administration, &c. pour lequel vous vous êtes engagés dans une négociation plus désagréable encore que le voyage, a en lui-même d'abondantes ressources pour défendre sa liberté actuellement, & jouir un jour d'un revenu dont la source sera intarissable. Comme les Etats de l'Amérique Septentrionale sont dans l'intention de posséder la jouissance irrévocable de leurs priviléges, il leur est absolument nécessaire d'éviter toutes liaisons avec un Parlement qui, même sous le régime des loix que vous reconnoissez, se réserve en termes exprès le pouvoir de révoquer chacune des propositions auxquelles vous pouviez donner votre consentement.

Nous rendons toute la justice que nous devons à l'honnêteté des offres que vous nous faites de nous accorder une part des avantages que vous retirez de votre Souverain ; mais de bonne foi, Messieurs, nous ne sentons point en nous la moindre disposition à l'accepter. Ce bonheur peut vous aller à merveille ; mais il ne vous va point. Vous paroissez empressés de prévenir une séparation totale d'intérêts, mais c'est ce que les affaires ameneront plutôt d'elles-mêmes. Et pour vous mettre parfaitement à votre aise sur ce point, nous prenons la liberté de vous observer, qu'à quelques égards, ce peut être, & que

probablement ce ſera notre intérêt de vous aſſiſter, & alors nous le ferons du meilleur cœur. Si la nature des choſes ne s'y prête point, certainement Vos Excellences ont trop de bon ſens & d'honnêteté pour l'exiger. Il ne nous paroît point du tout que notre liberté puiſſe dépendre le moins du monde d'aucune réunion de nos forces avec les vôtres. Vous voyez en effet qu'après avoir fait agir toutes vos forces contre nous pendant plus de trois ans, nous ſommes actuellement ſur le point d'établir notre liberté, abſolument malgré elles. Nous ne pouvons pas non plus concevoir qu'après l'épreuve que vous avez faite, aucune Nation d'Europe s'embarque dans une entrepriſe auſſi folle que la réduction de l'Amérique. Rien n'exige que chacun prenne ſur ſoi de jouer le rôle plaiſant de Dom Quichotte. Il ſuffit d'un exemple dans un ſiecle pour l'amuſement de tout l'Univers.

» J'eſpere que Vos Excellences m'excuſeront ſi je ne ſuis point non plus de leur avis ſur l'article de la Religion, que vous déſirez de voir commune entre les deux Nations. La Religion de l'Amérique eſt celle de tout le genre humain. Toute perſonne peut rendre ſon culte à l'Être ſuprême de la maniere qu'elle croit lui être la plus agréable; & pourvu que chacun ſe comporte en bon citoyen, perſonne ne s'inquiétera chez nous de ſa croyance ou de ſon culte; car il nous

importe fort peu que telle ou telle foi ou ſecte ſoit la dominante parmi nous. «

» Je ſuis extrêmement fâché de trouver dans votre Lettre quelques paſſages offenſans pour Sa Majeſté Très-Chrétienne. Certes, ce n'eſt une choſe ni honnête, ni compatible, avec les principes de philantropie, que vous profeſſez d'attaquer la réputation d'un homme honnête, ſans lui fournir l'occaſion de ſe défendre, & ſur-tout un très-proche voiſin, qui n'agueres étoit lié avec vous d'une amitié intime, qui d'ailleurs vous a donné en dernier lieu des preuves multipliées & les plus ſolides de diſpoſitions pacifiques, & qui avec une droiture ſans exemple & dont ſe glorifieroient d'autres Princes, a déclaré à votre Cour, de ſon propre mouvement & ſans qu'on le lui demandât, l'effet & la nature d'un Traité qu'il venoit de conclure avec ces Etats. C'eſt encore une choſe tout-à-fait contraire aux règles de l'honnêteté que de ſe ſervir de pareilles expreſſions, lorſque vous vous adreſſez au Congrès, ſçachant que ce Prince eſt notre bon & fidele Allié. Il eſt vrai, comme vous l'obſervez très-bien, qu'il a été autrefois l'ennemi de Sa Majeſté Britannique, & que nous nous ſommes reſſentis de cette inimitié; mais tout cela eſt provenu plutôt de notre liaiſon avec vous, que d'aucune mauvaiſe volonté à notre égard. En même temps, c'eſt une vérité conſtante & ſolemnelle, une vérité digne de toute votre

attention, que lorſque vous avez commencé la guerre actuelle, guerre dans laquelle nous avons ſouffert infiniment plus que dans aucune autre qui ait précédé, guerre ſauvage, ſanglante, cruelle, & où nous n'avons point été les agreſſeurs, vous ne l'avez point commencée à cauſe d'aucune liaiſon entre nous & notre préſent Allié; mais qu'au contraire, auſſi tôt que vous avez eu vent du Traité qui étoit ſur le tapis, vous nous avez fait des propoſitions de paix, en conſéquence de ce qu'il vous a plu de qualifier d'*interpoſition infidieuſe*. Quel eſt actuellement l'état des choſes entre nous? L'Amérique, étant en paix avec tout le monde, s'eſt trouvée autrefois engagée dans une guerre avec la France, à cauſe de ſa liaiſon avec la Grande-Bretagne; aujourd'hui l'Amérique, étant en guerre avec la Grande Bretagne, obtiendra probablement les conditions de paix les plus honorables, à cauſe de ſon intime union avec la France.

J'en appelle à vous-même, Meſſieurs, & je vous demande, s'il y a rien de plus vrai que ce que j'avance. Je ſais qu'il eſt très-dur pour vous d'abandonner ce que dès votre enfance vous avez été accoutumés à appeller vos Colonies. Votre ſituation me fait pitié; & c'eſt ce qui m'engage à excuſer les écarts de la vérité que vous vous permettez dans votre Lettre. D'ailleurs il eſt poſſible que vous ayez été mal informés; car je ne ſup-

poserai point que le but de votre Lettre ait été de tromper le peuple de ces Etats. Ces petits & malhonnêtes artifices vous réussissent si peu depuis quelque temps, qu'au défaut de la probité, la prudence du moins devroit vous suggérer de ne les plus mettre en usage. Pour vous détromper, je prends donc la liberté d'assurer Vos Excellences, d'après les meilleurs avis, que ce que vous appellez *la forme actuelle des offres de la France à l'Amérique septentrionale*, en d'autres mots les Traités d'alliance & de commerce entre Sa Majesté Très-Chrétienne & ces Etats, n'ont point été faits sur la connoissance d'aucuns plans d'accommodement concertés dans la Grande-Bretagne, ni dans la vue de prolonger cette guerre destructive. Vous ne douterez point de la certitude de mes assertions, lorsque vous considérerez que ces Traités étoient réellement conclus avant que l'extrait des bills, en vertu desquels vous agissez, eût été envoyé en Amérique, & qu'on doit avoir nécessairement employé beaucoup de temps à arranger des conventions de cette difficulté & de cette importance; & sur-tout lorsque vous ferez attention à la prompte notification que la Cour de France a donnée de ce Traité, & à l'assurance donnée que l'Amérique s'étoit réservé le droit de vous admettre même à un pareil Traité. Le fait est que lorsque les Ministres Britanniques ont sçu que nous traitions avec le plus grand Prince de l'Eu-

rope, ils ont travaillé tout de suite à détruire l'effet de ces négociations ; ce qui m'amene, malgré moi, à vous faire quelques observations que vous regarderez peut-être sous un point de vue désagréable.

Il me semble, Messieurs, que votre procédé tient un peu de la dissimulation, pardonnez moi le mot. Je suppose que le Congrès ait accédé à vos propositions, & alors je vous fais deux questions. D'abord, votre commission vous a-t-elle donné le plein pouvoir de faire ces propositions ? Peut-être avez-vous cru que ce n'étoit pas la peine de suivre la lettre de votre commission ; mais nous autres Américains, nous aimons à comparer les choses entre elles, & à raisonner. Voici ma seconde demande : Quelle sureté pourriez-vous nous donner, que le Parlement Britannique ratifiera vos conventions ? Vous ne pouvez point nous donner une telle sureté ; & ainsi après avoir perdu notre honneur comme peuple, après que vous nous auriez enlevé par subtilité notre bonne réputation, & que vous nous auriez persuadé de donner à l'ennemi commun de l'humanité le trésor précieux de nos libertés, nous nous trouverions de nouveau sous la verge d'un Parlement, qui, pour ne rien dire de plus, ne nous a pas traités avec trop d'amitié. Il est absolument inutile d'ajouter, que quand même le Parlement ratifieroit les conditions que vous proposez, la pauvre Amé-

rique ſe trouvera encore ſous la férule de tout autre Parlement futur, ou bien il faudra qu'elle prenne les armes, & ce ſeroit certainement la poſition la plus déſagréable où des hommes puſſent s'engager.

Pour vous ſervir à telle fin que ce puiſſe être, je joins ici la formule de foi de tout bon Américain. Je crois que dans tout Royaume, Etat ou Empire, il doit y avoir, attendu la néceſſité de la choſe, un ſuprême pouvoir légiſlatif autoriſé à lier chaque partie dans tous les cas, du reſſort des loix humaines. Je crois que voici la définition la plus juſte d'un eſclave : c'eſt celui qui eſt lié à des loix auxquelles il ne donne point ſon conſentement, ſoit par lui-même, ſoit par ſon repréſentant. Ainſi, je crois qu'une dépendance de la Grande-Bretagne, de quelque maniere qu'elle puiſſe être limitée ou qualifiée, eſt totalement inconſiſtante avec toute idée de cette liberté, pour la défenſe de laquelle j'ai engagé ſolemnellement ma vie & ma fortune à mes compatriotes ; & je tiendrai religieuſement à cet engagement toute ma vie. Amen.

Actuellement, ſi vous voulez bien écouter les humbles avis d'un homme qui aime réellement l'Angleterre & les Anglois, & dans les veines duquel il coule même un peu de ſang écoſſois, renvoyez vos eſcadres & vos armées, reconnoiſſez l'indépendance de l'Amérique, & comme Ambaſſadeurs, & non

non comme Commissaires, sollicitez un traité de paix, d'amitié, de commerce & d'alliance, avec les astres naissans de ce monde occidental. Votre Nation chancelle sur le bord du précipice le plus affreux; un instant de délai peut l'y engloutir pour jamais.

Vous avez dit au Congrès: » Si après le tems dont vous pouvez avoir besoin pour examiner cette ouverture & donner votre réponse, les horreurs & les dévastations continuoient, nous prenons à témoin Dieu & tout l'Univers que les malheurs qui en résulteront ne doivent point être imputés à la Grande-Bretagne. « J'aurois désiré que vous vous fussiez épargné cette protestation. Il se peut faire que vous n'attachiez pas la moindre importance à des paroles aussi sacrées; vous ne regardez de semblables expressions que comme des fleurs ou des ornemens de Rhétorique, mais elles sont bien autrement sérieuses que vous ne l'imaginez, elles sont enregistrées dans le grand livre de l'Eternel. Ressouvenez-vous que le Général Burgoyne a fait un abus terrible des mots, & ressouvenez-vous de sa destinée. Il y a un Etre au-dessus de nous, & cet Etre tirera une vengeance exemplaire de toute insulte faite à sa divine Majesté. Vous savez que la cause de l'Amérique est juste. Vous savez qu'elle combat pour cette liberté à laquelle tous les hommes ont le même droit, qu'elle se roidit contre l'oppression,

la rapine & une cruauté plus que ſauvage. Le ſang de l'innocent eſt imprimé ſur vos mains & toutes les eaux de l'Océan ne pourront jamais l'effacer. Nous renouvellons ſolemnellement notre appel au Dieu du Ciel, pour décider entre vous & nous, & nous le ſupplions de nous être favorable dans les haſards de la guerre, parce que la juſtice eſt de notre côté; & que le Sauveur miſéricordieux de toute la terre daigne pardonner à nos oppreſſeurs.

Je ſuis, Mylords & Meſſieurs,

L'ami de la nature humaine, & celui qui ſe glorifie du titre d'Américain.

Extrait d'une Lettre du Docteur Samuel Cooper, à M. Benjamin Franklin.

De Boſton le 2 Juillet 1778.

Je vous envoye les détails de tout ce qui s'eſt paſſé dans le Congrès relativement aux Commiſſaires Britanniques, que vous ſerez ſûrement bien aiſe d'avoir le plus promptement poſſible. Quoique la fermeté que le Congrès a montrée ſoit bien glorieuſe, elle ne lui fait pas plus d'honneur que les fieres & vigoureuſes réſolutions qu'il avoit priſes, avant que d'être informé de la concluſion de l'alliance avec Sa Majeſté Très-Chrétienne.

Il perſéverera dans ces ſentimens en dépit des armes, des artifices & de l'or de la Grande Bretagne. M. Samuel Adams m'écrit dans une lettre du 21 Juin, qu'il n'a jamais vû le Congrès plus déterminé à ſoutenir l'indépendance de ces Etats, ni plus uni dans ſes réſolutions. Il n'eſt point du tout défavorable, ſoit pour la France, ſoit pour ces Etats, que les Commiſſaires Anglois ſoient venus, pour ainſi dire, échouer au port, & que dans leurs premieres ouvertures au Congrès, avec la vûe de faire avorter la bonne volonté du Roi Très-Chrétien pour nous, ils ayent avancé une fauſſeté palpable qui ne leur fera aucun honneur en Europe, & produira ici le meilleur effet pour notre cauſe. S'ils n'ont point d'autres offres à nous faire que ce que nous avons vû, ils pourront dire qu'ils ont fait là *une belle Ambaſſade*. Mais il en eſt de même qu'avec le Miniſtère Anglois qui ne va qu'au jour la journée. Cette tentative des Commiſſaires ne produira pas non plus grand effet ſur les peuples. Voici le cri général aujourd'hui : *Indépendance & fidélité à nos engagemens.*

Je vais vous donner les nouvelles de l'armée arrivées par le dernier exprès. Les Généraux Lee & Maxwell avec environ deux mille hommes chacun, ont été détachés en avant pour obſerver & inquiéter l'ennemi pendant qu'il ſe retireroit de Philadelphie.

L'armée de Clinton en eſt partie avec précipitation ; & quoiqu'il s'y ſoit fait beaucoup de pillage, il n'y a eu que les munitions de guerre qui ayent été détruites. Beaucoup de ſubſiſtances ſont reſtées dans la Ville. Les ennemis ont campé entre Haddingfield & Billingſport à ſept miles environ de Philadelphie. Après avoir paſſé deux ou trois jours, ils ont gagné Mount Holly. C'eſt tout ce que nous en ſavons. A la faveur du délai qu'ils ont apporté dans leur marche, le Général Washington a pris de l'avance ſur eux. Il n'étoit pas loin de Princeton. Son armée a reçu de gros renforts, ſurtout de la milice des Jerſeys. On aſſure qu'il a plus de vingt mille hommes & Clinton douze à quinze mille. Enfin, ſi les rapports ſont vrais, ſa ſituation ne differe gueres de celle de Burgoyne ; mais comme Washington n'a pas d'auſſi grandes forces qu'en avoit Gates, j'eſpere plus que l'événement ſera le même, que je n'oſe y compter. Quoiqu'il en ſoit, l'ennemi en quittant Philadelphie, défait tout ſon ouvrage de l'année derniere. Notre poſition devient plus brillante de jour en jour, & j'eſpere que notre pays ſera bientôt délivré.

L'avis que vous nous avez donné de l'armement d'une flotte angloiſe (de Byron) pour l'Amérique, ſera répandu partout, ainſi qu'il convient. — J'ai oublié de vous dire que lorſque Clinton a évacué Phi-

ladelphie, un corps de trois mille hommes de troupes légeres, venoit de la quitter auſſi & de s'embarquer. — Nous avons appris la glorieuſe campagne du Capitaine *Jones*. Notre port eſt rempli de vaiſſeaux François & de priſes. — L'eſpoir des Torys & des partiſans des Miniſtres eſt pour le coup à l'agonie.

Je ſuis, &c.

Samuel Cooper.

L'armée Angloiſe étoit le 21 Juin à Monnt Holy. Le Général Lee faiſoit une marche forcée, pour la devancer & lui barrer le chemin. — Le Général Washington paſſoit la riviere au bac de Corell, & on comptoit que toute l'arriere-garde ſeroit ce jour-là de l'autre côté. Il ſe défioit d'un ſtratagême.

Un corps ennemi détaché de New-York, a débarqué à Eliſabeth-Town, pour y faire un diverſion. Une diviſion aux ordres du Général Arnold a pris poſſeſſion de Philadelphie.

Il eſt arrivé dans la Baye de Cheſapeak un vaiſſeau François de 50 canons, avec des armes, des marchandiſes, &c. pour deux cents mille livres ſterling.

Un parti détaché d'Amboy a enlevé le 13 Juin dans Long-Iſland, le Major Moncriff, Officier Anglois, & il a remis en liberté pluſieurs Américains qui y étoient priſonniers.

VOICI ce qui a percé en Angleterre de l'iſſue de la négociation des Commiſſaires, & quelques circonſtances curieuſes qui l'ont accompagnée.

» Nous voilà donc au bout de nos *négociations* comme de nos conquêtes ! La méſintelligence s'eſt miſe parmi les Commiſſaires. On avoit prévu que cela arriveroit, parce qu'il étoit impoſſible que M. Eden contînt ſa pétulence. Il étoit l'*inſtrument de confiance* de M. Jenkinſon, qui eſt le premier miniſtre *inviſible* de la Junte ; les deux autres Commiſſaires n'étoient que des zéros. Il connoiſſoit ſon *importance*, & il n'y avoit pas de doute qu'il s'en prévaudroit. Le dénoument a prouvé que les conjectures étoient bien fondées. Lorſque le *Trident* eſt entré dans le Delawarre, le Gouverneur Johnſtone s'attendoit que les mouvemens que l'on ſe propoſoit de faire faire à l'armée, lui ſeroient communiqués. Le projet de l'évacuation de Philadelphie, étoit connu de M. Eden, & avoit été caché au Gouverneur Johnſtone. On ſut que M. Eden portoit à l'armée des ordres ſecrets d'évacuer cette Ville, & que ces ordres étoient datés un mois préciſément avant que les Commiſſaires partiſſent d'Angleterre. Quand M. Eden envoya ſon paquet au Commandant en chef, le Gouverneur Johnſtone ſoupçonna qu'il y avoit quelque *manœuvre ſecrette*. Etant lui-même Ecoſſois, il n'eut pas de peine à démêler les intrigues de ſes compatriotes dans le miniſtère ; & ayant obſervé que l'armée ſe

préparoit à s'en aller, il prit des informations sur les motifs de ce départ, & il en fut les raisons Aussitôt il parla à M. Eden dans les termes les moins ménagés, & il l'accusa de *duplicité*. M. Eden déclara *sur son honneur* qu'il ne savoit rien du contenu du paquet qu'il avoit remis. Comme les ordres étoient datés b en longtems avant que les Commissaires fortifient des Ports d'Angleterre, & que M. Eden est l'ame damnée de M. Jenkinson, & sous-Secrétaire d'État, le Gouverneur Johnstone ne put jamais croire à l'ignorance que M. Eden affectoit; & ne se souciant pas trop de s'en rapporter à ce que M. Eden affirmoit *sur son honneur*, il insista, dans les termes les plus forts, pour que M. Eden signât un écrit, par lequel il protestoit ignorer absolument la teneur de ces ordres. M. Eden fit d'abord quelques difficultés; mais enfin il lui fut impossible de s'en défendre. Les ordres portoient d'évacuer Philadelphie, dans les cinq jours après l'arrivée du *Trident*. Le Gouverneur Johnstone qui avoit dessein de faire de Philadelphie le centre de la négociation, à cause de son voisinage avec le Congrès, & qui avoit envoyé au Congrès un courier, fut extrêmement piqué de *ce dessous de cartes*, parce qu'il rompoit & faisoit avorter tout le plan de négociation qu'il avoit projetté.

Le Gouverneur Johnstone descendit à terre & fut absent deux ou trois jours. Les Américains étant instruits de cette circonstance,

un plaisant fit insérer dans une des gazettes du nouveau Jersey, qu'*un des Commissaires de Sa Majesté étoit perdu, & qu'on offroit une récompense à celui qui le trouveroit.* Le Gouverneur Johnstone retourna au Vaisseau, & ses deux Collegues se sont rendus avec lui à New-York. Mais cela n'a pas empêché que la querelle n'ait continué. Le Gouverneur Johnstone a menacé de repasser en Angleterre. Avec le tems on saura s'il reviendra, ou non. Il envoya d'abord M. Ferguson au Congrès. Ce M. Ferguson étoit Secretaire du Lord Stormont en France, & comme il avoit fallu le faire venir de Paris à Londres, c'est ce qui avoit occasionné quelque délai dans le départ des Commissaires. M. Robert Morris fut ensuite envoyé au Congrès par le Gouverneur Johnstone: mais ni l'un ni l'autre de ces Messieurs n'a réussi. Le Gouverneur Johnstone a vu que cette *évacuation* au moment même de la négociation, loin de relever le crédit des Commissaires, n'étoit propre qu'à le diminuer; & il voit aujourd'hui ce que tout le monde a vu avant lui, c'est-à-dire que les indignes manœuvres de la Junte ont fait manquer cette affaire, de la même maniere que toute autre opération a manqué depuis l'avenement du Roi au trône. Il est certain que tous les Commissaires auroient dû avoir connoissance des ordres qu'ils portoient: il n'y a aucune raison qui puisse justifier le contraire.

Affaire du Marquis de la Fayette.

D'York-Town, le 30 Mai 1778.

Extrait d'une lettre du Général Washington au Congrès.

Du Quartier Général à Valley-Forge le 24 Mai 1778.

Dans la nuit du 19, l'armée ennemie se porta en force contre le détachement aux ordres du Marquis de la Fayette, dont j'ai fait mention dans ma lettre du 18, qui fit une belle retraite à propos & en bon ordre, de l'autre côté du Schuilkill, au gué de Matson. Notre perte s'est montée à neuf hommes en tout..... On suppose celle de l'ennemi un peu plus forte. Sa marche s'est faite circulairement & a été rapide, & j'imagine que plusieurs de ses hommes en auront souffert. Le Général Clinton (*a*) commandoit, dit-on, en personne.

Publié par ordre du Congrès.

Charles THOMSON, Secrétaire.

Extrait d'une lettre d'un Particulier qui étoit au camp lorsque le Marquis de la Fayette y a retourné avec son détachement.

J'ai pris les informations les plus exactes sur l'entreprise du Marquis, & j'ai appris

(*a*) Suivant les Relations angloises, c'étoit le Lord Howe.

d'une perſonne, ſur la véracité de laquelle on peut compter, les détails ſuivans.

L'objet du détachement eſt très-connu de tout le monde. Le 19 de ce mois, ce détachement, compoſé d'environ 2000 ſoldats & d'un corps irrégulier de 45 ſauvages, eſt parti du camp & a fait halte à onze milles de Philadelphie, entre l'Egliſe de Barven-hill & la Schuylkill. La nuit ſuivante, on a poſté une chaîne de gardes & de ſentinelles pour commander les entrées & les ſorties de la Ville. Il y a apparence que pendant ce tems quelque infâme Tory a trahi le deſſein du Marquis; car, malgré la vigilance des ſentinelles, l'ennemi au nombre de 7000 hommes eſt ſorti au milieu de la nuit, & par une marche pénible & circulaire, s'eſt avancé aſſez dans le pays pour parvenir au terrein que le Marquis avoit occupé la nuit précédente, & la premiere nouvelle n'en eſt parvenu au Marquis que le 21, à la pointe du jour. D'après le rapport du nombre d'ennemis, & la direction de ſa marche, le détachement n'a rien eu de mieux à faire que de décamper promptement, ſans pourtant négliger le bon ordre.

La colonne de l'ennemi, en s'approchant du détachement, s'eſt partagée, & a pris différentes routes pour l'environner plus efficacement; dans le même tems une autre colonne eſt partie de Philadelphie, s'avançant vers le front du Marquis. La retraite a été exécutée

dans le meilleur ordre, en préſence des détachemens de cavalerie avancés de l'ennemi. Le Chevalier Henry Clinton, que l'on dit avoir été chargé du commandement du parti ennemi, ou tout autre qui l'étoit, doit avoir été trompé par la régularité & le bon ordre de la retraite, ou avoir craint d'être attiré dans une embuſcade; autrement il n'y a que le manque de courage qui puiſſe l'excuſer d'avoir laiſſé le Marquis ſe tirer d'affaire avec une perte auſſi légère que de trois hommes tués & quatre priſonniers.

L'ennemi a eu deux cavaliers tués & pluſieurs bleſſés. Les Sauvages, après avoir tiré leurs piéces ſur la cavalerie légère, ont pouſſé le cri de guerre & ont pris la fuite, ſuivant leur uſage. La cavalerie légère épouvantée par un bruit auſſi inattendu, s'eſt enfuie auſſi loin qu'ont pû l'emporter les chevaux. Les ſauvages ont ramaſſé pluſieurs manteaux que la cavalerie avoit laiſſé tomber dans la fuite, & en ont fait ſur le champ des couvertures à leur uſage.

Pluſieurs des Habitans de Philadelphie ſe ſont évadés de notre côté, & il ſe rend chaque jour à notre camp un grand nombre de déſerteurs de l'armée ennemie.

De Lancaſtre le 17 Juin.

Les Priſonniers Heſſois dans cette Ville & aux environs, ſeront échangés inceſſamment

contre un nombre égal des nôtres, qui ſont priſonniers chez l'ennemi.

On aſſure que le Général Clinton offre de rendre le Brigadier général Thompſon, en échange du Gouverneur Franklin.

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Le *Peggy*, Capitaine Kindrey.	Charles Town, Caroline Méridionale.	Nantes.	Pris par le sloop le *Martin* & envoyé à Plymouth.
La *Loyauté*, Capitaine Campbell: prise Américaine de Gibraltar pour Antigoa.	.....		Repris & conduit à la Dominique.
Un vaisseau ci-devant monté par le Capitaine Cunningham, & son premier Corsaire.	Chargé de canons & de munitions.	Boston.	Pris par le Corsaire le *Hunter* de Guernsey.
Le *Général Gates* Corsaire de 14 pieces de 6, 2 de 4 & 85 hommes.	.....		Pris par le *Friendship* & conduit à la Jamaïque après un combat de sept heures, dans lequel le Corsaire a eu 25 hommes tués.
Un sloop.	Caroline Méridionale, 105 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à New-York par le *Levant*, lettre de marque, Capitaine Martin.
Un brigantin François.	Chargé de sel & balotteries pour 2,500 livres sterl.	.....	Pris & conduit à New-York par le vaisseau de guerre l'*Ulysse*.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus.*
La *Louise*, Capitaine Prest.	Caroline Méridionale, chargé de riz, d'indigo & tabac.	Nantes.	Pris par une lettre de marque & envoyé à Madere.
Un sloop.	Cap François, chargé de rum, sucre, melasses, toiles de coton peintes, perses, &c. pharmacie.	Virginie.	Pris par la lettre de marque la *Rose*, & conduit le 24 Avril à New-York.
Le *Saint Jago*, gros vaisseau François de 500 tonneaux, monté de canons de 6, & 20 hommes, sous pavillon Espagnol, mais soupçonné avoir une commission du Congrès.	Caroline Meridionale, mille tierces de riz, qu'il avoit chargées le 12 Avril.	Nantes.	Conduit le 26 Avril à New-York par le Corsaire le Général Howe, Capitaine Carcy.
Le senaut le *François*.	La Rochelle, chargé de baloteries, de vin & eau-de-vie.	.....	Pris par l'allege de la frégate l'*Otter*, à 5 lieues de terre, par 36 d. 23 min. de latitude, & conduit à New-York.
Le *Loup*.	Saint Domingue, chargé de sel.		
Un gros brigantin		Boston.	Pris par le *Mersey*, Capitaine Gibbons, & conduit à Philadelphie.
L'*Elisabeth*.	Caroline Méridionale.	Nantes.	Pris par un gros vaisseau des Isles, & conduit à Liverpool.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Le *Sally* & l'*Elisabeth*, Capitaine Goſtan.	Caroline Méridionale, riz, indigo & tabac.	.....	Pris par une lettre de marque. & conduit à Jerſey.
Les *Trois Freres.*	De Charles-Town avec riz, tabac & indigo.	Pour Nantes.	Pris par la barque de douane la *Princeſſe Anne*, Capitaine Kyd, & conduit à Leith.
Un vaiſſeau François.	Des Iſles, avec rum, ſucre, melaſſes, toiles peintes de Hollande, Perſes, &c.	Pour Maryland	Pris par la *Roſe* Capitaine Duncon, & conduit à New-York.
Un vaiſſeau Américain.	320 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à Jerſey par le Corſaire la *Défiance.*
Un petit vaiſſeau François.	Virginie, 95 boucauts de tabac.	.....	Pris & conduit à Guerneſey par le Corſaire la *Charlotte*, Capitaine le Sieur.
Un vaiſſeau Américain.	Riz, indigo, & tabac.	France.	Envoyé à New-York par le *Thomas*, Capitaine Scot.
Un vaiſſeau.	.....	.....	Pris le 18 Juin par *l'Atalantick*, ſloop de guerre, & amené aux Dunes.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
La *Bonne Foi*, Capitaine Despesailles, vaisseau très-riche.	Cap François.	Bayonne.	Pris par un Corsaire de Guernesey.
Un vaisseau François.	Caroline Méridionale, chargé d'indigo, riz, &c.	France.	Pris par le vaisseau de guerre l'*Atalante* & amené aux Dunes.
Un Brigantin de guerre.	.....	.....	Pris par l'escadre de l'Amiral Keppel.
La *Licorne*, frégate du Roi de France, de 32 canons, commandée par M. de Béliſat.	.....	.....	Prise par dito, & conduite à Portſmouth.
Le Lougre le Coureur, du Roi de France, commandé par M. de Roſily.	.....	.....	Pris par dito & conduit à Plymouth.
La Pallas, frégate du Roi de France, de 32 canons, commandée par M. de Ranſane.	.....	.....	Priſe par dito, & amenée à Portſmouth.

Les Amiraux Byron & Parker ont appareillé de Plymouth le 9 Juin par un vent Sud-Oueſt avec treize vaiſſeaux de ligne : route à l'Oueſt.

L'*Acteon*, de 44 canons, a du partir de la Tamiſe le 20 Juin pour convoyer juſqu'au Sund les vaiſſeaux du commerce de la Baltique.

Les Lords de l'Amirauté ont mis en commiſſion la *Hyæne*, vaiſſeau neuf de 20 canons & 160 hommes pour convoyer les toiles de Newry & de Dublin à Cheſter pour la foire.

Vaiſſeaux pris ſur les Anglois.

Noms & déſignations des vaiſſeaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur deſtination.*	*Ce qu'ils ſont devenus &c.*
L'*Edouard*, Capitaine Bilby.	Iſles du Vent.	Philadelphie.	Pris par un Corſaire Américain de 14 canons & conduit à la Martinique.
Le George.	Liſbonne.	Terreneuve.	Pris en Décembre par un Corſaire de 14 canons & conduit à Boſton.
L'Arabella, Capitaine Wilkins.	Méditerranée.	. . . .	Pris au Nord du Cap Finiſtere & conduit à la Corogne. Le Corſaire & la priſe ont été chaſſés par l'*Allarme.*
Le *Thomas & Betſey*, Capitaine Greg.	Jamaïque.	Baye de Honduras.	Pris le 16 Mars par un Corſaire Américain de 14 canons, après 4 heures de combat & conduit à Boſton.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Deux vaisseaux Américains pris par une lettre de marque Angloise.	.....	.....	Repris par un Corsaire Américain de 16 canons le 5 Juin, devant Dublin & conduits à Nantes.
Un vaisseau de transport.	New-York avec l'habillement du quarante-neuvième régiment.	Philadelphie.	Pris par un Corsaire Américain.
Le Robert, Capitaine Hall.	Isles du Vent.	Belfast.	Pris & conduit à Boston.
Le Sarah, lettre de marque, Capitaine Newby.	Dartmouth.	Terreneuve.	Pris par deux Corsaires Américains.
La Patience, Capitaine Moor.	Dublin.	Drontheim.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à Brest.
Le *Lowing-Lass* Capitaine Ward.	Londres.	Pour l'Amérique Septentrionale.	Pris & conduit à Boston.
L'Amiral Keppel, Capitaine Brown. Le *Cyrus*, Capitaine Deake.	.....	Pour la Jamaïque.	Pris par le Corsaire Américain l'*Olivier Cromwell*, de 16 canons de 9, & 4 de 6, & 147 h. & envoyés en Amériq.

Les vaisseaux Anglois de la Baltique sont partis d'Elseneur sous convoi, mais ils ont été dispersés par

le vent ; & il y en a plusieurs qui ne sont point arrivés (23 Juin). Voici les dates fixées par le Bureau de l'Amirauté pour le départ des convois entre *Le Nore* dans la Tamise & *Elseneur* : savoir de le Nore 5 — 20 Juin, 10 — 27 Juillet : 15 Août, 20 Septembre, 8 Octobre, premier Novembre.

D'Elseneur ou du Sund, 20 Juin : 8 — 28 Iuillet ; 20 Août, 15 Septembre, 10 Octobre, premier Novembre, premier Décembre.

Le Capitaine Squires du vaisseau l'*Eliott* a rencontré le 17 Mai, par 38 degrés 29 minutes de latitude, & 15 degrés 32 minutes de longitude, deux Corsaires Américains, l'un de 22 canons, l'autre de 16, tous deux remplis d'hommes.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 14 Août 1778.

VOUS avez droit, Monsieur, d'attendre aujourd'hui de ma part un examen un peu plus approfondi de la relation Angloise du combat naval du 27 Juillet, que ce qu'il m'auroit été possible d'en dire d'après les premieres rumeurs dont tout Londres s'est rempli à la nouvelle de cet événement. Vous avez pénétré le motif dans la vue duquel j'ai différé de vous en parler ; & il vous a paru naturel que j'eûsse attendu la relation du Général François pour voir si elle ne produiroit point un nouveau genre de conviction relativement aux inductions fâcheuses qu'on avoit tirées ici généralement de la mystérieuse lettre de M. Keppel. J'avoue que tel a été mon projet. Je m'étois promis beaucoup d'amusement des effets piquans que devoit produire la comparaison des deux relations & du torrent de lumiere qui jailliroit de leur rapprochement. Mais mon attente a été trompée. La relation de M. le Comte d'Orvilliers traduite & imprimée dans toutes les gazettes Angloises, n'a pas suscité une seule idée

nouvelle. J'oserois presque dire que tout ce qu'il y a de juges dans la nation Angloise, se l'étoit représentée d'avance telle qu'elle a paru, & qu'un critique adroit, qui auroit rassemblé les diverses opinions que la lettre de M. Keppel avoit données, en auroit composé celle de M. le Comte d'Orvilliers presque dans les mêmes termes. Il n'est resté aux Anglois que cette seule réfléxion à faire : *nous avions dit tout cela.* Je vais vous faire entendre le cri de la multitude dans une vingtaine de questions que j'ai recueillies des papiers publics les plus accrédités. Je puis vous certifier, d'après les dates, qu'il n'y a pas un seul raisonnement établi sur la relation qui a paru dans la gazette de France, quoique chacun paroisse en découler naturellement.

Doutes proposés à l'Amiral Keppel.

Premierement, vous avez dû entrer en action avec 30 vaisseaux de ligne ou 29 au moins, au nombre desquels il y en avoit un de cent canons, six de 90 & un de 80. L'armée navale des François devoit consister en 32 (*a*) vaisseaux ; mais comme elle n'en avoit que trois ou quatre seulement du second rang, vous lui étiez supérieur en nombre de canons. Avec un tel avantage, n'est-ce pas avoir été défait que de n'avoir pas rempli vos instructions, si elles portoient, comme

(*a*) On sait que le *Duc de Bourgogne*, de 80 canons, & l'*Alexandre*, de 64, n'ont point eu de

il eſt croyable, de détruire ou diſperſer les forces de l'ennemi, de lui fermer l'entrée de ſes ports ou de l'y bloquer. Quand vous n'auriez point été battu, vous avez été défait: mais par votre propre aveu, vous avez été l'un & l'autre, puiſque vos vaiſſeaux n'ont pas pu vous ſuivre & que vos inſtructions n'ont point été remplies, malgré votre ſupériorité & quoique vous eûſſiez (*a*) repris le vent.

2°. Vos amis débitent qu'il y a eu (*b*) cinq de vos vaiſſeaux qui n'ont point combattu; comment n'avez-vous point parlé d'une défection ſi importante & de ſes cauſes? Au contraire, après avoir dit que dans la chaſſe vos vaiſſeaux n'avoient pu faire autrement que de s'étendre, vous ajoutez: *mais*

---

part à l'action, & que dès le 24, à la ſuite d'un gros tems, ils ſe trouverent ſéparés de l'armée. Suivant le ſupplément de la gazette de France du 24 Août, la ligne Françoiſe n'étoit compoſée que de 27 vaiſſeaux y compris un vaiſſeau de 50. Ainſi la ſupériorité des Anglois étoit conſidérable: puiſqu'outre deux ou trois vaiſſeaux de plus ils avoient encore beaucoup plus d'artillerie & de plus gros calibre.

(*a*) L'Amiral Keppel dit dans ſa relation: » que dans la matinée du 27 le vent permit à l'avant garde de tomber ſur le centre & ſur l'arriere-garde des François.

(*b*) *Le Duc de*..... 90
Le Centaure..... 74
Le Cumberland..... 74.
L'Hector..... 74.
Le Bienfaiſant..... 64.

ils se formerent TOUS *promptement en ordre de bataille.* Nous ne savons qui croire de vos amis ou de vous. — On sera bien-aise de savoir aussi ce qu'étoient devenus vos brûlots.

3°. L'Amiral Byng, avec des vaisseaux très-mal carénés, n'a-t-il point gagné le vent sur M. de la Galissoniere en moins de quatre heures? Comment se fait-il que vous ayez été plus de quatre jours à prendre cet avantage? N'est-il pas naturel d'en conclure que les François ont mieux manœuvré que vous, ou que leurs vaisseaux marchoient mieux?

4°. N'êtes-vous pas coupable du même délit qui a couté la tête à l'Amiral Byng, *pour n'avoir pas fait tout ce que vous pouviez faire*? Si ce n'est point le même cas, pourquoi faites-vous entendre que vous étiez le maître d'empêcher les François de se former de nouveau après qu'ils avoient été si *battus*? Vous êtes condamnable pour cette imprudente conduite, à moins qu'il ne soit vrai que vous aviez été beaucoup plus battu qu'eux; car c'est la premiere regle pour tout Officier Anglois *de combattre les François toutes les fois que cela lui est possible.*

5°. Par une honnêteté si hors de saison, n'avez-vous pas donné le droit aux François de retorquer contre vous cette *circonspection dans les manœuvres, & ce peu d'inclination à combattre* par où vous avez si étrangement défiguré l'habileté avec laquelle ils ont su conserver sur vous l'avantage du vent?

6°. Quand les François ont vu que vous

les laissiez se former, quoiqu'ayant le vent sur eux & qu'ils fûssent sous votre canon, n'ont-ils pas du croire, avec juste raison que toute la gloire de cette journée leur appartenoit, sur tout après que par une manœuvre habile ils vous avoient forcé à combattre à bord opposé, & à renoncer à l'avantage que vous cherchiez de prolonger leur ligne au même bord? Il en est résulté que ce combat n'a été qu'une escarmouche d'Huzards qui, galopant en sens contraire (courant différentes bordées) se lâchent le coup de pistolet en passant. Un vaisseau François, maltraité par un des nôtres à trois ponts, aura eu l'espoir d'en être bientôt quitte, & de se trouver vis-à-vis d'un autre de moindre force & ainsi successivement (*a*). Il est au contraire certain que si les vaisseaux, deux par deux, aux prises l'un avec l'autre, ne se fussent pas quittés, l'issue du combat auroit été toute différente. Pourquoi vous-êtes vous laissé forcer à combattre avec ce désavantage? C'est ce qu'il est impossible de deviner, puisque vous ne rendez aucun compte de vos manœuvres précédentes.

7°. Malgré l'état où vous avez trouvé vos vaisseaux, lorsque vous avez reviré, vous n'avez pourtant point perdu l'espoir de combattre le lendemain les François que vous supposiez dans cette intention: par-là, vous

(*a*) Les relations Françoises disent qu'on n'a compté du côté des Anglois que quatre vaisseaux de 64 canons.

nous donnez à entendre que vos vaiſſeaux n'avoient pas aſſez ſouffert pour qu'à la rigueur ils n'euſſent pas pu vous ſuivre lorſque vous voulûtes donner chaſſe à la flotte Françoiſe. S'ils n'avoient donc que le mal qu'une nuit auroit pu réparer, ou qu'il n'y en eût que quatre ou cinq, ou meme ſix, d'entierement déſemparés, vous avez eu le plus grand tort de ne point profiter d'un intervalle de plus de huit heures de jour, qui a ſervi aux François à ſe former, & de l'avantage du vent qu'ils vous ont laiſſé. Vous ne deviez point héſiter à porter ſur eux, même quoiqu'avec des forces inférieures ; car ſi une fois nous laiſſons s'établir l'opinion que 25, 24, 23, ou même 22 vaiſſeaux Anglois ne ſont pas aſſez forts pour pourſuivre une armée de 32 ou 33 vaiſſeaux François déjà ſi *battus* pendant le jour, qu'ils ſont obligés de s'évader dans l'obſcurité de la nuit, nous ne devons plus nous vanter d'avoir la ſupériorité à la mer : nous ne devons plus eſpérer que trois de nos Capitaines battent ſept Capitaines François ſortant de leurs Ports & à la vue de leurs côtes. Les Capitaines *Foreſt*, *Suckling* & *Langdon* auront eu le plus grand tort dans la derniere guerre de ſe meſurer contre des forces ſi inégales ; & déſormais nous ne marcherons plus aux François que nous n'ayons le même nombre de vaiſſeaux qu'eux, & même plus.

8°. Après cinq jours de marches & de contremarches, à la vue de l'Ennemi, & un combat dans lequel vous l'aviez ſi *bien battu*,

pourquoi parlez-vous ſi vaguement de ſes forces, ſans dire ſi les François vous étoient ſupérieurs ou inférieurs en nombre?

9°. Peut-être à préſent l'armée navale de France fait-elle fièrement ſes évolutions dans les mêmes parages où s'eſt paſſée une action auſſi honteuſe pour nous. Quand elle ſeroit rentrée dans le Port de Breſt, n'aura-t elle pas été en droit d'y rentrer triomphante? Jamais l'Europe ne pourra le voir autrement, par la raiſon que notre Amiral l'a laiſſée ſe former tranquillement, tandis qu'elle étoit ſous le vent, & ſans doute auſſi à la portée de ſon canon; car autrement il n'eût point employé les termes, *ſans faire feu ſur eux.*

10°. Dans une lettre de ſoixante lignes, vous parlez deux fois du ſuccès des François dans le mal qu'ils vouloient faire à vos vaiſſeaux; & ſans y avoir dit un ſeul mot de celui que les leurs ont reçu de vous, la premiere fois que vous parlez d'eux, c'eſt pour dire qu'ils ont été *ſi battus*, qu'ils ont profité de la nuit pour ſe retirer. Cela ne s'appelle-t il pas mettre en fait ce qui eſt en queſtion?

11°. Les coups portés par l'Ennemi à vos vaiſſeaux & les accidens arrivés à leurs mâts, &c. vous ont *obligé* de revirer pour joindre ces vaiſſeaux. Cependant, vous dites que vous avez laiſſé l'Ennemi ſe former, &c. conciliez, ſi vous le pouvez, ces deux idées, pour qu'on ne puiſſe point dire que c'eſt un vrai *hyberniſme*, & que vous avez laiſſé faire ce que vous étiez obligé de ſouffrir.

12°. Après avoir eu l'honnêteté de laiſſer l'Ennemi ſe former ſans faire feu ſur lui, dans l'eſpoir qu'il ſe propoſoit de revenir en régle à la charge le lendemain, quelle précaution avez-vous priſe pour que votre poſition pût être bien clairement apperçue de l'armée Françoiſe pendant la nuit ? Si vous avez manqué à cette attention, l'Ennemi aura eu lieu de s'en étonner : car il eſt conſéquent d'être honnête juſqu'au bout.

13°. Vous aviez ſi bien obſervé les François dans les cinq nuits précédentes : vous étiez ſi acharné à leur pourſuite, avant qu'ils fuſſent *battus*, comment y avez-vous ſi ſubitement renoncé, lorſqu'ayant été *ſi bien battus*, dans le jour ils vous ont paru avoir profité de la nuit pour ſe retirer ? Quand la flotte Françoiſe ne prenoit point chaſſe, vous étiez tout occupé de la *pourſuivre* & de *la ſerrer de près par tous les moyens poſſibles* : quels ſont ceux que vous avez employés pour l'obſerver, quand votre propre honneur & celui de votre nation dépendoient d'un ſecond combat, qui ne devoit pas dépendre d'une infinité de hazards ?

14°. Dans l'état délabré où ſe trouvoient vos vaiſſeaux à l'égard de leurs mâts, de leurs vergues & de leurs voiles, vous ne vous êtes point décidé le 28 au matin à une nouvelle pourſuite, parce que *vous n'avez pas eu le choix de ce qu'il étoit propre & convenable de faire ;* & les François, quoiqu'ils euſſent été *ſi battus*, ont eu le choix ou de remettre

au lendemain à ſe meſurer ſérieuſement avec vous, ou de profiter de la nuit pour ſe retirer, & attendre une meilleure occaſion. N'eſt-ce donc pas celui des deux combattans à qui il reſte la liberté de faire ce qui lui convient le mieux, qui remporte toute la gloire & tout l'avantage d'une action?

15°. L'aſſurance avec laquelle l'Ennemi a *profité* de votre inaction pour ſe former de nouveau & ſe mettre en ligne ſous le vent de votre armée, vers la fin du jour, n'indiquoit point du tout qu'il ſongeât à *profiter* de la nuit pour ſe retirer. En avez vous *profité* vous-même pour mettre vos vaiſſeaux en état de vous ſuivre le matin au combat, mieux qu'ils n'avoient pu faire quand vous virâtes vent-arriere pour donner chaſſe aux François? Il paroît que non, puiſqu'au retour du jour le mauvais état de vos *vaiſſeaux, à l'égard de leurs mâts, de leurs vergues & de leurs voiles ne vous laiſſoit pas le choix de ce qu'il étoit propre & convenable de faire.* Vous n'auriez donc pas été plus en état de mener au combat ces vaiſſeaux, que d'eſſayer d'atteindre les François avant qu'ils euſſent gagné leurs côtes. Or, ſi on compare la réſolution apparente des François, formés en bataille le 27 au ſoir, avec ce que vous pouviez faire à ce même moment, & le lendemain 28 au matin, lequel des deux Commandans aura dit avec le plus de vérité cette phraſe commune à la relation de l'un & de l'autre: ILS PROFITERENT DE L'OBSCURITÉ

DE LA NUIT POUR SE RETIRER ? Toutes les circonſtances ne concourent-elles pas à rendre cette aſſertion plus croyable dans la bouche du Commandant François que dans la vôtre ?

16°. On cherche en vain dans votre Relation, un motif pour applaudir à la ſimplicité de vos ſignaux ; & il faut s'en rapporter à ce que débitent vos amis, qui aſſurent que vous en aviez réduit le nombre à deux, pour éviter la confuſion. — Dans votre relation de l'affaire des frégates, vous étiez plus méthodique ; vous eûtes ſoin de nous dire, *que l'armée étant en ordre de bataille, vous aviez mis le ſignal de chaſſe générale.* Mais dans le combat du 27, il paroît que vous avez tout laiſſé au haſard ; il n'y a eu de ſignal, ni pour former la ligne, ni pour virer, ni pour donner chaſſe, ni pour l'abandonner, ni pour combattre, ni pour ceſſer le combat. Eſt-ce qu'il y avoit plus d'ordre à mettre dans une affaire avec trois frégates que dans un combat qui pouvoit décider du ſort de deux nations ?

17°. Vous parlez de la retraite des François vers leurs côtes, comme d'un malheur qui vous a ſingulierement contrarié. Cependant, ſi le 28 au matin, vous aviez autant de poſſibilité d'agir, que la veille au ſoir vous montriez de réſolution, quand vous laiſſiez, par une ſorte de généreux défi, les François former leur ligne, pour s'eſſayer ſérieuſement le lendemain avec vous, comment la fuite d'un ennemi *ſi battu*, a-t-elle

pu vous paroître une circonſtance ſi déſavantageuſe ? Le grand *Ruſſel*, après deux jours de combat avec le Maréchal de Tourville, ne permit point à l'armée françoiſe battue de ſe former de nouveau. Il la pourſuivit, & la força à s'échouer à la Hogue, où il lui brûla ſeize vaiſſeaux de ligne, ſous le feu de ſes forts & d'une armée de trente mille hommes. Il fut ravi de voir, *que le tems & le vent fuſſent tels, que les François puſſent gagner leurs côtes*, & il en profita lui-même, comme de l'occurrence la plus heureuſe qui pût s'offrir.

Le Lord Hawke, qui ne ſeroit qu'un apprentif dans votre nouveau ſyſtême de guerre navale, ſuivit l'ancienne mode en 1759, & il détruiſit ſept ou huit vaiſſeaux de ligne françois, ſur les côtes mêmes de France.

18°. Eſt-ce que vous n'avez tenu aucun conſeil de guerre, ni la nuit, ni le jour, avec les autres Commandans, au moins pour vous aſſurer *que vous n'aviez pas le choix de ce qu'il étoit propre & convenable de faire?* N'y a-t-il eu aucun moment dans lequel vous ayez cru néceſſaire de communiquer avec quelqu'un d'eux ?

19°. Pourquoi nous laiſſez-vous douter, ſi votre propre vaiſſeau a combattu, ou ſi quelqu'autre a eu plus ou moins à ſouffrir que le reſte, du feu de l'ennemi ? Croyez-vous que tous vos Capitaines ſoient également ſatisfaits des éloges que vous donnez indiſtinctement à tous, comme ſi aucun n'a-

voit eu le bonheur de ſe ſignaler dans un combat ſanglant, entre deux puiſſantes armées, l'orgueil de leurs nations reſpectives.

20°. Vous convenez au moins implicitement, qu'au commencement de l'action l'ennemi avoit le vent ſur vous: il faut bien que cela ait été ainſi, puiſqu'en revirant, pour joindre vos vaiſſeaux déſemparés, vous lui avez permis de former de nouveau ſon armée, & de ſe mettre en ligne ſous le vent. Cependant, vous avez dit que n'ayant pas pu approcher des François juſqu'au 27, vous ſaisîtes l'occaſion qui s'en préſenta dans la matinée du 27 (a), *le vent permettant à l'avant-garde de notre flotte, de tomber ſur le centre & ſur l'arriere-garde des François.* Vous avez donc perdu le vent, après l'avoir repris; ce qui ne peut venir que d'un défaut de forces ou d'habileté. Si vous n'aviez pas le vent, il eſt impoſſible à tous les marins du monde de vous entendre. Prenez la choſe comme vous voudrez, on vous demandera toûjours comment il a été poſſible à un en-

(a) La relation Françoiſe parle ainſi de ce mouvement: » à neuf heures le Comte d'Orvilliers obſervant que l'Amiral Anglois élevoit ſon arriere-garde au vent «. Et dans le ſuppiément du 14 Août. — » L'Amiral Anglois fit forcer de voiles à tous ces vaiſſeaux pour s'élever dans le vent, & pouvoir en revirant de bord ſe trouver au vent de l'arriere-garde Françoiſe; mais, par une manœuvre inattendue du Comte d'Orvilliers, l'Amiral Anglois fut forcé de prolonger l'armée du Roi ſous le vent «.

nemi

nemi *battu* de tourner votre ligne, ou comment, après l'avoir tournée, il a pu échapper à ſon vainqueur? Ce qui me paroît le plus vraiſemblable, c'eſt que les François auront profité du vent pour eſſayer de traverſer votre armée, & déſemparer tellement vos vaiſſeaux, qu'ils ne puſſent pas porter ſur leur eſcadre, lorſqu'elle paſſeroit ſous le vent, ni même renouveller le combat, avec aucune apparence de ſuccès.

Juſqu'à ce qu'il plaiſe à M. Keppel, de nous donner la clef de ſon chiffre, ſa Relation oſtenſible ſera inintelligible pour nous & pour toute la terre. Dans l'obſcurité où il nous laiſſe, nous ne voyons clairement qu'une choſe, c'eſt que depuis que la navigation eſt une ſcience, jamais Relation de combat naval n'a été ſi mal rédigée. Il ne nous a appris, ni à quel éloignement il étoit des côtes françoiſes ou angloiſes les plus voiſines, ni ſous quelle air de vent ou ſous quelles voiles gouvernoit l'ennemi, ni s'il avoit l'armure à bas bord ou à ſtribord, ni quel étoit l'ordre de ſa ligne ou de celle de l'ennemi, ni où l'ennemi avoit le cap, ni s'il vira pendant le combat, & à quel bord, ni aucune de ſes manœuvres avant que la ligne fût formée, &c. &c. Il étoit rentré après l'affaire des frégates du 17 Juin, ſous le prétexte qu'il n'entendoit point ſes inſtructions. Aujourd'hui il nous donne une relation, d'un événement infiniment plus im-

portant, qui eſt tout auſſi obſcure & défectueuſe. Il n'eſt point l'ami de nos Miniſtres; on peut dire cependant qu'il écrit pour eux.

Principales réparations à faire aux vaiſſeaux de M. KEPPEL.

Victory, de 100 canons. — Renouveller preſque toute ſa voilure & agrès. — Un mât d'artimon neuf. — Il a reçu pluſieurs boulets dans le côté, dont trois à fleur-d'eau. 11 tués, 24 bleſſés.

Queen, 90. — Renouveller ſes mâts de grand & de petit perroquet. — 1 tué, 2 bleſſés.

Formidable, 90. — Jumeller & rouſter ſon mât d'artimon. — Un grand perroquet neuf. Une vergue neuve de grand hunier. — 16 tués, 49 bleſſés.

Duke, 90. — On dit qu'il n'a point obéi aux ſignaux.

Sandwich, 90. — Un mât neuf de petit perroquet & grande vergue. — 2 tués, 20 bleſſés.

Prince George, 90. — Un mât de mizaine neuf & voilures neuves. — Le corps a reçu pluſieurs boulets. — 5 tués 15 bleſſés.

Océan, 90. — Mât de mizaine neuf, ainſi que de grand & de petit perroquet. — Renouveller la voile d'étai du mât de mizaine. 2 tués, 18 bleſſés.

Foudroyant, 80. — Grand perroquet neuf, artimon renouvellé. — 5 tués, 18 bleſſés.

Terrible, 74. — Pluſieurs boulets dans le côté. 9 tués, 21 bleſſés.

Monarque, 74. — Mât de mizaine à jumeller & rouſter. — 2 tués, 9 bleſſés.

Shrewſbury, 74. — Grand mât à jumeller: pluſieurs boulets dans le corps. — 3 tués, 6 bleſſés.

Cumberland, 74. — Mât de béaupré neuf: pluſieurs boulets dans le côté.

Berwick, 74 — Mât de mizaine à jumeller: grand perroquet neuf. — 10 tués, 11 bleſſés.

Courageux, 74. — Grand mât & mât d'artimon à jumeller. Il a reçu cinq boulets à fleur-d'eau. — 6 tués, 13 bleſſés.

Thunderer, 74. — Mât de mizaine à jumeller. Renouveller ſes mâts de grand & de petit perroquet & ſa grande vergue. — 9 tués, 21 bleſſés.

Vengeance, 74. — Le grand mât & le mât d'artimon à jumeller: pluſieurs boulets dans le corps. — 4 tués, 18 bleſſés.

Elizabeth, 74. — Renouveller ſon mât de perroquet & ſon mât d'artimon. — 7 bleſſés.

Défiance, 74. — 8 tués, 17 bleſſés.

Robuſte, 74, Mât de beaupré à jumeller, ainſi que le mât de mizaine: mâts neufs de grand & de petit perroquet. : vergue neuve de mizaine: pluſieurs boulets dans le flanc & à fleur-d'eau. — 5 tués, 17 bleſſés.

América, 74. — Jumeller le grand mât & renouveller celui de grand perroquet.

Centaure, 74.

Egmont, 74. — Une partie de la gallerie emportée.

Vaillant, 74. — 6 tués, 26 bleſſés.

Ramillies, 74. — Mât de mizaine neuf.

Hector, 74. — Grand mât à jumeller & rouſter, 12 tués, 16 bleſſés.

Exeter, 64. — Mât de beaupré neuf: mât de mizaine à jumeller: pluſieurs boulets dans le flanc. — 4 tués, 6 bleſſés.

Sterling Caſtle, 64. — Renouvelier ſon mât de beaupré & de grand perroquet. — 2 tués, 11 bleſſés.

Bienfaiſant, 64.

Vigilant, 64. — 2 tués, 2 bleſſés.

Worceſter, 64. — 3 tués, 5 bleſſés.

Il eſt eſſentiel d'obſerver que le nombre des tués & bleſſés ſur chaque vaiſſeau eſt autentique, ayant été envoyé par l'Amiral Keppel. — Les réparations à faire ſont copiées ſur des états qui circulent dans les papiers publics, & ces états n'ont été conteſtés par perſonne. Il réſulte de-là qu'il y a eu deux vaiſſeaux omis ſur la liſte des tués & bleſſés de Keppel, qui paſſeroient mal-à-propos pour n'avoir point été en ligne: ce ſont le *Duke* de quatre-vingt-dix canons & le *Cumberland* de ſoixante-quatorze, puiſqu'il eſt dit du *Duke*, qu'il n'a point obéi aux ſignaux, & qu'on voit que le *Cumberland* a beſoin d'un mât de beaupré neuf, & a reçu pluſieurs boulets dans le flanc.

Reſte donc ſur les cinq, qui n'ont point

paru sur la liste de l'Amiral Keppel, le *Centaure* & l'*Hector* de soixante-quatorze canons, & le *Bienfaisant* de soixante-quatre qui, n'ayant eu ni tués ni blessés, ni coups qui les ayent endommagés, pourroient passer en effet pour ne s'être point présentés en ligne. Mais M. Keppel ayant dit qu'ils se formerent *tous* en ordre de bataille : il faut en conclure que même ces trois vaisseaux ont combattu comme les autres ; & si M. le Comte d'Orvilliers n'a compté que vingt-neuf vaisseaux Anglois qui se présenterent en ligne, ainsi que le porte le supplément de sa relation du 14 Août, il est visible que c'étoit le *Duke* de quatre-vingt-dix canons qui manquoit, n'ayant point obéi aux signaux de ralliement. C'est ce qui se justifie encore par le même supplément, où l'on ne compte aux Anglois que cinq vaisseaux à trois ponts, tandis qu'il devoit y en avoir sept au-dessus de quatre-vingt canons, savoir le *Victory* de cent. — Le *Queen*, le *Formidable*, l'*Océan*, le *Sandwich*, le *Prince George* & le *Duke*, tous de quatre-vingt-dix. — Enfin une derniere conséquence à tirer de ces rapprochemens, c'est que l'armée navale de Keppel étoit de trente vaisseaux de ligne, & que c'est la défection du vaisseau le *Duke*, qui a fait dire à un critique Anglois » vous aviez vingt-neuf » ou trente vaisseaux de lignes «. Le rapport de ces diverses circonstances démontre clairement que les Anglois avoient une supériorité

considérable, tant par le nombre des vaisseaux, que par le calibre & le nombre des canons.

On ne sait pas encore quand l'escadre pourra être en état de sortir. Il ne s'est point trouvé dans le chantier de Plymouth la quantité de mâts nécessaire. L'Amérique en avoit toujours fourni d'une dimension suffisante pour les vaisseaux du premier rang. Ils manquent totalement aujourd'hui. Ceux de Riga n'ont pas plus de vingt quatre pouces de diametre, tandis qu'il en faut de trente-trois pouces & demi. On en a reçu quelques-uns de Quebec, mais pas en assez grand nombre pour le besoin. — Et on pouvoit se passer de l'Amérique !

Apperçu politique du 31 *Juillet au* 8 *Août.*

Le grand événement si long-tems attendu, est donc arrivé. Les deux fameuses armées navales se sont rencontrées. Elles se sont observées, épiées, reconnues pendant quatre jours consécutifs ; toutes les deux cherchant évidemment à se procurer l'avantage du vent & du tems. Enfin le cinquième jour le combat s'engage. Quant à l'événement, c'est au lecteur raisonnable à s'en former, s'il est possible, une idée, d'après la relation de la Gazette de la Cour, & les observations auxquelles elle a donné lieu dans nos Papiers publics. Tout ce que nous pouvons en dire, c'est que ce combat, ou du

moins le détail que nous en avons vu, eſt très-irrégulier, & que les meilleurs Juges, & les obſervateurs qui ſe piquent le plus d'impartialité, conviennent qu'il leur eſt impoſſible d'aſſeoir aucun jugement ſur cette matière.

Rien ne quadre mieux au plan des Miniſtres, de faire un myſtère de tout. Ces Meſſieurs ſont ſi peu tranquilles ſur leur ſort, qu'ils ne peuvent & n'oſent forcer qui que ce ſoit, de rendre un compte précis & exact de ſa conduite, dans aucun département. Un examen en entraîneroit un autre, & une information ſur l'exécution d'un plan, ameneroit une information ſur le plan lui-même, & ſur les ordres donnés pour ſon exécution. Cette marche occaſionneroit une longue kirielle d'*& cætera*, qui pourroit expoſer ce qu'il plaît aux Miniſtres d'appeller l'*Etat*, & que les gens ſenſés appellent la *cabale* de la Cour; mais plutôt cette junte ou cabale ſera détruite, mieux en iront les affaires. — C'eſt ainſi que les droits & les intérêts du peuple, les plus eſſentiels & les plus précieux, ſont tous les jours, & à tous les momens, ſacrifiés à l'intérêt particulier & à des liaiſons criminelles.

De toutes parts, expéditions manquées, armées & flottes miſes en déroute, chaſſées & inſultées par des rebelles & d'autres adverſaires auſſi mépriſables! Des armées entieres ſacrifiées à des projets inconnus, qu'on

n'a point expliqués, & qu'il eſt impoſſible d'expliquer, & les malheureuſes victimes d'extravagances dignes de Don Quichotte, retenues pendant des mois, pendant des années entières, dans une captivité ignominieuſe, ſans eſpoir d'en ſortir. — Une foule de Provinces, que dis-je! des Empires entiers ſéparés de l'Empire de la Grande-Bretagne, qui avoit été juſqu'à préſent le premier Empire du Monde; &, pour comble d'infamie, ſon ancienne ſouveraineté des mers miſe en queſtion, diſputée, & preſque abandonnée par le plus foible, le plus lâche & le plus mépriſable tripot, qui ait jamais pris le titre d'Adminiſtration. — Cependant, choſe merveilleuſe! point de coupables, point d'information, point de pourſuite! Perſonne n'eſt appellé pour rendre compte des calamités & fléaux de toute eſpece, réunis ſur la nation la plus illuſtre qui ait jamais orné la face du globe.

Quis talia fando temperet a lachrimis.

Dans tout ce que vous venez de voir, Monſieur, vous avez pu reconnoître la faction de Shelburne réunie à celle des Miniſtres, contre le parti de Rockingham, qui ſoutient l'Amiral Keppel, & qui cherche à perſuader au public, que c'eſt à cet Amiral ſeul, qu'on a l'obligation du ſalut des flottes marchandes qui ſont rentrées des deux Indes: que ſa lettre a été mutilée, & qu'on ne ſaura

jamais la vraie nature de ſes ordres. Inſtruit des affections de ces divers partis, vous apprecierez d'autant mieux le mérite des deux pièces qui vont ſuivre, où ils diſcutent un intérêt bien plus important que celui de la réputation d'un particulier, puiſqu'il s'y agit de la grande queſtion de la paix ou de la guerre avec la France.

*Écrit attribué au Lord Shelburne, ſous le nom d'*ARATUS.

Sous prétexte de décrier les Miniſtres, ceux qui préferent l'Amérique à l'Angleterre *ſervent* en effet *les Miniſtres*, en exaltant ſans ceſſe les forces de la France & de l'Eſpagne & en s'efforçant de prouver notre impuiſſance de faire la guerre. — Il eſt bien conſtant que notre Marine a été indignement négligée, & que la tête de certaines perſonnes doit en répondre. — Mais malgré la négligence des Miniſtres, nos flottes deviennent de jour en jour plus formidables & elles vont bientôt recouvrer en Europe la conſidération qu'elles avoient perdues, *pourvu qu'on ne les faſſe pas rentrer dans nos Ports pour y pourrir de nouveau. Le temps eſt arrivé où je ne puis plus reſter Américain.* Le Congrès non-content de nous demander l'indépendance, *oſe exiger que la France ſoit compriſe dans le Traité.* Il n'y a point de conſidération qui puiſſe nous faire héſiter un moment, quelque

périlleuſe que puiſſe être cette réſolution, à préférer la guerre à une paix qu'il faudroit acheter par des conditions auſſi *dures*, auſſi *humiliantes*, auſſi *deſtructives*.

En effet, ſi cette guerre eſt heureuſe, *nous déſuniſſons pour jamais la France de l'Amérique.* — Alors la conceſſion de l'indépendance ſera regardée comme une grace. — Alors on ne rejettera plus avec dédain notre amitié, & les Américains ſe croiront trop heureux de conclure une alliance qui concourra à l'intérêt reſpectif des deux Nations, *en leur donnant déſormais & pour toujours les mêmes amis & les mêmes ennemis.*

Mais en cédant honteuſement à la France, nous perdons tous ces avantages. L'Amérique *alors nous mépriſera*, autant qu'elle *nous hait* aujourd'hui. Tâchons au moins de ne pas perdre ſon eſtime avec ſon affection, mais plutôt de *conſerver* celle-ci & de *recouvrer* l'autre. Une guerre glorieuſe nous aſſure ces deux avantages. *Il n'y a que la guerre qui puiſſe nous ſauver.* Gardons-nous d'accepter une paix par laquelle il nous faudra renoncer *à tout ce que la guerre la plus malheureuſe pourroit nous faire perdre.*

Nous trouverons aſſez d'argent *lorſque nous aurons des Miniſtres en état de conduire les affaires ; & la guerre nous procurera de pareils Miniſtres.* Dans les temps de criſe & de danger, *l'ignorance & la ſottiſe ſont forcées de céder la place aux talens & à la capacité.* S'il ſe fait ac-

tuellement une paix plâtrée, le pouvoir de la *Junte ſera plus affermi que jamais.* Notre Marine va pourrir de *nouveau.* Nos *meilleurs* vaiſſeaux ſeront condamnés, & l'argent qui proviendra de leur vente entrera dans la poche des Officiers de l'Amirauté. Les tréſors du Public ſeront diſſipés *de nouveau*, avec la plus horrible profuſion. — *Et lorſque la France jugera à propos de nous inſulter, nous nous trouverons avec auſſi peu, ſinon même avec moins de reſſources que nous n'en avons actuellement.* — *Il faudra de nouveau dépenſer des millions pour ſe procurer des hommes.* — *Et lorſque ces troupes ſeront levées, on fera comme aujourd'hui quelques nouveaux ſacrifices, en les colorant de prétextes de pauvreté & de manque de moyens.*

Signé, ARATUS.

Réponſe ſuppoſée venir du parti Rockingham, à l'Imprimeur du London Evening poſt.

Vous qui êtes l'ancien & le zelé partiſan de l'Amérique, comment avez vous pu imprimer *Aratus* dans votre gazette du 25 Juillet dernier, tandis qu'il ne cherchoit qu'à publier avec emphaſe *que le tems eſt venu où il va ceſſer d'être Américain?*

La junte & ſes infames inſtrumens à force de faire verſer du ſang en Amérique par ſes Dragons & ſes Sauvages, ont rendu nos Colonies indépendantes. Ils ont pouſſé des

ſujets libres à ſe jetter dans les bras de la France. Cette nation auſſi politique que généreuſe, a épouſé leur cauſe. Il ne reſte plus à notre gouvernement d'autre moyen de les recouvrer ou de ſuivre ſon projet, qu'en carreſſant les Whigs pour les faire entrer dans la querelle des Torys. La France a empêché des tyrans ſanguinaires d'extirper leurs freres Américains; & à cauſe de cela il faut que les Whigs, dupés par la fourberie Ecoſſoiſe, s'uniſſent contre la France au moment même qu'elle agit & comme amie & comme alliée.

La junte a tout le ſujet poſſible de *jouer* juſqu'à la derniere piece de notre marine, & avec elle le deſtin de tout le Royaume. La cauſe de la junte eſt *déſeſpérée*; ainſi comme elle n'a gouverné que pour elle ſeule, c'eſt d'après ce même principe qu'elle combattra. Si les Whigs ont la foibleſſe de prendre la junte ſous leur protection, ils ſe feront baffouer de tout l'univers, pour avoir favoriſé une tyrannie qui n'a d'autre objet que de les réduire en poudre.

Aratus, dans une lettre du 31 Août 1776 s'exprimoit ainſi: » Le Miniſtere a engagé la Nation Britannique dans une guerre où il n'eſt pas poſſible de lui ſouhaiter du ſuccès *ſans ſouhaiter que les anciens ennemis de notre liberté (les Torys) s'arment de tous les moyens poſſibles de nous aſſujettir* «. Il me ſemble qu'on ne peut rien dire de plus fort contre l'*union*

étrange des Whigs & des Torys dans la querelle actuelle. *Aratus* change aujourd'hui d'opinion. Il veut qu'à ces mêmes Miniſtres Torys ſe joigne le reſte de la nation en s'expoſant aux hazards d'une guerre, plutôt que de reconnoître l'indépendance de l'Amérique *à condition que la France ſoit compriſe dans le Traité.* Cet Ecrivain, qui ne pouvoit pas même ſouhaiter de ſuccès aux armes des Miniſtres Torys contre l'Amérique, voudroit aujourd'hui qu'on les aſſiſtât contre la France & l'Amérique pour l'exécution des mêmes meſures deſpotiques. Quelle peut-être la raiſon d'une inconſéquence auſſi révoltante? C'eſt qu'*Aratus* ne veut point qu'une autre nation partage avec nous le commerce d'Amérique. Quoiqu'il ait pleinement démontré l'impoſſibilité où nous ſommes de *conquérir* l'Amérique, il ne ſent point l'abſurdité d'inſiſter ſur les *droits* de conquête en prétendant dicter les termes du Traité. C'eſt la France qui a ſauvé de l'uſurpation & de l'oppreſſion des Torys les Whigs Américains nos freres & la liberté de l'Amérique; & il faudra que les Etats libres de l'Amérique ne puiſſent pas regarder cette Puiſſance comme leur *amie* & *alliée*, ni faire aucun traité d'amitié & de commerce avec elle ſans la permiſſion de l'Angleterre, qui a fait tout ce qui étoit en elle pour perdre cette amitié & ce commerce, ainſi que pour conquérir & aſſervir les Américains.

C'eſt une choſe honteuſe & fatale pour notre nation, dit *Aratus*, que le gouvernement Tory ne puiſſe pas faire la loi aux Etats indépendans, (que cependant il n'a pas pu conquérir) & aucune conſidération ne nous doit faire héſiter un moment à nous décider pour la guerre «. Si on lui demande ſous quel prétexte, ſous quelle apparence de juſtice? Il répondra que c'eſt pour punir & la France & l'Amérique : la France de ce qu'elle a ſuivi les conſeils de la politique en cédant aux mouvemens de ſa généroſité : l'Amérique parce qu'elle s'eſt montrée reconnoiſſante & juſte. D'après ces principes, ſi jamais la junte, dans la continuation de ſes projets, réduiſoit les Whigs du Royaume à la même extrémité où ſe ſont vus les Américains, & que la France vint à leur ſecours, ces mêmes Whigs, en qualité d'Anglois vraiment patriotiques, devront préférer la ſervitude impoſée par les Torys à la liberté que leur procureroit la France, & plutôt que d'être réduits à l'humiliation de porter des ſabots, il faudra qu'ils ſe ſoumettent à marcher pieds nuds ſur le pavé Ecoſſois (*a*).

On diroit que tous les raiſonnemens d'*Aratus* portent ſur cette baſe. Nous ne pouvons pas conquérir l'Amérique, il faut donc que nous lui faſſions la loi. Nous avons per-

(*a*) Il faut ſavoir que les beaux quartiers de Londres ſont pavés en pierres d'Ecoſſe.

du, par le droit des gens & des armes, toute eſpèce de titre à ſon commerce, *en conſéquence*, nous ne devons point ſouffrir qu'elle le partage avec qui que ce ſoit. Il nous a été impoſſible, même en déployant toutes nos forces, de réduire nos Colonies dans un tems où elles n'avoient pour défenſeurs que des Milices mal aguéries & ſans diſcipline, dans un tems où elles étoient elles-mêmes en proie à la déſunion & à tous les beſoins : c'eſt cependant une raiſon, aujourd'hui que *nous* ſommes épuiſés, tandis qu'au contraire les forces des *Américains* ſont parvenues à leur plus haut point de vigueur, & qu'ils ſavent les moyens de les mettre en œuvre, c'eſt une raiſon, dis-je, de combattre l'Amérique & la France réunies. Il ſemble au moins que tel étoit le ſentiment, ou plutôt le radotage, du Lord Chatham, depuis qu'il avoit perdu la tête. Or, les Torys & les Ecoſſois, qui abhorroient juſqu'à ſon nom, dans le tems où ſes facultés étoient dans toute leur force, ont recueilli ſes dernieres paroles avec la même vénération que ſi elles euſſent été les oracles de quelqu'un des Patriarches inſpirés des familles Ecoſſoiſes. Quoique la judiciaire de ce grand homme ſe fût affoiblie, il montroit toujours une confiance proportionnée à l'élévation de ſon courage. Accoutumé à conduire ſon pays aux conquêtes & à la gloire, la baſſeſſe du Gouvernement envers les Puiſſances Etran-

gères, & sa tyrannie envers ses sujets, étoient deux choses qui lui répugnoient également. Il est pourtant clair que n'ayant jamais voulu partager l'administration avec aucun Tory, ou agir de concert avec les ennemis de la liberté, ce n'étoit pas lui qui pouvoit confondre les intérêts ou les principes des deux Partis dans un système commun. Son véritable objet étoit de commencer par *rétablir* la *Constitution*, en renvoyant & en punissant les hommes qui l'avoient renversée; ce qui lui paroissoit le seul moyen de ramener les Colonies à l'obéissance ou à l'amitié.

Mais *Aratus* voudroit se servir des Whigs pour *protéger* & *établir* l'empire de la Junte; & sous prétexte d'humilier la France, il finiroit par mettre les Whigs entierement à la merci de leurs plus cruels ennemis. Il voudroit renforcer encore du poids de la popularité la balance du despotisme, comme si elle n'étoit pas déjà assez pesante d'elle-même: tandis que ce devroit être un principe invariable de ne se joindre jamais à ce parti, tant qu'il conservera une autorité usurpée, & encore moins décourager en aucun cas son usurpation.

Il est impossible que des principes diamétralement opposés puissent jamais s'appliquer à un intérêt commun. Si les Torys, en adulant la Couronne, veulent donner des fers à un peuple libre, qu'ils le fassent *à leurs pro-*

pres

pres risques & périls, des ennemis étrangers & domestiques. *Si la famille, pour laquelle s'est faite la révolution*, cessant d'être d'origine divine, mais devenue l'ouvrage des hommes, veut employer des Ministres Torys contre les principes de cette révolution & les droits du peuple, qu'on la laisse se tirer d'affaire avec de tels amis. D'après des principes & des maximes de Gouvernement de cette espèce, les Whigs ne leur doivent ni *service*, ni *allégeance*. Qu'on les laisse recouvrer l'Amérique & combattre la France comme ils pourront. C'est une querelle qui n'intéresse point les Whigs, à moins que ce ne soit pour se déclarer ouvertement contre les destructeurs de la liberté & de l'empire. *Le premier intérêt, le premier devoir des Whigs* est de se défaire de ces administrateurs *par tous les moyens* qui pourront s'offrir. Tout Whig qui remuera volontairement un doigt pour leur service, ou pour celui de leur cause, est ou un imbécile dupe de leurs artifices, ou un traître qui aspire à partager leur pouvoir. Il seroit plus digne de lui *de rire de leurs calamités, de se moquer d'eux quand la peur les saisira*, de les enfoncer plus avant dans le bourbier où les a jettés leur stupidité, & enfin de les ensevelir sous les ruines de leurs projets despotiques.

Un Whig conséquent.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 17 Août.

Nos Américains en cette ville n'ont de nouvelles de la riviere Delaware que du 28 Juin. Le Général Clinton étoit encore dans les Jerſeys avec ſon armée, fort embarraſſé des moyens de la faire avancer juſqu'à New-York. Les Milices Américaines étoient employées de toutes parts à couper les chemins, à détruire les ponts, & à mettre à ſa marche tous les plus grands obſtacles. Le Chevalier Clinton avoit ſon quartier à *Mount-Holly*, & le Général Washington étoit à *Prince-Town*. Les Anglois redoutoient l'arrivée de l'eſcadre Françoiſe aux ordres du Comte d'Eſtaing, que l'on diſoit être très-proche. On aſſuroit qu'il avoit été vû le 26 Juin à une journée de route de la Delaware.

Les vaiſſeaux de ligne le *Vaillant* & le *Bienfaiſant* ſont rentrés le 14 Août à Plymouth avec trois priſes Françoiſes très-riches : la *Flore* & la *Jeune*, de la Guadeloupe, & le *Fort Samſon*, de la Martinique, tous trois pour le Havre.

Les deux frégates Françoiſes la *Licorne* & la *Pallas*, actuellement à Portſmouth, vont être équipées pour la mer.

Les dernieres nouvelles que le gouvernement a reçues du mont Edgecembe, près de Plymouth, ſur la ſanté de l'Amiral Keppel, étoient fort inquiétantes. Il étoit très-mal au départ du Courier. Son armée navale étoit

prête le 15 à remettre en mer. Elle attendoit ſes derniers ordres. Comme il eſt douteux que l'Amiral Keppel ſoit en état d'en reprendre le commandement, on croit qu'il ſera donné à l'Amiral Harland.

FIN.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 28 Août 1778.

DEPUIS si long-tems, Monsieur, vous attendez des nouvelles de l'escadre de M. le Comte d'Estaing, que vous me sauriez très-mauvais gré de ne pas faire la plus grande diligence pour vous communiquer celles qu'on vient d'en recevoir en Angleterre, & qui peut-être ne sont pas encore parvenues en France par les paquebots Américains. Je les accompagnerai d'une relation Américaine de l'affaire du 28 Juin entre les armées de Washington & de Clinton & de divers autres articles très-curieux que des Américains m'ont procurés. Je m'attache particulierement aux objets que négligent communément les Gazetiers qui cherchent plus à éblouir par la vivacité avec laquelle ils servent le public, qu'à l'instruire par le choix des détails.

Premiers bruits de l'affaire du 22 Juin, & de l'arrivée du Comte d'Eſtaing devant New-York.

Samedi au ſoir (22) il eſt arrivé un exprès de New-York avec des dépêches du Général Clinton & du Lord Howe, dont voici à peuprès la ſubſtance. L'armée Britannique a gagné New-York par les Jerſeys après avoir été conſidérablement traverſée & harcelée dans ſa marche. Le 28 Juin les Américains ſont tombés ſur ſon arriere-garde & l'ont forcée d'en venir à une action dans laquelle les Gardes en particulier ont beaucoup ſouffert. L'armée Angloiſe a perdu le Colonel Monckton, Lieutenant-Colonel du quarante-cinquieme régiment, Commandant de bataillon, qui avoit reçu un coup à travers du corps à l'affaire de Long Iſland. M. Trelawny, Colonel du deuxieme régiment des Gardes à pied a été bleſſé au corps, mais on eſpéroit que ſa bleſſure ne ſeroit pas mortelle. Le Capitaine Valentine Gardiner, ci-devant Aide de camp du Général Howe, a été bleſſé au pied. Depuis pluſieurs jours l'armée avoit beaucoup ſouffert dans ſa marche, & de la fatigue des travaux, & des exceſſives chaleurs, & du manque abſolu de toutes les proviſions.

Le bruit couroit que depuis cette affaire le Général Lée avoit été jugé par un Conſeil de guerre Américain, pour n'avoir pas fait tout ce qu'il pouvoit faire en harcelant

l'ennemi, mais que la déciſion du Conſeil de guerre avoit été totalement en faveur de ce Général; on diſoit auſſi que la flotte du Comte d'Eſtaing, conſiſtante en un vaiſſeau de 90 canons, un de 84, cinq de 74, & cinq de 64: en tout douze vaiſſeaux de ligne & trois frégates, étoit devant Sandy-hoock. & que le Lord Howe s'y trouvoit bloqué avec toute ſa flotte de vaiſſeaux de guerre & de tranſport, à bord deſquels on compte plus de 20 mille matelots Anglois, mais que le Comte d'Eſtaing n'attaqueroit ſûrement pas le Lord Howe, n'étant pas poſſible qu'il paſſât par le goulet plus d'un vaiſſeau à la fois.

Ces nouvelles ajoutent que l'eſcadre Américaine ſuivante étoit prête a appareiller de Boſton pour aller joindre le Comte d'Eſtaing au premier avis de ſon arrivée ſur la côte d'Amérique.

Frégates.

Warren.....	}	
Ralleigh.....	}	32.
Dean,.....	}	
Silas,.....	}	
Mars.....	}	24.
Brune.....	}	
Cumberland.	}	
Hazard.....	}	20.
Hancock....	}	

La prise l'Amiral Keppel. 16.
Indépendance..... 14.
Revenge..... 12.

Le tout complettement équipé.

De plus deux vaisseaux de 74 canons qui n'étoient pas encore entierement équipés.

Le Général Washington, avec une armée très-considérable & qui devenoit plus forte de jour en jour, étoit à Kingsbridge d'où il bloquoit New-York. Mais on croyoit l'armée Angloise à l'abri d'une surprise, parce que ses lignes étoient très-fortes.

Le 29 au soir, notre armée s'est mise en marche, & le matin elle a campé près de Monmouth.

Le 31 au soir, elle s'est remise en marche & a campé le matin à Neversink.

Le 4 & le 5 Juillet, l'armée a passé le détroit près de Sandy-hook.

Le Lord Howe & la flotte étoient arrivés devant Sandy-hook.

Le 8, la flotte du Comte d'Estaing, qui avoit déja paru dans les bayes de Chesapeak & Delaware, a mouillé devant New-York. Le Lord Howe a formé sa ligne en dedans de Sandy hook. Son escadre est composée de six vaisseaux de ligne, trois de 50 canons & deux de 40, sans compter les frégates. Ses vaisseaux de ligne sont l'*Eagle* de 64, le *Trident* de 64, le *Saint Albans* de 64, le

Somerset de 64, l'*Ardent* de 64, le *Nonsuch* de 64. Il y a en vaisseaux de 50 canons, le *Preston*, l'*Expériment* & l'*Isis*. — En vaisseaux de 40, le *Phénix* & le *Roebuck*. Ses frégates sont la *Perle*, de 32, le *Richmond*, de 32, & la corvette le *Vigilant*.

Le paquebot a appareillé le 18. On a prétendu qu'avant son départ, il étoit arrivé un Officier envoyé par le Général Clinton, avec la nouvelle que le Comte d'Estaing prenoit le large & que l'on supposoit qu'il alloit à Rhode-Island Mais cette nouvelle est fausse, étant détruite par la suivante, savoir : qu'un bâtiment qui arrive de Terreneuve, rapporte que le 18 Juillet la flotte du Comte d'Estaing a été vue devant l'Isle de Sable, à trente lieues d'Halifax & à la vue du sound de Boston. C'est une route de 5 à 6 jours. Il est plutôt à croire que ces derniers détails ont été fabriqués à Londres pour reculer de quelques instans la baisse des fonds publics, que la nouvelle du blocus du Lord Howe par le Comte d'Estaing a fait tomber de un & demi pour cent.

Précis de la relation de l'affaire du 28 Juin dans la Gazette de la Cour.

Cette Relation consiste en une lettre du Général Clinton, datée du 5 Juillet, & apportée par le Colonel Paterson sur le Paquebot le *Grantham*, expédié de New-York (le 18 Juillet).

M. Clinton a évacué Philadelphie le 18

Juin, à trois heures du matin. Le ſoir l'armée avoit gagné Haddonfield. Par-tout ſur ſa route, juſqu'à Mount-Holly, les ponts avoient été rompus, &c, & les troupes étoient obligées aux travaux les plus fatiguans par une exceſſive chaleur.

Le 23, il y eut une petite eſcarmouche; & l'ennemi, qui juſques-là ne s'étoit pas montré fort ardent à la pourſuite, ne put pas réuſſir à détruire un pont que l'armée paſſa le 24 au matin.

Dans l'eſpoir de trouver moins d'obſtacles, le Général ſe décide à prendre la route de Sandy-Hook plutôt qu'à ſe porter ſur la riviere de Hudſon. Il étoit informé auſſi que les Généraux Washington & Lée avoient paſſé la Delawarre, & qu'il leur arrivoit un renfort du Nord ſous les ordres du Général Gates. Il n'imaginoit point avoir d'autre attaque à craindre que ſur ſes bagages, qui en effet étoient expoſés, formant une colonne de douze milles de longueur. Il en avoit confié la garde au Général Knyphauſen. Les Américains parurent le 28, s'avançant en force ſur ſes deux flancs. Pour garantir ſes bagages, il prit la réſolution d'attaquer le corps qui harceloit ſon arriere-garde, & que Washington n'étoit pas encore à portée de ſoutenir. Il fit donc marcher vers ce corps le Général Cornwallis. Un gros de Cavalerie (*a*) Américaine,

(*a*) On verra dans la relation des Américains que

qu'on lui a dit être commandé par le Marquis de la Fayette, s'étant préſenté, il le replie. Il ſe diſpoſoit à attaquer dans la plaine, après avoir fait couvrir ſon flanc droit par un détachement du corps de Knyphauſen, mais l'ennemi ſe retira, & fut occuper une forte poſition ſur des hauteurs, d'où il fut délogé, après une vigoureuſe réſiſtance de ſa ſeconde ligne. Dans la troiſieme poſition que prit l'ennemi, il avoit devant lui un marais, qui le garantiſſoit de toute attaque de front. Le Chevalier Clinton réuſſit cependant à le tourner, mais l'exceſſive chaleur, & la fatigue des troupes, le porterent à conſidérer que ſon objet étoit rempli. En conſéquence, après avoir rappellé à lui l'Infanterie légere, il occupa la poſition que l'ennemi avoit laiſſée dans la plaine; & dans la nuit, il rejoignit le Lieutenant-général Knyphauſen, qui s'étoit avancé juſqu'à Middleton. — Il ſe loue de la valeur avec laquelle ſes bagages ont été défendus, & des efforts que les troupes angloiſes ont faits en général, pour déloger douze mille hommes de deux fortes poſitions, quoiqu'elles fuſſent ſi fatiguées, & ſi épuiſées par la chaleur, qu'un grand nombre de ceux qui ſont reſtés morts, ſur les chemins, n'avoient reçu au-

---

leur Cavalerie n'a point paru du tout dans cette affaire & pour quelles raiſons.

cunes (*a*) bleſſures. Il comptoit attaquer Washington le 29 au matin, mais il ne le vit plus ; & il l'attendit inutilement pendant deux jours près de Naveſinck, où il auroit pu l'attaquer avec avantage.

Pendant ce tems là, le Chevalier Clinton faiſoit paſſer ſes malades & bleſſés à l'Iſle de Sandy-Hook, ſur un pont de bateaux, que ſon armée traverſa enſuite en moins de deux heures.

LA GAZETTE de la Cour du 24, donne auſſi deux lettres du Lord Howe, Commandant de l'Eſcadre, à l'Amirauté. Dans la premiere du 6 Juillet, datée à bord de l'*Aigle*, devant l'Iſle de Staten.

Les calmes l'ont empêché de quitter la riviere Delavare, plutôt que le 28 Juin : il a mouillé le 29 devant Sandy-Hook. C'eſt le 30, que l'armée eſt arrivée à Neverſink : il rend un compte ſuccinct de l'affaire du 28, ſuppoſant que Washington commandoit l'attaque de l'arriere-garde angloiſe. C'eſt le 5 Juillet, que l'armée a paſſé le canal qui ſépare la péninſule de Sandy-Hook d'avec le continent. — Il travailloit à mettre ſon Eſcadre en état de joindre celle de l'Amiral Byron, devant laiſſer l'Amiral Gambier pour agir de concert avec le Général Clinton.

SUIVANT la ſeconde lettre du même Lord en date du 11, il avoit appris l'arrivée

---

[*a*] Tous ces hommes-là, morts de fatigue, n'étoient pas les ſeuls de cette armée qui fûſſent fatigués.

de l'Eſcadre de Toulon à la Virginie le 5 Juillet. Le 6, cette Eſcadre avoit porté ſur la Baye de Chéſapéak. La frégate angloiſe le *Maidſton*, l'obſervoit à meſure qu'elle montoit vers le Nord. Le 8, au matin, elle avoit mouillé à l'entrée de la Delavare. Il avoit auſſi-tôt envoyé un exprès à l'Amiral Byron, & il ſe préparoit à s'unir à lui à ſon arrivée; mais il montre de l'inquiétude de n'avoir point eu juſques-là de ſes nouvelles. — Le 11, au matin, il apprend que le Comte d'Eſtaing s'avance ſur New-York, avec une Eſcadre forte de quinze voiles: que le ſoir il a mouillé en-dehors de l'anſe de Sandy-Hook, paroiſſant méditer l'attaque du port de New-York. Le Lord Howe finit par cette phraſe: » J'oſe me flatter, que s'il paſſe à l'exécution, l'événement ne tournera point au (*a*) déshonneur des armes de Sa Majeſté. «

Relation Américaine de l'affaire du 28 Juin entre les armées de Washington & de Clinton.

De Trenton le premier Juillet.

SON Excellence le Général Washington ayant été averti de bonne heure du mouvement que l'Ennemi projettoit de faire pour évacuer Philadelphie, détacha un Corps conſidérable, ſous le commandement du Général Lée, pour ſoutenir la brigade des Troupes continentales aux ordres du Géné-

(*a*) C'eſt-à-dire qu'il fera tout ſon poſſible; mais qu'il ne répond de rien.

ral Marwell qui se trouvoient déjà dans le Nouveau Jersey, & la Milice commandée par les Généraux Dickinson & Herd. Ces Troupes étoient destinées à harceler l'Ennemi dans sa marche par cette Province pour se rendre à Amboy, & à l'arrêter jusqu'à ce que le Général Washington pût arriver avec le gros de l'armée. Dans l'intervalle, il y eut différentes petites escarmouches entre l'Ennemi & les Troupes du Général Marwel auxquelles s'étoit jointe la Milice; mais sans qu'on se fit beaucoup de mal ni de part ni d'autre.

L'Ennemi étant ainsi inquietté dans sa marche, notre corps d'armée traversa la Delawarre, au bac de Coryell le 20 & le 21. Nous nous avançâmes par le chemin d'Hoppewell, Rockyhill, Kingston & Cranbery; & le 27, nous joignîmes les Ennemis à Monmouth Court House, où ils s'étoient retirés d'Allentown, à l'approche de nos Troupes, quittant la route d'Amboy où ils avoient eu d'abord intention de se rendre.

Comme il avoit été résolu d'attaquer l'ennemi dans sa marche, on fit en conséquence dès le soir même les dispositions convenables pour cet objet; le Général Lée, avec un détachement de Volontaires de 1500 hommes renforcé par un corps considérable de la milice de Jersey, marcha sur Englishtown (à deux lieues environ de Montmouth Court-House,) la milice s'étant portée jusqu'à l'Eglise des Quakers, & le gros de l'armée sous

les ordres du Général Washington étant environ à cinq quarts de lieue ſur le derriere d'Englishtown.

Dans cette poſition, toute l'armée fit halte en attendant qu'on eût reçu nouvelle des mouvemens de l'ennemi. Le Dimanche (26) à trois heures du matin. On ſût que le Général Knyphauſen ſe mettoit en marche avec la premiere diviſion. Nous en fumes inſtruits environ deux heures après; & le Général Lée reçut ordre de s'avancer & de commencer l'attaque, le gros de l'armée ſe mettant en marche en même tems pour le ſoutenir. A cinq cents pas environ au-delà de Court-Houſe, le Général Lée commença ſon attaque, & il chaſſa l'Ennemi pendant quelque tems. Mais celui-ci ayant reçu des renforts, le Général Lée fut obligé de ſe (*a*) retirer à ſon tour, juſqu'à ce qu'il eût été joint par le Général Washington avec le gros de l'armée qui ſe forma ſur le premier terrein avantageux. En même tems on fit avancer deux pieces de campagne, couvertes par deux Régimens du détachement, & commandées par les Colonels Livingſton & Stewart, pour arrêter les approches de l'Ennemi, ce qui fut exécuté avec beaucoup de courage & une perte conſidérable de part & d'autre.

Après cette opération, les deux Colonels

(*a*) Le Général Lée s'eſt plaint au Gazetier de Trenton de cette relation, où, ſuivant lui, on n'a pas rendu aſſez de juſtice à la bravoure de ces troupes, même dans cette marche rétrograde.

ſe retirent avec leurs canons au front de la ligne alors entierement formée ; & ce fut à ce moment que commença la canonade la plus terrible qu'on ait peut-être jamais entendue en Amérique. Pendant ce tems-là, de forts détachemens allerent attaquer l'Ennemi à l'arme blanche, avec un ſuccès varié. A la fin l'Ennemi fut obligé de lâcher pied, & nous prîmes poſſeſſion du champ de bataille couvert de morts & de bleſſés.

L'exceſſive chaleur & la fatigue des troupes les obligerent de faire halte pour ſe repoſer quelque tems. Cependant l'Ennemi préſentant le front s'avança à environ un mille au-delà du lieu du combat. Dès que les troupes eurent repris haleine, le Général Washington commanda à deux Brigades d'avancer ſur chacun de leurs flancs : ſon intention étoit de faire un mouvement en avant dans un moment convenable pour les ſoutenir ; mais avant de pouvoir gagner leur deſtination, la nuit ſurvint & rendit impraticable tout mouvement ultérieur.

Les Anglois ont laiſſé ſur le (*a*) champ de bataille le Colonel Monkton avec pluſieurs Officiers & beaucoup de Soldats dont il eſt impoſſible de dire le nombre. Le ſamedi à

(*a*) J'avance comme un fait porté dans toutes les lettres reçues par les Américains, que le Chevalier Clinton avoit laiſſé ſur le champ de bataille un ſac contenant une lettre par laquelle il recommandoit les bleſſés à l'humanité du Général Washington.

minuit,

minuit, ils s'acheminerent avec précipitation vers Middletown, laiſſant à Court-Houſe cinq Officiers bleſſés, & près de 40 Soldats. Ils commencerent l'attaque avec leurs Grenadiers vétérans & l'Infanterie-légere, ce qui rend leur perte beaucoup plus importante. De notre côté, le Lieutenant-Colonel Bonner, de Penſilvanie, & le Major Dickinſon de Virginie, ont été tués. Le Colonel Barber, du Jerſey, a reçu une balle au-travers du corps; mais on eſpere que la bleſſure ne ſera pas mortelle. Nos troupes ſe ſont comportées avec la plus grande bravoure, & ont oppoſé une réſiſtance intrépide à l'élite des Troupes Britanniques. Notre artillerie a été très-bien ſervie, & l'exécution de ſon feu a été ſurprenante. Avant, pendant & après l'action, il a paſſé une foule de déſerteurs dans notre camp, & il y en paſſe encore continuellement. Parmi les Ennemis trouvés morts ſur le champ de bataille, on en a vu qui n'avoient aucune bleſſure; mais comme ils étoient vêtus peſamment, ils ont ſuccombé ſous le poids de la chaleur & de la fatigue.

On aſſure que les Heſſois ont abſolument refuſé de donner, déclarant qu'il y faiſoit trop chaud. Dans leur marche depuis Court-Houſe, tout le chemin étoit jonché de morts, indépendamment des armes, des havreſacs & des accoutremens que les Anglois avoient laiſſé tomber en ſe retirant. La veille, ils avoient fait

quinze prisonniers qu'ils ont laissés derriere eux dans leur fuite. Si, dans l'action, nous avions eu un corps considérable de Cavalerie, il n'y a pas de doute que le succès n'eût été bien plus complet; mais elle avoit été tellement employée à harceler l'Ennemi lors de sa retraite de Philadelphie, & si fort dispersée, que cela a donné aux Anglois, une grande supériorité en nombre qui a beaucoup servi à son avantage.

Nos succès sont entierement dûs aux savantes dispositions de notre Général, & à la bravoure des Officiers & des Soldats qui se sont distingués à l'envie dans cette occasion. La grande avance de chemin que l'ennemi avoit sur nous, la possession où il étoit des terreins fortifiés à Middletown, & l'épuisement où la chaleur excessive avoit mis nos troupes, nous ont empêché de poursuivre immédiatement l'Ennemi. Notre armée est à présent à un mille au-delà du champ de bataille, ayant été occupée depuis à ramasser les morts & les blessés, & à enterrer les premiers. Hier, le Major-général Arnold a pris possession de cette Ville (Trenton) avec le Régiment de Massachusett.

Extrait de diverses lettres sur l'affaire du 28 Juin.

SUIVANT l'état des tués & blessés qui accompagne la relation du Chevalier Clinton.

Les Anglois ont eu 64 tués & 46 qui sont morts d'épuisement de forces.

Les Allemands un tué & onze morts de fatigue.

Les Anglois, 159 bleſſés.

Les Allemands, 11.

Il y a du côté des Anglois 64 manquans. Le Général ne parle point de manquans de celui des Allemands.

Il eſt pourtant vrai que les Heſſois ont déſerté par compagnies entieres pendant tout le mois de Juin. On en a compté juſqu'à dix-huit cents vingt, qui ont tous demandé à être envoyés dans le pays, ce qu'on leur accorde toujours. — La déſertion de ces Allemands, augmentant ſi prodigieuſement dans ces circonſtances, c'eſt un ſigne indubitable du prochain rembarquement de l'armée entiere pour l'Europe où ces bons Allemands ne ſe ſoucient pas d'aller faire caſſer les os qui leur reſtent.

Le Général Washington a écrit au Congrès le 30 Juin que juſques-là il avoit fait enterrer 240 Anglois, mais qu'il ne pouvoit pas dire exactement le nombre de ſes tués, ni le nombre des tués & bleſſés de l'ennemi.

Beaucoup de ſoldats de l'armée du Roi ſont devenus, dit-on, enragés pendant l'action, l'armée ayant manqué d'eau l'eſpace de près de deux jours, au point que le ſoldat étoit réduit à boire ſon urine. On ſait d'ailleurs que les eaux de ſource dans les Jerſeys ſont en général de très-mauvaiſe qualité.

Pour effectuer sa retraite par les Jerseys avec plus de sûreté, le Général Clinton a eu recours à une manœuvre qui probablement a sauvé la majeure partie de son armée. Ce fut de mettre son armée en ordre de bataille, comme s'il eût eû le projet d'engager un combat général. Le Général Lée ne jugea pas à propos d'en (*a*) courir les risques, & il prefera d'attendre jusqu'au lendemain matin, dans l'espérance qu'il trouveroit plus d'avantage à harceler l'arriere-garde de l'armée Angloise. Mais le lendemain matin le Général Clinton avoit gagné tant d'avantage sur lui au moyen d'une marche forcée *dans la nuit*, que les Américains ne lui firent presque plus de mal pendant le reste de la route.

On assure que le Général Lée a demandé un Conseil de guerre pour qu'il ne restât aucun doute sur un reproche qu'on lui avoit fait de n'avoir ordonné qu'une seule décharge générale contre les troupes Britanniques, ce que quelques-uns de ses Officiers attribuerent à une sorte d'affection qu'il avoit contractée pour les Anglois pendant qu'il étoit leur prisonnier. Mais il a démontré si bien la convenance & la raison de tout ce qu'il

(*a*) Nous avons déjà parlé d'une protestation du Général *Lée*, contre la Relation Américaine même; à plus forte raison contre les couleurs que donnent les Anglois à sa conduite, qui, au surplus, a reçu les éloges du Conseil de Guerre.

avoit fait, qu'il a été déchargé de la maniere la plus honorable de l'accusation intentée contre lui.

Le Lord Howe est dans une position si critique, qu'il n'y a pas un seul de ses vaisseaux qui puisse faire le moindre mouvement sans un danger imminent d'être pris ou détruit par le Comte d'Estaing. En un mot, le blocus de nos vaisseaux est aussi complet qu'il puisse l'être.

N. B. Il s'est débité à Londres, que l'attaque du 28, inattendue de la part du Général Clinton, avoit été concertée entre le Comte d'Estaing & le Général Washington, qui même avoit reçu un renfort de deux mille François la veille de l'action; mais on verra que cela n'étoit point possible, puisque, d'après la seconde lettre du Lord Howe à l'Amirauté, le Comte d'Estaing n'est arrivé que le 5 Juillet à la côte de la Virginie. — Tout ce qu'il est raisonnable d'imaginer, c'est que ce Général François aura fait de l'eau le 8 à l'entrée de la Delawarre où il a mouillé, & qu'il y aura mis à terre M. Silas Déan, ci-devant Député du Congrès en France, & M. Gérard, Secrétaire du Conseil d'Etat du Roi de France, qui de là auront gagné aisément Philadelphie, où ils auront trouvé le Congrès rétabli, sans doute pour toujours.

Le Gouvernement s'efforce de faire croire

que le Comte d'Eſtaing, voyant le Lord Howe en poſſeſſion d'une anſe où il eſt inexpugnable, a pourſuivi ſa route, & qu'on l'a vu aller du côté de Rhode-Iſland & de Boſton. Mais il n'en produit aucune nouvelle authentique; & il eſt bien conſtant par la lettre même du Lord Howe, que le 11 Juillet le Comte d'Eſtaing le bloquoit, & paroiſſoit méditer une attaque. Si on obſerve qu'il avoit déjà pris langue le 6 Juillet à la Virginie, & le 8 à l'entrée de la Delawarre: que par conſéquent il devoit ſavoir dans quel affreux état l'armée étoit rentrée à New-York: que de plus il pouvoit avoir connoiſſance de la diſperſion de l'eſcadre de Byron le 28 Juin; il eſt douteux qu'il ait quitté New-York autrement que pour obtenir des avantages encore plus importans que ceux qui nous ſemblent s'être offerts à lui dans cette poſition.

Le Lord Howe & le Géneral Clinton demandent l'un & l'autre par leurs dépêches particulieres, qu'on leur envoye au plutôt des proviſions de l'Angleterre, celles qui leur reſtent ne pouvant leur ſuffire encore que pour quelques ſemaines. N'ayant reçu aucunes nouvelles de l'Amiral Byron, il a percé juſqu'à eux des bruits qui les laiſſent dans d'extrêmes inquiétudes ſur le ſort de ſon eſcadre; c'eſt pourquoi ils inſiſtent fortement pour qu'on leur envoye des ſecours le plutôt poſſible; autrement, diſent-ils, les

efforts les mieux dirigés de la plus belle armée & de la flotte la mieux équippée que l'Angleterre ait jamais employées, ne produiront aucun effet & seront perdus sans ressource. Le vaisseau qui avoit à son bord le Colonel Paterson & le Major Creeve, a pensé être pris, ayant été chassé par une frégate françoise, à laquelle il n'a échappé qu'avec la plus grande peine, en passant par-dessus les bancs de sable de la riviere de l'Est & du Sund entre Long-Island & le Continent; il étoit indispensablement nécessaire d'envoyer, à tout risque, un vaisseau en Angleterre. Ce vaisseau a fait sa traversée dans cinq semaines environ.

L'escadre françoise est en-dehors de Sandy Hook. Le Lord Howe est bloqué en-dedans. De part & d'autre, on met des canons à terre & on éleve des ouvrages. Le Général Clinton est campé sur l'Isle d'York, ses provisions & munitions sont débarquées. Le Général Prescot est parti avec trois mille hommes pour renforcer le Général Pigot à Rhode-Island. De gros détachemens ont été envoyés au Lord Cornwallis qui commande dans Long-Island & dans l'Isle de Staten.

L'armée de Washington est portée sur les hauteurs de Kings-Bridge, & bien retranchée. Les Américains sont à la veille d'exécuter une attaque sur Long-Island; & on présume que Washington conduira cette expédition en personne.

Tout le monde convient ici (à New-York), & on eſt sûr que les Généraux de terre s'en expliquent ainſi dans leurs dépêches à la Cour, que ſix ſemaines eſt le terme le plus long pendant lequel l'armée puiſſe tenir contre l'ennemi, & même ſubſiſter, ſans ſecours d'Europe; ſi elle n'eſt point forcée plus tôt à ſe rendre par les attaques de l'ennemi, ou par d'autres accidens.

C'eſt une circonſtance très ſinguliere, & dont l'Hiſtoire ne fournit peut-être point d'exemple, que dans une guerre de quatre ans avec un pays tel que l'Amérique, nous n'avons jamais eu *une bataille rangée*. Par ce moyen, lorſque quelqu'Ecrivain voudra un jour faire l'Hiſtoire des Campagnes des troupes Britanniques ſous l'Adminiſtration actuelle, la juſtice l'obligera de dire: Elles ſe ſont *retirées* de la poſſeſſion *de treize Colonies*.

Les Patriotes (Américains) ont le verbe bien haut dans Londres, depuis le 22 qu'on a appris que les troupes de Clinton avoient été ſi mal traitées par celles de Washington. Les amis de l'Adminiſtration de leur côté, baiſſent l'oreille, & n'ont d'autre reſſource que d'affecter de regarder le tout comme une fiction. Quoiqu'il en ſoit, triompher au milieu des malheurs de notre pays, en ſuppoſant même qu'ils ayent été cauſés par la mauvaiſe conduite de ceux qui ſont encore à la tête des affaires, c'eſt aſſurément une choſe à tous égards inexcuſable,

& tous ceux qui penſent de la ſorte, méritent d'etre en exécration ; mais, hélas! qu'il eſt peu de perſonnes aujourd'hui douées de cette vertu héroïque qui porte à déteſter ceux qui ſe réjouiſſent des malheurs de leur patrie, ou qui ſeroient capables de dire avec Cimon l'Athénien, lorſqu'il fut banni par les intrigues de Périclès : *Puiſſent mes Compatriotes n'avoir jamais lieu de regretter mon abſence!*

Extrait d'une lettre de Portsmouth du 24 Août.

» Ce matin, il eſt entré dans ce port un gros ſloop de Bermude, appellé *le William*. Ce bâtiment chargé de cent boucaults de tabac, a été pris par la *Princeſſe Royale*, vaiſſeau de 90 canons de l'eſcadre de l'Amiral Byron, & conduit ici par le Lieutenant Naſémith, un des Officiers de cet Amiral. Il s'eſt ſéparé de l'eſcadre le 29 Juillet. Elle étoit alors de trois (*a*) vaiſſeaux de ligne &

(*a*) Les gazettes vouées au Gouvernement ont mis le nombre dix, mais nous ſuivons ici le *Lloyd's liſt* du 25, recherché pour ſon exactitude de tous les Négocians.

Le Capitaine Richard, arrivé à Nantes, a vû le 30 Juillet, 17 voiles, dont 9 lui ont paru des vaiſſeaux de ligne, par 44 d. latitude. Il eſt vraiſemblable que c'étoit une flotte de bâtimens de tranſport d'Angleterre. Le Lord Byron ne menoit point avec lui de bâtimens de ſuite.

une frégate, & avoit assez peu souffert. Elle étoit à 150 lieues de New-York, par lat. 41. 50. long. 55. 20. avec un vent N. O. «

» Le 23 au soir, il est arrivé quatre Exprès aux différens Bureaux, avec des lettres de nos Commissaires conciliateurs en Amérique, lesquelles ont été envoyées sur le champ à Sa Majesté. — Ils écrivent, dit-on, de New-York, qu'ils ont reçu leur réponse définitive, & qu'on ne laisse à la mere-patrie que l'alternative de reconnoître l'indépendance, ou de retirer ses armées de terre & de mer. Voici une petite portion de l'Histoire de la Négociation du mois de Juin, qui manquoit au N°. 50 de ce Recueil. «

En Congrès le 6 Juin 1778.

On a lu une lettre du 27 Mai du Lord Howe, & une du 2 Juin, de Philadelphie, ainsi que trois actes du Parlement. Voici ce que portent les lettres.

De Philadelphie le 27 Mai 1778.

MONSIEUR,

Ayant reçu par un Paquebot, qui vient d'arriver d'Angleterre, les ordres du Roi, pour *remettre au Congrès, & au Commandant en chef des Troupes du Congrès*, les copies de deux actes passés, dans cette session du Parlement, pour appaiser les désordres qui subsistent actuellement dans ces Colonies, & pour préparer les voies au retour de la

paix, je profite de la premiere occaſion, & de la plus prompte, pour vous faire paſſer les copies ci-incluſes de ces actes, & celle d'un autre acte concernant le Gouvernement de la Province de la Baye de Maſſachuſett, afin que le Congrès en ſoit informé, eſpérant bien ſincérement que la communication de ces piéces produira les bons effets qu'on en attend.

Je ſuis, avec la conſidération qui vous eſt dûe,

Votre très-humble ſerviteur,

HOWE.

H. Laurens, Préſident du Congrès.

Du quartier général de Philadelphie, le 5 Juin 1778.

MONSIEUR,

Je ſuis chargé de faire paſſer au Congrès, & au Commandant en Chef de ſes troupes, un exemplaire imprimé, de chacun des trois actes conciliatoires du Parlement. Permettez-moi d'y joindre l'aſſurance du deſir bien ſincère que j'ai qu'il en puiſſe réſulter l'effet qu'on en eſpère.

J'ai l'honneur d'être,

Monſieur,

Votre très-obéiſſant & très humble ſerviteur,

H. CLINTON.

Henry Laurens, Préſident du Congrès.

Ordonné que ces Piéces ſeront remiſes à un Comité de cinq.

Les cinq Membres qu'on a choiſis, ſont Meſſieurs Drayton, R. H. Lée, G. Morris, Witherſpoon, & S. Adams.

Ordonné que ce Comité ſe retireroit dans la ſalle voiſine, & qu'il prépareroit une réponſe aux lettres du Lord Howe & du Général Clinton.

Le Comité nommé pour rédiger la réponſe aux lettres du Lord Howe, & du Général Clinton, a apporté un projet qui a été lu & agréé, & dont voici le contenu.

D'York-Town le 6 Juin 1778.

MYLORD,

J'ai eu l'honneur de mettre la lettre de Votre Seigneurie du 27 Mai, avec les actes du Parlement Britannique qui y étoient joints, ſous les yeux du Congrès; & j'ai été chargé de vous informer que le Congrès a déjà fait connoître ſes ſentimens ſur les bills qui ne different point eſſentiellement de ces actes, dans une déclaration du 22 Avril dernier.

Votre ſeigneurie peut être aſſurée, que lorſque le Roi de la Grande Bretagne ſera *ſérieuſement* diſpoſé à mettre fin à une guerre cruelle faite aux Etats-unis, ſans qu'ils l'euſſent provoquée, le Congrès ſera toujours prêt à adhérer aux propoſitions de paix com-

patibles avec l'honneur *des Nations indépendantes*, l'intérêt de ſes Conſtituans, & les égards ſacrés qu'il eſt réſolu d'avoir pour ſes traités.

Je ſuis, Mylord, avec toute la conſidération qui vous eſt dûe, votre, &c.

HENRY LAURENS, Préſident du Congrès.

Au Lord Howe.

La même réponſe a été faite au Général Clinton, en changeant ſeulement les termes de Mylord en ceux de Monſieur, & adreſſée à ſon Excellence le Chevalier Henry Clinton, Chevalier du Bain, à Philadelphie.

Publié par ordre du Congrès.

CHARLES THOMPSON, Secrétaire.

Extrait de la Gazette Royale Américaine, publiée à New-York le 9 Juillet. (Cette Gazette s'imprime ſous l'inſpection du Commandant Anglois de New-York.)

Nous ſommes informés par des nouvelles que l'on dit être autentiques, que les Généraux Américains Gates & Parſons, avec Meſſieurs Dowgall & deux autres Brigadiers Généraux, ſont arrivés aux Plaines-blanches le 2 de ce mois, & qu'ils occupent le terrein où en 1776, le Général Howe a combattu M. Washington. Leurs forces conſiſtent dans les neuf Régimens ſuivans, ſa-

voir, ceux de Webbs, de Putnam, d'Enos, de Meggs, de Sheldon, de Nixon, de Sherburn, de Graham, de Wille's, avec quelque cavalerie. Ils ont fait halte pour les bagages & munitions. Un autre régiment (celui de Hooker) eſt en marche pour les joindre d'Albany.

On vient de recevoir à l'inſtant dans cette ville, la nouvelle de la mort de Philippe Livingſton, qui depuis pluſieurs années étoit Alderman de New-York, & un des membres du Congrès Continental.

Nous apprenons que le Général Washington, avec la plus grande partie de ſon armée, s'eſt avancé vers New-Brunſwick.

Les vaiſſeaux ſuivans étoient à Boſton le 19 Juin.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Capitaines.*
Le Warren.....	32	Hopkins.
Le Raleigh.....	32	Thompſon.
Le Deane.....	32	Samuel Nicholſon.
La Brune.....	22	Vaiſſeau de la Compdes Indes Françoiſe.
Le Cumberland.....	20	
Le Tyrannicide.....	14	Harleig.
L'Indépendance	14	
Le Hazard.....k...	20	Sampſon.
Le Hancock.....	20	Ci-devant le paquebot le Weymouth.
Leſſendwell.....	10	
L'Amiral Keppel.....	16	Une priſe de Briſtol.
Le Cyrus.....u.....	14	De Briſtol.

Les ſuivans ſont en croiſiere à la hauteur de Matha's-Vineyard.

Le Mars.....	24	Trunron.
Le Général Arnold....	20	Magée.
La Revenge.....	12	Burr.

Le 8 Juin dernier le Congrès a arrêté de défendre l'exportation de toutes eſpeces de proviſions des Treize Etats-unis entre le 10 du mois dernier & le 15 Novembre prochain, à moins que ſes ordres ne ſoient révoqués.

Voici une petite aventure tragique qui s'eſt paſſée à Boſton : comme le Miniſtere Anglois pourra la faire préſenter à ſa Nation & à l'Europe ſous des couleurs plus aſſorties à ſes vues qu'à la vérité, ce ne ſera point mal fait de prendre l'avance, afin que chacun de ceux qui la liront dans les récits Anglois ſache à quoi s'en tenir.

De Boſton le 17 Juin.

Mercredi dernier, 10 de ce mois, le ſieur Brown, Lieutenant dans le vingt-unieme régiment Britannique, priſonnier à Proſpect-Hill, fut tué par une ſentinelle de la garde de ce poſte. Il prenoit l'air en chaiſe entre deux filles de joie de Boſton. Le Général Heath ayant défendu que les femmes fortifiſent des lignes, la ſentinelle, ſuivant ſon devoir, cria à l'Officier de ne point paſſer outre. Celui-ci voulant pourſuivre, la ſenti-

nelle l'arrêta. L'Officier redoublant d'efforts pour paſſer, & ne donnant pour raiſon à la ſentinelle que des invectives, celle ci, après l'avoir ſommé à pluſieurs repriſes d'obéir, lui tira ſon coup dans la tête & le tua roide. Les Soldats Anglois priſonniers, qui ſe trouvoient à portée, ſe jetterent ſur le Soldat Américain, l'accablerent de coups & le traînerent par les talons la face tournée contre terre, juſques ſur une hauteur, où ils ne ceſſerent de le maltraiter qu'à l'arrivée d'un piquet Américain. — Cet evénement donna lieu à la lettre ſuivante, que le Major général Philipps, Membre du Parlement, crut devoir écrire au Major général Heath.

De Cambridge le 17 Juin 1778.

» Enfin on ne voit plus ici que le maſſacre & la mort. Un Officier Anglois, qui étoit ſorti pour prendre l'air, des caſernes de Proſpect-Hill, vient d'être tué par une Sentinelle Américaine. Je ne m'arrête point ſur les horreurs que fera naître la ſoif du ſang, qui s'eſt jointe dans ces Colonies à la rébellion. C'eſt à l'Europe à en juger par la ſenſation qu'elle éprouvera en les apprenant. Ce n'eſt point juſtice que je demande, car je ne crois point qu'il en reſte le moindre principe dans cette Province «.

» Je demande la liberté d'envoyer un Officier au Général Chevalier Henri Clinton par la voye des quartiers du Général Washington,

hington, avec mon rapport du meurtre qui vient d'être commis «.

Signé William Philipps, Major général.

Le Général Heath, juſtement offenſé pour les Etats-unis qui lui ont confié la garde & la police de leurs priſonniers, d'une lettre ſi arrogante & écrite dans un ſtyle ſi malhonnête, n'a pas cru pouvoir ſe diſpenſer d'ordonner proviſoirement au Major Philipps les arrêts dans ſa maiſon & ſon jardin.

Les Orateurs du Sénat Britannique n'ont pas plus brillé en Amérique, dans cette guerre, par leurs écrits & par leurs plaidoyeries que par leurs proclamations.

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 28 au ſoir.

On apprend dans le moment que les Amiraux Harland & Palliſer ont mis à la voile de Plymouth le 22. — Leurs diviſions conſiſtent dans les vaiſſeaux ſuivans.

Diviſion de Harland.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Hommes.*
Queen.....	90	772.
Duke.....	90	750.
Monarque.....	74	600.

Hector.....	74	600.
Centaure.....	74	600.
Shrewſbury.....	74	600.
Cumberland.....	74	600.
Bervick.....	74	600.
Sterling-Caſtle...	64	500.

Diviſion de Palliſer.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Hommes.*
Formidable.....	90	772.
Océan.....	90	750.
Eliſabeth.....	74	600.
Robuſte.....	74	600.
Ramillies.....	74	600.
Worceſter.....	64	500.
Défiance.....	64	500.
América.....	64	500.
Vigilant.....	64	500.
Milford.....	28	185.

L'Arethuſe, de 32, avoit appareillé le 21 au ſoir.

L'Amiral Keppel a ſuivi ces deux diviſions le 23. La ſienne eſt compoſée de douze autres vaiſſeaux de ligne, dont je ne joins pas ici les noms, ne les ſachant pas encore bien préciſément. L'eſcadre entiere eſt de 30 vaiſſeaux de ligne. L'Amiral Keppel eſt rétabli ou de ſa goutte remontée ou de ſa bleſſure. On dit qu'il avoit eu une affaire avec l'Amiral Palliſer, à l'occaſion de quel-

ques propos tenus sur sa conduite dans le combat du 27. Cette aventure, si elle est vraie, a été tenue très-secrette.

P. S. du 29 Août.

J'ai passé la soirée d'hier, Monsieur, avec des Américains qui m'honorent de leur confiance. Je m'empresse de vous communiquer quelques notes que j'ai rapportées de l'entretien auquel ils ont bien voulu m'admettre.

Ils assurent que le goulet de Sandy-Hook n'est point aussi étroit que les Gazetiers du Ministere le prétendent. Suivant eux, ce goulet est large de deux tiers de lieue, & les vaisseaux qui tirent le plus d'eau peuvent y entrer.

Leurs lettres attestent que le 14 Juillet, le Comte d'Estaing étoit encore dans la même position, où on le voit par la lettre du Lord Howe. — D'un autre côté, il est certain que le paquebot le *Grantham*, n'a appareillé que le 18. — Il s'ensuit que du silence de la Cour sur cette date, on peut conclure que le Comte d'Estaing étoit encore le 18 devant New-York. Il est même très-vraisemblable, que les Ministres ont une troisième lettre du Lord Howe, à ce sujet, qu'ils n'auront pas jugé à propos de publier; & qu'ils en ont pareillement du Chevalier Clinton, de plus récentes que celle du 5 Juillet, dans lesquelles ce Général aura parlé de l'inquiétude que lui donnoit l'arrivée du Comte d'Estaing

Car il a dû ſavoir, comme le Lord Howe, l'échelle que faiſoit l'eſcadre de Toulon depuis le 5, jour de ſon apparition à la côte de la Virginie, juſqu'au 18, jour du départ du paquebot.

Le Comte d'Eſtaing n'a pu ignorer aucun des détails de l'affaire du 28 Juin, & de ſes ſuites, & la détreſſe que devoit éprouver l'armée angloiſe dans New-York. — Pluſieurs des notables habitans du nouveau Jerſey, & entr'autres le Gouverneur Livingſtone, ſont venus dîner à ſon bord. C'eſt un fait conſigné dans pluſieurs Lettres. — On ne croira donc point les Gazettiers qui répéteront d'après certains papiers anglois, que M. le Comte d'Eſtaing n'a pu ſe procurer des Pilotes pour le faire avancer vers le Port de New-York. M. Livingſton lui en auroit ſervi lui-même.

L'armée Angloiſe dans New-York, après l'exceſſive fatigue d'une marche de près de trois ſemaines, par une chaleur où le thermometre étoit à 92; après une action auſſi vive & meurtriere que celle du 28 Juin, devoit être réduite à l'état le plus déplorable. Depuis-près d'un an, & ſur-tout dans tout l'hyver, cette armée n'avoit vécu que de ſalaiſons: elle avoit traverſé les Jerſeys par une chaleur exceſſive, dans des ſables brûlans, manquant de tout, & buvant les plus mauvaiſes eaux; il eſt inconteſtable qu'à l'arrivée du Comte d'Eſtaing devant New-York tous les

hôpitaux de cette ville devoient être remplis, & que la dyſſenterie aura conſidérablement diminué cette armée. Ce ſont toutes circonſtances que le Comte d'Eſtaing ne pouvoit pas ignorer, ayant de plus toutes les facilités poſſibles pour concerter ſes opérations avec le Général Washington.

Il y avoit, ou il devoit y avoir un nombre conſidérable de bâtimens dans le port de New-Yorc, chargés très-richement pour l'Angleterre. Il eſt vrai que ces bâtimens ont une iſſue par le canal ou ſound de Long-Iſland, par où s'eſt échappé le paquebot le Grantham; mais ſi M. d'Eſtaing, comme cela eſt probable, a eu connoiſſance de la diſperſion de l'eſcadre de Byron, il aura pu envoyer à l'ouverture de ce canal, vers Block-Iſland, deux ou trois de ſes vaiſſeaux, qui y auront tenu renfermés tous les bâtimens de tranſport, ſans craindre deux ou trois vaiſſeaux de ligne de l'eſcadre du Lord Howe, qui ne ſont point avec lui dans *Sandy Hook*, mais qui ne ſont nullement en état de ſe meſurer avec ceux de M. d'Eſtaing. Toutes ces conſidérations doivent faire conclure que le Comte d'Eſtaing n'aura point abandonné le blocus qu'il a commencé, dans des circonſtances ſi favorables; & que s'il y a quelque part des lettres de Boſton du 17 Juillet écrites par des perſonnes de ſon eſcadre, ou bien ces lettres ſont fauſſes, ou bien ces perſonnes y ont été envoyées ſur une frégate.

Aucune raiſon n'invitoit M. le Comte d'Eſtaing à aller à Boſton, s'il pouvoit mieux employer ſes forces ailleurs, pas même les munitions dont il étoit chargé, qu'il pouvoit mettre à terre auſſi-bien à Rhode-Iſland, ou à Portſmouth, & qui de-là ſeroient aiſément tranſportées à Boſton.

Enfin, il eſt très-vraiſemblable que les dernieres flottes parties d'Angleterre ou d'Irlande pour New-York, tomberont dans l'eſcadre de M. d'Eſtaing, & même les vaiſſeaux de l'eſcadre de l'Amiral Byron qui s'en étant détachés, imagineront ſe réunir à New-York au Lord Howe.

D'après tous ces détails qui, comme vous le voyez, viennent de bonne ſource, vous ne devez pas être ſurpris de la conſternation, où toutes les Gazettes vous repréſenteront le Miniſtere d'Angleterre, & que juſtifie bien ce qui fut dit hier par le Lord Townshend, dans ſa cotterie, » que les dernieres nouvelles de l'Amérique étoient les plus fâcheuſes que l'on eût encore reçues. «

FIN.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 10 Septembre 1778.

LORSQUE la terre & la mer ſont couvertes d'armées qui ſe menacent, il n'eſt perſonne, Monſieur, qui n'ait le droit de s'intéreſſer aux événemens heureux ou malheureux que leur choc peut amener. Mais la multitude ne porte pas plus loin ſes ſpéculations. C'eſt au politique ſeul qu'il appartient de remonter juſqu'aux ſources cachées de ces grands mouvemens, & de ſcruter les paſſions humaines qui les ſuſcitent. Perſonne n'attend avec plus d'impatience que vous des nouvelles de l'expédition de M. le Comte d'Eſtaing, ou d'un ſecond combat entre les armées navales de la France & de l'Angleterre; mais vous n'en êtes pas moins attentif à obſerver les Anglois dans les diſſentions de leur Cabinet, qui ſûrement n'attachent pas au même degré le vulgaire des lecteurs. Cette reflexion m'encourage à continuer de mettre ſous vos yeux la querelle des deux principales factions qui diviſent ce

pays ſous le nom d'*Aratus* & du *Whig conſéquent* : querelle remarquable par cette étrange ſingularité que chacun d'eux ſe pique de vouloir tout le mal poſſible aux Miniſtres en place, quoiqu'il y ait cette étonnante oppoſition entre le moyen par lequel ils ſe flattent de réuſſir à les faire pendre, que l'un entend que ce ſoit par la paix & l'autre par la guerre.

Lettre d'ARATUS à un Gazetier.

J'ai vû, Monſieur, dans votre gazette du Jeudi 6 Août, qu'on me taxe de n'être point d'accord avec moi-même, pour avoir dit dans ma lettre du 31 Août 1776 que les Miniſtres engageoient les armes Britanniques dans une cauſe où il n'étoit pas poſſible de leur ſouhaiter du ſuccès ſans déſirer que les ennemis les plus invétérés de notre liberté fûſſent armés de tous les moyens poſſibles de nous aſſujettir, au lieu de quoi on m'entend déclarer aujourd'hui, quoiqu'en formant des vœux pour une réconciliation avec l'Amérique : qu'il vaudroit infiniment mieux nous expoſer à tous les dangers poſſibles & riſquer plutôt notre dernier vaiſſeau & notre derniere guinée, que de faire la paix avec l'Amérique, ſi, non contente que nous lui accordions l'indépendance, ſous la condition qu'elle promettra d'avoir toujours les mêmes amis & ennemis que nous, *elle inſiſte pour que nous*

comprenions la France dans le Traité. Je soupçonne le Whig votre correspondant d'être un Américain ; qui emporté par son affection pour son pays, aura dépouillé toute espece de sentiment pour l'Angleterre. Si j'ai deviné juste, il doit m'excuser de garder à l'Angleterre la premiere place dans mon cœur.

Lorsqu'il s'agissoit de discuter s'il convenoit de réduire l'Amérique à une soumission sans réserve, l'intérêt de l'Angleterre m'a paru demander que l'Amérique restât libre & non pas que des *Ministres, imbus de principes incompatibles avec la liberté, fûssent mis en état d'employer les revenus de l'Amérique à corrompre l'intérieur du Royaume, & que les conquerans de l'Amérique fûssent employés à nous mettre dans l'esclavage.* Comme ami de l'humanité & ennemi du despotisme, j'ai pensé qu'il étoit injuste de nous arroger le *droit de puiser à notre gré dans les coffres de l'Amérique & d'être les seuls juges des sommes que nous pouvions y prendre* J'ai applaudi à la résolution que les Américains ont prise de risquer tout plutôt que de nous laisser les maîtres de décider s'ils payeroient *trois deniers ou trois sols pour livre.* Mais aujourd'hui que la question consiste à savoir si *nous nous* soumettrons à *recevoir la loi* de l'Amérique, & *à lui obéir lorsqu'elle nous ordonne de ne point avoir de démêlés avec la France*, & qui plus est à comprendre nos ennemis

invétérés dans une paix qui en augmentant leur richeſſe & leur puiſſance, *nous ſera autant de mal que nous pourrions en appréhender de la guerre la plus malheureuſe*, & qu'elle ne nous laiſſe d'autre alternative que de nous décider à une guerre avec la France, (& peut-être même avec l'Eſpagne ſi elle ſe met contre nous) j'en fais hautement l'aveu, *il n'eſt plus poſſible que je ſois Américain.* Et comme je ſuis bien convaincu qu'une guerre immédiate eſt le ſeul moyen qui puiſſe nous ſauver de l'abyme entrouvert ſous nos pas, je ne connois plus d'autre intérêt que l'honneur & la proſpérité de l'Angleterre, & j'aimerois mieux n'être jamais en paix avec l'Amérique que de l'acheter au prix *d'une trêve ruineuſe, déshonorante & plâtrée avec la France.*

Je répéte ma derniere aſſertion : *quand on ne conſidéreroit que les forces maritimes de la France, cette raiſon ſeule ſuffit pour nous déterminer à la guerre.* Si pendant une paix de quinze ans la France s'eſt faite une puiſſante marine, (ayant eu à la créer preſque (*a*) entiere) tandis que l'Angleterre a vu diminuer la ſienne dans la même proportion, notre conſervation exige que nous arrachions le poignard des mains de la France *avant que les forces qui nous reſtent deviennent inférieures aux ſiennes par une nouvelle paix*, &

(*a*) Voyez le premier diſcours du Roi après ſon avénement au trône.

que les forces de la France n'acquierent une vigueur nouvelle.

Si c'eſt la réſolution des Américains de n'accepter aucunes conditions de paix, à moins que la France n'y ſoit compriſe, la *guerre devient néceſſaire pour diſſoudre cette aſſociation.* Lorſque la Marine de France aura été obligée de rentrer dans ſes ports, & que n'oſant plus tenir la mer, elle ne pourra protéger l'Amérique, *les Américains ſeront autoriſés à abandonner l'alliance d'une Puiſſance qui ne ſera plus en état de remplir ſes engagemens. Si la fortune ſe déclare pour nous*, le ſang anglois qui coule dans leurs veines les forcera de ſe réjouir de nos victoires. Si au contraire nos armes ſont malheureuſes, le même principe les portera à compatir à nos calamités. *Laiſſons à leur ardeur le tems de ſe refroidir, la nature reprendra ſes droits*, ou bien ils ne ſont pas tels que je me les repréſente.

Tant que nous avons eu les armes à la main pour leur arracher leurs priviléges, nous n'avons pas dû être ſurpris de trouver en eux nos plus cruels ennemis. Mais lorſqu'un frere demande pardon, & qu'il tend les bras à ſon frere pour l'embraſſer, l'offenſé & l'offenſeur oubliant leurs anciennes inimitiés, ſe précipitent dans le ſein l'un de l'autre avec un redoublement d'affection. Il n'y a point d'injure ſi grave qui ne puiſſe être pardonnée, lorſque celui qui l'a faite ne s'en rappelle le ſouvenir qu'avec horreur.

Si je vois dans mon frere d'autres ſentimens : s'il eſt capable de prêter ſon épée à l'ennemi qui veut me donner la mort ; mes bras ne le cherchent plus pour l'embraſſer, ce n'eſt plus mon ſang. Si, *lorſque nous aurons ceſſé de faire du mal aux Américains*, ils continuent *de ſe battre* avec acharnement contre nous, & d'aſſiſter les *François*, nos ennemis ; la nature aura dès lors perdu tous ſes droits ſur leurs cœurs ; ce ne ſeront plus des *Anglois* ; & il nous importe fort peu qu'ils exiſtent, ou diſparoiſſent de deſſus la terre.

Mais, à entendre le Whig votre correſpondant, » je voudrois faire ſervir des Whigs à protéger & établir l'empire de la Junte ; & ſous prétexte d'humilier la France, je finirois par mettre les Whigs à la merci de leurs plus cruels ennemis. Je voudrois renforcer encore du poids de la popularité la balance du deſpotiſme, &c. « Ce Whig paroît fort mal informé des diſpoſitions de nos Miniſtres. Pour moi qui les connois, je ſuis bien sûr que ſi l'Amérique ordonne *qu'ils n'entrent point en guerre avec la France*, *ils recevront cet* ORDRE *avec plaiſir*. Les Gazettes à leurs gages regorgeront d'articles dans leſquels on demandera à hauts cris *la paix avec l'Amérique* ; & ce cri ſera répété par tous les Papiſtes & les Jacobites des trois Royaumes. *Shebbeare* & *Johnſon* prendront la plume auſſi-tôt pour ſoutenir le même ſyſtême ; & ceux qui ont demandé la guerre

avec le plus d'acharnement, (& qui ſe montroient altérés de ſang américain, *tandis que l'eſpérance de conquérir l'Amérique leur donnoit celle de détruire la liberté de l'Angleterre*,) *céderont à* UN MOUVEMENT DE COMPASSION *qui leur fera déſirer qu'on mette un terme à l'effuſion du ſang humain.* Ces mêmes hommes qui ont affecté tant de délicateſſe pour » la dignité & l'honneur de l'Angleterre, *dans un tems où l'Angleterre auroit dû ſe relâcher de quelque choſe en faveur de ſes* ENFANS, *la verront ſans répugnance* TOMBER AUX GENOUX DE LA FRANCE. « Voilà préciſément ce qui engagera le Miniſtere à conſentir à l'indépendance de l'Amérique. En conſéquence, c'eſt votre Correſpondant Américain & non moi qui déſire renforcer du poids de la popularité la balance du deſpotiſme. C'eſt lui qui plaide la cauſe des Miniſtres. *Pour donner la paix à l'Amérique*, il mettroit l'autorité entre les mains de ceux mêmes qui ont répandu tant de ſang britannique, & démembré l'Empire. *La tempête fait ſentir le beſoin d'un Pilote*, & la guerre placera les Whigs au gouvernail: mais laiſſez les vents s'appaiſer & la mer redevenir calme, & vous verrez l'équipage retomber dans le ſommeil de l'inſouciance, quoiqu'à l'ancre *ſur un fond de mauvaiſe tenue, au milieu des briſans.* En conſéquence, ceux qui plaident contre une guerre avec la France, plaident pour ſoutenir *les Miniſtres dans leurs places.* Ils n'ont

aucune envie de recouvrer l'Amérique, même comme alliée, au prix d'une guerre avec la France. — Et ils ſe croiront redevables à tout Américain qui (conjointement avec les Papiſtes & les Jacobites) s'efforcera de préparer & d'accoutumer la Nation au ſacrifice de l'intérêt, de la réputation, de la ſûreté Britanniques; ſacrifice auquel ils conſentiroient ſans doute volontiers, pour conſerver leurs places & peut-être leurs têtes.

Signé, ARATUS.

P. S. Aucun homme raiſonnable ſouffriroit-il que *ſon ennemi déclaré* fût nommé arbitre dans une affaire dont la déciſion intéreſſeroit *ſa fortune*, *ſon honneur*, & *même ſa vie?* Eſt-ce pour notre intérêt que notre ennemi interpoſe ſa médiation? Cependant l'Eſpagne eſt actuellement arbitre de notre ſort: c'eſt l'Ambaſſadeur d'Eſpagne qui doit arranger nos affaires; & la Nation ne trouve rien à dire à tout cela!

Réponſe du Whig conſéquent.

L'Ecrivain qui ſigne *Aratus*, ſe trompe groſſièrement en me ſuppoſant Américain, ou en prétendant que je ne ſuis pas un auſſi ferme partiſan que lui de l'honneur & de la proſpérité de l'Angleterre ma patrie. Ce n'eſt point par-là que nous différons, lui & moi, dans nos vues & dans nos affections. Le point ſur lequel nous ne pouvons point nous accorder

accorder, c'eſt la perſuaſion où je ſuis que tant que le timon de l'Etat reſtera entre les mains de l'adminiſtration actuelle, toutes ſes démarches ſeront marquées au coin d'une honteuſe puſillanimité. En conſéquence, nous ne pouvons pas convenir de l'expédient à prendre pour ſauver la nation du poids accablant de l'influence écoſſoiſe & de la tyrannique adminiſtration des Torys ſous laquelle nous gémiſſons depuis ſi long-tems. Suivant moi, les Whigs ne doivent pas remuer un doigt pour participer aux opérations d'un Cabinet, dont le ſyſtême a été conſtamment d'exterminer tous les amis de la révolution, ſoit par des loix inſidieuſes ou des hoſtilités ouvertes, comme en Amérique, ſoit en ſemant la diſcorde & la corruption, comme en Angleterre. Le titre & la penſion ſi bien mérités par le Lord Chatham, ne lui ont-ils pas été donnés plutôt à deſſein de le décréditer & de l'avilir, que de l'honorer & le récompenſer? L'eſprit artificieux des Ecoſſois n'a-t-il pas tendu tous les piéges poſſibles à la vertu d'un Camden? Les talens d'un Whig furent-ils jamais courtiſés dans d'autres vues que de lui enlever ſon honneur & d'écraſer ſon parti? Qui pourra jamais oublier la malheureuſe deſtinée d'un *Yorke*, triſte victime d'une intrigue de cour & de ſa foible crédulité? Celui-là s'étoit fait auſſi un point d'honneur de céder aux déſirs d'un Souverain *bien inſtruit*. Pris dans les filets du

Cabinet, il fit de vains efforts pour s'en dégager. Mais voyant qu'il avoit déshonoré sa famille, déserté son parti, trahi & vendu son pays, ses sentimens lui imposerent la loi de mourir, ne pouvant plus vivre sous le poids de la honte & du remords. Que la triste fin d'*York* soit toujours présente aux yeux de tous les Whigs qui cherchant à reconcilier deux partis opposés, deviennent l'instrument du despotisme, & la dupe de l'ambition. Des sujets libres n'ont qu'un seul moyen de se faire respecter du Gouvernement, & de se rendre utiles à la patrie, quand les Ministres osent exercer le despotisme. Ce moyen, c'est d'unir leurs forces pour agir de concert & avec fermeté dans un corps d'opposition solidement & étroitement lié. Aussi-tôt que le pouvoir est flétri par l'arbitraire, on ne peut plus le servir sans opprobre.

Lorsque de mauvais Ministres, qui n'ont pour loix que leurs caprices, ont plongé un Royaume dans une guerre civile : lorsqu'ils l'ont démembré & conduit jusqu'au bord du précipice ; ils sont comme les joueurs désespérés, qui risquent leur tout sur une carte. Dans une pareille crise, est-ce au parti le plus exposé à leur haine & à leur pouvoir, à unir ses forces pour soutenir des hommes & des opérations que chacun de ses principes lui crie de détester & de contrecarrer ? Les Whigs seront-ils la force matérielle & l'instrument passif qui exécuteront les plans for-

més par leurs adverſaires ? Leur politique les pouſſera-t-elle à jouer le rôle d'un extravagant ſuicide ?

Mais, dit Aratus, » quand le vent de la guerre a ſoulevé les flots, il faut bien un Pilote au gouvernail ; & entre quelles mains peut-il être, ſi ce n'eſt dans celles des Whigs. « Je lui répondrai que ſes vues politiques n'ont aucune baſe aſſurée, & qu'il ne calcule point d'après la conduite paſſée & actuelle du Gouvernement. Les calamités que nous avons éprouvées, nos dangers préſens paroiſſent-ils faire la moindre impreſſion ſur le Roi ou ſur ſes Miniſtres, & devoir produire quelque changement dans le ſyſtême & dans les opérations du Cabinet ? L'Idole de la Cour a-t-elle été renverſée de deſſus ſon autel infâme ? Ses Prêtres & ſes Adorateurs lui brûlent-ils moins d'encens ? Ses Créatures ſont-elles moins careſſées & protégées qu'auparavant ? N'avancent-elles pas dans la faveur royale en proportion du dégré où elles encourent la haine & le mépris des peuples ? Chaque ſottiſe qu'elles font ne leur donne-t-elle pas un nouveau titre pour de nouveaux honneurs & de nouveaux émolumens ? Tout cela annonce-t-il que le Roi ſoit diſpoſé à abandonner ſes Miniſtres actuels, ou à les livrer au glaive de la Juſtice ?

Aratus affecte de croire qu'une guerre avec la France forcera le Gouvernement à rappeller les Whigs dans le Miniſtère. Mais s'il

eſt de bonne foi, peut-il ſuppoſer leurs adverſaires aſſez imbécilles pour ne pas empêcher cette guerre? Les Torys feront-ils comme les Whigs qui ſe battent pour leurs ennemis, & voudront-ils perdre pour les faire gagner? N'eſt-il pas bien plus croyable qu'ils feront dépendre leur crédit, le ſuccès de leur parti, leur propre exiſtence miniſtérielle, du bonheur de battre eux-mêmes les François, & de détruire les effets du Traité de la France avec l'Amérique? Je ſuppoſe que pour éviter une guerre, ils fiſſent actuellement la paix, & qu'ils abandonnaſſent l'Amérique à la France; *Aratus* croit-il qu'il reſte aſſez peu de courage & d'honneur à la Nation, pour qu'elle ſouffre que des traîtres auſſi infâmes gardent tranquillement leurs places? Les calamités qui aſſiégeront le Royaume, les cris d'un million de malheureux mourans de faim & de froid, ne ſeront-ils pas capables de faire perdre à ces Miniſtres la protection de la Couronne, & d'attirer ſur eux le châtiment qu'ils méritent? Eſt-il probable que tout autre moyen puiſſe guérir les préjugés enracinés qui juſqu'à préſent ont ſoutenu & ſauvé ces traîtres, ſur le bord même de l'abîme? Si leur perte pour être conſommée n'attendoit qu'une guerre avec la France, même quand il devroit s'enſuivre le retour de l'Amérique, Aratus croit-il que nous aurions cette guerre? Non: l'Amérique n'aura jamais aucun

prix aux yeux de la *Junte*, que par une réduction qui l'asserviſſe. Penſe-t on que cette cabale, avec tous ſes adhérens, grands & petits, conſente jamais à avoir les mêmes amis & les mêmes ennemis que les Whigs Américains? Cette idée ſeule eſt ridicule. Les hommes ſont auſſi incompatibles que les principes; &, ſuivant l'expreſſion du Lord Mansfield, *il faut que vous ayez leur vie, ou qu'ils aient la vôtre.* « Il n'y a point d'alternative: ce principe s'applique également aux Whigs de la Grande-Bretagne & à ceux des Colonies. Mais comme les Torys ſeuls ne ſont point en état de lutter avec la France, ils n'oſent appliquer l'axiome écoſſois à l'Angleterre, au moins pour le préſent. Ils préferent de nous amener par de fauſſes careſſes, à une ſujettion réelle, en nous employant à leur ſervice, & pour leur ſeul intérêt, coutre un ennemi dont, ſans notre concours, il leur ſera impoſſible de triompher.

Mais quant à l'idée de voir les Whigs arrivés par une guerre à l'autorité, c'eſt un rêve puérile; & je ſuis bien convaincu que le Lord Chatham lui-même, quand il reſſuſciteroit avec toute ſa premiere vigueur, ne ſeroit jamais employé comme Miniſtre. Lorſqu'une fois il y a un plan de *domination* arrêté, il en eſt de tout Gouvernement comme de celui des Medes & des Perſes, le mérite & l'habileté deviennent des choſes ridicules &

inutiles. On ne veut que de l'obéiſſance. En conſéquence, il faut laiſſer les amis de la liberté & de la révolution, conſerver leurs talens & leur courage, pour le tems où la Providence leur fournira l'occaſion de les exercer au ſervice *réel* de leur pays & non de la cabale la plus ennemie de tous ſes droits conſtitutionnels. Que le deſpotiſme des Torys ſe déploye dans toute ſon étendue, afin qu'une nation trop long-tems trompée puiſſe comprendre pleinement & entierement leurs principes, lorſquelle en ſentira les effets. Si nos peuples, ſemblables aux Iſraélites miraculeuſement tirés de ſervitude, ſoupirent encore après les viandes d'Egypte, & s'ils ne peuvent plus d'eux-mêmes ſecouer les entraves de la tyrannie civile & religieuſe, la faim & les mauvais traitemens réuſſiront peut-être à guérir une frénéſie auſſi invétérée.

L'idée de comprendre la France dans un traité avec l'Amérique paroît ſurtout bleſſer la ſenſibilité patriotique d'Aratus. Mais ſoyons juſtes, en dépit des préjugés nationaux. — L'Amérique n'a-t-elle pas eſſayé ſans fruit tous les moyens de ſupplication & de conciliation? N'avons-nous pas eu aſſez d'occaſions de raccommoder nos affaires par un traité, lorſque nous avons été convaincus que nous n'avions rien à eſpérer de la force? Si des actes outrés de violence de notre part ont forcé des Anglois à ſe jetter dans

les bras de la France, pouvons-nous leur reprocher une conduite qui leur a été dictée par le ſentiment le plus naturel, celui de ſe défendre ? Devons-nous croire qu'ils ſeront faux & ingrats envers leur Bienfaiteur, parce que ce Bienfaiteur eſt notre ennemi ?

Il ne paroît point par leur Réponſe aux Commiſſaires, qu'ils ayent l'orgueil de nous preſcrire *de ne point faire la guerre à la France.* » Ils demandent pour ſeules conditions préliminaires, que nous ratifions leur indépendance, ou que nous rappellions nos troupes ? Ce préalable une fois accordé, nous trouverons en eux toutes les facilités pour une négociation, qui pourront ſe concilier avec leurs autres engagemens. Voudrions-nous qu'ils violaſſent la foi des traités avec aucune autre Puiſſance ? Quel garant aurions nous alors de leur fidélité envers *nous ?* Ne vaut il pas mieux faire cette paix aux conditions les plus favorables qu'il ſera poſſible pour les Américains, que d'aigrir les choſes au point de fermer la voie à toute eſpece de conciliation ? Pouvons-nous attendre quelque retour de confiance ou d'affection fraternelle de leur part, tant que les Miniſtres actuels conſerveront leurs places ? Ne peut il pas ſe préſenter quelque autre ſujet de querelle avec la France, qui n'auroit aucun rapport avec les griefs de l'Amérique ou avec ſon traité ; & ce moyen ne nous

fourniroit-il pas bientôt une occaſion de meſurer nos forces navales avec celles de la France? Si alors nous parvenons à recouvrer la ſouveraineté de la mer, ne nous ſera-t-il pas aiſé de rompre le traité des François avec l'Amérique, & de recouvrer ainſi la majeure partie des Colonies, de leur commerce & de leur amitié, ſans que *leur honneur* ſoit compromis? Une pareille réunion des Whigs Anglois & Américains ne diſſipera-t-elle pas leurs ennemis communs? N'eſt-ce pas même le ſeul moyen de rétablir la conſtitution & le Gouvernement? Mais ſi au contraire, par l'effet des artifices de la Junte, ou par une trahiſon de faux freres, les Whigs ſont mis aux priſes les uns contre les autres, pour la cauſe du deſpotiſme, ils détruiront eux-mêmes leur pouvoir & leur crédit. Leurs diviſions inteſtines les mettront à la merci de deux Puiſſances auxquelles ils auroient dû donner la loi, s'ils fuſſent reſtés unis. Il n'y a donc aucune conſidération qui doive brouiller les Whigs Anglois & les Whigs Américains. Leur cauſe eſt la même. — C'eſt la cauſe de l'humanité. — Elle a pour ennemis tous les tyrans. — Il faut que les amis de la liberté triomphent ou tombent enſemble.

UN Ecrivain qui ne montre pas des diſpoſitions plus bénignes que les deux précédents pour les Miniſtres, a profité de la

position embarrassante où les dernieres nouvelles représentent le *Lord Howe*, pour mettre sous le point de vue le plus défavorable la conduite du Lord *Sandwich*, comme Ministre de la Marine. Voici ses Observations.

Observations sur l'expédition de l'Amiral Byron.

Nous avions le 11 Avril dernier, du propre aveu du Lord Sandwich, trente-trois vaisseaux de ligne, soit à l'ancre à Spithead, soit dans le golfe de Biscaye, soit à Plymouth. Le 27 Mars le Comte d'Estaing a quitté Paris pour prendre le commandement d'une escadre de douze vaisseaux de ligne destinés pour l'Amérique : je dis destinés pour l'Amérique, parce que je sais que dès le 17 Mars, jour où la déclaration offensante faite par l'Ambassadeur de France le Vendredi 13 a été communiquée aux deux Chambres du Parlement, notre Ministere avoit des informations positives que Boston ou la Delavare étoit le lieu de la destination de cette escadre. Le 10 Avril, le Secrétaire d'Etat, ainsi qu'il appert par les pieces mises sous les yeux du Parlement, étoit instruit que tous les gros vaisseaux, à l'exception de deux, étoient à la rade de Toulon le 28 Mars, & que tout l'armement mettroit infailliblement en mer entre le 12 & le 15 Avril.

La gazette que j'ai vue le 25 Août & qui renfermoit une lettre du Lord Howe, m'a

ſingulierement allarmé. Ce Lord, après avoir informé les Commiſſaires de l'Amirauté que l'eſcadre Françoiſe avançoit ſur lui & avoit jetté l'ancre la veille de la date de ſa lettre devant Sandy Hook, ajoute avec ce ton de modeſtie & de fermeté, par lequel il s'eſt toujours fait remarquer: » j'ai la ſatisfaction de penſer que ſi l'attaque à laquelle je m'attends, a lieu, elle ne tournera pas au deshonneur des armes de Sa Majeſté «. Voilà le langage d'un Anglois & d'un brave marin! Mais eſt-il poſſible d'eſperer que ſi les deux eſcadres en viennent aux mains, ſix vaiſſeaux du troiſieme rang, pourris & tenant la mer depuis deux ans & demi, puiſſent réſiſter à douze vaiſſeaux François, dont deux du ſecond rang, ſix de 74 canons & quatre de 64, qui ſont ſortis du port il n'y a pas encore trois mois? Ce ſeroit aſſurément le comble de la folie de s'en flatter. Les vaiſſeaux dont je parle, vu leur rang & les circonſtances où ils ſe trouvent, ne ſauroient ſe préſenter devant des vaiſſeaux François de 74 canons qui ſont preſque auſſi conſidérables que nos vaiſſeaux du ſecond rang & encore beaucoup moins devant les vaiſſeaux François du ſecond rang, qui ſont peu inférieurs, ſi même ils ne ſont égaux à nos vaiſſeaux les plus forts, attendu qu'ils ne different de ceux-ci qu'en ce qu'ils portent leurs canons ſur deux ponts, ce qui eſt plutôt un avantage dans un calme.

Mais ces nouvelles, quelques triſtes qu'elles

ſoient, pourront être ſuivies d'autres encore plus funeſtes. Si la petite eſcadre du Lord Howe doit être ſacrifiée, j'oſe prédire que ce Lord, auſſi bien que ceux qui ſont ſous ſon commandement, feront leur devoir en vrais Marins Anglois. S'ils ſont vaincus, ils périront en héros, Mais que deviendra l'Amiral Byron, dont l'eſcadre a été réduite, dit-on, par divers accidents à ſix ou huit vaiſſeaux? Cet Amiral ſubira indubitablement le même ſort que le Lord Howe, s'il n'eſt pas inſtruit à tems de l'arrivée du Comte d'Eſtaing. Voilà comme toutes nos forces navales dans l'Amérique Septentrionale deviendront la proie de la France. Alors le Lord Sandwich lui-même ne pourra pas nier que la France n'ait le choix de tomber ſur nos Iſles des Indes Occidentales, ou bien, en faiſant revenir ſa flotte de l'Amérique, de s'aſſurer d'une ſupériorité complette ſur nous dans les mers d'Europe, ce qui mettra tout à coup notre commerce & nos côtes à ſa merci.

Qu'il me ſoit permis à préſent de faire deux ou trois queſtions ſuccinctes au premier Lord de l'Amirauté ou à quelqu'un des nombreux ſcribes qu'il a à ſes gages pour décrier les meilleurs amis de la nation & pour ſéduire un peuple aveuglé, je pourrois dire un peuple qui eſt à la veille de perdre ſon exiſtence.

Pourquoi le Lord Sandwich, ou ſi ce

Lord veut mettre la faute sur autrui, pourquoi le Cabinet n'a-t-il pas fait partir ou donné des ordres pour faire partir une escadre égale à celle de Toulon, aussitôt qu'il a sû qu'on équipoit un semblable armement dans ce port, & qu'il étoit destiné pour l'Amérique? Or il a sû cette nouvelle dès le 17 Mars.

Si le Lord Sandwich ou le Cabinet n'a pas ajouté foi à la nouvelle de cet armement, pourquoi ne l'a-t'il pas crue au moins le 6 Avril, jour qu'il a reçu avis du départ du Comte d'Estaing de Paris pour Toulon?

Pourquoi ne l'a-t-il pas crûe le 26 Avril, jour qu'il a appris que le Comte d'Estaing avoit mis à la voile le 13 du même mois?

Pour quelle raison, enfin, l'Amiral Byron a-t-il été retenu dans la Manche jusqu'au 9 Juin, quoiqu'on eût reçu des informations autentiques que le Comte d'Estaing étoit dans la proximité du Détroit de Gibraltar le 21 Avril; nouvelle qui est arrivée au Bureau des Secrétaires d'Etat le Vendredi premier Mai?

Signé, RUSSEL.

Apperçu politique du premier au 5 Septembre.

Depuis huit jours il ne s'est rien offert de nouveau à nos spéculations que l'histoire fort étrange d'un Capitaine de vaisseau jugé,

convaincu & puni, le tout très-leſtement & en pleine mer, ſans que perſonne puiſſe dire au juſte pourquoi. Quelques-uns prétendent qu'il s'étoit enivré avant & après le combat d'Oueſſant. Si c'eſt une cauſe ſuffiſante pour caſſer un Capitaine de vaiſſeau, Dieu veuille avoir pitié de la Grande-Bretagne ainſi que de ſa marine.

Les Corſaires François & Américains continuent leurs déprédations, ſur tout dans le Nord, où un Flibuſtier ne ceſſe d'exercer ſes ravages, ſans paroître ſe douter ſeulement qu'il exiſte une marine Britannique. Ces Corſaires ont fait des coups encore plus hardis ſur les côtes d'Irlande où ils ont pris des vaiſſeaux à la vue des ports. On dit même qu'ils en ont enlevé en plein jour juſques dans les rades & les rivieres, & qu'ils ont fait des deſcentes. Où donc eſt cette marine ſi vantée de l'ancienne Angleterre ? Au ſurplus tout eſt crainte chez les uns, tout eſt eſperance chez les autres. Les craintes de la Grande-Bretagne ſe ſont réaliſées juſques dans les plus petits détails : ſes eſpérances ſe ſont toutes évanouies ſucceſſivement ; & la ſenſibilité Angloiſe ſemble s'être endurcie ſur les pertes, ſur le deshonneur & ſur la détreſſe de la nation. L'illuſtre Empire Britannique tombe peu à peu & ſans preſque s'en douter dans l'anéantiſſement : ſa diſſolution n'eſt accompagnée d'aucune convulſion, d'aucun ſoupir, d'aucune plainte, d'aucun

effort de l'esprit public pour échapper à cette crise fatale. La Noblesse du Royaume, ses Orateurs, ses Sages, regardent tout avec une indifférence stoïque; ses Marchands, ses Négocians, ses Bourgeois, supportent leurs taxes, leurs pertes & leur honte avec une patience qui tient de la léthargie & de l'abrutissement. Au surplus il faut que tout cela finisse, & selon les apparences, ce sera avant peu. Il n'y a que Dieu qui en sache le dénoument; mais l'*imbroglio* fait trembler tout Philosophe observateur.

L'Allemagne continue d'être le théâtre de la guerre, & sans doute qu'elle ne tardera pas à produire quelque scène de sang & de carnage.

Les mouvemens de la Russie paroissent avoir plus de rapport aux dissentions Européennes qu'à sa querelle présente avec la Porte. La Sémiramis du Nord seroit pour nous une bonne & fidele alliée; mais qui est-ce qui peut secourir ceux qui ne veulent pas se secourir eux-mêmes?

J'ai l'honneur d'être, &c.

P. S. du 12 Septembre.

Il ne perce, Monsieur, aucunes nouvelles ni sur la situation actuelle du Lord Howe dans son anse de Sandy-Hook, ni sur l'Amiral Byron, quoiqu'il se soit confirmé au sujet

de ce dernier que la diviſion de ſon eſcadre, avec laquelle il eſt reſté, n'étoit réellement que de trois vaiſſeaux de ligne, & non de dix, ainſi que certains Gazetiers aux gages des Miniſtres prétendoient le faire croire. Comme il eſt arrivé dans le port de Dartmouth des vaiſſeaux pêcheurs, partis du grand Banc de Terreneuve vers le 17 Août, & qu'on n'a rien appris par eux, on a tout lieu de préſumer que dans tout le mois de Juillet au moins, il ne s'eſt rien paſſé en Amérique dont le gouvernement Anglois ait quelque ſujet de ſe féliciter. Les plus fraîches nouvelles qu'il nous ait lâchées ſont du 11 Juillet, date de la ſeconde lettre du Lord Howe, écrite pour annoncer l'arrivée du Comte d'Eſtaing. Le paquebot, comme j'ai eu l'honneur de vous l'obſerver, n'eſt cependant parti de New-York que le 17 ou le 18, & ſûrement avec des dépêches poſtérieures à cette lettre du 11. Il faut croire que tout ce que le Gouvernement Anglois peut ſavoir de plus lui auroit beaucoup coûté à dire; & qu'il croit trouver quelque adouciſſement à ſa peine dans la torture où nous met notre impatiente curioſité. Quoiqu'il en ſoit, voici une piece très-intéreſſante de la Gazette Royaliſte de New-York du 14 Juillet, copiée d'après les Gazettes Américaines. C'eſt la relation que le Général Washington a envoyée au Congrès de l'affaire du 28 Juin, dont vous avez déja vû une relation imprimée à Trenton,

contre laquelle a reclamé le Général Lée. Ce n'eſt que d'après un récit auſſi impoſant que celui du Général en Chef, qu'on peut riſquer un jugemnnt ſur une affaire de cette importance. C'eſt pour vous en fournir le moyen que je me ſuis empreſſé de le traduire ſur la premiere copie qui en eſt parvenue entre mes mains.

Relation de l'affaire du 28 Juin à Monmouth dans les Jerſeys, entre l'armée Américaine & l'armée Britannique, envoyée au Congrès par le Général Washington.

D'English-Town le premier Juillet 1778.

Je ſaiſis ce premier moment de loiſir pour mettre ſous les yeux du Congrès un compte plus ample & plus détaillé des mouvemens de l'armée à mes ordres depuis qu'elle a paſſé la Delaware, que je n'aurois pû le faire juſqu'ici dans la ſituation des affaires.

J'ai eu l'honneur d'informer le Congrès, que jugeant l'ennemi ſérieuſement décidé à prendre ſa route par les Jerſeys, j'avois détaché la brigade du Général Maxwel, conjointement avec la Milice des Jerſeys, pour embarraſſer la marche de l'ennemi & l'arrêter par tous les obſtacles qu'il pourroit lui ſuſciter, afin de donner le tems à mon armée de l'atteindre & de tirer avantage de toutes les circonſtances favorables qui s'offriroient. L'armée ennemie ayant pouſſé juſqu'au bac de

Coryel

Coryel, & traverſé la Delaware en cet endroit, je détachai auſſi-tôt le Colonel Morgan avec un corps de ſix cents hommes d'élite, pour aller renforcer le Général Maxwell, & je pris la route de Prince-Town avec le corps d'armée.

Comme l'ennemi ne preſſoit pas trop ſa marche, je lui ſoupçonnai du deſſein, & je ne fus pas le ſeul à imaginer que le Chevalier Clinton, ayant le projet de nous engager dans une action générale, viſoit à nous faire deſcendre dans le plat pays, où il auroit eſpéré, à la faveur d'un mouvement rapide, pouvoir prendre notre droite & ſe mettre en poſſeſſion des hauteurs d'où il nous auroit dominés. A cette conſidération ſe joignit le beſoin que les troupes avoient de repos & de rafraîchiſſemens, après les grandes fatigues qu'elles avoient ſouffertes tant des pluies que de l'exceſſive chaleur. Je pris donc le parti de faire halte au Bourg de Hopewel, éloigné de cinq milles environ de Prince-Town, & nous reſtâmes dans ce Bourg juſqu'au 25 Juin au matin.

J'avois fait la veille un ſecond détachement de quinze cents hommes d'élite, aux ordres du Général Scott, qui devoit renforcer ceux qui étoient déja près de l'ennemi, eſperant par ce moyen embarraſſer & retarder d'autant plus ſa marche.

Le 26, l'armée ſe porta ſur Kingſton. Je n'eus pas plutôt appris que l'ennemi pourſui-

vant sa route, s'avançoit sur Monmouth-Court-house, que je fis partir pour le même endroit mille hommes d'élite, commandés par le Brigadier général Wayne. J'ordonnai au Marquis de la Fayette de prendre sous ses ordres tout le corps avancé, y compris la brigade de Maxwell & l'infanterie légere de Morgan, & je lui recommandai de saisir la premiere occasion d'attaquer l'arriere-garde des ennemis.

Le même jour, 26 au soir, toute l'armée quitta Kingston, où je fis laisser nos bagages, voulant me tenir à une distance convenable pour appuyer les corps avancés. Nous arrivâmes à Cranbury le lendemain 27 de grand matin. La grande chaleur & un violent orage nous empêcherent malheureusement de reprendre ce jour-là notre marche. Il n'auroit été possible de le faire qu'avec les plus grands inconvénients, en fatiguant excessivement les troupes. Notre corps avancé se trouvant dans une position un peu moins défavorable, avoit quitté le poste qu'il avoit occupé la nuit précédente, & vers le soir il étoit allé se placer sur la route de Monmouuth, à cinq milles environ de l'arriere de l'ennemi, dans l'espoir de l'attaquer le lendemain 27 au matin, lorsqu'il se mettroit en marche. Notre corps d'armée étant resté à Cranbury, le corps avancé se trouvant trop écarté & trop loin sur la droite pour qu'il nous fût possible de le soutenir, soit qu'il eût voulu attaquer

l'ennemi, où que lui-même il eût eu à ſe défendre, je me décidai à envoyer ordre au Marquis de la Fayette de défiler par ſa gauche ſur English-Town, ce qu'il exécuta de grand matin le 27.

L'ennemi, qui étoit parti d'Allens-Town, avoit changé ſes diſpoſitions & placé à ſon arriere-garde ſes meilleures troupes, qui conſiſtoient dans les Grenadiers, dans l'Infanterie légere, & dans les Chaſſeurs de la ligne. Ce changement me mit dans la néceſſité d'augmenter la force de notre corps avancé. Je détachai en conſéquence deux brigades pour joindre le Marquis de la Fayette à English-Town. Elles étoient conduites par le Major général Lée, à qui naturellement dut paſſer le commandement de tout ce corps, qui pouvoit être d'environ cinq mille hommes. Notre corps d'armée ſe remit en marche le même jour & fût camper à trois milles (une lieue) d'English-Town. Le corps de Morgan étoit reſté chargé d'harceler l'ennemi ſur ſon flanc droit, tandis que la Milice des Jerſeys, forte en ce moment d'environ ſept à huit cents hommes, aux ordres du général Dickinſon, inquétoit ſon flanc gauche.

L'armée ennemie étoit alors campée dans une poſition très forte, ſa droite s'étendant à un mille & demi environ par de là Court-houſe, à la fourche des deux chemins de Shrewſbury & de Midletown, & ſa gauche le long du chemin d'Allens-Town à Mon-

mouth, à trois milles de ce côté ci de Courthouſe. Son flanc droit s'appuyoit à la liziere d'un petit bois : ſur ſa gauche étoit un bois très épais : un marais bordoit ſon arriere ; & ſon front entier étoit couvert par un bois, & encore à une diſtance conſidérable ſur ſa gauche par un marais. Il garda cette poſition juſqu'au 28 au matin.

Les choſes étant en cet état, & ne pouvant douter, d'après les meilleures informations, que ſi une fois l'ennemi gagnoit les hauteurs de Middletown, éloigné de dix ou douze milles du lieu où il étoit alors, il ſeroit impoſſible de faire aucune tentative pour l'attaquer avec ſuccès, je réſolus de tomber ſur ſon arriere-garde au moment où il s'ébranleroit pour quitter ſon terrein. Je communiquai ce projet au Général Lée & je lui ordonnai de faire ſes diſpoſitions pour l'attaque, en tenant ſes troupes conſtament ſous les armes pour être prêt à charger ſans le moindre délai. C'eſt ce que je fis auſſi moi-même avec les troupes que j'avois à mes ordres.

Vers les cinq heures du matin, le Général Dickinſon m'envoya un Exprès pour me donnet avis que le front de l'armée ennemie s'ébranloit. Je mis enſuite la mienne en mouvement, & j'envoyai ordre, par un de mes Aides de Camp, au Général Lée de s'avancer pour attaquer, à moins qu'il n'eût de fortes raiſons pour n'en rien faire. Je l'in-

formai en même tems que j'allois me mettre en marche pour le soutenir, & que pour marcher avec plus de célérité & d'aisance, j'ordonnerois à mes troupes de se débarrasser de leurs havresacs & couvertures. A cinq milles environ de chemin je fus aussi surpris que contrarié de voir tout le corps avancé qui se retiroit, & suivant ce qui me fut dit par ordre du Général Lée sans avoir fait la moindre résistance, à l'exception d'une décharge faite par le parti aux ordres du Colonel Buttler, sur la Cavalerie de l'ennemi qui l'avoit attaqué & qui fut repoussée. Je me portai aussi-tôt à l'arriere-garde du corps: le voyant serrer de près par l'ennemi, j'ordonnai à une partie des troupes qui se retiroient de se former. Ce corps, dont les Officiers montrerent beaucoup de bravoure & d'ardeur, soutenu par quelques pieces d'artillerie bien servies, empêcha l'ennemi de pousser plus avant, & donna le tems de ranger l'aile gauche & la seconde ligne de l'armée, sur une hauteur & dans un bois qui étoit un peu à l'arriere & dont le front étoit couvert par un marais. Le Lord Stirling, qui commandoit l'aile gauche, y plaça quelques batteries qui jouerent avec beaucoup d'effet. Secondé par des partis d'Infanterie détachés contre l'ennemi, il parvint à l'arrêter dans sa marche.

Comme le Général Lée avoit été détaché avec le corps avancé, le commandement de

l'aile droite étoit passé pour le moment au Général Green. Pour que la marche fût plus vive, & pour faire échouer le dessein qu'auroit pû former l'ennemi de tourner notre droite, je lui avois ordonné de défiler près de la Nouvelle-Eglise, à deux milles d'English-Town, & de tomber dans le chemin de Monmouth, à une petite distance à l'arriere de Court-house, tandis que le reste de la colonne marcheroit droit à Court-house. Etant informé de la retraite de notre corps avancé, il marcha à l'ennemi & alla occuper un poste très-avantageux sur la droite.

L'ennemi trouvant alors sur son front une vigoureuse résistance, tenta de tourner notre flanc gauche, mais il fut rudement battu & repoussé par des partis détachés de notre Infanterie. Il se porta aussi vers notre droite, mais avec aussi peu de succès, parce que le Général Green gagna une hauteur avec un corps de troupes & de l'artillerie: & non seulement il fit échouer le dessein qu'avoit formé l'ennemi de tourner notre droite, mais son feu qui enfila ses troupes en face de l'aîle gauche, en fit un grand carnage. Par dessus cela le Général Wayne parut avec un corps de troupes & fit un feu si vigoureux, si bien dirigé & si soutenu, que l'ennemi fût bientôt forcé de se retirer derriere le défilé où s'étoit faite la premiere résistance au commencement de l'action.

Les deux flancs de l'armée ennemie, dans cette position, étoient garantis par les bois & les marais, & on ne pouvoit approcher de leur front que par un passage très étroit. Cela ne m'empêcha point de prendre la résolution de l'attaquer. J'ordonnai donc au Général Poor de se porter avec sa brigade & celle de la Caroline sur la droite de l'ennemi, & au Général Woodford d'attaquer par sa gauche, tandis que l'artillerie le prendroit de front. Mais les difficultés qu'ils trouverent dans le chemin les empêcherent d'arriver à portée de l'ennemi avant le soir. Ils resterent sur le terrein qu'ils avoient eu ordre d'occuper pendant la nuit, dans le dessein de commencer l'attaque le lendemain de bon matin; & notre armée continua à rester sous les armes sur le champ de bataille pour être prête à les soutenir. Pendant ce tems-là l'ennemi étoit occupé à enlever ses blessés; & vers minuit il prit le parti de s'en aller; & il le fit en si grand silence, que malgré le peu de distance qui l'éloignoit du corps du Général Poor, celui-ci n'eut pas la moindre connoissance de sa retraite. L'ennemi emporta avec lui ses blessés, à l'exception d'un petit nombre qui étoient trop mal pour souffrir le transport.

L'extrême chaleur & la fatigue qu'avoit endurée notre armée, en traversant un pays plein de sable, où elle s'étoit trouvée presqu'entierement dépourvue d'eau, rendoient

toute poursuite inutile & impraticable, d'autant plus que l'ennemi avoit fait trop de chemin dans la nuit. Une entreprise pareille n'auroit produit aucun avantage, & les suites auroient pu en être très-funestes à un grand nombre de nos soldats, plusieurs desquels étoient morts de chaleur le jour précédent.

Si je terminois la relation de cette journée, sans rendre justice aux Officiers de l'armée en général, ce seroit mal reconnoître toutes les belles choses qu'ils ont faites; & les sentimens qu'ils m'ont inspirés, souffriroient difficilement cette contrainte. Ils sembloient se disputer entr'eux à qui signaleroit le plus son zele & sa bravoure. La liste de ceux qui se sont distingués, est trop longue pour que je puisse me permettre de les nommer tous. Je ne puis pas néanmoins me refuser de citer le Brigadier général Wayne, dont la bonne conduite & la valeur, durant toute l'action, méritent des éloges particuliers. La conduite des troupes en général, lorsqu'elles furent revenues de la surprise que leur avoit causée la retraite du corps avancé, a été telle qu'on ne peut s'imaginer rien au-dessus.

Tous ceux en général de l'artillerie, Officiers & soldats, qui ont eu part à l'action, se sont signalés de la maniere la plus remarquable.

J'envoye ci-joint une liste des tués, blessés & manquans, que le Congrès voudra bien recevoir. MM. Bosmer, de Pensylvanie,

Lieutenant-Colonel, & Dickenſon, Major de Virginie, ſont au nombre des premiers. C'étoient deux Officiers d'un mérite rare & dont la perte doit exciter tous nos regrets.

Le nombre des tués du côté de l'ennemi, & que nous avons enterrés, ſuivant le rapport des gens chargés de ce ſervice, eſt de 249 hommes, dont quatre Officiers, & parmi eux le Colonel Monckton. Mais ce n'eſt point encore là le total, l'ennemi en ayant enterré lui-même quelques-uns, ainſi que nous l'indiquent pluſieurs foſſes récemment faites près du champ de bataille. Je ne puis pas au juſte fixer le nombre de leurs bleſſés, qui, ſuivant les proportions ordinaires, doit être conſidérable. Nous n'avons fait que très-peu de priſonniers.

Dans la ſituation où ſont les choſes par rapport au Général Lée, je ne dois pas me permettre de m'expliquer ſur ſa conduite. Il eſt actuellement aux arrêts. Le jugement qui ſera rendu par le Conſeil de guerre ſur les accuſations dont il eſt chargé, ſera envoyé auſſi tôt au Congrès, pour qu'il l'approuve ou le déſapprouve.

Les Habitans de cette Province m'ayant aſſuré qu'il ſeroit impoſſible d'attaquer avec ſuccès l'ennemi pendant ſon embarquement à Sandy-Hook, & ne voulant pas trop m'éloigner de la riviere d'Hudſon, j'ai mis les troupes en marche de bonne heure ce matin du côté de cette Riviere; & je laiſſe la brigade

de Jerſey, le corps de Morgan & quelques troupes légeres (la Milice étant toute congédiée) pour obſerver, & inquieter l'ennemi, favoriſer ſes déſerteurs & l'empêcher, autant qu'il ſera poſſible, de faire aucun dégât dans le pays.

Après l'embarquement de l'ennemi, la brigade de Jerſey & le corps de Morgan ſe porteront dans les environs d'Eliſabeth-Town: quant aux troupes légeres, elles rejoindront les corps dont elles ont été tirées.

J'ai l'honneur d'être avec tout le reſpect poſſible.

G. WASHINGTON.

A l'honorable Henri LAURENT, Préſident du Congrès.

Etat des tués, bleſſés & manquans dans l'armée Américaine, à la bataille de Monmouth, le 28 Juin 1778.

Tués.

1 Lieutenant-Colonel: 1 Major: 3 Capitaines: 2 Lieutenans: 1 Sergent: 52 Fuſiliers.

Bleſſés.

2 Colonels: 8 Capitaines: 4 Lieutenans: 2 Lieutenans en ſecond: 6 Enſeignes: 1 Adjudant: 2 Sergents: 1 Tambour: 126 Fuſiliers.

Manquans:

9 Sergents: 126 Fuſiliers.

Pluſieurs de ceux qui manquoient étoient tombés de fatigue: ils ont rejoint depuis.

ARTILLERIE.

Tués.

1 Lieutenant: 7 Soldats: 1 Bombardier.

Bleſſés.

1 Capitaine: 1 Sergent: 1 Caporal: 1 Canonier: 10 Soldats.

Manquans.

1 Soldat: 6 Chevaux tués & 2 bleſſés.

Fin de la Relation.

Etat exact de l'armée navale aux ordres de l'Amiral Keppel, ſortie pour la ſeconde fois le 22 & le 23 Août.

Les Anglois étant dans l'uſage de compter par rangs, & ayant des diviſions qui leur ſont particulieres, il eſt à propos d'avertir ici que les vaiſſeaux de cette armée ſont claſſés ainſi qu'il ſuit: le *Victory*, de 100 canons, au premier rang: — le *Duc*, de 90, au ſecond: le *Foudroyant*, de 80, le *Cumberland*, de 74, & la *Défiance*, de 64, au troiſieme rang. Sur ce pied, l'armée navale Angloiſe

eſt compoſée d'un vaiſſeau du premier rang, de ſix du ſecond, & de 25 du troiſieme, ce qui fait en tout 32 vaiſſeaux de ligne.

Eſcadre de l'Amiral Harland, formant l'avant-garde.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Hommes.*	*Capitaines.*
Monarch.....	70.	600.	Rowley.
Shrewsbury...	74.	600.	Marshall.
Hector.....	74.	600.	Chev. J. Hamilton.
Exeter.....	64.	500.	Nutt.
Centaur.....	74.	600.	Coſby.
Duke.....	90.	750.	Roſſ.
Queen.....	90.	772.	Le Chev. Robert Harland, Vice-Amiral de l'Eſcadre bleue. Preſcot.
Cumberland...	74.	600.	Peyton.
Berwick.....	74.	600.	Ruth, Steward.
Sterling Caſtle.	64.	500.	Le Chev. Charles Douglas.
	768.	6122.	

Le Corps de bataille, commandé par l'Amiral Keppel.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Hommes.*	*Capitaines.*
Thunderer....	74.	600.	Boyle Walsingham.
Courageux....	74.	600.	Lord Mulgrave.
Sandwich.....	90.	750.	Edward.
Valliant.....	74.	600.	Leveſon Gower.

Victory.....	100.	894.	Auguſte Keppel, Amiral de l'eſcadre bleue, Commandant en chef. Contre-Amiral Campbell. Capitaine Falconer.
Foudroyant....	80.	650.	Jervis.
Prince Georges.	90.	750.	Le Chev. John Lindſay, Chevalier du Bain.
Bienfaiſant....	84.	500.	Macbride.
Vengeance....	74.	600.	Clements.
Vigilant.....	64.	500.	Kingſmill.
	804.	6444.	

Eſcadre du Chevalier Hugh Palliſer, formant l'arriere-garde.

Vaiſſeaux.	*Canons.*	*Hommes.*	*Capitaines.*
Worceſter.....	64.	500.	Robinſon.
Eliſabeth	74.	600.	Maitland.
Défiance.....	64.	500.	Goodall.
Robuſt.....	74.	600.	Hood.
Formidable....	90.	772.	Chevalier Hugh Palliſer, Vice-Amiral de l'eſcadre bleue. Capitaine Beaſly.
Ocean.....	90.	150.	La Forey.
America.....	64.	500.	Lord Longford.
Egmont	74.	600.	Allen.
Terrible.....	74.	600.	Chev. Rich. Bickerton.
Ramillies.....	74.	609.	Rob. Digby.
	742.	9022.	

La *Réſolution* & la *Défenſe*, chacun de 74 canons & de 600 hommes, ſont partis depuis le 23 Août pour joindre l'armée en mer.

Total des canons..2,494. Total des hom..19,788.

Les frégates, corvettes & brûlots ſont au nombre de huit.

Le *Fox*, de 28 canons, Capitaine Windſor, eſt attaché à la premiere eſcadre.

Du corps d'armée dépendent :

La *Proſerpine*, de 28, Capitaine Sutton.
L'*Andromede*, de 32.
Le *Pluton*, brûlot.
L'*Aréthuſe*, de 32, Capitaine Marshall.
Le *Vulcain*, brûlot.
La *Médée*, de 32, Capitaine Montagu.
Le *Rattle-Snake*, cutter.

La frégate de l'arriere-garde eſt le *Milford*, de 32 canons, Capitaine Chevalier William Burnaby.

ON paroît perſuadé, Monſieur, que cette armée navale aux ordres de l'Amiral Keppel, a gagné le large pour ne point eſſuyer ſur les attérages le coup de vent ordinaire vers le tems de l'Equinoxe. Il eſt très-vraiſemblable que M. le Comte d'Orvilliers aura de ſon côté pris la même réſolution. La certitude où l'on eſt ici que l'Amiral Keppel a embarqué des vivres pour quatre mois, prête un appui raiſonnable à cette conjecture.

FIN.

LETTRE.

*D'un Banquier de Londres, à M.*** à Anvers.*

De Londres le 20 Septembre 1778.

BIENTÔT, Monsieur, nous apprendrons d'Amérique des nouvelles très-intéressantes. M. le Comte d'Estaing a resté assez de tems devant New-York, pour s'y concerter avec les Américains sur le plan de sa campagne. Pendant les onze jours qu'il y a passés, les Généraux Anglois de terre & de mer ont été dans des allarmes continuelles sur ses intentions; & d'un moment à l'autre ils se sont crûs menacés d'une attaque dont ils prétendoient savoir, d'après lui-même, qu'il avoit arrêté le projet. Ils ont en conséquence retenu toutes leurs forces pour se défendre, tandis que Washington faisoit filer de gros détachemens de son armée pour renforcer celle qui sous les ordres du Général Sullivan, menace Rhode-Island. Enfin, à leur grand étonnement, M. le Comte d'Estaing s'est retiré le 22 Juillet; & après une courte excursion dans le Sud, imaginée sans doute pour augmenter leur sécurité, il a porté

tout-à-coup du côté de Rhode-Iſland, où il peut, aidé de quelques corps Américains, faire un coup-de-main très-intéreſſant, tant ſur les troupes que ſur les vaiſſeaux de guerre qui garniſſent cette ſtation, & ſur un nombre conſidérable de bâtimens de tranſport. L'eſpoir du Chevalier Clinton, d'après ſa lettre au Lord Germaine du 27 Juillet, paroit rouler entierement ſur les défenſes qui y ont été élevées du côté de la mer, qu'il juge ſuffiſantes pour occuper du moins pendant quelque tems le Général François, & ſur cinq bataillons qui y ſont arrivés depuis peu avec le Général Preſcott. Mais comme le Comte d'Eſtaing n'aura pas beſoin de faire à Rhode-Iſland des efforts auſſi périlleux que ceux auxquels il a jugé inutile de ſe décider, pour s'ouvrir de force, ſans le ſecours du vent, l'entrée du port de New-York, il y a tout lieu d'eſperer que ſans expoſer ſon armée à ſouffrir la moindre diminution, il portera aux Anglois, dans cette partie, un coup qui fera conſidérablement avancer les intérêts de la cauſe qu'il eſt chargé de défendre, & qui mettra en ſa poſſeſſion un des abris les plus ſûrs & les plus commodes de l'Amérique pour une guerre offenſive comme défenſive. De-là, ayant conſervé toutes ſes forces; il dominera ſur toute l'étendue des côtes, & maîtriſera tellement les événemens, que le port de New-York même ne ſera plus qu'une poſſeſſion

précaire entre les mains des Anglois tant qu'ils s'obſtineront à s'y maintenir, & qu'ils auront beſoin d'y entretenir ſans ceſſe des forces conſidérables pour qu'il ne devienne point la proie facile d'un ſi redoutable voiſin.

En attendant les nouvelles qui doivent vérifier ces conjectures, je vais vuider mon porte-feuille où s'étoient amaſſés des écrits très-piquans contre les Miniſtres, productions de diverſes cabales qui manifeſtent chacune leurs haines ou leurs affections particulieres de la maniere la plus intéreſſante aux yeux du ſpectateur avide de ſavoir & de juger.

N.° I. *Nouvelle lettre d'*ARATUS.

L'Ecrivain qui ſe qualifie de *Whig conſéquent* a déclaré dans votre gazette du 20 Août qu'il croioit que les Whigs ne devroient pas remuer un doigt pour concourir dans telles meſures que ce ſoit du Cabinet actuel, tout compoſé de Torys. — Il avertit tous les Whigs qui deviennent les inſtrumens du deſpotiſme & les dupes de l'ambition, de craindre la deſtinée du Chancelier Yorke : & il leur donne ce conſeil dans une lettre qu'il a certainement écrite, en *remuant les doigts*, préciſément comme ſi les Miniſtres eûſſent dirigé ſa main & qu'il eût été ſous leur diſcipline. C'eſt ſon opinion, dit il, (& aſſurément c'eſt bien la mienne auſſi) que tant

que les Miniſtres actuels reſteront en place, le Gouvernement d'Angleterre ſera marqué au ſceau d'une infame puſilanimité. *Et cependant il écrit pour conſeiller le ſeul moyen qui puiſſe les y maintenir.*

Ces Miniſtres ſavent très-bien qu'ils n'ont pas les talens néceſſaires pour ſoutenir une guerre contre la France. Il eſt aiſé de s'en convaincre par les démarches qu'ils ont faites auprès de la plupart des Miniſtres étrangers, même de ceux des plus petites Cours, pour les engager à négocier la paix. Ne ſe ſont-ils pas adreſſés à l'Ambaſſadeur de Sardaigne? N'avons-nous pas même accepté la médiation de celui d'Eſpagne, quoique ſon maître ſoit notre ennemi déclaré? La communication n'eſt-t-elle pas toujours ouverte avec Calais, quoiqu'elle ſerve à faire ſavoir aux François tout ce qui ſe paſſe ici, tandis que nous ne tirons point les mêmes lumieres de leurs papiers publics. Ma prédiction ne s'eſt-elle pas déja accomplie? La gazette miniſtérielle, appellée le *Morning-poſt*, ne prêche-t-elle pas journellement aux créatures du Gouvernement de clabauder pour la paix? N'avons-nous pas lû le paragraphe ſuivant dans ſa feuille du 18? » Nous avons beſoin de la paix, non ſeulement avec l'Amérique, mais encore avec la France & le reſte de l'Europe; mais nous ne pouvons faire la paix avec l'Amérique ſans y comprendre la France. *Nous devons donc négocier avec la France &*

le plutôt poſſible, ſans quoi il ſurviendra quelque Puiſſance conſidérable de l'Europe qui embarraſſera la négociation en préſentant de nouveaux intérêts & de nouvelles prétentions à arranger (*a*); c'eſt pourquoi il ſeroit très-ſage de ne point perdre de tems, « — à ruiner la nation ſans retour.

Voici encore un autre paragraphe de ce *Morning-poſt*, dont l'intention étoit viſiblement de ſuſciter le projet d'une adreſſe *miniſtérielle* dans Londres. Il y eſt dit: » s'il ſe faiſoit une aſſemblée de Marchands de Londres pour préſenter une adreſſe au Roi & lui demander la paix, il conviendroit que ce fût une aſſemblée générale & partielle, qu'elle fût compoſée des perſonnes les plus notables & les plus reſpectables de cette Ville, (c'eſt ce que ſouhaite auſſi ſans doute le Whig votre correſpondant. Ne rougit-il pas que ce vœu lui ſoit commun avec un Auteur auſſi décrié que celui qui écrit pour les Miniſtres dans le *Morning-poſt?*) enfin de ceux qui veulent du bien à la Grande-Bretagne & non pas de ceux qui ſont mal intentionnés pour elle. Une pareille aſſemblée ſeroit très-favorable à *l'avancement* de la négociation qu'on

[*a*] Cela ſignifie clairement que les *intérêts* & les *prétentions* de la *France* doivent être *reglés*, c'eſt-à dire, qu'il faut que l'Angleterre s'y conforme & s'y ſoumette. Pauvre Angleterre, comme tu es vendue! Où eſt donc ton ancienne vigueur!

dit être aujourd'hui sur le tapis entre la France & la Grande-Bretagne «. Ces articles du *Morning-post* ne démontrent-ils pas à quel point le Ministere désire de céder le commerce d'Amérique à la France, & d'accorder l'indépendance aux Américains ? Mais effrayé des suites, il mandie des adresses pour se mettre à couvert en cas d'événement, & alléguer pour prétexte *que le peuple l'a voulu.* Comment un Ecrivain qui fait profession d'être fortement attaché à l'honneur & à la prospérité de son pays, peut il seconder les vues d'un ministere si décrié & se qualifier de *Whig conséquent* ?

Les raisonnemens de ce prétendu Whig sont aussi curieux que sa signature. Il m'adresse cette question: » si les Ministres faisoient aujourd'hui la paix & cédoient les Colonies à la France, *Aratus* croit-il que l'honneur & l'esprit de la nation soient perdus au point de souffrir que ces traitres restent tranquillement en place ? Toutes les calamités qui affligent le Royaume, les cris des malheureux qui souffrent la faim & le froid ne prévaudront-ils pas sur la protection de la Couronne, qui enfin ouvrira les yeux & abandonnera ces Ministres à l'infâme châtiment qu'ils n'ont que trop mérité ? Est il probable qu'aucun autre moyen puisse guérir la prévention opiniâtre qui les soutient & les encourage sur le bord de l'abyme où ils sont prêts à tomber ? « C'est-à dire en Anglois

bien clair : » Meſſieurs, avalez je vous prie cette doſe d'arſenic. Je vous aſſure que c'eſt un expédient infaillible pour conduire au gibet les deſtructeurs de votre fortune. Votre ſort nous touche fort peu. Que nous importe votre mort ? C'eſt un événement très déſirable s'il peut en réſulter que les gens qui nous déplaiſent ſoient pendus «. Ne voilà-t-il pas un joli compliment ? Tel eſt pourtant le raiſonnement de ce Whig qui ſe dit conſéquent ! Il voudroit que *l'Angleterre fût ſacrifiée à la France*, uniquement pour qu'il fût fait juſtice de nos Miniſtres. En vérité nous lui avons bien de l'obligation.

Mais puiſqu'il eſt reſté aſſez peu d'honneur & de courage dans la nation pour qu'on ait pû laiſſer auſſi long-tems de pareils Miniſtres en place, malgré l'ignorance & l'incapacité qu'ils ont montrée dans toutes leurs opérations & les ſuites fâcheuſes qui en ont réſulté, je ne vois point de raiſon d'eſperer qu'aucunes nouvelles pertes, quelque grandes qu'elles ſoient, puiſſent la relever. Ne puis je pas même ici rétorquer l'argument dont le *Whig conſéquent* s'eſt ſervi contre mon aſſertion, qu'une guerre mettroit les Whigs à la tête des affaires ? Il lui a plu de dire que *ce n'étoit qu'une pure préſomption.* — Je me ſervirai de ſes propres termes pour détruire les raiſons qui lui font déſirer qu'on laiſſe les Miniſtres *céder* tranquillement *les Colonies à la France* « (ce qu'il convient devoir être

l'effet d'une paix avec la France à préſent) afin d'aſſurer le châtiment de ces Miniſtres. Or certainement » ce n'eſt qu'une pure *préſomption*, autant qu'on en peut juger d'après la conduite antérieure & actuelle du Gouvernement : en effet, nos calamités paſſées, nos dangers actuels ont-ils fait ou font-ils quelqu'impreſſion ſur l'eſprit du Roi ou de ſes Miniſtres, & ont-ils produit quelque changement dans le ſyſtême & les opérations du Cabinet ? L'idole infâme des Philiſtins eſt-elle renverſée de deſſus ſes autels ? Ses Prêtres & ſes Adorateurs lui offrent-ils moins d'encens ? Ses créatures ne ſont elles pas auſſi careſſées & favoriſées que jamais ? Ne ſont-elles pas protegées par la Couronne dans la proportion exacte de ce qu'elles amaſſent ſur elles de haine & de mépris populaire ? Chaque ſotiſe qu'elles commettent n'eſt-elle pas un nouveau titre pour qu'on accumule ſur elles de nouveaux honneurs & de nouveaux (*a*) émolumens. « Cela annonce-t-il qu'on va renvoyer les Miniſtres actuels ou livrer les coupables au glaive de la juſtice ?

Il eſt donc ſenſible que la paix ne peut nous laiſſer aucune eſpérance de changement. Si les Miniſtres ont fait voir qu'ils ſont incapables de conduire *une guerre purement offenſive*, cette tâche n'eſt-elle pas encore bien

[*a*] Alluſion à la ſurvivance d'un des meilleurs poſtes du département du Lord North qui vient d'être accordée à ſes trois fils.

plus au-dessus de leurs forces, à présent qu'il faut garder toutes les côtes de l'Angleterre & attaquer celles de la France ? Tout récemment le Comte d'Estaing pouvoit, selon ce qu'il eût jugé le plus à propos, prendre Quebec : bloquer notre flotte & notre armée : ravager toutes nos Isles de l'Amérique : s'emparer de la Jamaïque ou traverser l'Océan Atlantique pour se rendre au Cap de Bonne-Espérance & nous détruire dans l'Inde. — Comme nous n'avions point de flotte à Gibraltar, il a passé sans difficulté dans l'Océan : toutes les routes lui étoient ouvertes pour aller nous faire du mal, il n'avoit que l'embarras du choix : — tandis que nos Ministres n'étoient pas plus instruits de ses intentions que je ne le suis de celles de l'Empereur de la Chine. — Actuellement même Dieu sait quel peut être le sort de dix-huit mille hommes des plus belles troupes que l'Angleterre ait jamais eues, & de la flotte du Lord Howe. — Si elles sont sauvées, ce ne sera pas la faute des Ministres. Byron a mis à la voile *si long tems après d'Estaing*, qu'ils n'ont aucun droit pour être assurés qu'il est arrivé à tems. — Mais le chapitre des accidens peut nous débarrasser de d'Estaing en dépit de leur négligence. Il en seroit tout autrement dans le cours d'une guerre contre les François. On verroit arriver coup sur coup des événemens dont il seroit impossible à l'ignorance de faire son profit. Il surviendroit de pressans besoins d'argent, & *pour*

avoir de l'argent, il faut trouver un Miniſtre qui ait la confiance du peuple. La guerre eſt donc le ſeul moyen qui nous reſte d'échapper à notre ruine. Elle ſeule cauſera un ébranlement à la faveur duquel la lumiere penétrera par quelqu'endroit dans le ténébreux cabinet de nos politiques. Mais le Whig notre correſpondant eſt d'un avis tout contraire. » Laiſſez, dit-il, le Toryſme déployer toute ſon activité, afin que les peuples qu'il a aveuglés puiſſent bien comprendre ſes principes en éprouvant leurs effets «. En d'autres termes, c'eſt nous conſeiller de ne prendre aucune peine pour prévenir notre naufrage, mais de nous tenir tranquillement & les bras croiſés, attendu que nous ne ſommes que des paſſagers ſur le vaiſſeau.

Après avoir fait tous ſes efforts pour nous diſpoſer à la paix avec la France, *dans l'eſpérance qu'elle produira un cri général contre les Miniſtres*, votre Correſpondant oublie ce qu'il a dit, & tous ſes raiſonnemens tendent à étouffer ce même cri dont nous devons attendre notre ſalut.

» La délicateſſe patriotique d'*Aratus*, dit-il, paroît vivement affectée de l'idée de comprendre la France dans aucun Traité que nous pourrions faire avec l'Amérique. (Eſt-ce qu'un Whig conſéquent n'a pas cette délicateſſe patriotique?) Soyons juſtes en dépit des préjugés. — L'Amérique n'a-t-elle pas eſſayé envain tout les moyens de ſupplication & de conciliation? N'avons-nous pas eu aſſez

d'occaſions de faire une paix avantageuſe lorſque nous nous ſommes convaincus de l'inutilité de la guerre ? Si nos actes de violences ont forcé des Anglois de ſe jetter dans les bras de la France, pouvons-nous blâmer une conduite dictée par le ſentiment le plus naturel, celui de ſa propre défenſe ? Devons-nous eſperer qu'ils ſeront faux & ingrats envers leur bien-faiteur, parce que ce bien-faiteur eſt notre ennemi ? « Ici votre Correſpondant leve le maſque & l'*ami partial* de l'Amérique ſe montre à découvert. Nous voyons donc que la cauſe des *Whigs Anglois & Américains* n'eſt pas *la même*. Les Américains veulent la paix, *dût-elle entraîner notre ruine.*

L'Amérique a bien fait de traiter avec la France, puiſque nous avons eté aſſez extravaguans pour l'y forcer. La France a bien fait de traiter avec l'Amérique. Ses Miniſtres auroient mérité d'être ſifflés s'ils eûſſent manqué une ſi belle occaſion de nous faire du mal : ſelon moi, les uns & les autres ont fait leur devoir. *Je l'avois prédit avant qu'il y eût une goutte de ſang répandue.* Mais parce qu'ils ſe ſont conduits ſagement, faut-il que nous nous nous comportions comme des inſenſés ? Si leur intérêt réciproque a dicté l'alliance ; & ſi la défenſe perſonnelle & la politique juſtifient la conduite de la France & de l'Amérique, *les mêmes raiſons ne juſtifieront-elles pas l'Angleterre de combattre la France juſqu'a ce que ſes flottes ne ſoient plus en état*

de défendre le commerce d'Amérique, puiſque ſi elle parvient à en jouir tranquillement, c'en eſt fait de notre exiſtence? — La défenſe perſonnelle exige que nous détruiſions la Marine de France, devenue trop puiſſante. Si quelque Miniſtre oſe faire la paix avant que la marine de France ſoit détruite, c'eſt un traître qui doit porter ſa tête ſur l'échafaud.

Eſt-ce le tems de nous endormir dans la ſécurité, lorſque l'ennemi eſt à nos portes les armes à la main. Après l'argent immenſe qu'il nous en a coûté pour lever des hommes & équiper des vaiſſeaux, nous verra-t-on licencier nos hommes & déſarmer nos vaiſſeaux pour les laiſſer une troiſieme fois ſe (*a*) pourrir? Ils ſont actuellement preſque tous en état. Faut-il que tant de dépenſes ſoient perdues pour la nation? & devons-nous, comme des lâches, mettre bas des armes qui nous ont coûté ſi cher? Ne nous laiſſons point abattre par de vaines terreurs. Car ſi l'Angleterre n'eſt ni aſſez riche ni aſſez puiſſante pour faire face actuellement à la France & même à l'Eſpagne, *cette paix tant déſirée ne ſera qu'augmenter notre foibleſſe & leur force.* Si nous ſommes victorieux (& il eſt certain que nous le ſerons dès que la nation ſera ſortie de ſon aſſoupiſſement) l'Amérique recevra avec joie cette amitié qu'elle paroit

---

[*a*] Quoiqu'on les eût trouvés pourris en 1771; ils ſe ſont trouvés l'être encore en 1777 & 1778.

mépriſer. La guerre nous offre aujourd'hui le *ſeul moyen* de recouvrer l'Amérique comme *alliée*. J'ai été l'ami des Américains tant qu'ils ont combattu pour la défenſe *de leur liberté*. *A préſent qu'elle eſt aſſurée*, du moment que je les vois agir *offenſivement EN FAVEUR DE LA FRANCE*, je deviens leur ennemi. S'ils peuvent oublier leur ſang, leur ancienne amitié, la terre dont ils ſont ſortis, leur antipathie naturelle contre les François; & s'ils peuvent trouver un ſujet de joie dans le maſſacre de ſoldats parmi leſquels ils ont combattu, & dont *les freres ont plaidé leur cauſe*, alors ſi je me trouvois ſur le champ de bataille vis-à-vis d'un Américain & d'un François. c'eſt l'Américain que je frapperois de préférence.

J'ai chéri les Américains comme mes freres, mais ma haine ſe changera en averſion s'ils ſont capables d'épouſer ſincerement les intérêts de la France, à préſent qu'ils ſavent que leur indépendance eſt aſſurée.

Si le deſtin a fixé à cette époque la ruine de l'Angleterre, il vaut encore mieux qu'elle périſſe par l'épée que par la plume. Nous ſommes toujours de mauvais négociateurs, même avec la victoire pour nous. La paix dans ce moment-ci, ne peut manquer de nous impoſer un joug, que par la ſuite il ne nous ſera plus poſſible de ſecouer. La guerre nous donne l'eſpérance non ſeulement de nous y ſouſtraire, mais même de le faire

ſupporter par la France. L'Angleterre n'a donc point à balancer ſur le choix des moyens : l'honneur lui met les armes à la main. Il faut qu'elles lui ſervent pour recouvrer ſon ancienne ſplendeur ou pour ſuccomber d'une maniere digne d'elle. Ne devoir qu'à la *plume* la prolongation de ſon exiſtence, ce ſeroit une choſe infâme & qui la rendroit un objet de mépris & de pitié aux yeux *de cette France même qu'elle a autrefois conquiſe.* Si le jour eſt arrivé où le ſoleil de l'Angleterre doit ceſſer d'éclairer l'horiſon, qu'il ſe couche au moins dans toute ſa ſplendeur.

N.° II. *Réponſe du Whig conſéquent.*

Aratus commence à prendre de l'humeur. Ma ſignature même le fâche. Un Whig conſéquent eſt à ſes yeux un animal rare. S'il faut en croire *Aratus*, » je plaide pour la paix avec la France : je ſers les vues de l'Adminiſtration ; & je voudrois ſacrifier l'Angleterre à la France pour que les Miniſtres pûſſent être livrés à la juſtice «. Je demande au public ſi ces reproches ſont fondés & ſi on peut même croire à la bonne foi de celui qui les hazarde ? J'ai avancé ſeulement que comme la guerre eſt un effort violent d'un parti qui a des principes incompatibles avec la liberté, & que cette guerre attaquant la Conſtitution autant que le Royaume, les amis de la liberté & de leur pays ne

peuvent y prendre part, ſans compromettre leur honneur ou leur prudence. S'enſuit-il que je demande la paix parce que je voudrois laiſſer la faction des Ecoſſois & des Torys décider ſeule une querelle qui n'intéreſſe qu'elle & dont les ſuites doivent néceſſairement la couvrir de toute l'infamie qu'elle mérite?

J'ai dit que ceux qui font des vœux pour la liberté Américaine, ne peuvent avec honneur, ni même avec décence, prendre parti contre les *défenſeurs* de cette liberté tant qu'elle n'eſt pas *aſſurée*, & que nos Torys emploient encore des forces redoutables pour les combatre.

De ſon côté *Aratus* perſiſte à ſoutenir qu'une guerre conduite par les Miniſtres actuels doit opérer leur ruine, ſur-tout ſi les efforts des Whigs ſe réuniſſent pour accréditer & faire réuſſir les opérations de cette guerre. Juſqu'ici j'avois toujours crû qu'en diviſant les forces d'un ennemi on les affoibliſſoit, & que c'étoit tourner ſes armes contre ſoi-même que de les prendre pour ſon ennemi. Mais *Aratus* a découvert une nouvelle maniere de perdre les Miniſtres en leur prêtant de l'appui, de combler les gens de gloire pour les couvrir d'infamie. Perſuadé qu'ils ſe jugeront incapables de conduire la guerre, il ſuppoſe qu'ils feront la paix, parce qu'il n'y a certainement que la paix qui puiſſe les maintenir dans leurs places; & cependant il inſinue que c'eſt le

moyen le plus probable de leur faire ſauter la tête. Quoiqu'il ſache très-bien qu'ils ont entierement à leur diſpoſition les voix du Parlement & la bourſe des peuples, il prétend qu'ils manqueront des moyens de lever de l'argent. Et quoique la paix, ſuivant lui, doive infailliblement *les confirmer dans leurs places*, il ſe flatte qu'ils ſeront aſſez ſots pour ſouffrir que leurs ennemis excitent une guerre qui les perdroit. Ce ſont-là des articles de foi un peu trop myſtérieux pour mon intelligence, quelque clairs qu'ils puiſſent paroître à *Aratus*. Mais je crains fort qu'il ne ſe trompe lui & ſon parti, lorſqu'il met tant de confiance dans la conviction que doivent avoir les Miniſtres qu'ils ſont incapables de conduire la guerre. Ils ne nous ont point encore donné de preuves juſqu'à préſent d'une défiance auſſi ſinguliere de leurs forces, quoique la maniere dont la guerre d'Amérique a été conduite, ait porté au dernier degré d'évidence l'incapacité miniſtérielle.

Ce ſeroit une injuſtice criante de reprocher à un North, à un Sandwich ou à un Germaine, le degré de foibleſſe que donne une exceſſive modeſtie. En ſuppoſant même que ces Meſſieurs reconnoiſſent leur incapacité, les reſſources qu'ils trouvent dans un Souverain dont les rares talens pour l'adminiſtration laiſſent ſi peu d'efforts à faire à ſes Miniſtres, ne ſont-elles pas bien propres à leur

à leur fournir toutes sortes de secours & surtout à leur inspirer la plus grande confiance! Des personnages tels que le Roi de Prusse & le Roi de la Grande-Bretagne, se laisseront-ils déconcerter par les méprises d'un Ministere imbécile, eux dont la tête seule vaut tout un Conseil, & le bras une armée entiere? *Il n'est pas dans l'ordre des possibles que le Roi ni ses Ministres imaginent avoir aucun besoin de Ministres plus habiles & plus éclairés.* Tout ce qu'il leur faut c'est un renfort de *têtes* & de *bras* & sur-tout d'argent, pour les mettre en état de consommer l'exécution de leurs desseins; & voilà les secours qu'*Aratus* propose lui-même de leur fournir pour *le bien de la liberté* & la *plus grande gloire* de la pauvre Angleterre!

Mon adversaire me reproche d'être inconséquent. Il n'y a pourtant qu'une voix contre l'absurdité de vouloir unir les Whigs & les Torys dans une querelle de cette nature. A quel propos, tandis que sans s'embaraser des conséquences, le Roi s'obstine à ne changer ni de serviteurs ni de plan, les Whigs iroient-ils sacrifier leurs vies & leurs fortunes pour en faire une offrande à l'idole du despotisme déja dégoutante de leur sang? Lorsque leurs peres, leurs amis & leurs freres ont succombé dans la derniere guerre sous les efforts qui ont rendu la Grande-Bretagne triomphante, n'étoit-ce que pour parer de nouvelles guirlandes l'autel infâme

de l'Idole Ecoſſoiſe? Le Whig qui combat pour la *Junte* reſſemble au bœuf qui va de lui-même à la tuerie : c'eſt un fou qui tend ſes bras à celui qui veut les charger de fers. S'il revient vainqueur, ſa victoire eſt pour les Torys : ils en ont ſeuls la gloire ; elle ne ſervira qu'à établir leur tyrannie. Si au-contraire il ſuccombe, ils ſont débaraſſés d'un ennemi & ſe moquent de l'imbécille qui a été la dupe de leurs artifices.

Aratus ne diſtingue pas aſſez le caractere & les devoirs d'un Anglois d'avec ceux d'un Whig. D'après la rivalité naturelle de la France & de l'Angleterre, d'après l'oppoſition qui ſe trouve dans leurs intérêts & leurs gouvernemens, tout Anglois, politiquement parlant, eſt & doit être l'ennemi de la France. Mais lorſque la France s'attire l'inimitié d'un gouvernement Tory, pour avoir été l'amie & la protectrice de nos freres & des privileges de nos compatriotes, ce rapport fait naître d'autres obligations ; & il ſéroit mal aux Whigs de chercher querelle à la France ſur ce qu'elle aime & qu'elle protege les Whigs. Le caractere des Anglois eſt devenu ſi vague & ſi général qu'il n'impoſe aucune obligation déterminée. Il n'y a pas juſqu'aux M. Gregor, aux Stuart & aux Murray : juſqu'à ceux qui ont ſucé un mauvais ſang Germanique & qui ſont imbus de maximes Ecoſſoiſes encore plus corrompues, qui dans la confuſion de langage & de prin-

cipes, ne ſe qualifient Anglois ou peut-être Bretons. Dans le titre d'Anglois il n'y a rien de ſacré que ce qui a rapport au gouvernement, à la liberté & aux loix du pays. Le ſol natal eſt un préjugé pitoyable, indigne d'un Philoſophe ou d'un homme ſenſé. Il y a des Anglois qui deshonorent le titre qu'ils portent. Mais les vrais Anglois, les Whigs conſéquens, quelque *ſinguliere*, quelque *rare ou curieuſe* que ſoit cette dénomination, portent ſeuls un caractere qui faſſe honneur à leur pays, & lui donne une prééminence décidée ſur ſes voiſins. Ainſi c'eſt une lourde mépriſe de la part du bien intentionné *Aratus*, que de ſacrifier le Whig à l'Anglois, & le caractere le plus décidé & le plus honorable à celui qui l'eſt le moins.

C'eſt en établiſſant mes raiſonnemens ſur des principes auſſi ſolides que j'ai conſeillé aux Whigs de ſe méfier de la perfidie royale & de ſa couſine-germaine la perfidie Ecoſſoiſe.

Dans mes impuiſſans efforts pour ſervir la cauſe publique, j'ai tâché de raiſonner d'après des principes fixes & invariables, pour avoir le droit de me qualifier *Whig conſéquent*. Pour que ce ne ſoit pas en moi une pure imagination, je reſte attaché à mes principes comme Whig, malgré mes préjugés comme Anglois; & je ne ſouffre pas qu'un zele aveugle, prenant l'erreur par la

main, l'un & l'autre ſe précipitent dans l'abyme.

Je ſuis fâché de le dire, mais il y a dans ce pays-ci une claſſe de gens qui voudroient que tous les principes cédâſſent aux *convenances*, & que les *convenances* cédâſſent elles-mêmes à leur opinion particuliere. A ces conditions, ils ſeront les meilleurs Whigs & les plus conſéquens qu'il y ait au monde. Je ne prétens pas qu'*Aratus* ſoit un de ces Whigs; mais il aime mieux ſoumettre à ſon caprice une chaîne complaiſante de principes que de regler ſes préjugés & de les contenir. De là ſont provenus d'étranges partialités nationales qui voudroient que l'Amérique fût inſenſible à ſes calamités paſſées & aux dangers qui la menacent actuellement. De là ce préjugé local qui domine *Aratus* au point de lui faire croire qu'aujourd'hui l'Amérique doit être plus tendrement attachée au gouvernement d'Angleterre, ſon cruel bourreau, qu'au Roi de France, ſon Sauveur & ſon Rédempteur politique: que bien que l'Angleterre ait pouſſé la cruauté à ſon égard juſqu'aux excès les plus inouis, l'Amérique doit montrer une douceur & une modération toute Chrétienne: qu'elle doit s'attendrir ſur un ennemi vaincu, & ne lui rendre que le bien pour le mal.

Aratus ne conſidere point que tous les liens de la nature, toutes les relations civiles, toutes les obligations morales, ont été dé-

truites par la guerre, par l'épée & par le ſcalpel des Sauvages : que lorſqu'un pere s'eſt dépouillé de tous ſentimens de juſtice & d'humanité, les enfans ſont dégagés de tout lien de reconnoiſſance & de ſoumiſſion. Nous paroiſſions indifférents à l'avantage de poſſeder excluſivement tout le commerce des Colonies; & nous diſons aujourd'hui que nous ſerons ruinés ſi la France en prend pour elle une partie. Nous avons prétendu au pouvoir de lier nos Colonies & de les dépouiller à notre volonté: réſolution qui n'a pu nous être inſpirée que par l'inſolence de la proſpérité. Pouvons-nous les blâmer d'avoir repouſſé notre violence tyrannique & barbare, d'avoir briſé leurs fers, d'avoir ouvert leurs ports à toute la terre, d'avoir rendu leur commerce auſſi libre que leurs perſonnes, d'avoir arraché la balance de nos mains injuſtes & oppreſſives, & de nous avoir mis hors d'état de jamais leur faire du mal?

Tant que l'adminiſtration des Colonies n'a été confiée qu'à des hommes qui les gouvernoient ſuivant les loix & la conſtitution, & d'après les principes de la Révolution, leur affection pour la Mere-Patrie & leur confiance en elle n'avoient point de bornes. Mais lorſqu'une clique maudite d'avanturiers Ecoſſois Jacobites, vil rebut du gibet, reſte proſcrit de deux rébellions, eut ſaiſi les rênes du gouvernement & elevé la prérogative ſur les ruines de toute eſpece de conventions,

de ſermens & de loix, que pouvoit-on attendre de cette *invaſion ſeptentrionale*, de cette nouvelle *conquête* de l'Angleterre, ſinon que les Chartres des Colonies auroient le même ſort que la grande Chartre & le Bill des droits? Sous un pareil gouvernement, qu'eſt-ce que l'Angleterre eſt de plus par rapport aux Etats unis, que ne ſont la France & l'Eſpagne, même quand l'Angleterre ne les traiteroit pas en ennemis & que les deux autres ne les traiteroient pas avec amitié. Que les Whigs d'Angleterre montrent une vigueur & une fermeté proportionnées aux circonſtances: que le gouvernement ſoit remis ſur le pied où il doit être; & bientôt l'harmonie ſe rétablira entre les Colonies & nous. Bien tôt s'effectuera une alliance telle qu'on peut l'attendre du même ſang, des mêmes principes, d'une amitié mutuelle & des intérêts réciproques. Mais ſi les Whigs s'enrôlent ſous la banniere des Torys: s'ils deviennent l'inſtrument de la tyrannie au lieu d'en être le fléau; que reſtera-t-il de notre côté; que le vain nom d'Angleterre, qui ſera plus propre à nous faire mépriſer de l'Amérique qu'à exciter ſa compaſſion ou à captiver ſon amitié?

N.° III. *Obſervations ſur les inſtructions données aux Commiſſaires conciliateurs.*

UN entêtement des plus ſinguliers & des plus inexplicables préſide dans le Conſeil &

dans le Parlement de notre malheureux pays. Je pourrois appuyer cette assertion sur des preuves sans nombre ; mais je me contenterai de rapporter le trait suivant.

Dans la situation déplorable de nos affaires, après nous être réduits à la fâcheuse nécessité de fléchir le genou devant le Congrès (cette Compagnie ambulante, comme l'a dit un certain *Sénateur insolent* le Lord Suffolk) de lui demander pardon de nos péchés politiques, & de supplier humblement le bon peuple d'Amérique de nous accorder quelque place dans son estime : qui eût pu penser que la sagacité de nos Ministres leur fourniroit l'idée d'un expédient propre à traverser leurs propres vues & à les faire échouer infailliblement dans leur entreprise ? C'est cependant ce qui est arrivé, & je ne connois point de preuve plus frappante de la sagesse toujours conséquente des Membres de notre Conseil privé & de notre Parlement !

Au moment qu'ils pensoient sérieusement à recouvrer l'affection des Américains & à rétablir entr'eux & la Mere-Patrie l'ancienne liaison & harmonie, ils ont jugé à propos d'insérer dans leurs dépêches au Congrès des réflexions piquantes & ameres sur la nation Françoise, la bonne & grande alliée de l'Amérique, détruisant ainsi & ruinant leurs propres desseins qu'ils avoient manifestés. Comment les Ministres pouvoient-ils supposer que les Membres du Congrès manqueroient

à leur dignité, au point de passer tranquillement sur des expressions offensantes pour une Nation qui leur avoit rendu des services si essentiels, au moment qu'ils étoient dans le plus grand embarras? C'étoit insulter en face ce même Corps à qui les Commissaires, dans leurs dépêches, s'adressoient en qualité de suppliants. » Si vous maltraitez mon ami, vous me maltraitez moi-même : « tout le monde connoit cette maxime généralement reçue & fondée sur l'équité. Les Américains & les François sont liés aujourd'hui les uns aux autres par toutes les considérations qui peuvent faire naître & consolider l'amitié: ainsi faire tomber des imputations & des reproches sur l'une des deux parties, c'étoit faire une tentative pour rompre cette union dont dépend aujourd'hui le salut & la prospérité de l'Empire Américain naissant, & pour engager les Colonies à mettre de côté tous les principes de bonne-foi, de gratitude & de magnanimité : étrange conduite de la part des Commissaires pour remplir l'objet de leur mission!

Si les Commissaires eûssent été instruits, comme il convenoit, par le gouvernement; ou s'ils eûssent fait l'attention nécessaire à l'importance & à la délicatesse de leur position, ils n'auroient pas lâché un seul mot de mépris contre la nation Françoise. En se permettant au contraire les termes offensans dans lesquels ils ont parlé de cette Na-

tion, ils ont à la vérité ſervi en quelque ſorte le reſſentiment de ceux qui les avoient envoyés, mais ils ont en même-tems ſuſcité des obſtacles & des embarras à l'objet de leur négociation & ils ont aiguillonné la ſenſibilité du Congrès en faveur d'une Puiſſance, qui, après Dieu, a aſſiſté le plus les Américains dans les momens les plus critiques de leurs affaires. Quelle humiliation pour la Grande-Bretagne ne réſultera point de cette démarche! Ses Commiſſaires reviendront en Angleterre ſans avoir rien fait, & avec la mortification perſonnelle de n'avoir pas même été jugés dignes de paroître devant le Congrès! Et quand même le Roi, au nom de qui ils ont parlé, eût demandé lui même cette faveur, je ſuis réellement perſuadé qu'elle ne lui eût pas été accordée.

Le traitement que M. Penn & le Docteur Franklin, Agens des Colonies, & hommes des plus reſpectables, par leur caractere, que jamais aucun ſiecle ou aucun pays ait produits, ont éprouvé dans le Conſeil privé & dans le Parlement, nous a été bien rendu par les Américains! Le tout en général préſente une ſcène ſans exemple en politique, & ne pourra pas manquer d'exciter l'étonnement & l'admiration de la poſtérité.

N°. IV. *Essai de Prophétie du jeune Merlin.*

Beaucoup de gens nous apprennent ce qui s'est passé, moi je veux m'occuper d'annoncer ce qui doit arriver. Keppel a mis de nouveau à la mer, sans avoir des ordres positifs de combattre. Il fera ensorte de n'être point attaqué par la flotte françoise, à moins qu'elle ne commette l'imprudence de le venir chercher dans la Manche. Le commerce de France ne sera point molesté, au moins par notre escadre. Nos Camps, ainsi que ceux François, se prolongeront seulement jusqu'à la fin de l'été. Les deux partis attendront des nouvelles de l'Amérique. Le Parlement s'assemblera vers le 25 Octobre. Un Acte pour accorder l'indépendance aux treize Etats-unis, sous certaines conditions, passera, peut-être même d'une voix unanime. L'Amérique fera comprendre la France dans le Traité. L'Angleterre & la France désarmeront; & cette derniere Puissance aura ainsi rempli, sans coup férir, le grand objet de nous humilier.

Telles sont aujourd'hui les espérances du Cabinet. Selon nos Ministres, il n'y a extrémité si fâcheuse qui ne soit préférable à la guerre; & peut-être ont ils raison. En effet, dans la situation actuelle de nos finances, il n'y a plus d'argent à tirer de la Nation. La grande crise de la banqueroute publique feroit la conséquence inévitable de la guerre; puisque pour la soutenir, le Gouvernement

ſeroit obligé de s'emparer des revenus deſtinés au payement des intérêts.

Nº. V. *Compliment adreſſé au Lord North, ſur la nouvelle grace qui vient de lui être accordée en la perſonne de ſes trois fils, de la ſurvivance du duc de Newcaſtle pour l'office de Contrôleur des Douanes de Sa Majeſté dans le port de Londres.*

[Cette piece a paru pour la premiere fois dans le Mercure Calédonien, qui s'imprime à Edimbourg. Les Gazetiers de l'oppoſition l'ont donnée dans leurs feuilles pour faire voir que même en Ecoſſe il y a des eſprits indépendans, qui condamnent la conduite des Miniſtres.]

On a dit du Général Washington, qu'il s'étoit fait un ſyſtême de ne gagner ni perdre dans ſa Place, & que dans la derniere guerre il avoit quitté le ſervice ſans être d'un shilling plus riche ou plus pauvre. Aſſurément, Mylord, il y a autant de différence entre M. Washington & vous par les actions que par les principes. Vous avez mis en œuvre tous les reſſorts de l'intrigue & du crédit, pour accumuler ſur votre perſonne & ſur votre famille des places & des ſurvivances, avec une prodigalité ſans exemple. Mais vous avez fait perdre un Empire à la Grande-Bretagne, & vérifié une ancienne maxime ſuivant laquelle *tout homme qui s'oc-*

cupe trop des émolumens dans une grande place, n'eſt propre que pour une petite.

On dit que vous êtes un homme très eſtimable dans la vie privée. Il faut bien que cela ſoit ainſi, puiſque les chiens enragés du parti de l'oppoſition, ces gens qui ont faim & ſoif de l'argent & des dépouilles de leur pays, & qui n'ont pu parvenir à les partager avec vous, ces miſérables dont la conduite n'eſt guères moins criminelle ni mépriſable que la vôtre, & qui ont diſtribué avec tant d'impudence l'injure & la diffamation, vous ont trouvé des mœurs irréprochables, & n'ont oſé vous attaquer ſur cet article.

Mais l'abſence des vices dans un homme ne ſe ſent que dans le cercle étroit de ſa famille & de ſes amis; au lieu que votre conduite miniſtérielle intéreſſe toute une nation. Tournez vos regards ſur le paſſé, Mylord, voyez ce qu'étoit votre pays il y a quelques années, & conſidérez enſuite ce qu'il eſt actuellement. La Grande-Bretagne jouiſſoit alors d'une paix & d'une union auſſi parfaites que ſa conſtitution le comporte: le commerce & les manufactures étoient dans la ſituation la plus floriſſante. Jamais le crédit public n'avoit été plus haut, malgré l'énorme fardeau d'une dette immenſe que dix années de paix n'avoient que peu diminuée: la Nation étoit reſpectée de l'Etranger, & rien ne pouvoit troubler l'indolence du Mi-

niſtre qu'une miſérable diſpute avec quelques ſéditieux de Boſton. Telle étoit alors, Mylord, la ſituation de la Grande-Bretagne ; voyez actuellement à quelle condition vous l'avez réduite. Un mécontentement général dans toutes les parties de l'Empire, la diminution & la détreſſe du commerce, les manufactures languiſſantes, la chûte du crédit tant public que particulier, pour avoir été forcé juſqu'à faire craindre une banqueroute, la Nation inſultée & mépriſée au-dehors, nos armées abandonnées à la captivité, nos flottes battues, l'Amérique perdue, & les Iſles de l'Amérique ſur le point de recourir à la protection du Continent, déſormais leur métropole, & dont elles ſeront l'appanage!

Pouvez-vous jetter les yeux ſur ce tableau, & ne pas frémir de tous les maux que vous avez cauſés? Mais que parlai-je de frémir? Il faut pour cela quelque ſenſibilité, & peut-on en ſuppoſer le moindre germe dans un Miniſtre capable de nier un jour dans le même lieu, en préſence des mêmes perſonnes, les faits qu'il a aſſurés la veille, les meſures qu'il a adoptées, & les argumens qu'il a avancés à leur appui. C'eſt ce que vous n'avez ceſſé de faire pendant toute la durée de cette malheureuſe conteſtation. Selon que le vent nous apporte de bonnes ou de mauvaiſes nouvelles d'Amérique, vous êtes un Héros ou un Poltron.

Vous avez traité l'Amérique comme certains peres foibles & imprudens traitent leurs enfans mutins ; & il en eſt réſulté la même choſe. On réſiſte à toute autorité exercée foiblement & hors de ſaiſon : on finit même par la ſecouer. N'eſpérez pas, Mylord, pouvoir vous mettre à l'abri ſous l'Egide du Parlement. Dans les diſſenſions publiques, les gens ſages & modérés ſont généralement diſpoſés à renforcer le Gouvernement. Ils croyent & ils ſont diſpoſés à croire que le Gouvernement en ſait beaucoup plus que les particuliers, & que par conſéquent les meſures qu'il adopte ſont les meilleures que la ſituation générale des affaires puiſſe admettre. C'eſt ſur ce principe que la ſoumiſſion au Gouvernement eſt établie, & que tandis que les affaires d'une Nation ſont conduites avec un certain degré de conſiſtance, de convenance & de ſuccès, les bons Sujets, au ſein d'une douce tranquillité, donnent toute leur attention à leurs affaires particulieres, & ſupportent, ſans ſe plaindre, les charges qui leur ſont impoſées. Mais s'ils s'apperçoivent que le Parlement, trompé par le Miniſtre, mène pas à pas le Royaume à ſa deſtruction : s'ils voyent le plus beau fleuron de la Couronne Britannique perdu par la timidité & l'irréſolution de ſes Conſeils, l'empire de l'Océan prêt à lui être enlevé, ſes côtes inſultées, ſon crédit public anéanti, ſon commerce & ſes manufactures tombées, ſes impôts augmentant chaque

jour, avec l'impoſſibilité de les payer; alors, ils ne peuvent plus être bons Citoyens, en reſtant plus long-tems dans une inaction honteuſe; & en ſouffrant ſans ſe plaindre que la principale autorité ſoit laiſſée à un homme qui a réduit le Royaume à la ſituation déplorable où il ſe trouve aujourd'hui. Je ne demande pas que vous conveniez que ce ſoit faute de talens ou d'intégrité; mais, enfin vous ſerez obligé d'avouer que vous n'avez pas réuſſi; & c'en eſt aſſez, car dans l'état actuel des choſes, la ſureté publique exige que le Miniſtre poſſede toute la confiance de la Nation. C'eſt à quoi vous n'avez aucun droit de prétendre. Retirez-vous donc, Mylord, tandis que vous pouvez le faire ſans courir de riſque. Juſqu'à préſent vous avez eu pour ennemis des gens factieux, turbulens & intéreſſés. Tant que l'Etat eſt en ſureté, les Citoyens ſages & modérés s'embarraſſent fort peu que ce ſoit tel ou tel qui jouiſſe des émolumens d'une place éminente. Mais aujourd'hui le danger va les réveiller tous. Si vous perſiſtez dans votre opiniâtreté, ſi vous les forcez d'agir, ils vous traîneront devant les Tribunaux, ils vous pourſuivront juſques ſur l'échafaud. Et alors vous vous ſouviendrez, mais trop tard, du bon avis de celui qui ſigne,

AGRESTIS.

N.° VI. *Extrait d'une lettre de Bath, ſur un Miniſtre honoré depuis peu de l'ordre inſigne de la Jarretiére* (le Lord Suffolk).

Nous avons eu ici pendant quelques jours le Lord Suffolk qui eſt venu prendre les eaux. Sa pauvre machine paroît auſſi délabrée que l'eſt celle de l'Etat. Ce Pair décrépit a travaillé avec le même ſuccès à la deſtruction de l'un & de l'autre. Ce ſeroit un grand malheur que les eaux eûſſent quelque vertu pour lui rendre la ſanté, à moins que ce ne fût pour lui faire mieux ſentir le ſort qu'il mérite & auquel probablement il ne ſe ſouſtraira point. La maladie qui le rend impotent d'une jambe n'eſt qu'une repreſaille bien foible pour tous les membres qu'il a fait perdre à l'Etat, en détachant de la Grande-Bretagne trois millions de ſes plus fideles ſujets.

Tout le monde le regarde ici avec dégoût & avec horreur, comme un des hommes qui ont le plus contribué à la ruine de notre patrie. Il a garanti ſur ſa tête dans la Chambre des Lords le ſuccès de la guerre d'Amérique. L'engagement qu'il a contracté ne doit point être frivole; & peut-être en exigera-t on l'accompliſſement plutôt qu'il ne l'imagine. Tout ce que je ſais, c'eſt que ſi ſa tête, & celles de tous ceux qui depuis trois ans aſſurent à la Cour la pluralité des ſuffrages dans le Parlement, étoient expoſées à Temple-Bar

Bar & en d'autres lieux ſemblables, ce ſeroit un ſpectacle bien agréable & bien conſolant pour tous les bons Anglois.

Avez-vous vu ce Seigneur? Il a une mine baſſe & un mauvais ton (ſuburbanity), que ſon caroſſe, ſa livrée & ſes armoiries ne ſervent qu'à rendre plus remarquables. Quelques perſonnes prétendent que c'eſt un Miniſtre charmant dans ſa place. Je crois en effet qu'il eſt charmant, par l'art qu'il a de ſoumettre toutes ſes facultés à une adminiſtration qui n'eſt connue que par ſa foibleſſe, ſon ignorance, ſes mépriſes, ſon entêtement & ſon effronterie. Au ſurplus il a un grand nombre d'émules dans ce genre de mérite miniſtériel. Il eſt vrai qu'à cet égard on peut dire qu'il emporte la palme ſur toutes les eſpeces de mérite. Il connoit mieux qu'aucun autre le moyen infaillible de ſe concilier l'affection du Souverain, de puiſer à ſon aiſe dans le tréſor public du Royaume & de ſe faire ouvrir le ſanctuaire des plus brillantes décorations.

N.° VII. *Coup-d'œil général ſur le Miniſtere & la Nation Britanniques.*

» C'eſt quelque choſe d'étrange que de voir les peines que ſe donne une partie de la nation pour ôter le cœur à l'autre, à la moindre apparence de danger. Aujourd'hui, par exemple, avec quelle affectation certaines

gens ne répandent-ils pas les nouvelles les plus ſiniſtres: avec quelle avidité ne voit-on pas la multitude les recevoir? Tous nos moyens de défenſe ſont exténués & dépréciés, tandis qu'on exagere de la maniere la plus extravagante les forces & les reſſources de l'ennemi «.

» Peut-être cette conduite inconcevable (on voit que je ménage les termes) a-t-elle été une des principales cauſes des guerres ſi fréquentes que nous avons eues avec les François. La perſpective d'une victoire eſt un appât dont le vulgaire ſe repaît toujours avec avidité. Or rien n'eſt plus propre à enfler l'eſpoir d'un peuple que d'entendte ſes ennemis reconnoître eux-mêmes leur infériorité. En général la préſomption & la confiance ſont le caractere diſtinctif des François; & tout ce qu'on n'a ceſſé de leur crier de notre prétendue foibleſſe n'aura pas peu contribué à exalter ces ſentimens.

Qu'eſt ce que M. de Sartine pourroit dire de plus fort pour animer ſa nation à faire la guerre à la Grande-Bretagne, que ce qui ſe publie journellement dans nos propres gazettes? Je ſuppoſe qu'il voulût compoſer un écrit à ce ſujet & le faire circuler en France: une ſimple compilation de deux ou trois de nos papiers feroit ſon affaire; & il l'écriroit à peu-près dans les termes ſuivans.

Compatriotes & Amis.

» Le Roi, notre maître, ayant jugé à propos de tourner ſes armes contre les Anglois, & voulant en même-tems ôter tout lieu aux craintes & aux allarmes que leurs ſuccès ſurprenans dans la derniere guerre pourroient vous inſpirer, Sa Majeſté me charge de mettre ſous vos yeux le véritable état de cette Nation autrefois ſi formidable, & de vous faire voir à quel aviliſſement elle ſe trouve réduite par les folies ou la trahiſon des Miniſtres qui ſont à la tête de ſes affaires. C'eſt une vérité ſi notoire, qu'à l'exception de quelques créatures de la Cour de Londres, cette Nation entiere ſe montre convaincue que parmi tous les hommes que le Gouvernement employe, il n'y en a pas un ſeul qui ne ſoit un imbécille ou un fripon. En un mot, leur unique objet depuis quinze ans, & auquel ils ont travaillé ſans relâche, a été la ruine de leur Souverain & de leur pays, quoiqu'ils dûſſent bien ſentir qu'elle entraîneroit la leur. Il eſt vrai qu'il exiſtoit un homme, & un ſeul homme, qui dans cette facheuſe criſe eût pu ſauver ſa patrie; mais heureuſement cet homme n'eſt plus; & avec lui a diſparu la gloire de la Grande-Bretagne «.

» Je ne m'étendrai point ici ſur les richeſſes, la ſageſſe & la valeur des Etats-unis d'Amérique, actuellement nos bons & fideles

alliés. Il me ſuffit de vous aſſurer, toujours d'après le témoignage des Anglois, que les ſeules forces des Américains ſeroient ſuffiſantes pour détruire toutes celles que pourroit lui oppoſer la Grande-Bretagne, dont le commerce n'a ſubſiſté que par eux ſeulement & dont *le Soleil s'eſt couché pour toujours* au moment de leur défection «.

Quelle eſt donc la Nation que vous allez combattre ? C'eſt une nation dont les finances ſont entierement ruinées : chez qui l'argent public eſt détourné ſans ceſſe pour aſſouvir la rapacité des particuliers & aſſurer aux Miniſtres la pluralité des ſuffrages dans un Parlement venal & corrompu, que le peuple mépriſe trop pour y mettre la moindre confiance : — c'eſt une nation dont les flottes ſont pourries, mal armées & fournies pour la plupart de ſi mauvais équipages, que dans un jour de combat ils ſeront à peine en état de mettre un pied hors de leurs hamacs : — une nation enfin, dont les troupes de terre en Amérique ſont actuellement priſonnieres ou ſur le point de l'être ; tandis que la Grande-Bretagne elle-même n'a pour défenſeurs que de miſérables Miliciens, ſans diſcipline & ſi mal armés, que ſur vingt, à peine y en a-t'il un qui ait un fuſil en bon état «.

» Que de reproches vous auriez à vous faire ſi vous manquiez de vous ſaiſir d'une proie ſi riche & qui s'offre d'elle-même ? Soyez certains qu'il n'y a dans tout ceci au-

cune exagération, puiſque ce ſont des vérités dont conviennent hautement tout ce qu'il y a de gens éclairés en Angleterre. Je ſais bien qu'on arracheroit difficilement un pareil aveu à toute nation un peu raiſonnable; mais les faits ſont ſi ſcandaleuſement notoires, que celle-ci veut tirer au moins quelque mérite de les publier. Ce n'eſt donc point pour une guerre, c'eſt pour une conquête que vous allez entrer en campagne. Vous ne pouvez manquer de concourir avec zele à une entrepriſe qui non ſeulement vous délivrera d'un ennemi implacable & puiſſant, mais qui vous aſſurera pour la ſuite l'empire & les richeſſes de la majeure partie du globe «.

» Il n'y a pas d'Anglois qui dût s'étonner de voir un pareil écrit ſigné DE SARTINE.

P. S. du 25 Septembre.

Je ſuis fâché de fermer ce paquet ſans vous donner aucune nouvelle d'Amérique. Le bruit court qu'il eſt venu le 22 une lettre à l'Amirauté de l'Amiral Montagu, Commandant à Terreneuve, & qu'il mande que le Comte d'Eſtaing étoit entré dans la riviere Delaware. Mais cela ne reſſemble point à ce qui a été écrit par le Lord Howe le 31 Juillet, que le Comte d'Eſtaing, après avoir été reconnoître la Delaware, avoit remonté vers le Nord, comme pour porter ſur Rhode-Iſland.

Il y a des gens ici qui ont grand'peur qu'il n'ait plutôt été à la recherche des débris de l'escadre de l'Amiral Byron. — Vous apprendrez avec déplaisir que le vaisseau la *Guienne*, de la Martinique pour Bordeaux, vient d'être envoyé à Dartmouth. On le dit très-riche; mais tout ne sera pas perdu pour les Armateurs. Les Assureurs de Londres en rendront trente mille livres sterling.

PRISES FAITES A LA MER.

Vaisseaux pris par les Anglois.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Sainte Marthe, Capitaine de Taille.	Havre de Grace, chargé de farine.	Brest.	. . . . .
L'*Aimable Victoire*, Capitaine Vincent.	Martinique, rum, sucre, café & coton.	. . . . .	Pris par le *Fox*, frégate de l'Amiral Keppel.
Le *Brunswich*, vaisseau Américain.	30 boucauts de tabac & 600 barils de riz.	. . . . .	Pris par l'*Allarme* & le *Héros*, Corsaires de Guernesey, pris devant Brest par le Cutter du Roi l'*Alert*.
Deux vaisseaux François.	Chargés de sel & de balotterie.	Pour l'Amérique.	Pris par le nouveau Corsaire du nom de l'*Active*, de Guernesay, l'un conduit à Guernesey, l'autre à Torbay.
Un brigantin & deux sloops.	Tabac, rum, sucre & sel.	.....	Pris par la *Rose*, Capitaine Dunkan & condnits à New York.
La *Marth*, Capitaine Mackintosh. Le *Lord Dungarvon*, Capitaine Kirby.	.....		Repris & conduits à Halifax.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus.*
La *Louise*, Capitaine Barbay.	Martinique avec du salpêtre, & quelques lainages.	Caroline Méridionale.	Pris par une frégate Augloise & conduit à la Nouvelle-York.
Le *Hornet*, Capitaine Welch.	Martinique salpêtre, poudre à canon, deux mille fusils & six canons de fonte.	Caroline Méridionale.	Pris par le vaisseau de guerre le *Rainbow*, & conduit à Halifax.
La *Coquete*.	La Rochelle avec une riche cargaison.	Pour l'Amérique.	Enlevé dans la rade par un Corsaire de Guernesey.
Le *Lynx*, Capitaine David. - Brigantin François.	Nantes, sel & balotteries.	Virginie.	Pris par le *Beaseley*, vaisseau lettre de marque, & envoyé à Jersey.
Le *Sally*, Capitaine Cuthberg de Pensacola, repris.	.....	.....	Envoyé à la Grenade.
Le *Fox*.	Caroline, riz, indigo.	Nantes.	Pris par la *Rose*, Capitaine Duman & amené à Portsmouth par le Winchelsea.
Le *Bon Jesus*, Capitaine Defam, Nra Senra, de Salud.	Amsterdam, 160 barils de poudre & des armes.	Opporto.	Pris par la frégate *le Fox* & envoyé à Portsmouth.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
L'*Ufrow-Martina*. Capitaine Welsberg.	Curaçao.	Quiderfée.	Pris & envoyé à Plymouth par le vaisseau de guerre le *Pacifick*.
Un sloop.	Caroline, tabac.	Amsterdam.	Pris par le *Sparling*, Capitaine Dennx de Liverpool.
Le *Hendreck* & *Alida*, Capitaine Klock.	Saint Eustache, café.	Nantes.	Pris & envoyé à Portsmouth par le *Fax*, frégate de guerre.
Prosperons..	. . . . .	Nantes.	
Mary.	Tabac.		
Un Corsaire Américain de 6 canons.	.....		Pris par la frégate la *Blonde* & envoyé à Halifax.
La *Jonquille*.	Pensacola, indigo riz, &c.	Nantes.	Pris par l'*Atalante*, & conduit à Gravesend.
La *Fortune*, Capitaine Westcoat.	Nantes, lainage, mille fusils & autres munitions.	Caroline Méridionale.	Pris près de Nantes & envoyé en Angleterre.

Vaisseaux pris sur les Anglois.

La *Défense*, de 16 canons de 6 & 4 & 120 hommes. La *Diane*, Capitaine Colley.	Afrique.	Jamaïque	Pris & envoyés à l'Isle Saint Domingue.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
Le *Fortunaté-Adventurer*, Capitaine Kinnham.	De la côte de Malabar, avec 276 Negres.	Pour les Indes Occidentales.	Pris par un Corsaire Américain de 10 canons, & conduit à la Guadeloupe.
Le *Sally*, Capitaine Scot.	Saint Christophe.	New-York.	Pris le 16 Mars par un Corsaire Américain de 12 canons & conduit à la Martinique.
La *Perle*, Capitaine Branker.	Côte d'Afrique.	. . . . .	Pris par un Corsaire Américain de 20 canons.
La Fancy, Capitaine Allison.			
L'Elisa, Capitaine Jack.	De Clyde pour Halifax.	Isle Grenade.	Pris & conduit à Salem.
Le *Lapwing*, Capitaine Scott.	Londres.	.....	Tous pris par la frégate Françoise le *Rossignol*, commandée par M. de la Touche, & conduits à la Rochelle.
Le *Morningstard.*	Dartmouth.		
La *Royale Charlotte.*	Guernesey.		
Le *Friendshipe*, Capitaine Reid.	Leith.	Isle Grenade.	Pris par un Corsaire Américain & conduit à la Martinique.
L'Adventure, Capitaine Baxter.	Honduras.	Bristol.	Pris par un Corsaire Américain de 6 canons & envoyé à Salem.

Noms & désignations des vaisseaux.	*Lieu de leur départ & chargement.*	*Lieu de leur destination.*	*Ce qu'ils sont devenus, &c.*
La *Patience*, Capitaine Moor.	Dublin.	Drontheim.	Pris par un Corsaire Américain, & conduit à Brest.
Le *Lovely-Lass*, Capitaine Ward.	Londres.	Amérique.	Pris & conduit à Boston.
Le *Sarach*, Capitaine Newby, lettre de marque de 16 canons.	Darmouth.	Terreneuve.	Pris par deux Corsaires Américains.
Trois vaisseaux armés à Saint Augustin, pour être employés avec d'autres à une expédition contre la Géorgie.	.....	.....	Pris par des Corsaires Américains.

FIN.

Cleaned & Oiled
September 1988